

COMMUNE D'AUDERGHEM.
GEMEENTE OUDERGEM.
COMMUNE D'AUDERGHEM.

ORDRE DU JOUR DE LA SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL
DU JEUDI 22 JANVIER 2009, A 20 HEURES.

1. **ESPACE PUBLIC** : COMMUNICATION. Acquisition d'un nettoyeur haute pression pour le garage et la voirie – Marché par procédure négociée sur simple facture acceptée - Application de l'article 234 de la nouvelle loi communale.
2. **ESPACE PUBLIC** : COMMUNICATION. Acquisition d'outillage pour le garage – Marché par procédure négociée sur simple facture acceptée - Application de l'article 234 de la nouvelle loi communale.
3. **ESPACE PUBLIC** : COMMUNICATION. Acquisition de pneus – Marché par procédure négociée sur simple facture acceptée - Application de l'article 234 de la nouvelle loi communale.
4. **ESPACE PUBLIC** : COMMUNICATION. Acquisition de matériel pour l'organisation des festivités – Marché par procédure négociée sur simple facture acceptée - Application de l'article 234 de la nouvelle loi communale.
5. **ESPACE PUBLIC** : COMMUNICATION. Acquisition d'outillage pour le service des plantations – Marché par procédure négociée sur simple facture acceptée - Application de l'article 234 de la nouvelle loi communale.
6. **ESPACE PUBLIC** : COMMUNICATION. Achat de poubelles sélectives – Marché par procédure négociée sur simple facture acceptée - Application de l'article 234 de la nouvelle loi communale.
7. **ESPACE PUBLIC** : COMMUNICATION. Remplacement des deux portes d'entrée du bâtiment du Plan vert – Marché par procédure négociée sur simple facture acceptée - Application de l'article 234 de la nouvelle loi communale.
8. **ESPACE PUBLIC** : COMMUNICATION. Remplacement de la cuve à mazout du plan vert – Marché par procédure négociée sur simple facture acceptée - Application de l'article 234 de la nouvelle loi communale.
9. **ESPACE PUBLIC** : COMMUNICATION. Remplacement de la porte de la salle de spectacle du Centre culturel – Marché par procédure négociée sur simple facture acceptée - Application de l'article 234 de la nouvelle loi communale.
10. **ESPACE PUBLIC** : COMMUNICATION. Installation d'une vidéosurveillance dans l'entrée de la crèche « Les Oursons » – Marché par procédure négociée sur simple facture acceptée - Application de l'article 234 de la nouvelle loi communale.
11. **ESPACE PUBLIC** : COMMUNICATION. Installation d'un système d'alarme incendie et d'un éclairage de secours dans la crèche « Les Oursons » – Marché par procédure négociée sur simple facture acceptée - Application de l'article 234 de la nouvelle loi communale.
12. **ESPACE PUBLIC** : COMMUNICATION. Installation d'une tente solaire à la crèche « Les Oursons » – Marché par procédure négociée sur simple facture acceptée - Application de l'article 234 de la nouvelle loi communale.
13. **ESPACE PUBLIC** : COMMUNICATION. Remise en peinture des châssis du Centre scolaire du Souverain - Phase II – Marché par procédure négociée sans publicité - Application de l'article 234 de la nouvelle loi communale.
14. **ESPACE PUBLIC** : COMMUNICATION. Travaux de cimentage du mur arrière du Centre scolaire du Souverain - Marché par procédure négociée sans publicité - Application de l'article 234 de la nouvelle loi communale.
15. **ESPACE PUBLIC** : COMMUNICATION. Assainissement des murs de la crèche « Les Oursons » – Marché par procédure négociée sans publicité - Application de l'article 234 de la nouvelle loi communale.

16. **ESPACE PUBLIC** : COMMUNICATION. Installation d'un système de sécurité incendie dans la maison communale – Phase II – Marché par procédure négociée sans publicité - Application de l'article 234 de la nouvelle loi communale.
17. **ESPACE PUBLIC** : COMMUNICATION. Achat et placement de plaques de signalisation – Marché par procédure négociée sans publicité - Application de l'article 234 de la nouvelle loi communale.
18. **ESPACE PUBLIC** : COMMUNICATION. Achat de mobilier urbain (bancs, barrières, bollards et poubelles) – Marché par procédure négociée sans publicité - Application de l'article 234 de la nouvelle loi communale.
19. **ESPACE PUBLIC** : COMMUNICATION. Entretien ponctuel de divers espaces verts – Marché par procédure négociée sans publicité - Application de l'article 234 de la nouvelle loi communale.
20. **ESPACE PUBLIC** : COMMUNICATION. Fourniture d'arbres et plantations d'alignement – Marché par procédure négociée sans publicité - Application de l'article 234 de la nouvelle loi communale.
21. **ESPACE PUBLIC** : COMMUNICATION. Acquisition de panneaux de signalisation "Zone 30" – Marché par procédure négociée sans publicité - Application de l'article 234 de la nouvelle loi communale.
22. **ESPACE PUBLIC** : COMMUNICATION. Rénovation de la toiture au dessus de la buvette du Centre sportif – Marché par procédure négociée sans publicité - Application de l'article 234 de la nouvelle loi communale.
23. **ESPACE PUBLIC** : COMMUNICATION. Renouvellement des douches du local arbitre au Stade communal – Marché par procédure négociée sans publicité - Application de l'article 234 de la nouvelle loi communale.
24. **ESPACE PUBLIC** : COMMUNICATION. Remise en état des sols des vestiaires au Stade communal – Marché par procédure négociée sans publicité - Application de l'article 234 de la nouvelle loi communale.
25. **PETITE ENFANCE** : COMMUNICATION. Crèche communale « Les Poneys » – Achat de mobilier – Procédure négociée sur simple facture acceptée – Application de l'article 234 de la nouvelle loi communale.
26. **ESPACE PUBLIC** : Rénovation de la toiture et la corniche du « Centre scolaire les Marronniers » – Marché par adjudication publique - Fixation des conditions.
27. **ESPACE PUBLIC** : Subsidés octroyés aux communes pour l'exécution de travaux de sécurisation - Année 2006 – Approbation du projet.
28. **ESPACE PUBLIC** : Subsidés octroyés aux communes pour l'exécution de travaux de sécurisation – Année 2007 – Approbation du projet.
29. **ESPACE PUBLIC** : Subsidés octroyés aux communes pour l'exécution de travaux de sécurisation – Année 2008 – Approbation du projet.
30. **ESPACE PUBLIC – JURIDIQUE** : Appel d'offres général et adoption du cahier spécial des charges relatif à l'installation, l'exploitation et l'entretien du mobilier urbain sur le territoire de la commune.
31. **MOBILITE** : Mise en œuvre des dispositions de l'arrêté déterminant les mesures d'urgence en vue de prévenir les pics de pollution atmosphérique par les micro-particules et le dioxyde d'azote – Reconnaissance mutuelle des dérogations accordées par une commune.
32. **PREVENTION** : Plan stratégique de sécurité et de prévention. Approbation du règlement touchant l'encouragement des ménages à la protection contre les cambriolages et à la sécurisation des habitations.
33. **URBANISME** : Plan Régional d'Affectation du Sol – Projet de modification partielle - Avis du Conseil communal.
34. **URBANISME** : Projet de Plan 2008-2013 de Prévention et de Lutte contre le Bruit en Milieu Urbain – Avis du Conseil communal.

35. **REGIE FONCIERE** : Compte de la Régie foncière – Exercice 2006 – Approbation provisoire.
36. **REGIE FONCIERE** : Convention d'occupation précaire d'un logement de transit à signer entre l'Administration et les locataires de la Régie foncière.
37. **SERVICE JURIDIQUE** : Protocole d'accord avec la STIB relatif aux abribus.
38. **SERVICE JURIDIQUE** : Convention de bail concernant une partie des bâtiments de la ferme de Rouge-Cloître.
39. Approbation des procès-verbaux de la séance publique du Conseil communal des jeudis 4 et 18 décembre 2008.

**DAGORDE VAN DE OPENBARE VERGADERING VAN DE GEMEENTERAAD
VAN DONDERDAG 22 JANUARI 2009, OM 20 UUR.**

1. **PUBLIEKE RUIMTE** : MEDEDELING. Aankoop van een hogedrukreiniger voor de garage en de wegenis – Opdracht via onderhandelingsprocedure op aangenomen factuur – Toepassing van artikel 234 van de nieuwe gemeentewet.
2. **PUBLIEKE RUIMTE** : MEDEDELING. Aankoop van gereedschap voor de garage – Opdracht via onderhandelingsprocedure op aangenomen factuur – Toepassing van artikel 234 van de nieuwe gemeentewet.
3. **PUBLIEKE RUIMTE** : MEDEDELING. Aankoop van banden – Opdracht via onderhandelingsprocedure op aangenomen factuur – Toepassing van artikel 234 van de nieuwe gemeentewet.
4. **PUBLIEKE RUIMTE** : MEDEDELING. Aankoop van materiaal voor de organisatie van festiviteiten – Opdracht via onderhandelingsprocedure op aangenomen factuur – Toepassing van artikel 234 van de nieuwe gemeentewet.
5. **PUBLIEKE RUIMTE** : MEDEDELING. Aankoop van gereedschap voor de Groendienst – Opdracht via onderhandelingsprocedure op aangenomen factuur – toepassing van artikel 234 van de nieuwe gemeentewet.
6. **PUBLIEKE RUIMTE** : MEDEDELING. Aankoop van vuilnisbakken voor selectieve ophaling – Opdracht via onderhandelingsprocedure op aangenomen factuur – toepassing van artikel 234 van de nieuwe gemeentewet.
7. **PUBLIEKE RUIMTE** : MEDEDELING. Vervanging van de twee toegangsdeuren van het gebouw van de Groendienst – Opdracht via onderhandelingsprocedure op aangenomen factuur – Toepassing van artikel 234 van de nieuwe gemeentewet.
8. **PUBLIEKE RUIMTE** : MEDEDELING. Vervanging van de mazouttank van de Groendienst – Opdracht via onderhandelingsprocedure op aangenomen factuur – Toepassing van artikel 234 van de nieuwe gemeentewet.
9. **PUBLIEKE RUIMTE** : MEDEDELING. Vervanging van de deur van de toneelzaal van het culturele Centrum – Opdracht via onderhandelingsprocedure op aangenomen factuur – Toepassing van artikel 234 van de nieuwe gemeentewet.
10. **PUBLIEKE RUIMTE** : MEDEDELING. Plaatsing van een videobewaking in de ingang van het kinderdagverblijf "Les Oursons" - Opdracht via onderhandelingsprocedure op aangenomen factuur – Toepassing van artikel 234 van de nieuwe gemeentewet.
11. **PUBLIEKE RUIMTE** : MEDEDELING. Plaatsing van een brandalarm en een noodverlichting in het kinderdagverblijf "Les Oursons" - Opdracht via onderhandelingsprocedure op aangenomen factuur – Toepassing van artikel 234 van de nieuwe gemeentewet.
12. **PUBLIEKE RUIMTE** : MEDEDELING. Plaatsing van een zonnentent aan de kinderkribbe "Les Oursons" - Opdracht via onderhandelingsprocedure op aangenomen factuur – Toepassing van artikel 234 van de nieuwe gemeentewet.
13. **PUBLIEKE RUIMTE** : MEDEDELING. Herschilderen van het raamwerk van het "Centre scolaire du Souverain" – Fase II – Onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking – Toepassing van artikel 234 van de nieuwe gemeentewet.

14. **PUBLIEKE RUIMTE** : MEDEDELING. Cementering van de achtermuur van het " Centre scolaire du Souverain" – Onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking – Toepassing van artikel 234 van de nieuwe gemeentewet.
15. **PUBLIEKE RUIMTE** : MEDEDELING. Sanering van de muren van het kinderdagverblijf "Les Oursons" – Onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking – Toepassing van artikel 234 van de nieuwe gemeentewet.
16. **PUBLIEKE RUIMTE** : MEDEDELING. Installatie van een brandbeveiligingssysteem in het Gemeentehuis – Fase II – Onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking – Toepassing van artikel 234 van de nieuwe gemeentewet.
17. **PUBLIEKE RUIMTE** : MEDEDELING. Aankoop en plaatsing van verkeersborden – Onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking – Toepassing van artikel 234 van de nieuwe gemeentewet.
18. **PUBLIEKE RUIMTE** : MEDEDELING. Aankoop van straatmeubilair (banken, hekkens, bolders en vuilnisbakken) – Onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking – Toepassing van artikel 234 van de nieuwe gemeentewet.
19. **PUBLIEKE RUIMTE** : MEDEDELING. Regelmatig onderhoud van diverse groene zones – Onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking – Toepassing van artikel 234 van de nieuwe gemeentewet.
20. **PUBLIEKE RUIMTE** : MEDEDELING. Levering van bomen en wegbeplantingen – Onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking – Toepassing van artikel 234 van de nieuwe gemeentewet.
21. **PUBLIEKE RUIMTE** : MEDEDELING. Aankoop van "zone 30" borden – Onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking – Toepassing van artikel 234 van de nieuwe gemeentewet.
22. **PUBLIEKE RUIMTE** : MEDEDELING. Herstelling van de dakbedekking van de bar van het Sportcentrum – Onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking – Toepassing van artikel 234 van de nieuwe gemeentewet.
23. **PUBLIEKE RUIMTE** : MEDEDELING. Vernieuwing van de douches van het scheidsrechterslokaal op het Gemeentelijk stadion – Onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking – Toepassing van artikel 234 van de nieuwe gemeentewet.
24. **PUBLIEKE RUIMTE** : MEDEDELING. Vernieuwing van de vloer van de kleedkamers op het Gemeentelijk stadion – onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking – Toepassing van artikel 234 van de nieuwe gemeentewet.
25. **PEUTERZORG** : MEDEDELING. Gemeentelijke kribbe "Les Poneys" - Aankoop van meubelen - Overheidsopdracht via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking – Toepassing van artikel 234 van de nieuwe gemeentewet.
26. **PUBLIEKE RUIMTE** : Vernieuwing van het dak en de goten van het « Centre scolaire les Marronniers » – Openbare aanbesteding - Vaststellen van de voorwaarden.
27. **PUBLIEKE RUIMTE** : Aan de gemeentes toegekende subsidies voor de uitvoering van beveiligingswerken – Jaar 2006 – Goedkeuring van het project.
28. **PUBLIEKE RUIMTE** : Aan de gemeentes toegekende subsidies voor de uitvoering van beveiligingswerken – Jaar 2007 – Goedkeuring van het project.
29. **PUBLIEKE RUIMTE** : Aan de gemeentes toegekende subsidies voor de uitvoering van beveiligingswerken – Jaar 2008 – Goedkeuring van het project.
30. **PUBLIEKE RUIMTE – JURIDISCHE** : Algemene offerteaanvraag en goedkeuring van het bestek betreffende de plaatsing, de uitbating en het onderhoud van stedelijk meubilair op het gebied van Oudergem.
31. **MOBILITEIT** : Aanwending van de voorschriften van het arrest dat de te nemen noodmaatregelen bepaalt betreffende het voorkomen van pieken van atmosferische vervuiling door microdeeltjes en stikstofdioxide – Wederkerige erkenning van de door een gemeente toegestane afwijkingen.

32. **PREVENTIE** : Strategisch veiligheids en preventieplan. Goedkeuring van het reglement aangaande de aanmoediging van de gezinnen tot de beveiliging van hun woning tegen inbraak.
33. **STEDENBOUW** : Gewestelijke Bestemmingsplan – Ontwerp van gedeeltelijke herziening - Advies van de Gemeenteraad.
34. **STEDENBOUW** : Planontwerp 2008-2013 voor de Preventie en Bestrijding van het Stadslawaai - Advies van de Gemeenteraad.
35. **REGIE VOOR GRONDBELEID** : Rekening van de Regie voor grondbeleid – Dienstjaar 2006 – Voorlopige goedkeuring.
36. **REGIE VOOR GRONDBELEID** : Precario huurovereenkomst van een tijdelijke woning tussen de gemeente en de huurders van de Regie voor grondbeleid.
37. **JURIDISCHE DIENST** : Ontwerpakkoord met de MIVB betreffende de bushaltes.
38. **JURIDISCHE DIENST** : Huurovereenkomst betreffende een gedeelte van de boerderij van het Rood Klooster.
39. Goedkeuring van de notulen van de openbare vergaderingen van de Gemeenteraad van donderdag 4 en 18 december 2008.

PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU CONSEIL COMMUNAL DU JEUDI 22 JANVIER 209 A 20 HEURES.

PROCES-VERBAAL VAN DE VERGADERING VAN DE GEMEENTERAAD VAN DONDERDAG 22 JANUARI 2009 OM 20 UUR.

Aanwezig :

Burgemeester –Voorzitter

Présents :

Bourgmestre - Président

Didier GOSUIN

Schepenen :

Bruno COLLARD, Alain LEFEBVRE, Pascale DESPINETO, Suzanne COOPMANS, Janine CRUCIFIX, Christian COPPENS.

Echevins :

Gemeenteraadsleden :

Georges DEFOSSET, Yvette MELERY-CHARLES, Jean-Claude VITOUX, Isabelle DESIR, Claire LEYTENS, Michel WAUTERS, Jacqueline FRAVEZZI, Pierre-Yves HERZL, Marie-Pierre BAUWENS, Johan BUYCK, Charles CHAPELLE, Luc TOUSSAINT, Annick SOMMER, Sophie de VOS, Christophe HARDY, Claire VAN BELLINGHEN,. – Conseillers communaux.

Conseillers communaux :

Gemeentesecretaris dd. :

Secrétaire communal f.f. :

Etienne SCHOONBROODT.

Verontschuldigd :

Véronique ARTUS, Véronique JAMOULLE, Alan KEEPEN.

Excusés :

Afwezig :

Bernard NOEL, Alain DESTEXHE, Alain HIRSCH.

Absents :

Monsieur Alain LEFEBVRE, Echevin, entre en séance au 24^{ème} objet.

De Heer Alain LEFEBVRE, Gemeenteraadslid, komt de zitting binnen bij het 24^e voorwerp

Monsieur Jean-Claude VITOUX, Conseiller communal, entre en séance au 27^{ème} objet.

De Heer Jean-Claude VITOUX, Gemeenteraadslid, komt de zitting binnen bij het 27^e voorwerp.

SEANCE PUBLIQUE
OPENBARE ZITTING

22.01.2009/A/001

1ER OBJET

**ESPACE PUBLIC ACQUISITION D'UN NETTOYEUR HAUTE PRESSION POUR
LE GARAGE ET LA VOIRIE - MARCHE PAR PROCEDURE
NEGOCIEE SUR SIMPLE FACTURE ACCEPTEE – COMMUNI-
CATION.**

LE CONSEIL,

Vu qu'un montant de 6.000 € est prévu à l'article 136.744.51. du budget extraordinaire de 2009 pour l'acquisition d'un nettoyeur haute pression pour le garage et la voirie ;

Vu que la dépense est estimée à ± 5.999 € ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et de concessions ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale qui prévoit que le Collège échevinal est habilité à choisir le mode de passation, fixer les conditions et approuver la dépense à condition de faire connaître la décision au Conseil communal ;

Vu les articles 234 à 237 de la nouvelle loi communale ;

Vu la décision du Collège échevinal du 6 janvier 2009, réf. 06.01.2009/B/002 ;

DECIDE : à l'unanimité,

- de prendre connaissance de la décision du Collège échevinal du 6 janvier 2009 ;
- de charger le Collège échevinal de poursuivre l'exécution de ce dossier.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Receveur communal avec les pièces justificatives.

Approuvée par M. le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale. Lettre du 03 mars 2009 Réf. :002-2009/1280-pl

22.01.2009/A/001

1E VOORWERP

**OPENBARE RUIMTE AANKOOP VAN EEN HOGEDRUKREINIGER VOOR DE
GARAGE EN DE WEGENIS – OPDRACHT VIA ONDER-
HANDELINGSPROCEDURE OP AANGENOMEN FACTUUR
– MEDEDELING.**

DE RAAD,

Gezien er op artikel 136.744.51. van de buitengewone begroting van 2009 een som van 6.000 € voorzien is voor de aankoop van een hogedrukreiniger voor de garage et de wegenis ;

Gezien deze uitgave geschat wordt op ± 5.999 € BTWI ;

Gezien de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten van werken, leveringen en diensten en meer bepaald artikel 17 ;

Gezien het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten en de concessies van openbare werken, in het bijzonder artikel 122 ;

Gezien het koninklijk besluit van 26 september 1996 houdende instelling van de algemene uitvoeringsregels van openbare opdrachten en concessie ;

Gezien artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet voorziet dat het Schepencollege de bevoegdheid heeft om de wijze waarop de opdrachten voor aanneming van werken, leveringen of diensten worden gegund, voorwaarden vast te stellen en de uitgave goed te keuren, mits de beslissing ter kennis te brengen van de Gemeenteraad ;

Gezien artikels 234 tot 237 van de nieuwe gemeentewet ;

Gezien de beslissing van het Schepencollege van 6 januari 2009, ref. 06.01.2009/B/002 ;

BESLIST : met éénparigheid,

- kennis te nemen van de beslissing van het Schepenkollege van 6 januari 2009 ;
- het Schepencollege toe te laten de procedure hiervoor opgestart, voort te zetten.

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Gemeenteontvanger met de bijhorende stukken.

Goedgekeurd door de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest Brief van 03 maart 2009 Ref. : 002-2009/1280-pl

22.01.2009/A/002

2EME OBJET

ESPACE PUBLIC ACQUISITION D'OUTILLAGE POUR LE GARAGE - MARCHE PAR PROCEDURE NEGOCIEE SUR SIMPLE FACTURE ACCEPTEE – COMMUNICATION.

LE CONSEIL,

Vu qu'un montant de 6.000 € est prévu à l'article 136.744.98. du budget extraordinaire de 2009 pour l'acquisition d'outillage pour le garage ;

Vu que la dépense est estimée à ± 5.950 € ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et de concessions ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale qui prévoit que le Collège échevinal est habilité à choisir le mode de passation, fixer les conditions et approuver la dépense à condition de faire connaître la décision au Conseil communal ;

Vu les articles 234 à 237 de la nouvelle loi communale ;

Vu la décision du Collège échevinal du 6 janvier 2009, réf. 06.01.2009/B/003 ;

DECIDE : à l'unanimité,

- de prendre connaissance de la décision du Collège échevinal du 6 janvier 2009 ;
- de charger le Collège échevinal de poursuivre l'exécution de ce dossier.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Receveur communal avec les pièces justificatives.

Approuvée par M. le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale. Lettre du 03 mars 2009 Réf. :002-2009/1280-pl

22.01.2009/A/002

2E VOORWERP

OPENBARE RUIJTE AANKOOP VAN GEREEDSCHAP VOOR DE GARAGE – OPDRACHT VIA ONDERHANDELINGSPROCEDURE OP AANGENOMEN FACTUUR – MEDEDELING.

DE RAAD,

Gezien er op artikel 136.744.98. van de buitengewone begroting van 2009 een som van 6.000 € voorzien is voor de aankoop van gereedschap voor de garage ;

Gezien deze uitgave geschat wordt op ± 5.950 € BTWI ;

Gezien de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten van werken, leveringen en diensten en meer bepaald artikel 17 ;

Gezien het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten en de concessies van openbare werken, in het bijzonder artikel 122 ;

Gezien het koninklijk besluit van 26 september 1996 houdende instelling van de algemene uitvoeringsregels van openbare opdrachten en concessie ;

Gezien artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet voorziet dat het Schepencollege de bevoegdheid heeft om de wijze waarop de opdrachten voor aanneming van werken, leveringen of diensten worden gegund, voorwaarden vast te stellen en de uitgave goed te keuren, mits de beslissing ter kennis te brengen van de Gemeenteraad ;

Gezien artikels 234 tot 237 van de nieuwe gemeentewet ;

Gezien de beslissing van het Schepencollege van 6 januari 2009, ref. 06.01.2009/B/003 ;

BESLIST : met éénparigheid,

- kennis te nemen van de beslissing van het Schepencollege van 6 januari 2009 ;
- het Schepencollege toe te laten de procedure hiervoor opgestart, voort te zetten.

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Gemeenteontvanger met de bijhorende stukken.

Goedgekeurd door de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest
Brief van 03 maart 2009
Ref. : 002-2009/1280-pl

22.01.2009/A/003

3EME OBJET

ESPACE PUBLIC ACQUISITION DE PNEUS - MARCHE PAR PROCEDURE NEGOCIEE SUR SIMPLE FACTURE ACCEPTEE – COMMUNICATION.

LE CONSEIL,

Vu qu'un montant de 6.000 € est prévu à l'article 136.745.52. du budget extraordinaire de 2009 pour l'acquisition de pneus ;

Vu que la dépense est estimée à ± 5.990 € ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et de concessions ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale qui prévoit que le Collège échevinal est habilité à choisir le mode de passation, fixer les conditions et approuver la dépense à condition de faire connaître la décision au Conseil communal ;

Vu les articles 234 à 237 de la nouvelle loi communale ;

Vu la décision du Collège échevinal du 6 janvier 2009, réf. 06.01.2009/B/004 ;

DECIDE : à l'unanimité,

- de prendre connaissance de la décision du Collège échevinal du 6 janvier 2009 ;
- de charger le Collège échevinal de poursuivre l'exécution de ce dossier.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Receveur communal avec les pièces justificatives.

Approuvée par M. le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale.
Lettre du 03 mars 2009
Réf. :002-2009/1280-pl

22.01.2009/A/003

3E VOORWERP

OPENBARE RUIMTE AANKOOP VAN BANDEN – OPDRACHT VIA ONDERHANDELINGSPROCEDURE OP AANGENOMEN FACTUUR – MEDEDELING.

DE RAAD,

Gezien er op artikel 136.745.52. van de buitengewone begroting van 2009 een som van 6.000 € voorzien is voor de aankoop van banden ;

Gezien deze uitgave geschat wordt op ± 5.990 € BTWI ;

Gezien de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten van werken, leveringen en diensten en meer bepaald artikel 17 ;

Gezien het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten en de concessies van openbare werken, in het bijzonder artikel 122 ;

Gezien het koninklijk besluit van 26 september 1996 houdende instelling van de algemene uitvoeringsregels van openbare opdrachten en concessie ;

Gezien artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet voorziet dat het Schepencollege de bevoegdheid heeft om de wijze waarop de opdrachten voor aanneming van werken, leveringen of diensten worden gegund, voorwaarden vast te stellen en de uitgave goed te keuren, mits de beslissing ter kennis te brengen van de Gemeenteraad ;

Gezien artikels 234 tot 237 van de nieuwe gemeentewet ;

Gezien de beslissing van het Schepencollege van 6 januari 2009, ref. 06.01.2009/B/004 ;

BESLIST : met éénparigheid,

- kennis te nemen van de beslissing van het Schepencollege van 6 januari 2009 ;
- het Schepencollege toe te laten de procedure hiervoor opgestart, voort te zetten.

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Gemeenteontvanger met de bijhorende stukken.

Goedgekeurd door de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest
Brief van 03 maart 2009
Ref. : 002-2009/1280-pl

22.01.2009/A/004

4EME OBJET

ESPACE PUBLIC ACQUISITION DE MATERIEL POUR L'ORGANISATION DE FESTIVITES - MARCHE PAR PROCEDURE NEGOCIEE SUR SIMPLE FACTURE ACCEPTEE – COMMUNICATION.

LE CONSEIL,

Vu qu'un montant de 5.000 € est prévu à l'article 765.744.98. du budget extraordinaire de 2009 pour l'acquisition de matériel pour l'organisation de festivités ;

Vu que la dépense est estimée à ± 4.985 € ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et de concessions ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale qui prévoit que le Collège échevinal est habilité à choisir le mode de passation, fixer les conditions et approuver la dépense à condition de faire connaître la décision au Conseil communal ;

Vu les articles 234 à 237 de la nouvelle loi communale ;

Vu la décision du Collège échevinal du 6 janvier 2009, réf. 06.01.2009/B/005 ;

DECIDE : à l'unanimité,

- de prendre connaissance de la décision du Collège échevinal du 6 janvier 2009 ;
- de charger le Collège échevinal de poursuivre l'exécution de ce dossier.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Receveur communal avec les pièces justificatives.

Approuvée par M. le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale.
Lettre du 03 mars 2009
Réf. :002-2009/1280-pl

22.01.2009/A/004

4E VOORWERP

OPENBARE RUIMTE AANKOOP VAN MATERIAAL VOOR DE ORGANISATIE VAN FESTIVITEITEN – OPDRACHT VIA ONDERHANDELINGSPROCEDURE OP AANGENOMEN FACTUUR – MEDEDELING.

DE RAAD,

Gezien er op artikel 765.744.98. van de buitengewone begroting van 2009 een som van 5.000 € voorzien is voor de aankoop van materiaal voor de organisatie van festiviteiten ;

Gezien deze uitgave geschat wordt op ± 4.985 € BTWI ;

Gezien de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten van werken, leveringen en diensten en meer bepaald artikel 17 ;

Gezien het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten en de concessies van openbare werken, in het bijzonder artikel 122 ;

Gezien het koninklijk besluit van 26 september 1996 houdende instelling van de algemene uitvoeringsregels van openbare opdrachten en concessie ;

Gezien artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet voorziet dat het Schepencollege de bevoegdheid heeft om de wijze waarop de opdrachten voor aanneming van werken, leveringen of diensten worden gegund, voorwaarden vast te stellen en de uitgave goed te keuren, mits de beslissing ter kennis te brengen van de Gemeenteraad ;

Gezien artikels 234 tot 237 van de nieuwe gemeentewet ;

Gezien de beslissing van het Schepencollege van 6 januari 2009, ref. 06.01.2009/B/005 ;

BESLIST : met éénparigheid,

- kennis te nemen van de beslissing van het Schepencollege van 6 januari 2009 ;

- het Schepencollege toe te laten de procedure hiervoor opgestart, voort te zetten.

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Gemeenteontvanger met de bijhorende stukken.

<p>Goedgekeurd door de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest Brief van 03 maart 2009 Ref. : 002-2009/1280-pl</p>
--

22.01.2009/A/005

SEME OBJET

ESPACE PUBLIC ACQUISITION D'OUTILLAGE POUR LE SERVICE DES PLANTATIONS - MARCHE PAR PROCEDURE NEGOCIEE SUR SIMPLE FACTURE ACCEPTEE – COMMUNICATION.

LE CONSEIL,

Vu qu'un montant de 5.000 € est prévu à l'article 766.744.98. du budget extraordinaire de 2009 pour l'acquisition d'outillage pour le service des plantations ;

Vu que la dépense est estimée à ± 4.990 € ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et de concessions ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale qui prévoit que le Collège échevinal est habilité à choisir le mode de passation, fixer les conditions et approuver la dépense à condition de faire connaître la décision au Conseil communal ;

Vu les articles 234 à 237 de la nouvelle loi communale ;

Vu la décision du Collège échevinal du 6 janvier 2009, réf. 06.01.2009/B/006 ;

DECIDE : à l'unanimité,

- de prendre connaissance de la décision du Collège échevinal du 6 janvier 2009 ;

- de charger le Collège échevinal de poursuivre l'exécution de ce dossier.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Receveur communal avec les pièces justificatives.

Approuvée par M. le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale.

Lettre du 03 mars 2009

Réf. : 002-2009/1280-pl

22.01.2009/A/005

5E VOORWERP

OPENBARE RUIMTE AANKOOP VAN GEREEDSCHAP VOOR DE GROENDIENST – OPDRACHT VIA ONDERHANDELINGSPROCEDURE OP AANGENOMEN FACTUUR – MEDEDELING.

DE RAAD,

Gezien er op artikel 766.744.98. van de buitengewone begroting van 2009 een som van 5.000 € voorzien is voor de aankoop van gereedschap voor de groendienst ;

Gezien deze uitgave geschat wordt op ± 4.990 € BTWI ;

Gezien de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten van werken, leveringen en diensten en meer bepaald artikel 17 ;

Gezien het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten en de concessies van openbare werken, in het bijzonder artikel 122 ;

Gezien het koninklijk besluit van 26 september 1996 houdende instelling van de algemene uitvoeringsregels van openbare opdrachten en concessie ;

Gezien artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet voorziet dat het Schepencollege de bevoegdheid heeft om de wijze waarop de opdrachten voor aanneming van werken, leveringen of diensten worden gegund, voorwaarden vast te stellen en de uitgave goed te keuren, mits de beslissing ter kennis te brengen van de Gemeenteraad ;

Gezien artikels 234 tot 237 van de nieuwe gemeentewet ;

Gezien de beslissing van het Schepencollege van 6 januari 2009, ref. 06.01.2009/B/006 ;

BESLIST : met éénparigheid,

- kennis te nemen van de beslissing van het Schepencollege van 6 januari 2009 ;
- het Schepencollege toe te laten de procedure hiervoor opgestart, voort te zetten.

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Gemeenteontvanger met de bijhorende stukken.

Goedgekeurd door de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

Brief van 03 maart 2009

Ref. : 002-2009/1280-pl

22.01.2009/A/006

6EME OBJET

ESPACE PUBLIC ACHAT DE POUBELLES SELECTIVES - MARCHE PAR PROCEDURE NEGOCIEE SUR SIMPLE FACTURE ACCEPTEE – COMMUNICATION.

LE CONSEIL,

Vu qu'un montant de 3.000 € est prévu à l'article 876.744.51. du budget extraordinaire de 2009 pour l'achat de poubelles sélectives ;

Vu que la dépense est estimée à ± 2.990 € ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et de concessions ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale qui prévoit que le Collège échevinal est habilité à choisir le mode de passation, fixer les conditions et approuver la dépense à condition de faire connaître la décision au Conseil communal ;

Vu les articles 234 à 237 de la nouvelle loi communale ;

Vu la décision du Collège échevinal du 6 janvier 2009, réf. 06.01.2009/B/007 ;

DECIDE : à l'unanimité,

- de prendre connaissance de la décision du Collège échevinal du 6 janvier 2009 ;
- de charger le Collège échevinal de poursuivre l'exécution de ce dossier.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Receveur communal avec les pièces justificatives.

Approuvée par M. le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale. Lettre du 03 mars 2009 Réf. :002-2009/1280-pl

22.01.2009/A/006

6E VOORWERP

OPENBARE RUIMTE AANKOOP VAN VUILNISBAKKEN VOOR SELECTIEVE OPHALING – OPDRACHT VIA ONDERHANDELINGS-PROCEDURE OP AANGENOMEN FACTUUR – MEDEDELING.

DE RAAD,

Gezien er op artikel 876.744.51. van de buitengewone begroting van 2009 een som van 3.000 € voorzien is voor de aankoop van vuilnisbakken voor selectieve ophaling ;

Gezien deze uitgave geschat wordt op ± 2.990 € BTWI ;

Gezien de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten van werken, leveringen en diensten en meer bepaald artikel 17 ;

Gezien het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten en de concessies van openbare werken, in het bijzonder artikel 122 ;

Gezien het koninklijk besluit van 26 september 1996 houdende instelling van de algemene uitvoeringsregels van openbare opdrachten en concessie ;

Gezien artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet voorziet dat het Schepencollege de bevoegdheid heeft om de wijze waarop de opdrachten voor aanneming van werken, leveringen of diensten worden gegund, voorwaarden vast te stellen en de uitgave goed te keuren, mits de beslissing ter kennis te brengen van de Gemeenteraad ;

Gezien artikels 234 tot 237 van de nieuwe gemeentewet ;

Gezien de beslissing van het Schepencollege van 6 januari 2009, ref. 06.01.2009/B/007 ;

BESLIST : met éénparigheid,

- kennis te nemen van de beslissing van het Schepencollege van 6 januari 2009 ;
- het Schepencollege toe te laten de procedure hiervoor opgestart, voort te zetten.

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Gemeenteontvanger met de bijhorende stukken.

Goedgekeurd door de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest Brief van 03 maart 2009 Ref. : 002-2009/1280-pl

22.01.2009/A/007

7EME OBJET

ESPACE PUBLIC REMPLACEMENT DES DEUX PORTES D'ENTREE DU BATIMENT DU PLAN VERT - MARCHE PAR PROCEDURE NEGOCIEE SUR SIMPLE FACTURE ACCEPTEE – COMMUNICATION.

LE CONSEIL,

Vu qu'un montant de 6.000 € est prévu à l'article 766.724.60. du budget extraordinaire de 2009 pour le remplacement des deux portes d'entrée du bâtiment du Plan vert ;

Vu que la dépense est estimée à ± 5.999 € ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et de concessions ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale qui prévoit que le Collège échevinal est habilité à choisir le mode de passation, fixer les conditions et approuver la dépense à condition de faire connaître la décision au Conseil communal ;

Vu les articles 234 à 237 de la nouvelle loi communale ;

Vu la décision du Collège échevinal du 6 janvier 2009, réf. 06.01.2009/B/008 ;

DECIDE : à l'unanimité,

- de prendre connaissance de la décision du Collège échevinal du 6 janvier 2009 ;

- de charger le Collège échevinal de poursuivre l'exécution de ce dossier.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Receveur communal avec les pièces justificatives.

Approuvée par M. le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale.

Lettre du 03 mars 2009

Réf. :002-2009/1280-pl

22.01.2009/A/007

7E VOORWERP

OPENBARE RUIJTE VERVANGING VAN DE TWEE TOEGANGSDEUREN VAN HET GEBOUW VAN DE GROENDIENST – OPDRACHT VIA ONDERHANDELINGSPROCEDURE OP AANGENOMEN FACTUUR - MEDEDELING.

DE RAAD,

Gezien er op artikel 766.724.60. van de buitengewone begroting van 2009 een som van 6.000 € voorzien is voor de vervanging van de twee toegangsdeuren van het gebouw van de groendienst ;

Gezien deze uitgave geschat wordt op ± 5.999 € BTWI ;

Gezien de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten van werken, leveringen en diensten en meer bepaald artikel 17 ;

Gezien het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten en de concessies van openbare werken, in het bijzonder artikel 122 ;

Gezien het koninklijk besluit van 26 september 1996 houdende instelling van de algemene uitvoeringsregels van openbare opdrachten en concessie ;

Gezien artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet voorziet dat het Schepencollege de bevoegdheid heeft om de wijze waarop de opdrachten voor aanneming van werken, leveringen of diensten worden gegund, voorwaarden vast te stellen en de uitgave goed te keuren, mits de beslissing ter kennis te brengen van de Gemeenteraad ;

Gezien artikels 234 tot 237 van de nieuwe gemeentewet ;

Gezien de beslissing van het Schepencollege van 6 januari 2009, ref. 06.01.2009/B/008 ;

BESLIST : met éénparigheid,

- kennis te nemen van de beslissing van het Schepencollege van 6 januari 2009 ;

- het Schepencollege toe te laten de procedure hiervoor opgestart, voort te zetten.

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Gemeenteontvanger met de bijhorende stukken.

Goedgekeurd door de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest
Brief van 03 maart 2009
Ref. : 002-2009/1280-pl

22.01.2009/A/008

8EME OBJET

**ESPACE PUBLIC REMPLACEMENT DE LA CUVE A MAZOUT DU PLAN VERT -
MARCHE PAR PROCEDURE NEGOCIEE SUR SIMPLE FAC-
TURE ACCEPTEE – COMMUNICATION.**

LE CONSEIL,

Vu qu'un montant de 6.000 € est prévu à l'article 766.724.60. du budget extraordinaire de 2009 pour le remplacement de la cuve à mazout du Plan vert ;

Vu que la dépense est estimée à ± 5.990 € ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et de concessions ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale qui prévoit que le Collège échevinal est habilité à choisir le mode de passation, fixer les conditions et approuver la dépense à condition de faire connaître la décision au Conseil communal ;

Vu les articles 234 à 237 de la nouvelle loi communale ;

Vu la décision du Collège échevinal du 6 janvier 2009, réf. 06.01.2009/B/009 ;

DECIDE : à l'unanimité,

- de prendre connaissance de la décision du Collège échevinal du 6 janvier 2009 ;

- de charger le Collège échevinal de poursuivre l'exécution de ce dossier.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Receveur communal avec les pièces justificatives.

Approuvée par M. le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale.
Lettre du 03 mars 2009
Réf. :002-2009/1280-pl

22.01.2009/A/008

8E VOORWERP

**OPENBARE RUIMTE VERVANGING VAN DE MAZOUTTANK VAN DE
GROENDIENST – OPDRACHT VIA ONDERHANDELINGS-
PROCEDURE OP AANGENOMEN FACTUUR – MEDEDE-
LING.**

DE RAAD,

Gezien er op artikel 766.724.60. van de buitengewone begroting van 2009 een som van 6.000 € voorzien is voor de vervanging van de mazouttank van de groendienst ;

Gezien deze uitgave geschat wordt op ± 5.990 € BTWI ;

Gezien de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten van werken, leveringen en diensten en meer bepaald artikel 17 ;

Gezien het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten en de concessies van openbare werken, in het bijzonder artikel 122 ;

Gezien het koninklijk besluit van 26 september 1996 houdende instelling van de algemene uitvoeringsregels van openbare opdrachten en concessie ;

Gezien artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet voorziet dat het Schepencollege de bevoegdheid heeft om de wijze waarop de opdrachten voor aanneming van werken, leveringen of diensten worden gegund, voorwaarden vast te stellen en de uitgave goed te keuren, mits de beslissing ter kennis te brengen van de Gemeenteraad ;

Gezien artikels 234 tot 237 van de nieuwe gemeentewet ;
Gezien de beslissing van het Schepencollege van 6 januari 2009, ref. 06.01.2009/B/009 ;

BESLIST : met éénparigheid,

- kennis te nemen van de beslissing van het Schepencollege van 6 januari 2009.
- het Schepencollege toe te laten de procedure hiervoor opgestart, voort te zetten.

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Gemeenteontvanger met de bijhorende stukken.

Goedgekeurd door de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest Brief van 03 maart 2009 Ref. : 002-2009/1280-pl

22.01.2009/A/009

9EME OBJET

ESPACE PUBLIC REMPLACEMENT DE LA PORTE DE LA SALLE DE SPECTACLE DU CENTRE CULTUREL - MARCHE PAR PROCEDURE NEGOCIEE SUR SIMPLE FACTURE ACCEPTEE – COMMUNICATION.

LE CONSEIL,

Vu qu'un montant de 3.000 € est prévu à l'article 772.724.60. du budget extraordinaire de 2009 pour le remplacement de la porte de la salle de spectacle du Centre culturel ;

Vu que la dépense est estimée à ± 2.999 € ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et de concessions ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale qui prévoit que le Collège échevinal est habilité à choisir le mode de passation, fixer les conditions et approuver la dépense à condition de faire connaître la décision au Conseil communal ;

Vu les articles 234 à 237 de la nouvelle loi communale ;

Vu la décision du Collège échevinal du 6 janvier 2009, réf. 06.01.2009/B/010 ;

DECIDE : à l'unanimité,

- de prendre connaissance de la décision du Collège échevinal du 6 janvier 2009 ;
- de charger le Collège échevinal de poursuivre l'exécution de ce dossier.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Receveur communal avec les pièces justificatives.

Approuvée par M. le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale. Lettre du 03 mars 2009 Réf. :002-2009/1280-pl

22.01.2009/A/009

9E VOORWERP

OPENBARE RUIMTE VERVANGING VAN DE DEUR VAN DE TONEELZAAL VAN HET CULTUREEL CENTRUM – OPDRACHT VIA ONDERHANDELINGSPROCEDURE OP AANGENOMEN FACTUUR – MEDEDELING.

DE RAAD,

Gezien er op artikel 772.724.60. van de buitengewone begroting van 2009 een som van 3.000 € voorzien is voor de vervanging van de deur van de toneelzaal van het cultureel centrum ;

Gezien deze uitgave geschat wordt op ± 2.999 € BTWI ;

Gezien de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten van werken, leveringen en diensten en meer bepaald artikel 17 ;

Gezien het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten en de concessies van openbare werken, in het bijzonder artikel 122 ;

Gezien het koninklijk besluit van 26 september 1996 houdende instelling van de algemene uitvoeringsregels van openbare opdrachten en concessie ;

Gezien artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet voorziet dat het Schepencollege de bevoegdheid heeft om de wijze waarop de opdrachten voor aanneming van werken, leveringen of diensten worden gegund, voorwaarden vast te stellen en de uitgave goed te keuren, mits de beslissing ter kennis te brengen van de Gemeenteraad ;

Gezien artikels 234 tot 237 van de nieuwe gemeentewet ;

Gezien de beslissing van het Schepencollege van 6 januari 2009, ref. 22.01.2009/B/010 ;

BESLIST : met éénparigheid,

- kennis te nemen van de beslissing van het Schepencollege van 6 januari 2009.

- het Schepencollege toe te laten de procedure hiervoor opgestart, voort te zetten.

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Gemeenteontvanger met de bijhorende stukken.

Goedgekeurd door de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest
Brief van 03 maart 2009
Ref. : 002-2009/1280-pl

10EME OBJET

**ESPACE PUBLIC INSTALLATION D'UNE VIDEOSURVEILLANCE DANS
L'ENTREE DE LA CRECHE « LES OURSONS » - MARCHE
PAR PROCEDURE NEGOCIEE SUR SIMPLE FACTURE
ACCEPTEE. – APPLICATION DE L'ARTICLE 234 DE LA
NOUVELLE LOI COMMUNALE. COMMUNICATION.**

Le point a été retiré par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

10E VOORWERP

**PUBLIEKE RUIMTE PLAATSING VAN EEN VIDEOBEWAKKING IN DE IN-
GANG VAN HET KINDERDAGVERBLIJVEN “LES
OURSONS” – OPDRACHT VIA ONDERHANDELINGS-
PROCEDURE OP AANGENOMEN FACTUUR – TOEPAS-
SING VAN ARTIKEL 234 VAN DE NIEUWE GEMEENTE-
WET. MEDEDELING.**

De punt wordt ingetrokken door het College van Burgemeester en Schepen.

22.01.2009/A/010

11EME OBJET

**ESPACE PUBLIC INSTALLATION D'UN SYSTEME D'ALARME INCENDIE ET
D'UN ECLAIRAGE DE SECOURS DANS LA CRECHE LES
OURSONS - MARCHE PAR PROCEDURE NEGOCIEE SUR
SIMPLE FACTURE ACCEPTEE – COMMUNICATION.**

LE CONSEIL,

Vu qu'un montant de 4.500 € est prévu à l'article 844.724.60. du budget extraordinaire de 2009 pour l'installation d'un système d'alarme incendie et d'un éclairage de secours dans la crèche Les Oursons ;

Vu que la dépense est estimée à ± 4.475 € ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et de concessions ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale qui prévoit que le Collège échevinal est habilité à choisir le mode de passation, fixer les conditions et approuver la dépense à condition de faire connaître la décision au Conseil communal ;

Vu les articles 234 à 237 de la nouvelle loi communale ;

Vu la décision du Collège échevinal du 6 janvier 2009, réf. 06.01.2009/B/012 ;

DECIDE : à l'unanimité,

- de prendre connaissance de la décision du Collège échevinal du 6 janvier 2009 ;

- de charger le Collège échevinal de poursuivre l'exécution de ce dossier.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Receveur communal avec les pièces justificatives.

Approuvée par M. le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale.

Lettre du 03 mars 2009

Réf. :002-2009/1280-pl

22.01.2009/A/010

11E VOORWERP

OPENBARE RUIMTE PLAATSING VAN EEN BRANDALARM EN EEN NOODVERLICHTING IN DE KINDERKRIBBE "LES OURSONS" – OPDRACHT VIA ONDERHANDELINGS-PROCEDURE OP AANGENOMEN FACTUUR – MEDELING.

DE RAAD,

Gezien er op artikel 844.724.60. van de buitengewone begroting van 2009 een som van 4.500 € voorzien is voor de plaatsing van een brandalarm en een noodverlichting in de kinderkribbe "Les Oursons" ;

Gezien deze uitgave geschat wordt op ± 4.475 € BTWI ;

Gezien de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten van werken, leveringen en diensten en meer bepaald artikel 17 ;

Gezien het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten en de concessies van openbare werken, in het bijzonder artikel 122 ;

Gezien het koninklijk besluit van 26 september 1996 houdende instelling van de algemene uitvoeringsregels van openbare opdrachten en concessie ;

Gezien artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet voorziet dat het Schepencollege de bevoegdheid heeft om de wijze waarop de opdrachten voor aanneming van werken, leveringen of diensten worden gegund, voorwaarden vast te stellen en de uitgave goed te keuren, mits de beslissing ter kennis te brengen van de Gemeenteraad ;

Gezien artikels 234 tot 237 van de nieuwe gemeentewet ;

Gezien de beslissing van het Schepencollege van 6 januari 2009, ref. 22.01.2009/B/012 ;

BESLIST : met éénparigheid,

- kennis te nemen van de beslissing van het Schepencollege van 6 januari 2009 ;

- het Schepencollege toe te laten de procedure hiervoor opgestart, voort te zetten.

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Gemeenteontvanger met de bijhorende stukken.

Goedgekeurd door de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

Brief van 03 maart 2009

Ref. : 002-2009/1280-pl

22.01.2009/A/011

12EME OBJET

ESPACE PUBLIC INSTALLATION D'UNE TENTE SOLAIRE A LA CRECHE LES CHATONS - MARCHE PAR PROCEDURE NEGOCIEE SUR SIMPLE FACTURE ACCEPTEE – COMMUNICATION.

LE CONSEIL,

Vu qu'un montant de 4.000 € est prévu à l'article 844.724.60. du budget extraordinaire de 2009 pour l'installation d'une tente solaire à la crèche Les Chatons ;

Vu que la dépense est estimée à ± 3.990 € ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et de concessions ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale qui prévoit que le Collège échevinal est habilité à choisir le mode de passation, fixer les conditions et approuver la dépense à condition de faire connaître la décision au Conseil communal ;

Vu les articles 234 à 237 de la nouvelle loi communale ;

Vu la décision du Collège échevinal du 6 janvier 2009, réf. 06.01.2009/B/013 ;

DECIDE : à l'unanimité,

- de prendre connaissance de la décision du Collège échevinal du 6 janvier 2009 ;

- de charger le Collège échevinal de poursuivre l'exécution de ce dossier.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Receveur communal avec les pièces justificatives.

Approuvée par M. le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale.

Lettre du 03 mars 2009

Réf. :002-2009/1280-pl

22.01.2009/A/011

12E VOORWERP

OPENBARE RUIMTE PLAATSING VAN EEN ZONNETENT AAN DE KINDERKRIBBE "LES CHATONS" – OPDRACHT VIA ONDERHANDELINGSPROCEDURE OP AANGENOMEN FACTUUR – MEDEDELING.

DE RAAD,

Gezien er op artikel 844.724.60. van de buitengewone begroting van 2009 een som van 4.000 € voorzien is voor de plaatsing van een zonnetent aan de kinderkribbe "Les Chatons" ;

Gezien deze uitgave geschat wordt op ± 3.990 € BTWI ;

Gezien de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten van werken, leveringen en diensten en meer bepaald artikel 17 ;

Gezien het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten en de concessies van openbare werken, in het bijzonder artikel 122 ;

Gezien het koninklijk besluit van 26 september 1996 houdende instelling van de algemene uitvoeringsregels van openbare opdrachten en concessie ;

Gezien artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet voorziet dat het Schepencollege de bevoegdheid heeft om de wijze waarop de opdrachten voor aanneming van werken, leveringen of diensten worden gegund, voorwaarden vast te stellen en de uitgave goed te keuren, mits de beslissing ter kennis te brengen van de Gemeenteraad ;

Gezien artikels 234 tot 237 van de nieuwe gemeentewet ;

Gezien de beslissing van het Schepencollege van 6 januari 2009, ref. 22.01.2009/B/013 ;

BESLIST : met éénparigheid,

- kennis te nemen van de beslissing van het Schepenkollege van 6 januari 2009 ;
- het Schepencollege toe te laten de procedure hiervoor opgestart, voort te zetten.

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Gemeenteontvanger met de bijhorende stukken.

Goedgekeurd door de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest Brief van 03 maart 2009 Ref. : 002-2009/1280-pl

22.01.2009/A/012

13EME OBJET

ESPACE PUBLIC REMISE EN PEINTURE DES CHASSIS DU CENTRE SCOLAIRE DU SOUVERAIN – PHASE II - MARCHE PAR PROCEDURE NEGOCIEE SANS PUBLICITE – COMMUNICATION

LE CONSEIL,

Vu qu'un montant de 30.000 € est prévu à l'article 720.724.60. du budget extraordinaire de 2009 pour la remise en peinture des châssis du Centre scolaire du Souverain – Phase II ;

Vu que le montant de ce marché est estimé à ± 29.875 € ;

Vu le cahier spécial des charges n° 1/2009 destiné à régir cette entreprise ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et de concessions ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale qui prévoit que le Collège échevinal est habilité à choisir le mode de passation, fixer les conditions et approuver la dépense à condition de faire connaître la décision au Conseil communal ;

Vu les articles 234 à 237 de la nouvelle loi communale ;

Vu la décision du Collège échevinal du 6 janvier 2009, réf. 06.01.2009/B/014 ;

DECIDE : à l'unanimité,

- de prendre connaissance de la décision du Collège échevinal du 6 janvier 2009 ;

- de charger le Collège échevinal de poursuivre l'exécution de ce dossier.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Receveur communal avec les pièces justificatives.

COMMUNE D'AUDERGHEM

Marché par procédure négociée sans publicité

TRAVAUX DE RENOVATION DE LA PEINTURE DES CHASSIS DU CS DU SOUVERAIN PHASE 2

Cahier spécial des charges

N° 1/2009

I. CLAUSES ADMINISTRATIVES GENERALES

1. Législation

Législation applicable au présent marché

Le présent marché est régi par les clauses du présent cahier spécial des charges. Il est soumis également aux clauses et conditions reprises ci-après :

- Loi du 24.12.1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, telle que modifiée;

- Arrêté royal du 08.01.1996 relatif aux marchés publics, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, tel que modifié;
- Arrêté royal du 26.09.1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux y compris l'annexe à cet arrêté, constituant le cahier général des charges des marchés publics de travaux, de fournitures et de services et des concessions de travaux publics, tous deux tels que modifiés.

Une version actualisée de ces textes légaux et réglementaires est consultable sur Internet à l'adresse suivante : www.juridat.be (cliquez sur « Législation »).

Le présent cahier spécial des charges détermine les compléments à l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ainsi qu'au cahier général des charges des marchés publics de travaux, de fournitures et de services et des concessions de travaux publics.

Le cahier général des charges est applicable au présent marché quel que soit son montant.

2. Procédure de passation du marché

Le présent marché est passé par procédure négociée sans publicité conformément à l'article 17, §2, 1^o, a de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et à l'article 120, alinéa 2 de l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics.

3. Nature des prestations

Le présent marché est à considérer comme marché de travaux.

II. CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

1. Objet du marché

Le présent marché de travaux a pour objet les prestations suivantes : la remise en peinture des chassis du cs du Souverain, rue R Willame n°25 à 1160 Bruxelles. Phase 2

2. Identité du Maître de l'Ouvrage et du fonctionnaire dirigeant

Le Maître de l'Ouvrage pour le présent marché est la Commune d'Auderghem, rue Emile Idiers 12, représentée par le Collège des bourgmestre et échevins.

Pour l'exécution du présent marché, le fonctionnaire dirigeant est M. Luc DEPELCHIN.

Il est précisé qu'au regard des particularités de la nouvelle loi communale qui concède peu de délégations aux fonctionnaires, tous les décomptes en plus ou en moins et toutes les réceptions de prestations quelconques comme demandes ou octroi de modifications des prestations ou de leurs modalités de rémunération et d'exécution ne peuvent être consentie que de l'accord exprès du Collège des Bourgmestre et Echevins.

3. Détermination du prix

Le présent marché est un marché à prix global sans révision des prix (forfait).

Les prix sont énoncés dans l'offre en EUROS, en détaillant les montants hors T.V.A. et T.V.A. incluse. Toutes les autres impositions sont comprises.

Toute révision du prix est interdite.

En cas de litige, le montant exprimé en toutes lettres l'emporte sur le montant exprimé en chiffres.

Le prestataire de services est censé avoir inclus dans ses prix tant unitaires que globaux tous les frais et impositions généralement quelconques grevant les services, à l'exception de la taxe sur la valeur ajoutée.

Sont notamment inclus dans les prix les actes et travaux précisés à l'article 25 du cahier général des charges annexé à l'arrêté royal du 26.09.1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux.

4. Modalités de paiement

Le paiement se fera dans le délai de soixante jours sur base d'une déclaration de créance datée, signée et appuyée d'un état détaillé des travaux justifiant, selon l'adjudicataire, le paie-

ment sollicité dans les conditions et conformément au prescrit de l'article 15 §1 du cahier général des charges annexé à l'arrêté royal du 26.09.1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux

Intérêts pour retard : l'application des articles 1154 et 1254 du Code Civil est écartée. Tout paiement sera donc affecté par priorité à l'extinction du principal.

5. Délai d'engagement des soumissionnaires

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre, telle qu'elle a été éventuellement rectifiée par le pouvoir adjudicateur, pendant un délai de 120 jours calendrier, prenant cours le lendemain du jour de l'ouverture des offres.

6. Délais d'exécution

Le délai d'exécution est fixé à 30 jours calendrier à dater de l'envoi du bon de commande à l'adjudicataire.

7. Modification des prestations

Le Maître de l'Ouvrage se réserve, après désignation, le droit d'apporter unilatéralement des modifications à l'entreprise originale, pour autant que l'objet de celle-ci ne soit pas modifié.

Les quantités sont des quantités présumées et n'engagent pas l'administration qui se réserve le droit de modifier les commandes selon ses besoins, moyennant juste compensation s'il y a lieu.

L'adjudicataire devra, dans ce cas, prouver que la variation du coût est la conséquence de la modification. Les modifications à apporter au prix du marché seront à convenir entre les parties sur base d'une proposition introduite par l'adjudicataire par lettre recommandée dans un délai de trente jours prenant cours à la date à laquelle les ordres modificatifs seront valablement donnés.

A défaut d'accord sur un nouveau prix, le Maître de l'Ouvrage fixera d'office le prix des fournitures ou prestations supplémentaires demandées, tous droits de l'adjudicataire restant saufs. L'adjudicataire sera tenu de poursuivre l'exécution du marché nonobstant les contestations auxquelles pourrait donner lieu la détermination des nouveaux prix.

8. Cautionnement

La caution est fixée à 5% du marché initial, arrondie au millier supérieur conformément à l'article 5 par. 2 et 3 du cahier général des charges.

Le cautionnement visé à l'article 5 du cahier général des charges annexé à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 sera libéré à concurrence de 50 % de son montant à dater de la réception des prestations correspondant à la fin des travaux de nettoyage avant la pose d'un enduit ou revêtement de protection.

Il ne sera entièrement libéré qu'au terme de la durée de vie du contrat.

9. Sous-traitants

Si tout ou partie des fournitures ou prestations est réalisée par une autre personne que l'adjudicataire, celui-ci doit l'indiquer expressément dans son offre et identifier lesdits sous-traitants en précisant comment lui-même ou le ou les sous-traitants permettront de mettre en œuvre les garanties de qualité et autres offertes ou auxquelles l'adjudicataire est tenu.

Si certains travaux ou prestations doivent être effectués par l'un ou l'autre sous-traitant, l'adjudicataire reste tenu de toutes les obligations qui lui incombent comme s'il prestait lui-même ce genre de services. Il doit cependant indiquer dans son offre les sous-traitants auxquels l'administration communale doit s'adresser en cas de travaux ou réfection à réaliser au regard des actes et travaux exécutés par ledit sous-traitant. L'administration communale à la faculté, en cas de carences, inexécutions, malfaçons imputables à un sous-traitant de solliciter, outre les sanctions prévues par le cahier spécial des charges, le remplacement du sous-traitant. En toute hypothèse, la défaillance d'un sous-traitant n'exonère pas l'adjudicataire de sa responsabilité contractuelle. Il reste intégralement tenu de la correcte exécution du marché.

10. Garanties et responsabilités

Outre les garanties du droit commun (notamment pour vices véniels), le soumissionnaire décrit le délai de garantie des travaux effectués, le point de départ de ce délai de garantie, les

défauts, malfaçons et vices couverts par cette garantie et les prestations offertes dans le délai de garantie. S'il entend écartier l'application de certaines dispositions de droit civil applicables aux contrats d'entreprise, le soumissionnaire le précise expressément.

11. Réceptions provisoire et définitive

Les réceptions se déroulent dans les conditions et conformément au prescrit de l'article 43 §§2 à 4 du cahier général des charges.

III. PRESENTATION ET REMISE DES OFFRES

Pour établir leur offre, les soumissionnaires peuvent prendre contact avec le fonctionnaire dirigeant ou la personne qu'il déléguera.

1. Formulaire de soumission

1° Le soumissionnaire doit présenter ses offres sur le formulaire de soumission annexé au présent cahier des charges.

Le soumissionnaire peut recourir au formulaire qui lui est propre pour autant qu'il comprenne les mêmes mentions et dans le même ordre que celles figurant dans le formulaire annexé au présent cahier spécial des charges.

2° Le formulaire de soumission doit être soigneusement et complètement rempli et signé par le soumissionnaire ou son mandataire. Toutes ratures, surcharges et mentions complémentaires ou modificatives, tant dans la soumission que dans ses annexes, qui seraient de nature à influencer les conditions essentielles du marché – telles que les prix, les délais, les conditions techniques – doivent également être signées par le soumissionnaire ou son mandataire.

3° En même temps, en plus de l'original, trois copies du dossier complet de l'offre doivent être annexées, clairement désignées par la mention: «copie». Le soumissionnaire est responsable de la parfaite concordance entre le dossier original et les copies.

2. Documents et renseignements à joindre à la soumission

Le soumissionnaire doit joindre à sa soumission les documents suivants :

1° s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms, qualité ou profession, nationalité domicile et numéro de téléphone du candidat;

2° s'il s'agit d'une personne morale, l'adresse, la nationalité, le téléphone et télécopie et sa forme juridique, sa dénomination ou son objet social, son siège social, l'identité et la qualité du signataire de l'offre, ainsi que sa forme juridique, une copie de ses statuts;

3° n° de compte bancaire;

4° une attestation de l'O.N.S.S. établissant qu'il est en règle de cotisations sociales jusqu'à et y compris l'avant-dernier trimestre échu, précédant la date de l'ouverture des soumissions;

Si les documents énumérés aux points 1° à 4 ne sont pas joints à la soumission, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit soit de les demander spécialement au soumissionnaire soit d'exclure le soumissionnaire pour non-respect des clauses administratives du présent cahier des charges.

Le pouvoir adjudicateur peut demander aux soumissionnaires de compléter ou d'expliquer les documents produits.

3. Soumission

Délai :

Les soumissions doivent parvenir au pouvoir adjudicateur le ... à 10 heures au plus tard.

Dépôt :

Les soumissions sont adressées à M. Maurice Romanus, Receveur, Administration communale d'Auderghem, rue Emile Idiers 12 à 1160 Auderghem.

Tous les documents repris ci-avant doivent être datés et signés par le soumissionnaire, sous la mention « *fait par le soussigné pour être joint à ma soumission de ce jour* ».

Ils doivent être fournis en quatre exemplaires. Un exemplaire portera, sur chaque feuille, d'une manière apparente, la mention « *original* » inscrite en rouge dans le coin supérieur droit. Les autres exemplaires porteront, sur chaque feuille, la mention « *copie* ». En cas de discordance entre les exemplaires, celui portant la mention « *original* » fait foi.

4. Désignation de l'adjudicataire

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas donner suite au présent appel à la concurrence ou de prendre toute autre mesure dans son propre intérêt sans devoir pour autant, pour quelque raison que ce soit, payer des indemnités aux soumissionnaires si la décision du pouvoir adjudicateur n'est pas constitutive de vol ou de faute lourde.

IV. **DESCRIPTION TECHNIQUE**

L'entrepreneur prendra toutes les mesures nécessaires pour protéger les revêtements muraux, sols, vitres et pour sécuriser le chantier par rapport aux personnels et élèves de l'école.

Lors du démontage de chantier, un nettoyage complet de la zone de travail sera effectué.

Rénovation des châssis :

La teinte sera à faire approuver par le fonctionnaire dirigeant et devra être semblable le plus possible à l'existante.

Le travail comprend :

La pose d'un échafaudage si l'entrepreneur le juge nécessaire.

La réparation des trous et des défauts des châssis.

Le grattage et ponçage des châssis.

Une couche de fond.

Deux couches de finitions.

Y compris tous les accessoires et finitions.

L'attention de l'entrepreneur est attirée sur le fait que de part ses composants naturels, le produit réintégrera le cycle naturel sans nécessiter une quelconque transformation ou traitement en station d'épuration.

Mesurage :

Chassis cour/parking

Rez : 16 pc

Etage : 18 pc

Portes : 4 pc

Grandes baies : 3 pc

Approuvée par M. le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale.

Lettre du 03 mars 2009

Réf. :002-2009/1280-pl

22.01.2009/A/012

13E VOORWERP

OPENBARE RUIMTE HERSCHILDEREN VAN HET RAAMWERK VAN HET "CENTRE SCOLAIRE DU SOUVERAIN – FASE II - OPDRACHT VIA ONDERHANDELINGSPROCEDURE ZONDER BEKENDMAKING - MEDEDELING

DE RAAD,

Gezien er op artikel 720.724.60. van de buitengewone begroting van 2009 een som van 30.000 € voorzien is voor het herschilderen van het raamwerk van het "Centre scolaire du Souverain" – Fase II ;

Gezien deze uitgave geschat wordt op ± 29.875 € BTWI ;

Gezien het bijzonder lastenboek n° 1/2009 regelende deze onderneming ;

Gezien de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten van werken, leveringen en diensten en meer bepaald artikel 17 ;

Gezien het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten en de concessies van openbare werken, in het bijzonder artikel 122 ;

Gezien het koninklijk besluit van 26 september 1996 houdende instelling van de algemene uitvoeringsregels van openbare opdrachten en concessie ;

Gezien artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet voorziet dat het Schepencollege de bevoegdheid heeft om de wijze waarop de opdrachten voor aanneming van werken, leverin-

gen of diensten worden gegund, voorwaarden vast te stellen en de uitgave goed te keuren, mits de beslissing ter kennis te brengen van de Gemeenteraad ;

Gezien artikels 234 tot 237 van de nieuwe gemeentewet ;

Gezien de beslissing van het Schepencollege van 6 januari 2009, ref. 06.01.2009/B/014 ;

BESLIST : met eenparigheid,

- kennis te nemen van de beslissing van het Schepencollege van 6 januari 2009 ;
- het Schepencollege toe te laten de procedure hiervoor opgestart, voort te zetten.

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Gemeenteontvanger met de bijhorende stukken.

GEMEENTE OUDERGEM
OVERHEIDSOPDRACHT VIA ONDERHANDELINGSPROCEDURE
ZONDER BEKENDMAKING
VERNIEUWING VAN DE BESCHILDERING VAN HET RAAMWERK VAN DE
VENSTERS IN DE “CS DU SOUVERAIN” – FASE 2

Bijzonder lastenboek

Nr 1/2009

I. ALGEMENE ADMINISTRATIEVE CLAUSULES

1. Wetgeving.

Wetgeving waaraan deze opdracht onderworpen is:

De clausules van huidig lastenboek regelen deze opdracht. Hij is eveneens onderworpen aan de hieronder genoemde documenten :

- De wet van 24/12/1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, evenals de hieropvolgende wijzigingen.
- Het koninklijk besluit van 8/01/1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, evenals de hieropvolgende wijzigingen.
- Het koninklijk besluit van 26/09/1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies van openbare werken, met inbegrip van de bijlage aan dit KB, dat weergeeft hoe het lastenboek voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken moet worden opgesteld, beide met de hieropvolgende wijzigingen.

Een geactualiseerde versie van deze wetteksten en reglementen kan worden geraadpleegd via het internet op de site: www.juridat.be (verderklikken op “wetgeving”).

Dit bijzonder lastenboek is een aanvulling bij het Koninklijk Besluit van 8/01/1996 betreffende de openbare werken, leveringen en diensten en van de concessies van openbare werken en bij het Koninklijk Besluit van 26/09/1996 dat de algemene uitvoeringsregels van de openbare werken en de concessies van openbare werken weergeeft. Het is tevens een aanvulling bij het algemeen lastenboek voor openbare werken, leveringen en diensten en concessies voor openbare werken.

De algemene aannemingsvoorwaarden zijn van toepassing wat ook het bedrag van de opdracht is.

2. Gunningswijze van de opdracht.

Opdracht bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking overeenkomstig artikel 17, §2, 1° a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en aan sommige openbare werken, leveringen en diensten en aan het artikel 120, alinea 2 van het Koninklijk Besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken.

3. Aard van de prestaties

Huidige opdracht is te beschouwen als een opdracht voor werken.

II. BIJZONDERE ADMINISTRATIEVE CLAUSULES

1 Voorwerp van de opdracht.

De opdrachten toegewezen aan de gekozen firma zijn de volgende:

Vernieuwing van de beschikking van het raamwerk van de vensters in de “CS du Souverain3, R Willamestraat 25 te 1160 Brussel, fase 2

2 Identiteit van de aanbestedende overheid en de leidinggevende ambtenaar.

De aanbestedende overheid is de gemeente Oudergem, E. Idiersstraat 12 te 1160 Oudergem, vertegenwoordigd door het College van Burgemeester en Schepenen.

De leidinggevende ambtenaar is de heer L. DEPELCHIN.

Er wordt benadrukt dat, wat de bijzonderheden van de nieuwe gemeentewet, die weinig volmacht aan de ambtenaren toestaat, betreft, alle hogere of lagere afrekeningen en alle opleveringen van welke prestaties ook, zoals de aanvraag of het toestaan van wijzigingen van de prestaties of hun betalings- of uitvoeringsmodaliteiten, enkel mogen worden toegestaan na uitdrukkelijk akkoord van het College van burgemeester en Schepenen.

3 Prijsbepaling.

Opdracht tegen globale prijs (forfait).

De prijzen worden opgegeven in EURO, met opgave van de bedragen inclusief en exclusief BTW. Alle andere belastingen zijn eveneens inbegrepen.

Deze opdracht is niet onderworpen aan een prijsherziening.

Indien er een verschil bestaat tussen het opgegeven bedrag in letters en dat in cijfers wordt het volledig uitgeschreven bedrag (letters) in acht genomen.

Alle kosten en algemene belastingen moeten, zowel in de eenheidsprijzen als in de opgegeven globale prijzen, inbegrepen zijn, met uitzondering van de belasting op de toegevoegde waarde.

De voorgestelde prijs omvat alle posten voorzien in het artikel 25 van het algemeen lastenboek bij het koninklijk besluit van 26 september 1996 gevoegd, regelend de algemene uitvoeringsregels van de openbare opdrachten en concessies voor openbare werken.

4 Betalingsmodaliteiten.

De betaling zal binnen zestig dagen op basis van een gedateerde en getekende schuldvordering plaats vinden. Deze vordering moet gestaafd worden door een gedetailleerd werkbeschrijving die, volgens de aannemer, de betaling van de uitgevoerde werken rechtvaardigt en conform zijn aan de voorwaarden beschreven in het artikel 15, §1, van het algemeen lastenboek bij het koninklijk besluit van 26 september 1996 gevoegd, regelend de algemene uitvoeringsregels van de openbare opdrachten en concessies voor openbare werken.

Nalatigheidsintresten: de toepassing van artikels 1154 en 1254 van het burgerlijk wetboek worden verwijderd. Alle betalingen zullen dus eerst aangewend worden om de hoofdsom af te lossen.

5 Geldigheidsduur van de offerte

De inschrijvers blijven gebonden door hun offerte, eventueel aangepast door de aanbestedende overheid, gedurende een termijn van 120 kalenderdagen, te rekenen vanaf de dag volgende op de opening van de offertes.

6 Uitvoeringstermijn

De uitvoeringstermijn bedraagt 30 kalenderdagen te rekenen vanaf de datum van het opsturen van de bestelbon.

7 Wijziging van de prestaties

De bouwheer behoudt, na aanduiding, het recht om eenzijdig de oorspronkelijke opdracht te wijzigen voor zover zij het onderwerp niet verandert.

De hoeveelheden zijn vermoedelijke hoeveelheden en verbinden generlei het gemeentebestuur dat zich het recht voorbehoudt de bestellingen aan te passen aan haar behoeften, met, indien zulks vereist is, een juiste schadevergoeding

In dit geval zal de aanbesteder moeten bewijzen dat de kostwijziging de oorzaak is van deze wijziging. De aanpassingen van de prijs van de opdracht zullen moeten gebeuren in samenspraak van beide partijen op basis van een door de aanbesteder per aangetekend schrijven

opgegeven voorstel. Dit moet binnen een termijn van dertig dagen na datum van het doorgeven van de gewijzigde bestelling.

Indien er geen akkoord over een nieuwe prijs ontstaat, zal de bouwheer zowiezo de prijs van de bijkomend gevraagde leveringen of prestaties vastleggen, de aanbesteder behoudt echter al zijn rechten. Desondanks de onenigheid die de vaststelling van de nieuwe prijzen zou meebrengen wordt de aannemer er aan gehouden de opdracht verder uit te voeren

8 Waarborg.

De waarborg is vastgesteld op 5% van de initiële opdracht, afgerond op het bovenliggend duizendtal overeenkomstig artikel 5 par. 2 en 3 van het algemeen lastenboek.

De waarborg waarvan sprake in het artikel 5 van het algemeen lastenboek, bijlage van het koninklijk besluit van 26 september 1996, zal voor 50% worden vrijgegeven na de voorlopige oplevering aan het einde van de reinigingswerken en vóór het aanbrengen van het plamuur of de beschermingslaag.

De waarborg zal slecht aan het einde van de contractduur volledig vrijgegeven worden.

9 Onderaannemers.

Indien de leveringen of prestaties geheel of gedeeltelijk door een andere persoon dan de aannemer zouden worden verricht, moet de aannemer dit uitdrukkelijk in zijn offerte vermelden. Hij moet deze identificeren en verduidelijken hoe hij, of de onderaannemer(s), de kwaliteitsgarantie waartoe hij gehouden wordt, kan waarmaken.

Indien sommige werken of prestaties door een onderaannemer moeten worden uitgevoerd, blijft de aannemer verantwoordelijk voor alle verplichtingen die uit de opdracht voortvloeien alsof hij het werk zelf zou uitvoeren.

In zijn offerte moet hij de gegevens van de onderaannemers noteren die het gemeentebestuur moet contacteren indien er bijkomende werken of herstellingen zouden moeten plaatsvinden. Het gemeentebestuur heeft de mogelijkheid om - in geval van tekortkomingen, niet-uitvoeringen, geknoei toe te schrijven aan een onderaannemer - naast de maatregelen beschreven in het lastenboek, een andere onderaannemer aan te duiden.

Bij het in gebreke blijven van een onderaannemer, wordt de aannemer niet van zijn contractuele verantwoordelijkheden ontheven. Hij moet er steeds voor zorgen dat de opdracht correct wordt uitgevoerd.

10 Garantie en verantwoordelijkheden

Naast de garanties van het gemeene recht (zoals deze op lichte fouten), omschrijft de aanbesteder de garantietermijn op de uitgevoerde werken, de begindatum van deze garantie, welke gebreken, fouten en onvolkomenheden door deze garantie gedekt zijn, alsook welke prestaties er tijdens deze garantietermijn gedekt worden. Indien de aannemer enkele voorzieningen weergegeven in het burgerlijk recht in verband met contracten zou verwijderen, moet hij dit nauwkeurig weergeven.

11 Voorlopige en definitieve oplevering

De opleveringen gebeuren aan de voorwaarden en conform het artikel 43 § 2 tot 4 van het algemeen lastenboek.

III. PRESTATIES EN OVERHANDIGING VAN DE OFFERTE

Voor het opmaken van hun offerte mogen de aannemers contact opnemen met de leidinggevende ambtenaar of de persoon die hij hiervoor delegeerde.

1. Inschrijvingsformulier.

- 1° de aannemer moet zijn offerte op het bij het lastenboek gevoegde inschrijvingsformulier indienen.
Hij mag een eigen formulier gebruiken voor zover dit dezelfde vermeldingen bevat en in dezelfde volgorde als op het bijgevoegde formulier voorkomt.
- 2° het inschrijvingsformulier moet zorgvuldig en volledig ingevuld en ondertekend worden door de aannemer of zijn afgevaardigde. Alle doorhalingen, verbeteringen en bijkomende vermeldingen of wijzigingen, zowel in de inschrijving als in de bijlagen, dat van dergelijke aard zijn dat ze de essentiële voorwaarden – zoals de prijs, de termijn,

de technische voorwaarden – van de opdracht zouden veranderen, moeten eveneens getekend worden door de aannemer of zijn afgevaardigde.

- 3° samen met het origineel moeten twee volledige dossiers van de offerte worden bijgesloten. Deze moeten duidelijk de melding “kopie” bevatten. De aannemer is verantwoordelijk voor de volledige overeenkomst tussen het origineel dossier en de kopies.

2. Bij de inschrijving te voegen documenten en inlichtingen.

De aanbesteders moeten de volgende documenten bij hun offerte voegen :

- 1° indien het een natuurlijke persoon betreft: de naam, voornamen, beroep, nationaliteit, adres en telefoonnummer van de kandidaat;
- 2° indien het een rechtspersoon betreft: het adres, de nationaliteit, het telefoon- en faxnummer, de juridische vorm, de benaming of het sociaal doel, de maatschappelijke zetel, de identiteit en de bevoegdheid van de ondergetekende van de offerte, alsook de vorm en een kopij van de statuten;
- 3° het bankrekeningnummer
- 4° een attest van de R.S.Z., waaruit blijkt dat de aannemers in orde is met de betaling van de sociale lasten tot en met het voorlaatste trimester voor de datum van de opening.
- Indien de hierboven vermelde documenten niet bij de offerte zijn gevoegd, heeft de aanbesteder het recht deze expliciet aan de aanbesteder te vragen ofwel de aanbesteder uit te sluiten voor het niet respecteren van de administratieve clausules van dit lastenboek.
- De aanbesteder heeft het recht de aannemers uitleg te vragen over de overhandigde documenten of te vragen om deze aan te vullen.

3. Inschrijving.

Termijn:

De offertes moeten op om 10 uur te laatste bij de aanbesteder aangekomen zijn.

Indiening:

De inschrijvingen worden geadresseerd aan de heer Maurice Romanus, gemeenteontvanger, Gemeentebestuur Oudergem, Emile Idiersstraat 12 te 1160 Oudergem.

Alle hiervoor vermelde documenten moeten gedagtekend en gehandtekend worden door de aannemer, onder de melding: “*opgemaakt door ondergetekende om bij mijn huidige inschrijving te voegen*”

De offertes moeten in viervoud ingeleverd worden. Een exemplaar moet duidelijk, in het rood en in de rechterbovenhoek, de melding “origineel” bevatten.

Op de andere exemplaren moet op elke bladzijde “kopij” vermeld worden. Indien er een verschil bestaat tussen de exemplaren zal deze met de melding “origineel” in aanmerking genomen worden.

4. Aanduiding van de aannemer.

De aanbestedende overheid heeft geen enkele verplichting tot het toewijzen van de opdracht, ze kan zowel afzien van het gunnen van de opdracht als de procedure herbeginnen, desnoods op een andere wijze en dit voor haar eigen bestwil, zonder hiervoor een schadevergoeding aan de aannemer te moeten betalen indien deze beslissing geen gevolg is van bedrog of zware fouten.

IV. TECHNISCHE CLAUSULES

De aannemer zal alle nodige maatregelen treffen om de muurbekleding, vloeren, ramen te beschermen en om de werf te beveiligen voor het personeel en de leerlingen van de school. Tijdens de afbraak van de werf zal de werkzone volledig gereinigd worden.

Vernieuwing van de raamwerken:

De kleur zal door de leidende ambtenaar moeten worden goedgekeurd en zal zo veel mogelijk op de bestaande lijken.

Het werk omvat:

Het plaatsen van een stelling indien de aannemer dit nodig acht

Het herstellen van de gaten en de fouten in de raamwerken

Het afkrabben en schuren van de raamwerken

Een grondlaag

Twee eindlagen

Met inbegrip van alle accessoires en eindafwerkingen.

De aandacht van de aannemer wordt gevestigd op het feit dat door de aard van de natuurlijke componenten het product de natuurlijke cyclus zal reïntegreren zonder enige behoefte aan verandering of behandeling in een zuiveringsstation.

Metingen:

Raamwerken speelplaats/parking:

Gelijkvloers: 16 stuks

Verdieping: 18 stuks

Deuren: 4 stuks

Grote openingen: 3 stuks

Goedgekeurd door de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

Brief van 03 maart 2009

Ref. : 002-2009/1280-pl

22.01.2009/A/013

14EME OBJET

**ESPACE PUBLIC TRAVAUX DE CIMENTAGE DU MUR ARRIERE DU CENTRE
SCOLAIRE LES MARRONNIERS - MARCHE PAR PROCEDURE
NEGOCIEE SANS PUBLICITE – COMMUNICATION**

LE CONSEIL,

Vu qu'un montant de 40.000 € est prévu à l'article 720.724.60. du budget extraordinaire de 2009 pour les travaux de cimentage du mur arrière du Centre scolaire Les Marronniers ;

Vu que le montant de ce marché est estimé à ± 39.875 € ;

Vu le cahier spécial des charges n° 2/2009 destiné à régir cette entreprise ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et de concessions ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale qui prévoit que le Collège échevinal est habilité à choisir le mode de passation, fixer les conditions et approuver la dépense à condition de faire connaître la décision au Conseil communal ;

Vu les articles 234 à 237 de la nouvelle loi communale ;

Vu la décision du Collège échevinal du 6 janvier 2009, réf. 06.01.2009/B/015 ;

DECIDE : à l'unanimité,

- de prendre connaissance de la décision du Collège échevinal du 6 janvier 2009 ;
- de charger le Collège échevinal de poursuivre l'exécution de ce dossier.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Receveur communal avec les pièces justificatives.

COMMUNE D'AUDERGHEM

**Marché par procédure négociée sans publicité
CIMENTAGE DU MUR ARRIERE
AGORASPACE AU
CS DES MARRONNIERS**

Cahier spécial des charges

N° 2/2009

I CLAUSES ADMINISTRATIVES GENERALES

1.Législation

Législation applicable au présent marché

Le présent marché est régi par les clauses du présent cahier spécial des charges. Il est soumis également aux clauses et conditions reprises ci-après :

- Loi du 24.12.1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, telle que modifiée;
- Arrêté royal du 08.01.1996 relatif aux marchés publics, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, tel que modifié;
- Arrêté royal du 26.09.1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux y compris l'annexe à cet arrêté, constituant le cahier général des charges des marchés publics de travaux, de fournitures et de services et des concessions de travaux publics, tous deux tels que modifiés.

Une version actualisée de ces textes légaux et réglementaires est consultable sur Internet à l'adresse suivante : www.juridat.be (cliquez sur « Législation »).

Le présent cahier spécial des charges détermine les compléments à l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ainsi qu'au cahier général des charges des marchés publics de travaux, de fournitures et de services et des concessions de travaux publics.

Le cahier général des charges est applicable au présent marché quel que soit son montant.

2. Procédure de passation du marché

Le présent marché est passé par procédure négociée sans publicité conformément à l'article 17, §2, 1°, a de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et à l'article 120, alinéa 2 de l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics.

3. Nature des prestations

Le présent marché est à considérer comme marché de travaux.

II. CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

1. objet du marché

Le présent marché de travaux a pour objet les prestations suivantes : le cimentage du mur arrière Agoraspace au cs des Marronniers, chaussée de Wavre n° 1179 à 1160 Bruxelles.

2. Identité du Maître de l'Ouvrage et du fonctionnaire dirigeant

Le Maître de l'Ouvrage pour le présent marché est la Commune d'Auderghem, rue Emile Idiers 12, représentée par le Collège des bourgmestre et échevins.

Pour l'exécution du présent marché, le fonctionnaire dirigeant est M. Luc DEPELCHIN.

Il est précisé qu'au regard des particularités de la nouvelle loi communale qui concède peu de délégations aux fonctionnaires, tous les décomptes en plus ou en moins et toutes les réceptions de prestations quelconques comme demandes ou octroi de modifications des prestations ou de leurs modalités de rémunération et d'exécution ne peuvent être consentie que de l'accord exprès du Collège des Bourgmestre et Echevins.

3. Détermination du prix

Le présent marché est un marché à prix global sans révision des prix (forfait).

Les prix sont énoncés dans l'offre en EUROS, en détaillant les montants hors T.V.A. et T.V.A. incluse. Toutes les autres impositions sont comprises.

Toute révision du prix est interdite.

En cas de litige, le montant exprimé en toutes lettres l'emporte sur le montant exprimé en chiffres.

Le prestataire de services est censé avoir inclus dans ses prix tant unitaires que globaux tous les frais et impositions généralement quelconques grevant les services, à l'exception de la taxe sur la valeur ajoutée.

Sont notamment inclus dans les prix les actes et travaux précisés à l'article 25 du cahier général des charges annexé à l'arrêté royal du 26.09.1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux.

4. Modalités de paiement

Le paiement se fera dans le délai de soixante jours sur base d'une déclaration de créance datée, signée et appuyée d'un état détaillé des travaux justifiant, selon l'adjudicataire, le paiement sollicité dans les conditions et conformément au prescrit de l'article 15 §1 du cahier général des charges annexé à l'arrêté royal du 26.09.1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux

Intérêts pour retard : l'application des articles 1154 et 1254 du Code Civil est écartée. Tout paiement sera donc affecté par priorité à l'extinction du principal.

5. Délai d'engagement des soumissionnaires

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre, telle qu'elle a été éventuellement rectifiée par le pouvoir adjudicateur, pendant un délai de 120 jours calendrier, prenant cours le lendemain du jour de l'ouverture des offres.

6. Délais d'exécution

Le délai d'exécution est fixé à 30 jours calendrier à dater de l'envoi du bon de commande à l'adjudicataire.

7. Modification des prestations

Le Maître de l'Ouvrage se réserve, après désignation, le droit d'apporter unilatéralement des modifications à l'entreprise originale, pour autant que l'objet de celle-ci ne soit pas modifié.

Les quantités sont des quantités présumées et n'engagent pas l'administration qui se réserve le droit de modifier les commandes selon ses besoins, moyennant juste compensation s'il y a lieu.

L'adjudicataire devra, dans ce cas, prouver que la variation du coût est la conséquence de la modification. Les modifications à apporter au prix du marché seront à convenir entre les parties sur base d'une proposition introduite par l'adjudicataire par lettre recommandée dans un délai de trente jours prenant cours à la date à laquelle les ordres modificatifs seront valablement donnés.

A défaut d'accord sur un nouveau prix, le Maître de l'Ouvrage fixera d'office le prix des fournitures ou prestations supplémentaires demandées, tous droits de l'adjudicataire restant saufs. L'adjudicataire sera tenu de poursuivre l'exécution du marché nonobstant les contestations auxquelles pourrait donner lieu la détermination des nouveaux prix.

8. Cautionnement

La caution est fixée à 5% du marché initial, arrondie au millier supérieur conformément à l'article 5 par. 2 et 3 du cahier général des charges.

Le cautionnement visé à l'article 5 du cahier général des charges annexé à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 sera libéré à concurrence de 50 % de son montant à dater de la réception des prestations correspondant à la fin des travaux de nettoyage avant la pose d'un enduit ou revêtement de protection.

Il ne sera entièrement libéré qu'au terme de la durée de vie du contrat.

9. Sous-traitants

Si tout ou partie des fournitures ou prestations est réalisée par une autre personne que l'adjudicataire, celui-ci doit l'indiquer expressément dans son offre et identifier lesdits sous-traitants en précisant comment lui-même ou le ou les sous-traitants permettront de mettre en œuvre les garanties de qualité et autres offertes ou auxquelles l'adjudicataire est tenu.

Si certains travaux ou prestations doivent être effectués par l'un ou l'autre sous-traitant, l'adjudicataire reste tenu de toutes les obligations qui lui incombent comme s'il prestait lui-même ce genre de services. Il doit cependant indiquer dans son offre les sous-traitants auxquels l'administration communale doit s'adresser en cas de travaux ou réfection à réaliser au regard des actes et travaux exécutés par ledit sous-traitant. L'administration communale à la

faculté, en cas de carences, inexécutions, malfaçons imputables à un sous-traitant de solliciter, outre les sanctions prévues par le cahier spécial des charges, le remplacement du sous-traitant. En toute hypothèse, la défaillance d'un sous-traitant n'exonère pas l'adjudicataire de sa responsabilité contractuelle. Il reste intégralement tenu de la correcte exécution du marché.

10. Garanties et responsabilités

Outre les garanties du droit commun (notamment pour vices véniels), le soumissionnaire décrit le délai de garantie des travaux effectués, le point de départ de ce délai de garantie, les défauts, malfaçons et vices couverts par cette garantie et les prestations offertes dans le délai de garantie. S'il entend écarter l'application de certaines dispositions de droit civil applicables aux contrats d'entreprise, le soumissionnaire le précise expressément.

11. Réceptions provisoire et définitive

Les réceptions se déroulent dans les conditions et conformément au prescrit de l'article 43 §§2 à 4 du cahier général des charges.

III. PRESENTATION ET REMISE DES OFFRES

Pour établir leur offre, les soumissionnaires peuvent prendre contact avec le fonctionnaire dirigeant ou la personne qu'il délèguera.

1. Formulaire de soumission

1° Le soumissionnaire doit présenter ses offres sur le formulaire de soumission annexé au présent cahier des charges.

Le soumissionnaire peut recourir au formulaire qui lui est propre pour autant qu'il comprenne les mêmes mentions et dans le même ordre que celles figurant dans le formulaire annexé au présent cahier spécial des charges.

2° Le formulaire de soumission doit être soigneusement et complètement rempli et signé par le soumissionnaire ou son mandataire. Toutes ratures, surcharges et mentions complémentaires ou modificatives, tant dans la soumission que dans ses annexes, qui seraient de nature à influencer les conditions essentielles du marché – telles que les prix, les délais, les conditions techniques – doivent également être signées par le soumissionnaire ou son mandataire.

3° En même temps, en plus de l'original, trois copies du dossier complet de l'offre doivent être annexées, clairement désignées par la mention: «copie». Le soumissionnaire est responsable de la parfaite concordance entre le dossier original et les copies.

2. Documents et renseignements à joindre à la soumission

Le soumissionnaire doit joindre à sa soumission les documents suivants :

- 1° s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms, qualité ou profession, nationalité domicile et numéro de téléphone du candidat;
- 2° s'il s'agit d'une personne morale, l'adresse, la nationalité, le téléphone et télécopie et sa forme juridique, sa dénomination ou son objet social, son siège social, l'identité et la qualité du signataire de l'offre, ainsi que sa forme juridique, une copie de ses statuts;
- 3° n° de compte bancaire;
- 4° une attestation de l'O.N.S.S. établissant qu'il est en règle de cotisations sociales jusqu'à et y compris l'avant-dernier trimestre échu, précédant la date de l'ouverture des soumissions;

Si les documents énumérés aux points 1° à 4 ne sont pas joints à la soumission, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit soit de les demander spécialement au soumissionnaire soit d'exclure le soumissionnaire pour non-respect des clauses administratives du présent cahier des charges.

Le pouvoir adjudicateur peut demander aux soumissionnaires de compléter ou d'expliquer les documents produits.

3. Soumission

Délai :

Les soumissions doivent parvenir au pouvoir adjudicateur le ... à 10 heures au plus tard.

Dépôt :

Les soumissions sont adressées à M. Maurice Romanus, Receveur, Administration communale d'Auderghem, rue Emile Idiers 12 à 1160 Auderghem.

Tous les documents repris ci-avant doivent être datés et signés par le soumissionnaire, sous la mention « *fait par le soussigné pour être joint à ma soumission de ce jour* ».

Ils doivent être fournis en quatre exemplaires. Un exemplaire portera, sur chaque feuille, d'une manière apparente, la mention « *original* » inscrite en rouge dans le coin supérieur droit. Les autres exemplaires porteront, sur chaque feuille, la mention « *copie* ». En cas de discordance entre les exemplaires, celui portant la mention « *original* » fait foi.

4. Désignation de l'adjudicataire

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas donner suite au présent appel à la concurrence ou de prendre toute autre mesure dans son propre intérêt sans devoir pour autant, pour quelque raison que ce soit, payer des indemnités aux soumissionnaires si la décision du pouvoir adjudicateur n'est pas constitutive de vol ou de faute lourde.

V. DESCRIPTION TECHNIQUE

L'entrepreneur prendra toutes les mesures nécessaires pour protéger la zone du chantier et pour sécuriser le chantier par rapport aux personnes.

Lors du démontage de chantier, un nettoyage complet de la zone de travail sera effectué.

1 INSTALLATION DE CHANTIER :

Fourniture et pose d'un échafaudage sur sol et suspendu.

Mise en place de protection.

Amenée et replis du matériel journalier.

Nettoyage final du chantier.

Mesurage : FF

2 CIMENTAGE DU MUR :

Nettoyage du mur à haute pression ou par sablage.

Fermeture des joints de maçonnerie manquants ou désolidarisés.

Fourniture et pose d'une couche d'accrochage.

Fourniture et pose d'un cimentage hydrofuge à base de chaux.

Finition talochée.

Mesurage : FF

Y compris tous les accessoires et finitions.

Approuvée par M. le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale.

Lettre du 03 mars 2009

Réf. :002-2009/1280-pl

22.01.2009/A/013

14E VOORWERP

OPENBARE RUIMTE CEMENTERING VAN DE ACHTERMUUR VAN HET "CENTRE SCOLAIRE LES MARRONNIERS" – OPDRACHT VIA ONDERHANDELINGSPROCEDURE ZONDER BEKENDMAKING - MEDEDELING

DE RAAD,

Gezien er op artikel 720.724.60. van de buitengewone begroting van 2009 een som van 40.000 € voorzien is voor de cementering van de achtermuur van het "Centre scolaire Les Marronniers" ;

Gezien deze uitgave geschat wordt op ± 39.875 € BTWI ;

Gezien het bijzonder lastenboek n° 2/2009 regelende deze onderneming ;

Gezien de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten van werken, leveringen en diensten en meer bepaald artikel 17 ;

Gezien het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten en de concessies van openbare werken, in het bijzonder artikel 122 ;

Gezien het koninklijk besluit van 26 september 1996 houdende instelling van de algemene uitvoeringsregels van openbare opdrachten en concessie ;

Gezien artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet voorziet dat het Schepencollege de bevoegdheid heeft om de wijze waarop de opdrachten voor aanneming van werken, leveringen of diensten worden gegund, voorwaarden vast te stellen en de uitgave goed te keuren, mits de beslissing ter kennis te brengen van de Gemeenteraad ;

Gezien artikels 234 tot 237 van de nieuwe gemeentewet ;

Gezien de beslissing van het Schepencollege van 6 januari 2009, ref. 06.01.2009/B/015 ;

BESLIST : met eenparigheid,

- kennis te nemen van de beslissing van het Schepencollege van 6 januari 2009 ;

- het Schepencollege toe te laten de procedure hiervoor opgestart, voort te zetten.

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Gemeenteontvanger met de bijhorende stukken.

GEMEENTE OUDERGEM

OVERHEIDSOPDRACHT VIA ONDERHANDELINGSPROCEDURE ZONDER BEKENDMAKING

Cementering van de muur aan de achterkant van het “CS des Maronniers”

Bijzonder lastenboek

Nr 2/2009

I. ALGEMENE ADMINISTRATIEVE CLAUSULES

1. Wetgeving.

Wetgeving waaraan deze opdracht onderworpen is:

De clausules van huidig lastenboek regelen deze opdracht. Hij is eveneens onderworpen aan de hieronder genoemde documenten :

- De wet van 24/12/1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, evenals de hieropvolgende wijzigingen.
- Het koninklijk besluit van 8/01/1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, evenals de hieropvolgende wijzigingen.
- Het koninklijk besluit van 26/09/1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies van openbare werken, met inbegrip van de bijlage aan dit KB, dat weergeeft hoe het lastenboek voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken moet worden opgesteld, beide met de hieropvolgende wijzigingen.

Een geactualiseerde versie van deze wetteksten en reglementen kan worden geraadpleegd via het internet op de site: www.juridat.be (verderklikken op “wetgeving”).

Dit bijzonder lastenboek is een aanvulling bij het Koninklijk Besluit van 8/01/1996 betreffende de openbare werken, leveringen en diensten en van de concessies van openbare werken en bij het Koninklijk Besluit van 26/09/1996 dat de algemene uitvoeringsregels van de openbare werken en de concessies van openbare werken weergeeft. Het is tevens een aanvulling bij het algemeen lastenboek voor openbare werken, leveringen en diensten en concessies voor openbare werken.

De algemene aannemingsvoorwaarden zijn van toepassing wat ook het bedrag van de opdracht is.

2. Gunningswijze van de opdracht.

Opdracht bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking overeenkomstig artikel 17, §2, 1° a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en aan sommige openbare werken, leveringen en diensten en aan het artikel 120, alinea 2 van het Koninklijk Besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken.

3. Aard van de prestaties

Huidige opdracht is te beschouwen als een opdracht voor werken.

II. BIJZONDERE ADMINISTRATIEVE CLAUSULES

1. Voorwerp van de opdracht.

De opdrachten toegewezen aan de gekozen firma zijn de volgende: het cementeren van de muur aan de achterkant van het agoraspace in het "CS des Marronniers", Waverssesteenweg 1179 te 1160 Brussel.

2. Identiteit van de aanbestedende overheid en de leidinggevende ambtenaar.

De aanbestedende overheid is de gemeente Oudergem, E. Idiersstraat 12 te 1160 Oudergem, vertegenwoordigd door het College van Burgemeester en Schepenen.

De leidinggevende ambtenaar is de heer L. DEPELCHIN.

Er wordt benadrukt dat, wat de bijzonderheden van de nieuwe gemeentewet, die weinig volmacht aan de ambtenaren toestaat, betreft, alle hogere of lagere afrekeningen en alle opleveringen van welke prestaties ook, zoals de aanvraag of het toestaan van wijzigingen van de prestaties of hun betalings- of uitvoeringsmodaliteiten, enkel mogen worden toegestaan na uitdrukkelijk akkoord van het College van burgemeester en Schepenen.

3. Prijsbepaling.

Opdracht tegen globale prijs zonder prijsherziening (forfait).

De prijzen worden opgegeven in EURO, met opgave van de bedragen inclusief en exclusief BTW. Alle andere belastingen zijn eveneens inbegrepen.

Deze opdracht is niet onderworpen aan een prijsherziening.

Indien er een verschil bestaat tussen het opgegeven bedrag in letters en dat in cijfers wordt het volledig uitgeschreven bedrag (letters) in acht genomen.

Alle kosten en algemene belastingen moeten, zowel in de eenheidsprijzen als in de opgegeven globale prijzen, inbegrepen zijn, met uitzondering van de belasting op de toegevoegde waarde.

De voorgestelde prijs omvat alle posten voorzien in het artikel 25 van het algemeen lastenboek bij het koninklijk besluit van 26 september 1996 gevoegd, regelend de algemene uitvoeringsregels van de openbare opdrachten en concessies voor openbare werken.

4. Betalingsmodaliteiten.

De betaling zal binnen zestig dagen op basis van een gedateerde en getekende schuldvordering plaats vinden. Deze vordering moet gestaafd worden door een gedetailleerd werkbeschrijving die, volgens de aannemer, de betaling van de uitgevoerde werken rechtvaardigt en conform zijn aan de voorwaarden beschreven in het artikel 15, §1, van het algemeen lastenboek bij het koninklijk besluit van 26 september 1996 gevoegd, regelend de algemene uitvoeringsregels van de openbare opdrachten en concessies voor openbare werken.

Nalatigheidsintresten: de toepassing van artikels 1154 en 1254 van het burgerlijk wetboek worden verwijderd. Alle betalingen zullen dus eerst aangewend worden om de hoofdsom af te lossen.

5. Geldigheidsduur van de offerte

De inschrijvers blijven gebonden door hun offerte, eventueel aangepast door de aanbestedende overheid, gedurende een termijn van 120 kalenderdagen, te rekenen vanaf de dag volgende op de opening van de offertes.

6. Uitvoeringstermijn

De uitvoeringstermijn bedraagt 30 kalenderdagen te rekenen vanaf de datum van het opsturen van de bestelbon.

7. Wijziging van de prestaties

De bouwheer behoudt, na aanduiding, het recht om eenzijdig de oorspronkelijke opdracht te wijzigen voor zover zij het onderwerp niet verandert.

De hoeveelheden zijn vermoedelijke hoeveelheden en verbinden generlei het gemeentebestuur dat zich het recht voorbehoudt de bestellingen aan te passen aan haar behoeften, met, indien zulks vereist is, een juiste schadevergoeding

In dit geval zal de aanbesteder moeten bewijzen dat de kostwijziging de oorzaak is van deze wijziging. De aanpassingen van de prijs van de opdracht zullen moeten gebeuren in samenspraak van beide partijen op basis van een door de aanbesteder per aangetekend schrijven opgegeven voorstel. Dit moet binnen een termijn van dertig dagen na datum van het doorgeven van de gewijzigde bestelling.

Indien er geen akkoord over een nieuwe prijs ontstaat, zal de bouwheer zowiezo de prijs van de bijkomend gevraagde leveringen of prestaties vastleggen, de aanbesteder behoudt echter al zijn rechten. Desondanks de onenigheid die de vaststelling van de nieuwe prijzen zou meebrengen wordt de aannemer er aan gehouden de opdracht verder uit te voeren

8. Waarborg.

De waarborg is vastgesteld op 5% van de initiele opdracht, afgerond op het bovenliggend duizendtal overeenkomstig artikel 5 par. 2 en 3 van het algemeen lastenboek.

De waarborg waarvan sprake in het artikel 5 van het algemeen lastenboek, bijlage van het koninklijk besluit van 26 september 1996, zal voor 50% worden vrijgegeven na de voorlopige oplevering aan het einde van de reinigingswerken en vóór het aanbrennen van het plamuur of de beschermingslaag.

De waarborg zal slecht aan het einde van de contractsduur volledig vrijgegeven worden.

9. Onderaannemers.

Indien de leveringen of prestaties geheel of gedeeltelijk door een andere persoon dan de aannemer zouden worden verricht, moet de aannemer dit uitdrukkelijk in zijn offerte vermelden. Hij moet deze identificeren en verduidelijken hoe hij, of de onderaannemer(s), de kwaliteitsgarantie waartoe hij gehouden wordt, kan waarmaken.

Indien sommige werken of prestaties door een onderaannemer moeten worden uitgevoerd, blijft de aannemer verantwoordelijk voor alle verplichtingen die uit de opdracht voortvloeien alsof hij het werk zelf zou uitvoeren.

In zijn offerte moet hij de gegevens van de onderaannemers noteren die het gemeentebestuur moet contacteren indien er bijkomende werken of herstellingen zouden moeten plaatsvinden. Het gemeentebestuur heeft de mogelijkheid om - in geval van tekortkomingen, niet-uitvoeringen, geknoei toe te schrijven aan een onderaannemer - naast de maatregelen beschreven in het lastenboek, een andere onderaannemer aan te duiden.

Bij het in gebreke blijven van een onderaannemer, wordt de aannemer niet van zijn contractuele verantwoordelijkheden ontheven. Hij moet er steeds voor zorgen dat de opdracht correct wordt uitgevoerd.

10. Garantie en verantwoordelijkheden

Naast de garanties van het gemeene recht (zoals deze op lichte fouten), omschrijft de aanbesteder de garantietermijn op de uitgevoerde werken, de begindatum van deze garantie, welke gebreken, fouten en onvolkomenheden door deze garantie gedekt zijn, alsook welke prestaties er tijdens deze garantietermijn gedekt worden. Indien de aannemer enkele voorzieningen weergegeven in het burgerlijk recht in verband met contracten zou verwijderen, moet hij dit nauwkeurig weergeven.

11. Voorlopige en definitieve oplevering

De opleveringen gebeuren aan de voorwaarden en conform het artikel 43 § 2 tot 4 van het algemeen lastenboek.

III. PRESTATIES EN OVERHANDIGING VAN DE OFFERTE

Voor het opmaken van hun offerte mogen de aannemers contact opnemen met de leidinggevende ambtenaar of de persoon die hij hiervoor delegeerde.

1. Inschrijvingsformulier.

1° de aannemer moet zijn offerte op het bij het lastenboek gevoegde inschrijvingsformulier indienen.

Hij mag een eigen formulier gebruiken voor zover dit dezelfde vermeldingen bevat en in dezelfde volgorde als op het bijgevoegde formulier voorkomt.

- 2° het inschrijvingsformulier moet zorgvuldig en volledig ingevuld en ondertekend worden door de aannemer of zijn afgevaardigde. Alle doorhalingen, verbeteringen en bijkomende vermeldingen of wijzigingen, zowel in de inschrijving als in de bijlagen, dat van dergelijke aard zijn dat ze de essentiële voorwaarden – zoals de prijs, de termijn, de technische voorwaarden – van de opdracht zouden veranderen, moeten eveneens getekend worden door de aannemer of zijn afgevaardigde.
- 3° samen met het origineel moeten twee volledige dossiers van de offerte worden bijgesloten. Deze moeten duidelijk de melding “kopie” bevatten. De aannemer is verantwoordelijk voor de volledige overeenkomst tussen het origineel dossier en de kopies.

2. Bij de inschrijving te voegen documenten en inlichtingen.

De aanbesteders moeten de volgende documenten bij hun offerte voegen :

- 1° indien het een natuurlijke persoon betreft: de naam, voornamen, beroep, nationaliteit, adres en telefoonnummer van de kandidaat;
- 2° indien het een rechtspersoon betreft: het adres, de nationaliteit, het telefoon- en faxnummer, de juridische vorm, de benaming of het sociaal doel, de maatschappelijke zetel, de identiteit en de bevoegdheid van de ondergetekende van de offerte, alsook de vorm en een kopij van de statuten;
- 3° het bankrekeningnummer
- 4° een attest van de R.S.Z., waaruit blijkt dat de aannemers in orde is met de betaling van de sociale lasten tot en met het voorlaatste trimester voor de datum van de opening.

Indien de hierboven vermelde documenten niet bij de offerte zijn gevoegd, heeft de aanbesteder het recht deze expliciet aan de aanbesteder te vragen ofwel de aanbesteder uit te sluiten voor het niet respecteren van de administratieve clausules van dit lastenboek.

De aanbesteder heeft het recht de aannemers uitleg te vragen over de overhandigde documenten of te vragen om deze aan te vullen.

3. Inschrijving.

Termijn:

De offertes moeten op om 10 uur te laatste bij de aanbesteder aangekomen zijn.

Indiening:

De inschrijvingen worden geadresseerd aan de heer Maurice Romanus, gemeenteontvanger, Gemeentebestuur Oudergem, Emile Idiersstraat 12 te 1160 Oudergem.

Alle hiervoor vermelde documenten moeten gedagtekend en gehandtekend worden door de aannemer, onder de melding: “*opgemaakt door ondergetekende om bij mijn huidige inschrijving te voegen*”

De offertes moeten in viervoud ingeleverd worden. Een exemplaar moet duidelijk, in het rood en in de rechterbovenhoek, de melding “origineel” bevatten.

Op de andere exemplaren moet op elke bladzijde “kopij” vermeld worden. Indien er een verschil bestaat tussen de exemplaren zal deze met de melding “origineel” in aanmerking genomen worden.

4. Aanduiding van de aannemer.

De aanbestedende overheid heeft geen enkele verplichting tot het toewijzen van de opdracht, ze kan zowel afzien van het gunnen van de opdracht als de procedure herbeginnen, desnoods op een andere wijze en dit voor haar eigen bestwil, zonder hiervoor een schadevergoeding aan de aannemer te moeten betalen indien deze beslissing geen gevolg is van bedrog of zware fouten.

IV TECHNISCHE CLAUSULES

De aannemer zal alle voorzorgen treffen om de werfzone te beschermen en om de werf ten opzichte van derden te beveiligen.

Tijdens de afbraak van de werf zal de werkzone volledig gereinigd worden.

Het werk omvat enkel de cimentering aan de achterkant van de muur.

De totale oppervlakte van de muur is +- m²

1). Installatie van de werf

Levering en plaatsing van een hangende en staande stelling.
Opstelling van de beveiliging
Dagelijks aanbrengen en weghalen van het materiaal.
Eindschoonmaak van de werf

Meting:

F.F.

2) Cementering van de muur

Het reinigen van de muur onder hoge druk of zandstralen
Het dichtmaken van de ontbrekende of loskomende voegen in het metselwerk
Levering en plaatsing van een hechtlaag
Levering en plaatsing van een waterdichte cementering op basis van kalk
Afwerking: pleisteren

Meting:

F.F.

Met inbegrip van alle accessoires en afwerkingen.

Goedgekeurd door de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest Brief van 03 maart 2009 Ref. : 002-2009/1280-pl
--

22.01.2009/A/014

15EME OBJET

ESPACE PUBLIC ASSAINISSEMENT DES MURS DE LA CRECHE LES OURSONS - MARCHE PAR PROCEDURE NEGOCIEE SANS PUBLICITE - COMMUNICATION

LE CONSEIL,

Vu qu'un montant de 10.000 € est prévu à l'article 844.724.60. du budget extraordinaire de 2009 pour l'assainissement des murs de la crèche Les Oursons ;

Vu que le montant de ce marché est estimé à ± 9.999 € ;

Vu le cahier spécial des charges n° 3/2009 destiné à régir cette entreprise ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et de concessions ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale qui prévoit que le Collège échevinal est habilité à choisir le mode de passation, fixer les conditions et approuver la dépense à condition de faire connaître la décision au Conseil communal ;

Vu les articles 234 à 237 de la nouvelle loi communale ;

Vu la décision du Collège échevinal du 6 janvier 2009, réf. 06.01.2009/B/016 ;

DECIDE : à l'unanimité,

- de prendre connaissance de la décision du Collège échevinal du 6 janvier 2009 ;

- de charger le Collège échevinal de poursuivre l'exécution de ce dossier.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Receveur communal avec les pièces justificatives.

COMMUNE D'AUDERGHEM

Marché par procédure négociée sans publicité

ASSAINISSEMENT DES MURS

DE LA CRECHE

DES OURSONS

Cahier spécial des charges

N° 3/2009

I CLAUSES ADMINISTRATIVES GENERALES

1.Législation

Législation applicable au présent marché

Le présent marché est régi par les clauses du présent cahier spécial des charges. Il est soumis également aux clauses et conditions reprises ci-après :

- Loi du 24.12.1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, telle que modifiée;
- Arrêté royal du 08.01.1996 relatif aux marchés publics, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, tel que modifié;
- Arrêté royal du 26.09.1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux y compris l'annexe à cet arrêté, constituant le cahier général des charges des marchés publics de travaux, de fournitures et de services et des concessions de travaux publics, tous deux tels que modifiés.

Une version actualisée de ces textes légaux et réglementaires est consultable sur Internet à l'adresse suivante : www.juridat.be (cliquez sur « Législation »).

Le présent cahier spécial des charges détermine les compléments à l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ainsi qu'au cahier général des charges des marchés publics de travaux, de fournitures et de services et des concessions de travaux publics.

Le cahier général des charges est applicable au présent marché quel que soit son montant.

2. Procédure de passation du marché

Le présent marché est passé par procédure négociée sans publicité conformément à l'article 17, §2, 1°, a de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et à l'article 120, alinéa 2 de l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics.

3. Nature des prestations

Le présent marché est à considérer comme marché de travaux.

II. CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

1. Objet du marché

Le présent marché de travaux a pour objet les prestations suivantes : assainissement des murs de la crèche des Oursons, chaussée de Wavre n° 1179 à 1160 Bruxelles.

2. Identité du Maître de l'Ouvrage et du fonctionnaire dirigeant

Le Maître de l'Ouvrage pour le présent marché est la Commune d'Auderghem, rue Emile Idiers 12, représentée par le Collège des bourgmestre et échevins.

Pour l'exécution du présent marché, le fonctionnaire dirigeant est M. Luc DEPELCHIN.

Il est précisé qu'au regard des particularités de la nouvelle loi communale qui concède peu de délégations aux fonctionnaires, tous les décomptes en plus ou en moins et toutes les réceptions de prestations quelconques comme demandes ou octroi de modifications des prestations ou de leurs modalités de rémunération et d'exécution ne peuvent être consentie que de l'accord exprès du Collège des Bourgmestre et Echevins.

3. Détermination du prix

Le présent marché est un marché à prix global sans révision des prix (forfait).

Les prix sont énoncés dans l'offre en EUROS, en détaillant les montants hors T.V.A. et T.V.A. incluse. Toutes les autres impositions sont comprises.

Toute révision du prix est interdite.

En cas de litige, le montant exprimé en toutes lettres l'emporte sur le montant exprimé en chiffres.

Le prestataire de services est censé avoir inclus dans ses prix tant unitaires que globaux tous les frais et impositions généralement quelconques grevant les services, à l'exception de la taxe sur la valeur ajoutée.

Sont notamment inclus dans les prix les actes et travaux précisés à l'article 25 du cahier général des charges annexé à l'arrêté royal du 26.09.1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux.

4. Modalités de paiement

Le paiement se fera dans le délai de soixante jours sur base d'une déclaration de créance datée, signée et appuyée d'un état détaillé des travaux justifiant, selon l'adjudicataire, le paiement sollicité dans les conditions et conformément au prescrit de l'article 15 §1 du cahier général des charges annexé à l'arrêté royal du 26.09.1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux

Intérêts pour retard : l'application des articles 1154 et 1254 du Code Civil est écartée. Tout paiement sera donc affecté par priorité à l'extinction du principal.

5. Délai d'engagement des soumissionnaires

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre, telle qu'elle a été éventuellement rectifiée par le pouvoir adjudicateur, pendant un délai de 120 jours calendrier, prenant cours le lendemain du jour de l'ouverture des offres.

6. Délais d'exécution

Le délai d'exécution est fixé à 30 jours calendrier à dater de l'envoi du bon de commande à l'adjudicataire.

7. Modification des prestations

Le Maître de l'Ouvrage se réserve, après désignation, le droit d'apporter unilatéralement des modifications à l'entreprise originale, pour autant que l'objet de celle-ci ne soit pas modifié.

Les quantités sont des quantités présumées et n'engagent pas l'administration qui se réserve le droit de modifier les commandes selon ses besoins, moyennant juste compensation s'il y a lieu.

L'adjudicataire devra, dans ce cas, prouver que la variation du coût est la conséquence de la modification. Les modifications à apporter au prix du marché seront à convenir entre les parties sur base d'une proposition introduite par l'adjudicataire par lettre recommandée dans un délai de trente jours prenant cours à la date à laquelle les ordres modificatifs seront valablement donnés.

A défaut d'accord sur un nouveau prix, le Maître de l'Ouvrage fixera d'office le prix des fournitures ou prestations supplémentaires demandées, tous droits de l'adjudicataire restant saufs. L'adjudicataire sera tenu de poursuivre l'exécution du marché nonobstant les contestations auxquelles pourrait donner lieu la détermination des nouveaux prix.

8. Cautionnement

La caution est fixée à 5% du marché initial, arrondie au millier supérieur conformément à l'article 5 par. 2 et 3 du cahier général des charges.

Le cautionnement visé à l'article 5 du cahier général des charges annexé à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 sera libéré à concurrence de 50 % de son montant à dater de la réception des prestations correspondant à la fin des travaux de nettoyage avant la pose d'un enduit ou revêtement de protection.

Il ne sera entièrement libéré qu'au terme de la durée de vie du contrat.

9. Sous-traitants

Si tout ou partie des fournitures ou prestations est réalisée par une autre personne que l'adjudicataire, celui-ci doit l'indiquer expressément dans son offre et identifier lesdits sous-traitants en précisant comment lui-même ou le ou les sous-traitants permettront de mettre en œuvre les garanties de qualité et autres offertes ou auxquelles l'adjudicataire est tenu.

Si certains travaux ou prestations doivent être effectués par l'un ou l'autre sous-traitant, l'adjudicataire reste tenu de toutes les obligations qui lui incombent comme s'il prestait lui-même ce genre de services. Il doit cependant indiquer dans son offre les sous-traitants auxquels l'administration communale doit s'adresser en cas de travaux ou réfection à réaliser au regard des actes et travaux exécutés par ledit sous-traitant. L'administration communale à la

faculté, en cas de carences, inexécutions, malfaçons imputables à un sous-traitant de solliciter, outre les sanctions prévues par le cahier spécial des charges, le remplacement du sous-traitant. En toute hypothèse, la défaillance d'un sous-traitant n'exonère pas l'adjudicataire de sa responsabilité contractuelle. Il reste intégralement tenu de la correcte exécution du marché.

10. Garanties et responsabilités

Outre les garanties du droit commun (notamment pour vices véniels), le soumissionnaire décrit le délai de garantie des travaux effectués, le point de départ de ce délai de garantie, les défauts, malfaçons et vices couverts par cette garantie et les prestations offertes dans le délai de garantie. S'il entend écarter l'application de certaines dispositions de droit civil applicables aux contrats d'entreprise, le soumissionnaire le précise expressément.

11. Réceptions provisoire et définitive

Les réceptions se déroulent dans les conditions et conformément au prescrit de l'article 43 §§2 à 4 du cahier général des charges.

III. PRESENTATION ET REMISE DES OFFRES

Pour établir leur offre, les soumissionnaires peuvent prendre contact avec le fonctionnaire dirigeant ou la personne qu'il délèguera.

1. Formulaire de soumission

1° Le soumissionnaire doit présenter ses offres sur le formulaire de soumission annexé au présent cahier des charges.

Le soumissionnaire peut recourir au formulaire qui lui est propre pour autant qu'il comprenne les mêmes mentions et dans le même ordre que celles figurant dans le formulaire annexé au présent cahier spécial des charges.

2° Le formulaire de soumission doit être soigneusement et complètement rempli et signé par le soumissionnaire ou son mandataire. Toutes ratures, surcharges et mentions complémentaires ou modificatives, tant dans la soumission que dans ses annexes, qui seraient de nature à influencer les conditions essentielles du marché – telles que les prix, les délais, les conditions techniques – doivent également être signées par le soumissionnaire ou son mandataire.

3° En même temps, en plus de l'original, trois copies du dossier complet de l'offre doivent être annexées, clairement désignées par la mention: «copie». Le soumissionnaire est responsable de la parfaite concordance entre le dossier original et les copies.

2. Documents et renseignements à joindre à la soumission

Le soumissionnaire doit joindre à sa soumission les documents suivants :

1° s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms, qualité ou profession, nationalité domicile et numéro de téléphone du candidat;

2° s'il s'agit d'une personne morale, l'adresse, la nationalité, le téléphone et télécopie et sa forme juridique, sa dénomination ou son objet social, son siège social, l'identité et la qualité du signataire de l'offre, ainsi que sa forme juridique, une copie de ses statuts;

3° n° de compte bancaire;

4° une attestation de l'O.N.S.S. établissant qu'il est en règle de cotisations sociales jusqu'à et y compris l'avant-dernier trimestre échu, précédant la date de l'ouverture des soumissions;

Si les documents énumérés aux points 1° à 4 ne sont pas joints à la soumission, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit soit de les demander spécialement au soumissionnaire soit d'exclure le soumissionnaire pour non-respect des clauses administratives du présent cahier des charges.

Le pouvoir adjudicateur peut demander aux soumissionnaires de compléter ou d'expliquer les documents produits.

3. Soumission

Délai :

Les soumissions doivent parvenir au pouvoir adjudicateur le ... à 10 heures au plus tard.

Dépôt :

Les soumissions sont adressées à M. Maurice Romanus, Receveur, Administration communale d'Auderghem, rue Emile Idiers 12 à 1160 Auderghem.

Tous les documents repris ci-avant doivent être datés et signés par le soumissionnaire, sous la mention « *fait par le soussigné pour être joint à ma soumission de ce jour* ».

Ils doivent être fournis en quatre exemplaires. Un exemplaire portera, sur chaque feuille, d'une manière apparente, la mention « *original* » inscrite en rouge dans le coin supérieur droit. Les autres exemplaires porteront, sur chaque feuille, la mention « *copie* ». En cas de discordance entre les exemplaires, celui portant la mention « *original* » fait foi.

4. Désignation de l'adjudicataire

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas donner suite au présent appel à la concurrence ou de prendre toute autre mesure dans son propre intérêt sans devoir pour autant, pour quelque raison que ce soit, payer des indemnités aux soumissionnaires si la décision du pouvoir adjudicateur n'est pas constitutive de vol ou de faute lourde.

IV. DESCRIPTION TECHNIQUE

L'entrepreneur prendra toutes les mesures nécessaires pour protéger la zone du chantier et pour sécuriser le chantier par rapport aux personnes.

Lors du démontage de chantier, un nettoyage complet de la zone de travail sera effectué.

1 Dépose et évacuation du dallage de sol et de la sous-couche.

2 Terrassement, dégagement et nettoyage du pied de mur enterré.

3 Injections par l'extérieur et cimentage hydrofuge du mur jusqu'au niveau du sol.

4 Pose d'une étanchéité type « PLATON » sur la maçonnerie enterrée.

5 Remblai des terres, pose de sable stabilisé sous le dallage et repose d'un nouveau dallage.

6 Vérification et remplacement si nécessaire des joints des châssis de la verrière et de l'étanchéité avec les murs.

7 Engazonnement de la zone de travail avec des rouleaux engazonnés.

Y compris tous les accessoires et finitions.

Mesurage : FF

Approuvée par M. le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale.

Lettre du 03 mars 2009

Réf. :002-2009/1280-pl

22.01.2009/A/014

15E VOORWERP

**OPENBARE RUIMTE SANERING VAN DE MUREN VAN DE KINDERKRIBBE
"LES OURSONS" – OPDRACHT VIA ONDERHANDE-
LINGSPROCEDURE ZONDER BEKENDMAKING - ME-
DEDELING**

DE RAAD,

Gezien er op artikel 844.724.60. van de buitengewone begroting van 2009 een som van 10.000 € voorzien is voor de sanering van de muren van de kinderkribbe "Les Oursons" ;

Gezien deze uitgave geschat wordt op ± 9.999 € BTWI ;

Gezien het bijzonder lastenboek n° 3/2009 regelende deze onderneming ;

Gezien de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten van werken, leveringen en diensten en meer bepaald artikel 17 ;

Gezien het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten en de concessies van openbare werken, in het bijzonder artikel 122 ;

Gezien het koninklijk besluit van 26 september 1996 houdende instelling van de algemene uitvoeringsregels van openbare opdrachten en concessie ;

Gezien artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet voorziet dat het Schepencollege de bevoegdheid heeft om de wijze waarop de opdrachten voor aanneming van werken, leveringen of diensten worden gegund, voorwaarden vast te stellen en de uitgave goed te keuren, mits de beslissing ter kennis te brengen van de Gemeenteraad ;

Gezien artikels 234 tot 237 van de nieuwe gemeentewet ;

Gezien de beslissing van het Schepencollege van 6 januari 2009, ref. 06.01.2009/B/016 ;

BESLIST : met eenparigheid,

- kennis te nemen van de beslissing van het Schepencollege van 6 januari 2009 ;
- het Schepencollege toe te laten de procedure hiervoor opgestart, voort te zetten.

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Gemeenteontvanger met de bijhorende stukken.

GEMEENTE OUDERGEM

OVERHEIDSOPDRACHT VIA ONDERHANDELINGSPROCEDURE ZONDER BEKENDMAKING

Sanering van de muren van de kinderkribbe “LES OURSONS”

Bijzonder lastenboek

Nr 3/2009

I. ALGEMENE ADMINISTRATIEVE CLAUSULES

1. Wetgeving.

Wetgeving waaraan deze opdracht onderworpen is:

De clausules van huidig lastenboek regelen deze opdracht. Hij is eveneens onderworpen aan de hieronder genoemde documenten :

- De wet van 24/12/1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, evenals de hieropvolgende wijzigingen.
- Het koninklijk besluit van 8/01/1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, evenals de hieropvolgende wijzigingen.
- Het koninklijk besluit van 26/09/1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies van openbare werken, met inbegrip van de bijlage aan dit KB, dat weergeeft hoe het lastenboek voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken moet worden opgesteld, beide met de hieropvolgende wijzigingen.

Een geactualiseerde versie van deze wetteksten en reglementen kan worden geraadpleegd via het internet op de site: www.juridat.be (verderklikken op “wetgeving”).

Dit bijzonder lastenboek is een aanvulling bij het Koninklijk Besluit van 8/01/1996 betreffende de openbare werken, leveringen en diensten en van de concessies van openbare werken en bij het Koninklijk Besluit van 26/09/1996 dat de algemene uitvoeringsregels van de openbare werken en de concessies van openbare werken weergeeft. Het is tevens een aanvulling bij het algemeen lastenboek voor openbare werken, leveringen en diensten en concessies voor openbare werken.

De algemene aannemingsvoorwaarden zijn van toepassing wat ook het bedrag van de opdracht is.

2. Gunningswijze van de opdracht.

Opdracht bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking overeenkomstig artikel 17, §2, 1° a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en aan sommige openbare werken, leveringen en diensten en aan het artikel 120, alinea 2 van het Koninklijk Besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken.

3. Aard van de prestaties

Huidige opdracht is te beschouwen als een opdracht voor werken.

II. BIJZONDERE ADMINISTRATIEVE CLAUSULES

1. Voorwerp van de opdracht.

De opdrachten toegewezen aan de gekozen firma zijn de volgende: sanering van de muren van de kinderkribbe “Les Oursons”, Waversesteenweg 1179 te 1160 Oudergem.

2. Identiteit van de aanbestedende overheid en de leidinggevende ambtenaar.

De aanbestedende overheid is de gemeente Oudergem, E. Idiersstraat 12 te 1160 Oudergem, vertegenwoordigd door het College van Burgemeester en Schepenen.

De leidinggevende ambtenaar, voor de leiding van en toezicht op de uitvoering van de opdracht, is de Heer L. DEPELCHIN.

Er wordt benadrukt dat, wat de bijzonderheden van de nieuwe gemeentewet, die weinig volmacht aan de ambtenaren toestaat, betreft, alle hogere of lagere afrekeningen en alle opleveringen van welke prestaties ook, zoals de aanvraag of het toestaan van wijzigingen van de prestaties of hun betalings- of uitvoeringsmodaliteiten, enkel mogen worden toegestaan na uitdrukkelijk akkoord van het College van burgemeester en Schepenen.

3.Prijsbepaling.

Opricht tegen globale prijs (forfait).

De prijzen worden opgegeven in EURO, met opgave van de bedragen inclusief en exclusief BTW. Alle andere belastingen zijn eveneens inbegrepen.

Deze opdracht is niet onderworpen aan een prijsherziening.

Indien er een verschil bestaat tussen het opgegeven bedrag in letters en dat in cijfers wordt het volledig uitgeschreven bedrag (letters) in acht genomen.

Alle kosten en algemene belastingen moeten, zowel in de eenheidsprijzen als in de opgegeven globale prijzen, inbegrepen zijn, met uitzondering van de belasting op de toegevoegde waarde.

De voorgestelde prijs omvat alle posten voorzien in het artikel 25 van het algemeen lastenboek bij het koninklijk besluit van 26 september 1996 gevoegd, regeland de algemene uitvoeringsregels van de openbare opdrachten en concessies voor openbare werken.

4.Betalingsmodaliteiten.

De betaling zal binnen zestig dagen op basis van een gedateerde en getekende schuldvordering plaats vinden. Deze vordering moet gestaafd worden door een gedetailleerd werkbeschrijving die, volgens de aannemer, de betaling van de uitgevoerde werken rechtvaardigt en conform zijn aan de voorwaarden beschreven in het artikel 15, §1, van het algemeen lastenboek bij het koninklijk besluit van 26 september 1996 gevoegd, regeland de algemene uitvoeringsregels van de openbare opdrachten en concessies voor openbare werken.

Nalatigheidsintresten: de toepassing van artikels 1154 en 1254 van het burgerlijk wetboek worden verwijderd. Alle betalingen zullen dus eerst aangewend worden om de hoofdsom af te lossen.

5.Geldigheidsduur van de offerte

De inschrijvers blijven gebonden door hun offerte, eventueel aangepast door de aanbestedende overheid, gedurende een termijn van 120 kalenderdagen, te rekenen vanaf de dag volgende op de opening van de offertes.

6.Uitvoeringstermijn

De uitvoeringstermijn bedraagt 30 kalenderdagen te rekenen vanaf de datum van het opsturen van de bestelbon.

7.Wijziging van de prestaties

De bouwheer behoudt, na aanduiding, het recht om eenzijdig de oorspronkelijke opdracht te wijzigen voor zover zij het onderwerp niet verandert.

De hoeveelheden zijn vermoedelijke hoeveelheden en verbinden generlei het gemeentebestuur dat zich het recht voorbehoudt de bestellingen aan te passen aan haar behoeften, met, indien zulks vereist is, een juiste schadevergoeding

In dit geval zal de aanbesteder moeten bewijzen dat de kostwijziging de oorzaak is van deze wijziging. De aanpassingen van de prijs van de opdracht zullen moeten gebeuren in samenspraak van beide partijen op basis van een door de aanbesteder per aangetekend schrijven opgegeven voorstel. Dit moet binnen een termijn van dertig dagen na datum van het doorgeven van de gewijzigde bestelling.

Indien er geen akkoord over een nieuwe prijs ontstaat, zal de bouwheer zowiezo de prijs van de bijkomend gevraagde leveringen of prestaties vastleggen, de aanbesteder behoudt echter al

zijn rechten. Desondanks de onenigheid die de vaststelling van de nieuwe prijzen zou meebrengen wordt de aannemer er aan gehouden de opdracht verder uit te voeren

8. Waarborg.

De waarborg is vastgesteld op 5% van de initiele opdracht, afgerond op het bovenliggend duizendtal overeenkomstig artikel 5 par. 2 en 3 van het algemeen lastenboek.

De waarborg waarvan sprake in het artikel 5 van het algemeen lastenboek, bijlage van het koninklijk besluit van 26 september 1996, zal voor 50% worden vrijgegeven na de voorlopige oplevering aan het einde van de reinigingswerken en vóór het aanbrenen van het plamuur of de beschermingslaag.

De waarborg zal slecht aan het einde van de contractsduur volledig vrijgegeven worden.

9. Onderaannemers.

Indien de leveringen of prestaties geheel of gedeeltelijk door een andere persoon dan de aannemer zouden worden verricht, moet de aannemer dit uitdrukkelijk in zijn offerte vermelden. Hij moet deze identificeren en verduidelijken hoe hij, of de onderaannemer(s), de kwaliteitsgarantie waartoe hij gehouden wordt, kan waarmaken.

Indien sommige werken of prestaties door een onderaannemer moeten worden uitgevoerd, blijft de aannemer verantwoordelijk voor alle verplichtingen die uit de opdracht voortvloeien alsof hij het werk zelf zou uitvoeren.

In zijn offerte moet hij de gegevens van de onderaannemers noteren die het gemeentebestuur moet contacteren indien er bijkomende werken of herstellingen zouden moeten plaatsvinden. Het gemeentebestuur heeft de mogelijkheid om - in geval van tekortkomingen, niet-uitvoeringen, geknoei toe te schrijven aan een onderaannemer - naast de maatregelen beschreven in het lastenboek, een andere onderaannemer aan te duiden.

Bij het in gebreke blijven van een onderaannemer, wordt de aannemer niet van zijn contractuele verantwoordelijkheden ontheven. Hij moet er steeds voor zorgen dat de opdracht correct wordt uitgevoerd.

10. Garantie en verantwoordelijkheden

Naast de garanties van het gemeene recht (zoals deze op lichte fouten), omschrijft de aanbesteder de garantietermijn op de uitgevoerde werken, de begindatum van deze garantie, welke gebreken, fouten en onvolkomenheden door deze garantie gedekt zijn, alsook welke prestaties er tijdens deze garantietermijn gedekt worden. Indien de aannemer enkele voorzieningen weergegeven in het burgerlijk recht in verband met contracten zou verwijderen, moet hij dit nauwkeurig weergeven.

11. Voorlopige en definitieve oplevering

De opleveringen gebeuren aan de voorwaarden en conform het artikel 43 § 2 tot 4 van het algemeen lastenboek.

III. PRESTATIES EN OVERHANDIGING VAN DE OFFERTE

Voor het opmaken van hun offerte mogen de aannemers contact opnemen met de leidinggevende ambtenaar of de persoon die hij hiervoor delegerde.

1. Inschrijvingsformulier.

1° de aannemer moet zijn offerte op het bij het lastenboek gevoegde inschrijvingsformulier indienen.

Hij mag een eigen formulier gebruiken voor zover dit dezelfde vermeldingen bevat en in dezelfde volgorde als op het bijgevoegde formulier voorkomt.

2° het inschrijvingsformulier moet zorgvuldig en volledig ingevuld en ondertekend worden door de aannemer of zijn afgevaardigde. Alle doorhalingen, verbeteringen en bijkomende vermeldingen of wijzigingen, zowel in de inschrijving als in de bijlagen, dat van dergelijke aard zijn dat ze de essentiële voorwaarden – zoals de prijs, de termijn, de technische voorwaarden – van de opdracht zouden veranderen, moeten eveneens getekend worden door de aannemer of zijn afgevaardigde.

- 3° samen met het origineel moeten twee volledige dossiers van de offerte worden bijgesloten. Deze moeten duidelijk de melding “kopie” bevatten. De aannemer is verantwoordelijk voor de volledige overeenkomst tussen het origineel dossier en de kopies.

2. Bij de inschrijving te voegen documenten en inlichtingen.

De aanbesteders moeten de volgende documenten bij hun offerte voegen :

- 1° indien het een natuurlijke persoon betreft: de naam, voornamen, beroep, nationaliteit, adres en telefoonnummer van de kandidaat;
- 2° indien het een rechtspersoon betreft: het adres, de nationaliteit, het telefoon- en faxnummer, de juridische vorm, de benaming of het sociaal doel, de maatschappelijke zetel, de identiteit en de bevoegdheid van de ondergetekende van de offerte, alsook de vorm en een kopij van de statuten;
- 3° het bankrekeningnummer
- 4° een attest van de R.S.Z., waaruit blijkt dat de aannemers in orde is met de betaling van de sociale lasten tot en met het voorlaatste trimester voor de datum van de opening.

Indien de hierboven vermelde documenten niet bij de offerte zijn gevoegd, heeft de aanbesteder het recht deze expliciet aan de aanbesteder te vragen ofwel de aanbesteder uit te sluiten voor het niet respecteren van de administratieve clausules van dit lastenboek.

De aanbesteder heeft het recht de aannemers uitleg te vragen over de overhandigde documenten of te vragen om deze aan te vullen.

3. Inschrijving.

Termijn:

De offertes moeten op om 10 uur te laatste bij de aanbesteder aangekomen zijn.

Indiening:

De inschrijvingen worden geadresseerd aan de heer Maurice Romanus, gemeenteontvanger, Gemeentebestuur Oudergem, Emile Idiersstraat 12 te 1160 Oudergem.

Alle hiervoor vermelde documenten moeten gedagtekend en gehandtekend worden door de aannemer, onder de melding: “opgemaakt door ondergetekende om bij mijn huidige inschrijving te voegen”

De offertes moeten in viervoud ingeleverd worden. Een exemplaar moet duidelijk, in het rood en in de rechterbovenhoek, de melding “origineel” bevatten.

Op de andere exemplaren moet op elke bladzijde “kopij” vermeld worden. Indien er een verschil bestaat tussen de exemplaren zal deze met de melding “origineel” in aanmerking genomen worden.

4. Aanduiding van de aannemer.

De aanbestedende overheid heeft geen enkele verplichting tot het toewijzen van de opdracht, ze kan zowel afzien van het gunnen van de opdracht als de procedure herbeginnen, desnoods op een andere wijze en dit voor haar eigen bestwil, zonder hiervoor een schadevergoeding aan de aannemer te moeten betalen indien deze beslissing geen gevolg is van bedrog of zware fouten.

V. TECHNISCHE CLAUSULES

De aannemer zal alle nodige maatregelen treffen om de muurbekleding, vloeren, ramen te beschermen en om de werf te beveiligen voor het personeel en de leerlingen van de school.

Tijdens de afbraak van de werf zal de werkzone volledig gereinigd worden.

1. verwijdering en afbraak van de vloerbetegeling en de onderlaag
2. grondwerken, ontruiming en reiniging van de onderkant van de ingegraven muur.
3. Injectie langs de buitenkant en waterdichte cementering van de muur tot op vloerhoogte
4. Plaatsing van een waterdichtheid type “PLATON” op het ingegraven metselwerk
5. Ophoging van de grond, plaatsing van gestabiliseerd zand onder de betegeling en plaatsing van nieuwe tegels
6. Nazicht en indien nodig vervanging van de dichtingen van de raamkozijnen en van de waterdichtheid met de muren
7. Afwerking van de werkzone met grasrollen

Met inbegrip van alle accessoires en eindafwerkingen.

16EME OBJET

**ESPACE PUBLIC INSTALLATION D'UN SYSTEME DE SECURITE INCENDIE
DANS LA MAISON COMMUNALE – PHASE II - MARCHE PAR
PROCEDURE NEGOCIEE SANS PUBLICITE – COMMUNICA-
TION**

LE CONSEIL,

Vu qu'un montant de 30.000 € est prévu à l'article 104.724.60. du budget extraordinaire de 2009 pour l'installation d'un système de sécurité incendie dans la maison communale ;

Vu que le montant de ce marché est estimé à ± 29.999 € ;

Vu le cahier spécial des charges n° 5/2009 destiné à régir cette entreprise ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et de concessions ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale qui prévoit que le Collège échevinal est habilité à choisir le mode de passation, fixer les conditions et approuver la dépense à condition de faire connaître la décision au Conseil communal ;

Vu les articles 234 à 237 de la nouvelle loi communale ;

Vu la décision du Collège échevinal du 6 janvier 2009, réf. 06.01.2009/B/017 ;

DECIDE : à l'unanimité,

- de prendre connaissance de la décision du Collège échevinal du 6 janvier 2009 ;

- de charger le Collège échevinal de poursuivre l'exécution de ce dossier.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Receveur communal avec les pièces justificatives.

COMMUNE D'AUDERGHEM

Marché par procédure négociée sans publicité

REMISE EN ETAT DE L'ECLAIRAGE

DE SECOURS ET DETECTION

INCENDIE DE LA

MAISON COMMUNALE

PHASE 2

Cahier spécial des charges

N°5/2009

I CLAUSES ADMINISTRATIVES GENERALES

1. Législation

Législation applicable au présent marché

Le présent marché est régi par les clauses du présent cahier spécial des charges. Il est soumis également aux clauses et conditions reprises ci-après :

- Loi du 24.12.1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, telle que modifiée;
- Arrêté royal du 08.01.1996 relatif aux marchés publics, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, tel que modifié;
- Arrêté royal du 26.09.1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux y compris l'annexe à cet arrêté, constituant le ca-

hier général des charges des marchés publics de travaux, de fournitures et de services et des concessions de travaux publics, tous deux tels que modifiés.

Une version actualisée de ces textes légaux et réglementaires est consultable sur Internet à l'adresse suivante : www.juridat.be (cliquez sur « Législation »).

Le présent cahier spécial des charges détermine les compléments à l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ainsi qu'au cahier général des charges des marchés publics de travaux, de fournitures et de services et des concessions de travaux publics.

Le cahier général des charges est applicable au présent marché quel que soit son montant.

2. Procédure de passation du marché

Le présent marché est passé par procédure négociée sans publicité conformément à l'article 17, §2, 1^o, a de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et à l'article 120, alinéa 2 de l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics.

3. Nature des prestations

Le présent marché est à considérer comme marché de travaux.

II. CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

1. Objet du marché

Le présent marché de travaux a pour objet les prestations suivantes :

Rénovation de l'éclairage de secours et de la détection incendie de la Maison Communale, rue E. Idiers, 12/14 à 1160 Bruxelles.

2. Identité du Maître de l'Ouvrage et du fonctionnaire dirigeant

Le Maître de l'Ouvrage pour le présent marché est la Commune d'Auderghem, rue Emile Idiers 12, représentée par le Collège des bourgmestre et échevins.

Pour l'exécution du présent marché, le fonctionnaire dirigeant est Mr Luc DEPELCHIN.

Il est précisé qu'au regard des particularités de la nouvelle loi communale qui concède peu de délégations aux fonctionnaires, tous les décomptes en plus ou en moins et toutes les réceptions de prestations quelconques comme demandes ou octroi de modifications des prestations ou de leurs modalités de rémunération et d'exécution ne peuvent être consentie que de l'accord exprès du Collège des Bourgmestre et Echevins.

3. Détermination du prix

Le présent marché est un marché à prix global sans révision des prix (forfait).

Les prix sont énoncés dans l'offre en EUROS, en détaillant les montants hors T.V.A. et T.V.A. incluse. Toutes les autres impositions sont comprises.

Toute révision du prix est interdite.

En cas de litige, le montant exprimé en toutes lettres l'emporte sur le montant exprimé en chiffres.

Le prestataire de services est censé avoir inclus dans ses prix tant unitaires que globaux tous les frais et impositions généralement quelconques grevant les services, à l'exception de la taxe sur la valeur ajoutée.

Sont notamment inclus dans les prix les actes et travaux précisés à l'article 25 du cahier général des charges annexé à l'arrêté royal du 26.09.1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux.

4. Modalités de paiement

Le paiement se fera dans le délai de soixante jours sur base d'une déclaration de créance datée, signée et appuyée d'un état détaillé des travaux justifiant, selon l'adjudicataire, le paiement sollicité dans les conditions et conformément au prescrit de l'article 15 §1 du cahier général des charges annexé à l'arrêté royal du 26.09.1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux

Intérêts pour retard : l'application des articles 1154 et 1254 du Code Civil est écartée. Tout paiement sera donc affecté par priorité à l'extinction du principal.

5. Délai d'engagement des soumissionnaires

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre, telle qu'elle a été éventuellement rectifiée par le pouvoir adjudicateur, pendant un délai de 120 jours calendrier, prenant cours le lendemain du jour de l'ouverture des offres.

6. Délais d'exécution

Le délai d'exécution est fixé à 60 jours calendrier à dater de l'envoi du bon de commande à l'adjudicataire.

7. Modification des prestations

Le Maître de l'Ouvrage se réserve, après désignation, le droit d'apporter unilatéralement des modifications à l'entreprise originale, pour autant que l'objet de celle-ci ne soit pas modifié. L'adjudicataire devra, dans ce cas, prouver que la variation du coût est la conséquence de la modification. Les modifications à apporter au prix du marché seront à convenir entre les parties sur base d'une proposition introduite par l'adjudicataire par lettre recommandée dans un délai de trente jours prenant cours à la date à laquelle les ordres modificatifs seront valablement donnés.

A défaut d'accord sur un nouveau prix, le Maître de l'Ouvrage fixera d'office le prix des fournitures ou prestations supplémentaires demandées, tous droits de l'adjudicataire restant saufs. L'adjudicataire sera tenu de poursuivre l'exécution du marché nonobstant les contestations auxquelles pourrait donner lieu la détermination des nouveaux prix.

8. Cautionnement

Le cautionnement visé à l'article 5 du cahier général des charges annexé à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 sera libéré à concurrence de 50 % de son montant à dater de la réception des prestations correspondant à la fin des travaux.

9. Sous-traitants

Si tout ou partie des fournitures ou prestations est réalisée par une autre personne que l'adjudicataire, celui-ci doit l'indiquer expressément dans son offre et identifier lesdits sous-traitants en précisant comment lui-même ou le ou les sous-traitants permettront de mettre en œuvre les garanties de qualité et autres offertes ou auxquelles l'adjudicataire est tenu.

Si certains travaux ou prestations doivent être effectués par l'un ou l'autre sous-traitant, l'adjudicataire reste tenu de toutes les obligations qui lui incombent comme s'il prestait lui-même ce genre de services. Il doit cependant indiquer dans son offre les sous-traitants auxquels l'administration communale doit s'adresser en cas de travaux ou réfection à réaliser au regard des actes et travaux exécutés par ledit sous-traitant. L'administration communale à la faculté, en cas de carences, inexécutions, malfaçons imputables à un sous-traitant de solliciter, outre les sanctions prévues par le cahier spécial des charges, le remplacement du sous-traitant.

En toute hypothèse, la défaillance d'un sous-traitant n'exonère pas l'adjudicataire de sa responsabilité contractuelle. Il reste intégralement tenu de la correcte exécution du marché.

10. Garanties et responsabilités

Outre les garanties du droit commun (notamment pour vices véniels), le soumissionnaire décrit le délai de garantie des travaux effectués, le point de départ de ce délai de garantie, les défauts, malfaçons et vices couverts par cette garantie et les prestations offertes dans le délai de garantie. S'il entend écarter l'application de certaines dispositions de droit civil applicables aux contrats d'entreprise, le soumissionnaire le précise expressément.

11. Réceptions provisoire et définitive

Les réceptions se déroulent dans les conditions et conformément au prescrit de l'article 43 §§2 à 4 du cahier général des charges.

III. PRESENTATION ET REMISE DES OFFRES

Pour établir leur offre, les soumissionnaires peuvent prendre contact avec le fonctionnaire dirigeant ou la personne qu'il déléguera.

1. Formulaire de soumission

1° Le soumissionnaire doit présenter ses offres sur le formulaire de soumission annexé au présent cahier des charges.

Le soumissionnaire peut recourir au formulaire qui lui est propre pour autant qu'il comprenne les mêmes mentions et dans le même ordre que celles figurant dans le formulaire annexé au présent cahier spécial des charges.

2° Le formulaire de soumission doit être soigneusement et complètement rempli et signé par le soumissionnaire ou son mandataire. Toutes ratures, surcharges et mentions complémentaires ou modificatives, tant dans la soumission que dans ses annexes, qui seraient de nature à influencer les conditions essentielles du marché – telles que les prix, les délais, les conditions techniques – doivent également être signées par le soumissionnaire ou son mandataire.

3° En même temps, en plus de l'original, trois copies du dossier complet de l'offre doivent être annexées, clairement désignées par la mention: «copie». Le soumissionnaire est responsable de la parfaite concordance entre le dossier original et les copies.

2. Documents et renseignements à joindre à la soumission

Le soumissionnaire doit joindre à sa soumission les documents suivants :

1° s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms, qualité ou profession, nationalité domi cile et numéro de téléphone du candidat;

2° s'il s'agit d'une personne morale, l'adresse, la nationalité, le téléphone et télécopie et sa forme juridique, sa dénomination ou son objet social, son siège social, l'identité et la qualité du signataire de l'offre, ainsi que sa forme juridique, une copie de ses statuts;

3° n° de compte bancaire;

4° une attestation de l'O.N.S.S. établissant qu'il est en règle de cotisations sociales jusqu'à et y compris l'avant-dernier trimestre échu, précédant la date de l'ouverture des soumissions; Si les documents énumérés aux points 1° à 4 ne sont pas joints à la soumission, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit soit de les demander spécialement au soumissionnaire soit d'exclure le soumissionnaire pour non-respect des clauses administratives du présent cahier des charges.

Le pouvoir adjudicateur peut demander aux soumissionnaires de compléter ou d'expliquer les documents produits.

3. Soumission

Délai :

Les soumissions doivent parvenir au pouvoir adjudicateur le ... à 10 heures au plus tard.

Dépôt :

Les soumissions sont adressées à M. Maurice Romanus, Receveur, Administration communale d'Auderghem, rue Emile Idiers 12 à 1160 Auderghem.

Tous les documents repris ci-avant doivent être datés et signés par le soumissionnaire, sous la mention « *fait par le soussigné pour être joint à ma soumission de ce jour* ».

Ils doivent être fournis en quatre exemplaires. Un exemplaire portera, sur chaque feuille, d'une manière apparente, la mention « *original* » inscrite en rouge dans le coin supérieur droit. Les autres exemplaires porteront, sur chaque feuille, la mention « *copie* ». En cas de discordance entre les exemplaires, celui portant la mention « *original* » fait foi.

4. Désignation de l'adjudicataire

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas donner suite au présent appel à la concurrence ou de prendre toute autre mesure dans son propre intérêt sans devoir pour autant, pour quelque raison que ce soit, payer des indemnités aux soumissionnaires si la décision du pouvoir adjudicateur n'est pas constitutive de vol ou de faute lourde.

IV. DESCRIPTIONS TECHNIQUES.

Le soumissionnaire veillera à prendre toutes les mesures nécessaires afin de protéger les zones de travail. Tous les déchets et débris de chantier devront être évacués vers un centre de recyclage conformément à l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 mars 1995.

Le soumissionnaire devra s'être rendu sur place et avoir constaté de visu l'état du bâtiment à rénover et les facilités d'accès. Sous peine de nullité de l'offre, l'attestation de visite sera jointe à la dite offre.

Le soumissionnaire devra être en possession de « la certification BOSEC ». Sous peine de nullité de l'offre, une copie sera jointe à la dite offre.

Le matériel existant répondant aux prescriptions des normes B.O.S.E.C. pour l'incendie devra être réutilisé dans le présent marché.

Le soumissionnaire devra fournir avec son offre toutes les fiches techniques précises et détaillées des différents postes du cahier spécial décrits ci-dessous.

Le délai de garantie pour tous les ouvrages de l'entreprise est fixé à 2 ans, la période de garantie prenant cours à partir de la date de la réception provisoire, pour autant que le soumissionnaire ait complètement satisfait à toutes les obligations qui lui incombent.

Après l'achèvement des travaux, le soumissionnaire prendra contact avec un organisme de contrôle agréé pour procéder au contrôle de l'installation. Les frais étant à charge du soumissionnaire.

Les plans, documents et objets suivants seront à fournir en 3 exemplaires. Ces documents formeront le dossier « *as built* ».

- Carnet d'utilisateur des systèmes d'éclairage de secours et de détection incendie ;
- Plans « as built » conforme aux installations réalisées ;
- Documentation et mode opératoire ;
- Le rapport de contrôle de l'organism agréé ;

1) Démontage complet et évacuation du système existant (câblage, appareils...).

2) Fourniture, câblage résistant au feu sous goulotte, placement et mise en service de :

- Détecteur :

Type : Détecteur de fumée.

Sensibilité : +/- 2,5% d'obscurcissement par la fumée par mètre.

Câblage : à 2 fils, indépendants de la polarité.

Indice de protection : IP43.

Limite de température : de +/- -20°C à +/- +60°C sans formation de glace ni condensation.

Humidité : de +/- 0% à +/- 95% d'humidité relative sans condensation.

Vitesse d'air : Insensible au vent.

Tension d'alimentation : +/- 15V à +/- 30V dc.

Consommation au repos : +/- 350 µA en moyenne ; +/- 600 µA consommation maximale.

Consommation LED d'alarme : +/- 5mA.

Indication d'alarme : 1 LED blanc, s'allume rouge en cas d'alarme.

Dimensions (diamètre x hauteur) : +/- 100mm x +/- 40mm pour le détecteur sans socle ; +/- 100mm x +/- 50mm pour le détecteur dans son socle.

Poids : +/- 100 grammes pour le détecteur ; +/- 160 grammes pour le détecteur dans son socle.

- Bouton poussoir :

Couleur : rouge.

Indice de protection : IP44

Poids : +/- 165 grammes

Points de connexion : bornes à vis.

Limite de température : +/- -25°C à +/- +70°C.

Dimensions (mm) : +/- 90 x +/- 90 x +/- 50 mm

Nombres de contacts : 1 contact avec résistance d'alarme incorporée

- Sirène :

Couleur : rouge.

Indice de protection : IP65.

Poids : +/- 150 grammes.
Dimensions (mm) : diamètre +/- 100 mm ; épaisseur : +/- 90 mm.
Tension d'alimentation : +/- 10 à +/- 40 V dc.
Consommation à 27V dc : +/- 50 mA.
Volume sonore à 27V dc : +/- 100 dB à 1 mètre.
Tonalité : bitonales.
Dépendance de polarité : indépendant.

- Eclairage de sécurité :

Luminaire pourvu d'un système automatique de test de contrôle périodique de la lampe et de son set de batterie.

Luminaire équipé d'une vasque à structure photométrique donnant une distribution lumineuse maximale.

Luminaire pourvu d'un set de batteries avec autonomie minimale de 1 heure.

Situation :

6^{ème} étage :

- bouton poussoir : 4p
- détecteur avec socle: 6p
- sirène : 2p
- éclairage de sécurité + pictogramme auto collant: 6p
- éclairage de sécurité avec armature double face pour pictogramme : 4p

2^{ème} étage :

- bouton poussoir : 5p
- détecteur avec socle : 4p
- sirène : 1p
- éclairage de sécurité + pictogramme auto collant : 3
- éclairage de sécurité avec armature double face pour pictogramme : 5

1^{er} étage :

- bouton poussoir : 7
- détecteur avec socle: 15
- sirène : 4
- éclairage de sécurité + pictogramme auto collant : 6p
- éclairage de sécurité avec armature double face pour pictogramme : 4p

étage -2 :

- bouton poussoir : 4p
- détecteur avec socle : 2p
- sirène : 1p
- éclairage de sécurité + pictogramme auto collant : 5p
- éclairage de sécurité avec armature double face pour pictogramme : 0p

Police :

- bouton poussoir : 7p
- détecteur avec socle : 0p
- sirène : 3p
- éclairage de sécurité + pictogramme auto collant : 15p
- éclairage de sécurité avec armature double face pour pictogramme : 3p

Y compris tous les accessoires, pictogrammes nécessaires, finitions...

3) Raccord du nouveau système à la centrale d'alarme existante située dans les bâtiments du Centre Culturel d'Auderghem situé boulevard du Souverain, 183 à 1160 Auderghem.

Approuvée par M. le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale.

Lettre du 03 mars 2009

Réf. :002-2009/1280-pl

22.01.2009/A/015

16E VOORWERP

OPENBARE RUIMTE INSTALLATIE VAN EEN BRANDBEVEILIGINGSSYSTEEM IN HET GEMEENTEHUIS – FASE 2 - OPDRACHT VIA ONDERHANDELINGSPROCEDURE ZONDER BEKENDMAKING - MEDEDELING

DE RAAD,

Gezien er op artikel 104.724.60. van de buitengewone begroting van 2009 een som van 30.000 € voorzien is voor installatie van een brandbeveiligingssysteem in het gemeentehuis ;

Gezien deze uitgave geschat wordt op ± 29.999 € BTWI ;

Gezien het bijzonder lastenboek n° 5/2009 regelende deze onderneming ;

Gezien de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten van werken, leveringen en diensten en meer bepaald artikel 17 ;

Gezien het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten en de concessies van openbare werken, in het bijzonder artikel 122 ;

Gezien het koninklijk besluit van 26 september 1996 houdende instelling van de algemene uitvoeringsregels van openbare opdrachten en concessie ;

Gezien artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet voorziet dat het Schepencollege de bevoegdheid heeft om de wijze waarop de opdrachten voor aanneming van werken, leveringen of diensten worden gegund, voorwaarden vast te stellen en de uitgave goed te keuren, mits de beslissing ter kennis te brengen van de Gemeenteraad ;

Gezien artikels 234 tot 237 van de nieuwe gemeentewet ;

Gezien de beslissing van het Schepencollege van 6 januari 2009, ref. 06.01.2009/B/017 ;

BESLIST : met eenparigheid,

- kennis te nemen van de beslissing van het Schepencollege van 6 januari 2009 ;
- het Schepencollege toe te laten de procedure hiervoor opgestart, voort te zetten.

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Gemeenteontvanger met de bijhorende stukken.

GEMEENTE OUDERGEM

OVERHEIDSOPDRACHT VIA ONDERHANDELINGSPROCEDURE ZONDER BEKENDMAKING

**HERSTELLING VAN DE NOODVERLICHTING EN HET BRANDETECTIESYSTEEM IN HET GEMEENTEHUIS
FASE 2**

Bijzonder lastenboek

Nr 5/2009

I. ALGEMENE ADMINISTRatieve CLAUSULES

1. Wetgeving.

Wetgeving waaraan deze opdracht onderworpen is:

De clausules van huidig lastenboek regelen deze opdracht. Hij is eveneens onderworpen aan de hieronder genoemde documenten :

- De wet van 24/12/1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, evenals de hieropvolgende wijzigingen.
- Het koninklijk besluit van 8/01/1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, evenals de hieropvolgende wijzigingen.
- Het koninklijk besluit van 26/09/1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies van openbare werken, met inbegrip van de bijlage aan dit KB, dat weergeeft hoe het lastenboek voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken moet worden opgesteld, beide met de hieropvolgende wijzigingen.

Een geactualiseerde versie van deze wetteksten en reglementen kan worden geraadpleegd via het internet op de site: www.juridat.be (verderklikken op “wetgeving”).

Dit bijzonder lastenboek is een aanvulling bij het Koninklijk Besluit van 8/01/1996 betreffende de openbare werken, leveringen en diensten en van de concessies van openbare werken en bij het Koninklijk Besluit van 26/09/1996 dat de algemene uitvoeringsregels van de openbare werken en de concessies van openbare werken weergeeft. Het is tevens een aanvulling bij het algemeen lastenboek voor openbare werken, leveringen en diensten en concessies voor openbare werken.

De algemene aannemingsvoorwaarden zijn van toepassing wat ook het bedrag van de opdracht is.

2. Gunningswijze van de opdracht.

Opdracht bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking overeenkomstig artikel 17, §2, 1° a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en aan sommige openbare werken, leveringen en diensten en aan het artikel 120, alinea 2 van het Koninklijk Besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken.

3. Aard van de prestaties

Huidige opdracht is te beschouwen als een opdracht voor werken.

II. BIJZONDERE ADMINISTRATIEVE CLAUSULES

4. Voorwerp van de opdracht.

De opdrachten toegewezen aan de gekozen firma zijn de volgende:

Herstelling van de noodverlichting en het branddetectiesysteem in het Gemeentehuis, E. Idiersstraat 12/14 te 1160 Oudergem.

5. Identiteit van de aanbestedende overheid en de leidinggevende ambtenaar.

De aanbestedende overheid is de gemeente Oudergem, E. Idiersstraat 12 te 1160 Oudergem, vertegenwoordigd door het College van Burgemeester en Schepenen.

De leidinggevende ambtenaar is de Heer Luc DEPELCHIN, aangeduid door het Schepencollege om de leiding van en toezicht op de uitvoering van de opdracht uit te voeren, telefoonnummer: 02/676.48.62 (8u - 12u en 14u -16u).

Er wordt benadrukt dat, wat de bijzonderheden van de nieuwe gemeentewet, die weinig volmacht aan de ambtenaren toestaat, betreft, alle hogere of lagere afrekeningen en alle opleveringen van welke prestaties ook, zoals de aanvraag of het toestaan van wijzigingen van de prestaties of hun betalings- of uitvoeringsmodaliteiten, enkel mogen worden toegestaan na uitdrukkelijk akkoord van het College van burgemeester en Schepenen.

6. Prijsbepaling.

Opdracht tegen globale prijs zonder prijsherziening (forfait).

De prijzen worden opgegeven in EURO, met opgave van de bedragen inclusief en exclusief BTW. Alle andere belastingen zijn eveneens inbegrepen.

Deze opdracht is niet onderworpen aan een prijsherziening.

Indien er een verschil bestaat tussen het opgegeven bedrag in letters en dat in cijfers wordt het volledig uitgeschreven bedrag (letters) in acht genomen.

Alle kosten en algemene belastingen moeten, zowel in de eenheidsprijzen als in de opgegeven globale prijzen, inbegrepen zijn, met uitzondering van de belasting op de toegevoegde waarde.

De voorgestelde prijs omvat alle posten voorzien in het artikel 25 van het algemeen lastenboek bij het koninklijk besluit van 26 september 1996 gevoegd, regelend de algemene uitvoeringsregels van de openbare opdrachten en concessies voor openbare werken.

7. Betalingsmodaliteiten.

De betaling zal binnen zestig dagen op basis van een gedateerde en getekende schuldvordering plaats vinden. Deze vordering moet gestaafd worden door een gedetailleerd werkbeschrijving die, volgens de aannemer, de betaling van de uitgevoerde werken rechtvaardigt en conform zijn aan de voorwaarden beschreven in het artikel 15, §1, van het algemeen lasten-

boek bij het koninklijk besluit van 26 september 1996 gevoegd, regelend de algemene uitvoeringsregels van de openbare opdrachten en concessies voor openbare werken.
Nalatigheidsintresten: de toepassing van artikels 1154 en 1254 van het burgerlijk wetboek worden verwijderd. Alle betalingen zullen dus eerst aangewend worden om de hoofdsom af te lossen.

8. Geldigheidsduur van de offerte

De inschrijvers blijven gebonden door hun offerte, eventueel aangepast door de aanbestedende overheid, gedurende een termijn van 120 kalenderdagen, te rekenen vanaf de dag volgende op de opening van de offertes.

9. Uitvoeringstermijn

De uitvoeringstermijn bedraagt 60 kalenderdagen te rekenen vanaf de datum van het opsturen van de bestelbon.

10. Wijziging van de prestaties

De bouwheer behoudt, na aanduiding, het recht om eenzijdig de oorspronkelijke opdracht te wijzigen voor zover zij het onderwerp niet verandert.

In dit geval zal de aanbesteder moeten bewijzen dat de kostwijziging de oorzaak is van deze wijziging. De aanpassingen van de prijs van de opdracht zullen moeten gebeuren in samenspraak van beide partijen op basis van een door de aanbesteder per aangetekend schrijven opgegeven voorstel. Dit moet binnen een termijn van dertig dagen na datum van het doorgeven van de gewijzigde bestelling.

Indien er geen akkoord over een nieuwe prijs ontstaat, zal de bouwheer zowiezo de prijs van de bijkomend gevraagde leveringen of prestaties vastleggen, de aanbesteder behoudt echter al zijn rechten. Desondanks de onenigheid die de vaststelling van de nieuwe prijzen zou meebrengen wordt de aannemer er aan gehouden de opdracht verder uit te voeren.

11. Waarborg.

De waarborg waarvan sprake in het artikel 5 van het algemeen lastenboek, bijlage van het koninklijk besluit van 26 september 1996, zal voor 50% worden vrijgegeven na de voorlopige oplevering aan het einde van de werken.

12. Onderaannemers.

Indien de leveringen of prestaties geheel of gedeeltelijk door een andere persoon dan de aannemer zouden worden verricht, moet de aannemer dit uitdrukkelijk in zijn offerte vermelden. Hij moet deze identificeren en verduidelijken hoe hij, of de onderaannemer(s), de kwaliteitsgarantie waartoe hij gehouden wordt, kan waarmaken.

Indien sommige werken of prestaties door een onderaannemer moeten worden uitgevoerd, blijft de aannemer verantwoordelijk voor alle verplichtingen die uit de opdracht voortvloeien alsof hij het werk zelf zou uitvoeren.

In zijn offerte moet hij de gegevens van de onderaannemers noteren die het gemeentebestuur moet contacteren indien er bijkomende werken of herstellingen zouden moeten plaatsvinden. Het gemeentebestuur heeft de mogelijkheid om - in geval van tekortkomingen, niet-uitvoeringen, geknoei toe te schrijven aan een onderaannemer - naast de maatregelen beschreven in het lastenboek, een andere onderaannemer aan te duiden.

Bij het in gebreke blijven van een onderaannemer, wordt de aannemer niet van zijn contractuele verantwoordelijkheden ontheven. Hij moet er steeds voor zorgen dat de opdracht correct wordt uitgevoerd.

13. Garantie en verantwoordelijkheden

Naast de garanties van het gemeene recht (zoals deze op lichte fouten), omschrijft de aanbesteder de garantietermijn op de uitgevoerde werken, de begindatum van deze garantie, welke gebreken, fouten en onvolkomenheden door deze garantie gedekt zijn, alsook welke prestaties er tijdens deze garantietermijn gedekt worden. Indien de aannemer enkele voorzieningen weergegeven in het burgerlijk recht in verband met contracten zou verwijderen, moet hij dit nauwkeurig weergeven.

14. Voorlopige en definitieve oplevering

De opleveringen gebeuren aan de voorwaarden en conform het artikel 43 § 2 tot 4 van het algemeen lastenboek.

III. PRESTATIES EN OVERHANDIGING VAN DE OFFERTE

Voor het opmaken van hun offerte mogen de aannemers contact opnemen met de leidinggevende ambtenaar of de persoon die hij hiervoor delegeerde.

1. Inschrijvingsformulier.

1° de aannemer moet zijn offerte op het bij het lastenboek gevoegde inschrijvingsformulier indienen.

Hij mag een eigen formulier gebruiken voor zover dit dezelfde vermeldingen bevat en in dezelfde volgorde als op het bijgevoegde formulier voorkomt.

2° het inschrijvingsformulier moet zorgvuldig en volledig ingevuld en ondertekend worden door de aannemer of zijn afgevaardigde. Alle doorhalingen, verbeteringen en bijkomende vermeldingen of wijzigingen, zowel in de inschrijving als in de bijlagen, dat van dergelijke aard zijn dat ze de essentiële voorwaarden – zoals de prijs, de termijn, de technische voorwaarden – van de opdracht zouden veranderen, moeten eveneens getekend worden door de aannemer of zijn afgevaardigde.

3° samen met het origineel moeten twee volledige dossiers van de offerte worden bijgesloten. Deze moeten duidelijk de melding “kopie” bevatten. De aannemer is verantwoordelijk voor de volledige overeenkomst tussen het origineel dossier en de kopies.

2. Bij de inschrijving te voegen documenten en inlichtingen.

De aanbesteders moeten de volgende documenten bij hun offerte voegen :

1° indien het een natuurlijke persoon betreft: de naam, voornamen, beroep, nationaliteit, adres en telefoonnummer van de kandidaat;

2° indien het een rechtspersoon betreft: het adres, de nationaliteit, het telefoon- en faxnummer, de juridische vorm, de benaming of het sociaal doel, de maatschappelijke zetel, de identiteit en de bevoegdheid van de ondergetekende van de offerte, alsook de vorm en een kopij van de statuten;

3° het bankrekeningnummer

4° een attest van de R.S.Z., waaruit blijkt dat de aannemers in orde is met de betaling van de sociale lasten tot en met het voorlaatste trimester voor de datum van de opening.

Indien de hierboven vermelde documenten niet bij de offerte zijn gevoegd, heeft de aanbesteder het recht deze expliciet aan de aanbesteder te vragen ofwel de aanbesteder uit te sluiten voor het niet respecteren van de administratieve clausules van dit lastenboek.

De aanbesteder heeft het recht de aannemers uitleg te vragen over de overhandigde documenten of te vragen om deze aan te vullen.

3. Inschrijving.

Termijn:

De offertes moeten op om 10 uur te laatste bij de aanbesteder aangekomen zijn.

Indiening:

De inschrijvingen worden geadresseerd aan de heer Maurice Romanus, gemeenteontvanger, Gemeentebestuur Oudergem, Emile Idiersstraat 12 te 1160 Oudergem.

Alle hiervoor vermelde documenten moeten gedagtekend en gehandtekend worden door de aannemer, onder de melding: “*opgemaakt door ondergetekende om bij mijn huidige inschrijving te voegen*”

De offertes moeten in viervoud ingeleverd worden. Een exemplaar moet duidelijk, in het rood en in de rechterbovenhoek, de melding “origineel” bevatten.

Op de andere exemplaren moet op elke bladzijde “kopij” vermeld worden. Indien er een verschil bestaat tussen de exemplaren zal deze met de melding “origineel” in aanmerking genomen worden.

4. Aanduiding van de aannemer.

De aanbestedende overheid heeft geen enkele verplichting tot het toewijzen van de opdracht, ze kan zowel afzien van het gunnen van de opdracht als de procedure herbeginnen, desnoods op een andere wijze en dit voor haar eigen bestwil, zonder hiervoor een schadevergoeding aan

de aannemer te moeten betalen indien deze beslissing geen gevolg is van bedrog of zware fouten.

IV. TECHNISCHE CLAUSULES

De aannemer zal alle maatregelen nemen om de werkzones te beschermen. Eventuele schade zal hersteld moeten worden op kosten van de aannemer.

Alle bouw- of afbraakafval zal, conform aan het Regeringsbesluit van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 16 maart 1995, regelmatig naar een recyclagecentrum gevoerd worden.

De inschrijver is verplicht zich ter plaatse te vergewissen van de staat van het gebouw en de toegangsmogelijkheden. De aannemer zal het bewijs van dit bezoek bij zijn prijsofferte voegen. Zo niet, heeft de administratie het recht om de offerte niet te weerhouden.

De inschrijver moet in het bezit zijn van een "BOSEC certificaat" en hiervan een kopij bij zijn offerte voegen. Zo niet, heeft de administratie het recht om de offerte niet te weerhouden.

Het bestaande materiaal dat aan de voorschriften van de BOSEC normen voor brandveiligheid voldoet zal herbruikt moeten worden.

De aanbesteder moet samen met zijn offerte alle algemene en gedetailleerde technische fiches van de hieronder beschreven verschillende posten leveren.

De garantietermijn voor alle werken die de firma uitvoeren wordt vastgelegd op **2 jaar**. Deze garantieperiode begint op datum van de voorlopige oplevering, voor zover de aannemer aan alle verplichtingen die hem zijn opgelegd heeft voldaan.

Na afloop van de werken zal de inschrijver contact opnemen met een officieel erkende controle-organisatie die de installatie zal nakijken. De kosten hiervoor zijn ten laste van de aannemer.

De plannen, documenten en volgende objecten zullen in 3 exemplaren geleverd worden. Deze documenten vormen het dossier "as built".

- Gebruiksaanwijzing van het noodverlichtings- en het branddetectiesysteem;
 - "as built" plannen conform aan de gerealiseerde installaties;
 - documentatie en werkwijze
 - het controlerapport van het officieel erkend organisme;
- 1) volledig afbraak en evacuatie van het bestaande systeem (bekabeling, apparaten,...)
 - 2) levering van vuurbestendige bekabeling in goot, plaatsing en ingebruikstelling van:
 - detector:

Type: rookdetector

Gevoeligheid: +/- 2,5% verduistering per meter door rook

Bekabeling: 2-dradig, onafhankelijk van de polariteit

Beveiligingsaanwijzing: IP43

Temperatuurgrens: van +/- 20°C tot +/- 60°C zonder ijs- noch condensatievorming.

Vochtigheidsgraad: van +/- 0% tot +/- 95% relatieve vochtigheid zonder condensatie

Luchtsnelheid: ongevoelig aan wind

Toevoersdruk: +/- 15V tot +/- 30 V dc.

Verbruik in rusttoestand: gemiddeld +/- 350µA , maximaal verbruik +/- 600µA.

Verbruik alarmled: +/- 5 mA

Alarmindicatie: 1 witte LED, schijnt rood bij alarm.

Afmetingen (diameter x hoogte): +/- 100 mm x +/- 40 mm voor de detector zonder sokkel, +/- 100 mm x +/- 50 mm voor de detector in de sokkel.

Gewicht: +/- 100 gram voor de detector; +/- 160 gram voor de detector in de sokkel.

- drukknop:

Kleur: rood

Beveiligingsaanwijzing: IP44

Gewicht: +/- 165 gram

Aansluitingspunten: aansluitklemmen met vijzen

Temperatuurgrens: +/- 25°C tot +/- 70°C

Afmetingen (mm): +/- 90 x +/- 90 x +/- 50 mm

Aantal contacten: 1 contact met ingebouwde alarmresistentie

- sirene:

Kleur: rood

Beveiligingsaanwijzing: IP65
Gewicht: +/- 150 gram
Afmetingen (mm): diameter +/- 100 mm; dikte: +/- 90 mm
Toevoersdruk: +/- 10 tot +/- 40 V dc.
Verbruik van 27V dc.: +/- 50 mA
Geluidsvolume van 27 V de: +/- 100 dB op 1 meter
Tonaliteit: tweetonig
Polariteitsafhankelijkheid: onafhankelijk

- noodverlichting:
Verlichting voorzien van een automatisch testsysteem voor de periodieke controle van de lamp en van haar batterijset.
Verlichting voorzien van een bekken met fotometrische structuur die een maximale lichtverdeling garandeert.
Verlichting voorzien van een set batterijen met autonomie van minstens 1 uur.

Situatie:

6^e verdieping:

- drukknop: 4 st
- detector met sokkel: 6 st
- sirene: 2 st
- noodverlichting + zelfklevende pictogrammen: 6 st
- noodverlichting met twijzijdige armatuur voor de pictogrammen: 4 st

2^e verdieping:

- drukknop: 5 st
- detector met sokkel: 4 st
- sirene: 1 st
- noodverlichting + zelfklevende pictogrammen: 3 st
- noodverlichting met twijzijdige armatuur voor de pictogrammen: 5 st

1^e verdieping:

- drukknop: 7 st
- detector met sokkel: 15 st
- sirene: 4 st
- noodverlichting + zelfklevende pictogrammen: 6 st
- noodverlichting met twijzijdige armatuur voor de pictogrammen: 4 st

verdieping -2:

- drukknop: 4 st
- detector met sokkel: 2 st
- sirene: 1 st
- noodverlichting + zelfklevende pictogrammen: 5 st
- noodverlichting met twijzijdige armatuur voor de pictogrammen: 0 st

Politie:

- drukknop: 7 st
- detector met sokkel: 0 st
- sirene: 3 st
- noodverlichting + zelfklevende pictogrammen: 15 st
- noodverlichting met twijzijdige armatuur voor de pictogrammen: 3 st

met inbegrip van alle accessoires, nodige pictogrammen, eindafwerking...

3) aansluiting van het nieuw systeem aan de bestaande alarmcentrale die zich in de gebouwen van het Cultureel Centrum van Oudergem, Vorstlaan 183 te 1160 Oudergem, bevindt.

<p>Goedgekeurd door de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest Brief van 03 maart 2009 Ref. : 002-2009/1280-pl</p>
--

22.01.2009/A/016

17EME OBJET

**ESPACE PUBLIC ACHAT ET PLACEMENT DE PLAQUES DE SIGNALISATION -
MARCHE PAR PROCEDURE NEGOCIEE SANS PUBLICITE -
COMMUNICATION**

LE CONSEIL,

Vu qu'un montant de 25.000 € est prévu à l'article 423.741.52. du budget extraordinaire de 2009 pour l'achat et le placement de plaques de signalisation ;

Vu que le montant de ce marché est estimé à ± 24.999 € ;

Vu le cahier spécial des charges n° 6/2009 destiné à régir cette entreprise ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et de concessions ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale qui prévoit que le Collège échevinal est habilité à choisir le mode de passation, fixer les conditions et approuver la dépense à condition de faire connaître la décision au Conseil communal ;

Vu les articles 234 à 237 de la nouvelle loi communale ;

Vu la décision du Collège échevinal du 6 janvier 2009, réf. 06.01.2009/B/018 ;

DECIDE : à l'unanimité,

- de prendre connaissance de la décision du Collège échevinal du 6 janvier 2009 ;
- de charger le Collège échevinal de poursuivre l'exécution de ce dossier.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Receveur communal avec les pièces justificatives.

Région de Bruxelles-Capitale.

COMMUNE D'AUDERGHEM

Service : ESPACE PUBLIC.

POUVOIR ADJUDICATEUR

Administration communale d'Auderghem
rue Emile Idiers 12 à 1160 Auderghem.

Objet :

Lot 1 : Fourniture de plaques de signalisation, poteaux et brides.

Lot 2: Placement de signalisation.

CAHIER SPECIAL DES CHARGES N° 6/2009

MARCHE PUBLIC PAR PROCEDURE NEGOCIEE

SANS PUBLICITE

1. OBJET DU MARCHE.

Lot 1 : Fourniture de plaques de signalisation, poteaux et brides.

Lot 2: Placement de signalisation.

2. DETERMINATION DES PRIX.

Le marché est un marché à bordereau de prix.

3. MODE DE PASSATION DU MARCHE.

Le marché est un marché public par procédure négociée sans publicité conformément à l'article 17, §2, 1° a) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics. Le cahier général des charges est applicable au présent marché quel que soit son montant.

4. REGLEMENTS AUXQUELS LE MARCHE EST SOUMIS.

Loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ainsi que ces modifications.

Arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions des travaux publics.

Arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, le cahier général des charges s'impose quel que soit le montant du marché.

Le présent cahier des charges.

5. LE POUVOIR ADJUDICATEUR.

Le pouvoir adjudicateur est la commune d'Auderghem, rue E. Idiers, 12 à 1160 Auderghem, le Collège des Bourgmestres et échevins est chargé de l'attribution du marché.

Le fonctionnaire dirigeant est Monsieur F. PREVOST, chargé par le Collège échevinal, de la direction et du contrôle de l'exécution du marché, numéro de téléphone : 02/676.49.70. (de 8h à 12h et de 14h à 16h).

Il est précisé qu'au regard des particularités de la nouvelle loi communale qui concède peu de délégations aux fonctionnaires, tous les décomptes en plus ou en moins et toutes les réceptions de prestations quelconques comme demandes ou octroi de modifications des prestations ou de leurs modalités de rémunération et d'exécution ne peuvent être consenties que de l'accord exprès du Collège des Bourgmestres et Echevins.

6. OFFRES DE PRIX.

Pour établir leur offre, les soumissionnaires peuvent prendre contact avec le fonctionnaire dirigeant ou la personne qu'il déléguera.

1. Formulaire de soumission

1° Le soumissionnaire doit présenter ses offres sur le formulaire de soumission annexé au présent cahier des charges.

Le soumissionnaire peut recourir au formulaire qui lui est propre pour autant qu'il comprenne les mêmes mentions et dans le même ordre que celles figurant dans le formulaire annexé au présent cahier spécial des charges.

2° Le formulaire de soumission doit être soigneusement et complètement rempli et signé par le soumissionnaire ou son mandataire. Toutes ratures, surcharges et mentions complémentaires ou modificatives, tant dans la soumission que dans ses annexes, qui seraient de nature à influencer les conditions essentielles du marché – telles que les prix, les délais, les conditions techniques – doivent également être signées par le soumissionnaire ou son mandataire.

3° En même temps, en plus de l'original, trois copies du dossier complet de l'offre doivent être annexées, clairement désignées par la mention: «copie». Le soumissionnaire est responsable de la parfaite concordance entre le dossier original et les copies.

2. Documents et renseignements à joindre à la soumission

Le soumissionnaire doit joindre à sa soumission les documents suivants :

1° s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms, qualité ou profession, nationalité domicile et numéro de téléphone du candidat;

2° s'il s'agit d'une personne morale, l'adresse, la nationalité, le téléphone et télécopie et sa forme juridique, sa dénomination ou son objet social, son siège social, l'identité et la qualité du signataire de l'offre, ainsi que sa forme juridique;

3° n° de compte bancaire;

4° une attestation de l'O.N.S.S. établissant qu'il est en règle de cotisations sociales jusqu'à et y compris l'avant-dernier trimestre échu, précédant la date de l'ouverture des soumissions;

Le soumissionnaire est dispensé de fournir ses statuts si ceux-ci sont accessibles sur internet par le biais de la banque de données des personnes morales du SP`F Justice.

Si les documents énumérés aux points 1° à 4° ne sont pas joints à la soumission, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit soit de les demander spécialement au soumissionnaire soit d'exclure le soumissionnaire pour non-respect des clauses administratives du présent cahier des charges.

Le pouvoir adjudicateur peut demander aux soumissionnaires de compléter ou d'expliquer les documents produits.

3. Soumission

Délai :

Les soumissions doivent parvenir au pouvoir adjudicateur le ... à 10 heures au plus tard.

Dépôt :

Les soumissions sont adressées à M. Maurice Romanus, Receveur, Administration communale d'Auderghem, rue Emile Idiers 12 à 1160 Auderghem.

Tous les documents repris ci-avant doivent être datés et signés par le soumissionnaire, sous la mention « *fait par le soussigné pour être joint à ma soumission de ce jour* ».

Ils doivent être fournis en quatre exemplaires. Un exemplaire portera, sur chaque feuille, d'une manière apparente, la mention « *original* » inscrite en rouge dans le coin supérieur droit. Les autres exemplaires porteront, sur chaque feuille, la mention « *copie* ». En cas de discordance entre les exemplaires, celui portant la mention « *original* » fait foi.

7. DUREE DE L'OFFRE.

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant un délai de 120 jours calendrier à compter depuis le jour suivant la date limite pour la remise des offres.

8. DELAIS DE LIVRAISON / D'EXECUTION.

Le délai de livraison ne peut en aucun cas dépasser les 20 jours calendrier à compter depuis la date du bon de commande en ce qui concerne le lot 1.

Le délai d'exécution ne peut en aucun cas dépasser les 5 jours ouvrables à compter depuis la date du bon de commande en ce qui concerne le lot 2.

Le soumissionnaire note dans son offre l'amélioration qu'il est prêt à offrir sur ce délai de livraison.

9. SOUS-TRAITANTS

Si tout ou partie des fournitures ou prestations est réalisée par une autre personne que l'adjudicataire, celui-ci doit l'indiquer expressément dans son offre et identifier lesdits sous-traitants en précisant comment lui-même ou le ou les sous-traitants permettront de mettre en œuvre les garanties de qualité et autres offertes ou auxquelles l'adjudicataire est tenu.

En toute hypothèse, la défaillance d'un sous-traitant n'exonère pas l'adjudicataire de sa responsabilité contractuelle. Il reste intégralement tenu de la correcte exécution du marché.

10. CAUTION.

Il n'est pas prévu de cautionnement vu qu'il s'agit d'un marché de fournitures et que les fournitures doivent se faire endéans les 20 jours calendrier.

11. REVISION DE PRIX.

Le présent marché n'est pas soumis à une révision de prix.

12. PAIEMENTS.

Les paiements se feront conformément à l'article 15 par 1 (pour le lot 2) et par 2 (pour le lot 1) du cahier général des charges.

13. MODALITES DE LIVRAISON.

Les livraisons se font franco, à l'adresse suivante : rue du Vieux Moulin 19 à 1160 Bruxelles.

14. MODALITES DE RECEPTION.

La réception provisoire s'effectue complètement au lieu de livraison conformément à l'article 61 du cahier général des charges. Toute livraison non conforme sera reprise et remplacée par le fournisseur.

15. QUANTITES.

Les quantités sont des quantités présumées et n'engagent pas l'administration qui se réserve le droit de modifier les commandes selon ses besoins, moyennant juste compensation s'il y a lieu.

16. DESIGNATION DE L'ADJUDICATAIRE.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas donner suite au présent appel à la concurrence ou de prendre toute autre mesure dans son propre intérêt sans devoir pour autant, pour quelque raison que ce soit, payer des indemnités aux soumissionnaires si la décision du pouvoir adjudicateur n'est pas constitutive de dol ou de faute lourde.

17. DESCRIPTIONS TECHNIQUES.

Lot 1 : Fourniture de plaques de signalisation, poteaux et brides.

1. PANNEAUX.

Les panneaux sont constitués d'une tôle en aluminium de 2 mm d'épaisseur sertie dans un couvre-chant en aluminium anodisé.

Le couvre-chant épouse parfaitement le contour de la tôle et se compose d'une ou plusieurs pièces.

Une éclisse également en aluminium solidarise les extrémités du couvre-chant. Cette éclisse mesure +- 60 mm de longueur et environ 4mm d'épaisseur. La largeur est telle qu'elle dépasse légèrement la largeur de la gorge arrière du couvre-chant. Cette plaquette doit être mise en place par "compression".

Deux rivets à tête plate en acier inoxydable rivetés à gauche et à droite du joint à recouvrir dans le couvre-chant solidarisent définitivement l'éclisse et le couvre-chant.

Les extrémités du couvre-chant sont bien jointives. Pour fixer la tôle, la nervure centrale du couvre-chant est rabattue mécaniquement sur la face arrière de la tôle en aluminium. Aucune trace de l'opération mécanique susmentionnée n'est visible sur la face avant du panneau.

Le film rétro-réfléchissant qui est appliqué répond parfaitement aux exigences formulées par le Ministère des Communications et de l'Infrastructure. Il est doté d'un filigrane et offre une garantie de 7 ans sur le pouvoir de réflexion. Le film est appliqué sur la surface totale de la tôle en aluminium, avant que cette tôle ne soit sertie dans le couvre-chant. Ni la tôle en aluminium, ni le couvre-chant ne sont peints. La garantie du film s'applique également à la résistance aux intempéries et à l'inalteration des couleurs.

Qualité de l'aluminium :

- pour la tôle : aluminium 99.5 % demi-dur (essai brinell entre 30 et 40);
- pour le couvre-chant : aluminium AlMgSi 0.5, dimensions : +-27x14mm et une résistance à la traction de 150 N/mm² avec une anodisation à 10 microns.

2. POTEAUX.

Les poteaux de signalisation sont constitués de tubes en acier lisse et sont zingués (galvanisés) par trempage à chaud tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Ils présentent un diamètre extérieur de 76 mm.

Ils sont pourvus en leur sommet d'une calotte de protection en matière plastique. Cette calotte est fixée par serrage à l'intérieur du poteau et vient recouvrir l'extrémité découpée et ébarbée du poteau de signalisation.

Le tube est doté d'un trou en sa base afin de permettre et de garantir un ancrage éventuel dans le sol ou dans un socle en béton.

3. BRIDES.

Les brides destinées à la fixation des panneaux sur les poteaux sont également fabriquées en profil d'aluminium étiré. Cet aluminium présente une qualité AlMgSi 0.5 et possède une résistance à la traction de 250N/mm². L'épaisseur d'anodisation est de 15 microns min. Les boulons et les écrous de même que les bagues de calage qui sont utilisés sont réalisés en acier inoxydable A2 selon la norme DIN 267.

Leur dureté est de 130/190 Brinell.

Les écrous sont choisis de telle sorte que tout pivotement soit exclu par l'utilisation de têtes carrées.

MATERIEL A FOURNIR :

- brides 76 : 562 pièces;
- panneaux ronds 70 : 41 pièces;
- panneaux ronds 35 : 40 pièces;
- panneaux triangulaires 70 : 40 pièces;
- panneaux triangulaires 35 : 40 pièces ;
- panneaux carrés 70 : 40 pièces;
- panneaux carrés 40 : 40 pièces;
- panneaux rectangulaires 60x90 : 40 pièces;
- poteaux oranges, diam 76 x 3500mm (prot galva) : 281 pièces.

N.B. veuillez remettre un prix à l'unité.

Lot 2: Placement de signalisation.

Mise en place de la signalisation routière définitive suivant l'arrêté ministériel en vigueur.

Les matériaux à placer se trouvent au service de la voirie, 19 rue du Vieux Moulin à 1160 Bruxelles.

Quantité présumée : +- 245 poteaux et plaques en divers endroits de la commune.

Approuvée par M. le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale.

Lettre du 03 mars 2009

Réf. :002-2009/1280-pl

22.01.2009/A/016

17E VOORWERP

**OPENBARE RUIMTE AANKOOP EN PLAATSING VAN VERKEERSBORDEN
– OPDRACHT VIA ONDERHANDELINGSPROCEDURE
ZONDER BEKENDMAKING - MEDEDELING**

DE RAAD,

Gezien er op artikel 423.741.52. van de buitengewone begroting van 2009 een som van 25.000 € voorzien is voor de aankoop en plaatsing van verkeersborden ;

Gezien deze uitgave geschat wordt op ± 24.999 € BTWI ;

Gezien het bijzonder lastenboek n° 6/2009 regelende deze onderneming ;

Gezien de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten van werken, leveringen en diensten en meer bepaald artikel 17 ;

Gezien het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten en de concessies van openbare werken, in het bijzonder artikel 122 ;

Gezien het koninklijk besluit van 26 september 1996 houdende instelling van de algemene uitvoeringsregels van openbare opdrachten en concessie ;

Gezien artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet voorziet dat het Schepencollege de bevoegdheid heeft om de wijze waarop de opdrachten voor aanneming van werken, leveringen of diensten worden gegund, voorwaarden vast te stellen en de uitgave goed te keuren, mits de beslissing ter kennis te brengen van de Gemeenteraad ;

Gezien artikels 234 tot 237 van de nieuwe gemeentewet ;

Gezien de beslissing van het Schepencollege van 6 januari 2009, ref. 06.01.2009/B/018 ;

BESLIST : met eenparigheid,

- kennis te nemen van de beslissing van het Schepencollege van 6 januari 2009 ;
- het Schepencollege toe te laten de procedure hiervoor opgestart, voort te zetten.

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Gemeenteontvanger met de bijhorende stukken.

Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

GEMEENTE OUDERGEM

Dienst : Openbare Ruimte.

AANBESTEDENDE OVERHEID

Gemeentebestuur Oudergem
Emile Idiersstraat 12 te 1160 Oudergem.

Voorwerp :

Perceel 1 :Levering van verkeersborden, palen en beugels.

Perceel 2 : Plaatsing van signalisatie

BIJZONDER LASTENBOEK N° 6/2009

OVERHEIDSOPDRACHT VIA ONDERHANDELINGSPROCEDURE ZONDER BEKENDMAKING

1. VOORWERP VAN DE OPDRACHT.

Perceel 1 : Levering van verkeersborden, palen en beugels.

Perceel 2 : Plaatsing van signalisatie.

2. PRIJSBEPALING.

Opdracht tegen prijsboderel.

3. GUNNINGSWIJZE VAN DE OPDRACHT.

Opdracht bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking overeenkomstig artikel 17, §2, 1° a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten. Het algemeen aannemingsvoorwaarden zijn toepasselijk op deze opdracht wat ook het bedrag ervan is.

4. REGELS WAARAAN DE OPDRACHT ONDERWORPEN IS.

De wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, evenals de hieropvolgende wijzigingen.

Het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken.

Het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies van openbare werken. De algemene aannemingsvoorwaarden zijn van toepassing wat ook het bedrag van de opdracht is.

Onderhavig bestek.

5. AANBESTEDENDE OVERHEID.

De aanbestedende overheid is de gemeente Oudergem, E. Idiersstraat 12 te 1160 Oudergem, het Schepencollege is belast met de toewijzing van de opdracht.

De leidinggevende ambtenaar is de Heer F. PREVOST, aangeduid door het Schepencollege om de leiding van en toezicht op de uitvoering van de opdracht uit te voeren, telefoonnummer : 02/676.49.70 (8u - 12u en 14u -16u).

Er wordt benadrukt dat, wat de bijzonderheden van de nieuwe gemeentewet, die weinig volmacht aan de ambtenaren toestaat, betreft, alle hogere of lagere afrekeningen en alle opleveringen van welke prestaties ook, zoals de aanvraag of het toestaan van wijzigingen van de prestaties of hun betalings- of uitvoeringsmodaliteiten, enkel mogen worden toegestaan na uitdrukkelijk akkoord van het College van burgemeester en Schepenen.

6. OFFERTES.

Voor het opmaken van hun offerte mogen de aannemers contact opnemen met de leidinggevende ambtenaar of de persoon die hij hiervoor delegeerde.

1. Inschrijvingsformulier

- 1° de aannemer moet zijn offertes aanbieden op het bij het lastenboek gevoegde inschrijvingsformulier. De aannemer mag een eigen formulier gebruiken voor zover deze dezelfde vermeldingen, in dezelfde volgorde van deze op het in bijlage gevoegde formulier, bevat.
- 2° het inschrijvingsformulier moet zorgvuldig en volledig ingevuld zijn. Het moet ondertekend worden door de aannemer of zijn mandataris. Elke fout, verbetering en bijkomende meldingen of aanpassingen, zowel in de inschrijving als in de bijlagen, die van nature de essentiële voorwaarden van de aanneming beïnvloeden – zoals de prijs, het termijn, de technische voorwaarden – moeten eveneens door de aannemer of zijn mandataris worden ondertekend.
- 3° met het originele moeten tegelijkertijd drie kopijen van het volledige offertedossier worden opgestuurd. Hierop moet duidelijk “kopij” worden vermeld. De aannemer is volledig verantwoordelijk voor de overeenstemming tussen het origineel dossier en de kopijen.

2. Bij de inschrijving te voegen documenten en inlichtingen.

De aanbesteders moeten de volgende documenten bij hun offerte voegen :

- 1° indien het een natuurlijke persoon betreft: de naam, voornamen, beroep, nationaliteit, adres en telefoonnummer van de kandidaat;
- 2° indien het een rechtspersoon betreft: het adres, de nationaliteit, het telefoon- en faxnummer, de juridische vorm, de benaming of het sociaal doel, de maatschappelijke zetel, de identiteit en de bevoegdheid van de ondergetekende van de offerte;
- 3° het bankrekeningnummer
- 4° een attest van de R.S.Z., tot en met het voorlaatste trimester voor de datum van de opening.
De aannemer wordt vrijgesteld van de levering van deze statuten indien zij op internet toegankelijk zijn via de link van de databank van de natuurlijke personen vrijgegeven door de SPF Justitie.

Indien de documenten benoemd in de punten 1° tot 4° ontbreken bij de aanbesteding, heeft de administratie het recht deze aan de aannemer alsnog te vragen of om de offerte uit te sluiten met als rede het niet respecteren van de administratieve clausules vermeld in het huidige lastenboek.

De aanbesteder heeft tevens het recht de aannemer te verzoeken de ontbrekende documenten te leveren of uitleg te geven over de geleverde documenten.

3. Inschrijving.

Termijn:

De offertes moeten op om 10 uur te laatste bij de aanbesteder aangekomen zijn.

Indiening:

De inschrijvingen worden geadresseerd aan de heer Maurice Romanus, gemeenteontvanger, Gemeentebestuur Oudergem, Emile Idiersstraat 12 te 1160 Oudergem.

Alle hiervoor vermelde documenten moeten gedagtekend en gehandtekend worden door de aannemer, onder de melding: "opgemaakt door ondergetekende om bij mijn huidige inschrijving te voegen"

De offertes moeten in viervoud ingeleverd worden. Een exemplaar moet duidelijk, in het rood en in de rechterbovenhoek, de melding "origineel" bevatten.

Op de andere exemplaren moet op elke bladzijde "kopij" vermeld worden. Indien er een verschil bestaat tussen de exemplaren zal deze met de melding "origineel" in aanmerking genomen worden.

7. GELDIGHEIDSDUUR VAN DE OFFERTE.

De inschrijvers blijven gebonden door hun offerte gedurende een termijn van 120 kalenderdagen, te rekenen vanaf de dag volgend op de limietdatum voor het indienen van de offertes.

8. LEVERINGSTERMIJN.

In geen enkel geval mag de leveringstermijn 20 kalenderdagen overschrijden te rekenen vanaf de datum van de bestelbon voor wat betreft perceel 1.

In geen enkel geval mag de uitvoeringstermijn 5 werkdagen overschrijden te rekenen vanaf de datum van de bestelbon voor wat betreft perceel 2.

De inschrijver vermeldt in zijn offerte de verbetering die hij bereidt is aan deze leveringstermijn te bieden.

9. ONDERAANNEMERS.

Indien de leveringen of prestaties geheel of gedeeltelijk door een andere persoon dan de aannemer zouden worden verricht, moet de aannemer dit uitdrukkelijk in zijn offerte vermelden. Hij moet deze identificeren en verduidelijken hoe hij of de onderaannemer(s) de kwaliteitgarantie waartoe hij gehouden wordt, kan waarmaken.

Bij het in gebreke blijven van een onderaannemer, wordt de aannemer niet van zijn contractuele verantwoordelijkheden ontheven. Hij moet er steeds voor zorgen dat de opdracht correct wordt uitgevoerd.

10. WAARBORG.

Gezien het om een opdracht voor leveringen gaat en deze binnen de 20 kalenderdagen moeten gebeuren wordt geen borg geëist.

11. PRIJSHERZIENING.

Deze opdracht is niet onderworpen aan een prijsherziening.

12. BETALINGEN.

De betalingen gebeuren overeenkomstig artikel 15 par 1 (voor het perceel2) en par 2 (voor het perceel1) van het algemeen lastenboek.

13. LEVERINGSMODALITEITEN.

De benodigdheden zullen franco geleverd worden, op het volgende adres : Oude Molenstraat 19 te 1160 Oudergem.

14. ONTVANGSTMODALITEITEN.

De voorlopige oplevering wordt geheel op de plaats van de levering verricht, overeenkomstig artikel 61 van de algemene aannemingsvoorwaarden.

Iedere niet conforme levering wordt door de leverancier teruggenomen en vervangen.

15. HOEVEELHEDEN.

De hoeveelheden zijn vermoedelijke hoeveelheden en verbinden generlij het gemeentebestuur dat zich het recht voorbehoud de bestellingen aan te passen aan haar behoeften, met, indien zulks vereist is, een juiste schadevergoeding.

16. AANDUIDING VAN DE AANNEMER.

De aanbestedende overheid heeft geen enkele verplichting tot het toewijzen van de opdracht, ze kan zowel afzien van het gunnen van de opdracht als de procedure herbeginnen, desnoods op een andere wijze en dit voor haar eigen bestwil, zonder hiervoor een schadevergoeding aan de aannemer te moeten betalen indien deze beslissing geen gevolg is van bedrog of zware fouten

17. TECHNISCHE BEPALINGEN.

Perceel 1 : Levering van verkeersborden, palen en beugels.

1. BORDEN.

De borden zijn samengesteld uit een alu-plaat van 2mm dikte die gevat zit in een omrandingsprofiel van geanodiseerd aluminium.

Het omrandingsprofiel sluit perfect aan op de buitenrand van de plaat en bestaat uit één of meerdere stukken.

Het sluitstuk, eveneens uit aluminium zet de uiteinden van het omrandingsprofiel aan elkaar vast, dit sluitstuk is +- 60mm lang en +- 4mm dik. De breedte is dermate dat het de breedte van de "achterkeel" van het omrandingsprofiel lichtjes overtreft. Dit plaatje dient op zijn plaats te worden "geperst".

Twee roestvrij stalen rivetten met platte kop aangebracht links en rechts van de te "overbruggen" voeg in het omrandingsprofiel verbinden het sluitstuk en het omrandingsprofiel definitief.

De uiteinden van het omrandingsprofiel sluiten goed tegen elkaar aan. Om de plaat vast te zetten wordt de centrale rib van het omrandingsprofiel op mechanische wijze tegen de achterzijde van de alu-plaat aangedrukt.

Aan de voorzijde van het bord zijn geen sporen zichtbaar van de voormelde mechanische bewerking.

De aangebrachte, lichtweerkaatsende film beantwoordt volledig aan de eisen gesteld door het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur. Hij is voorzien van een watermerk en biedt 7 jaar waarborg op het reflecterend vermogen. Het aanbrengen van de film (over de gehele oppervlakte van de alu-plaat) gebeurt vooraleer deze plaats in het omrandingsprofiel wordt gezet. Noch de alu-plaat noch het omrandingsprofiel worden geleverd. De waarborg op de film geldt ook voor weersbestendigheid en kleurvastheid.

* kwaliteit van het aluminium :

voor de plaat : 99,5 % hard (Brinell tussen 30 en 40), voor het omrandingsprofiel : AlMgSi 0,5, afmetingen +- 30 x 14mm een treksterkte van 150 N/mm², anodisatie : 10 microns.

2. PALEN.

De palen zijn vervaardigd uit gladde stalen buis en in- en uitwendig thermisch verzinkt (galvaniseerd).

Ze hebben een buitendiameter van 76mm.

Het bovenste uiteinde is gesloten door een hoed uit kunststof. Deze hoed wordt klemmend aan de binnenzijde van de paal bevestigd waarbij het afgesneden en afgebraamd uiteinde van de steunpaal wordt overlapt.

Er is een gat voorzien onder in de buis om een eventuele verankering in de grond of in een betonnen sokkel toe te laten en te waarborgen.

3. BEUGELS.

De beugels voor het bevestigen van de borden op de palen zijn eveneens uit getrokken alu-profiel geconstrueerd. De kwaliteit van dit aluminium is AlMgSi 0.5 en heeft een treksterkte van 250 N/mm². De anodisatiedikte is minimum 15 microns. De gebruikte bouten, moeren en klemringen zijn uit roestvrij A2-staal volgens DIN-norm 267. Hun hardheid is 130/190 Brinell.

De bouten zijn zo gemaakt dat het ronddraaien kan vermeden worden door gebruik te maken van een vierkante kop.

TE LEVEREN MATERIAAL :

- beugels 76 : 562 stuks;
- ronde borden 70 : 41 stuks;
- ronde borden 35 : 40 stuks;
- driehoekige borden 70 : 40 stuks;
- driehoekige borden 35 : 40 stuks;
- vierkante borden 70 : 40 stuks;
- vierkante borden 40 : 40 stuks;

- rechthoekige borden 60x90 : 40 stuks;
- oranje palen, diam 76 x 3500mm (gegalvaniseerde bescherming) : 281 stuks.

NB. Prijs per eenheid vermelden.

Perceel 2 : Plaatsing van signalisatie.

Plaatsing van definitieve verkeerssignalisatie conform het geldend ministerieel besluit.

De te plaatsen materialen bevinden zich op de dienst Wegenis, Oude Molenstraat 19 te 1160 Brussel.

Geschatte hoeveelheid : +/- 245 palen en borden op verschillende plaatsen in de gemeente.

<p>Goedgekeurd door de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest Brief van 03 maart 2009 Ref. : 002-2009/1280-pl</p>
--

22.01.2009/A/017

18EME OBJET

ESPACE PUBLIC ACHAT DE MOBILIER URBAIN (BANCS, BARRIERES, BOLLARDS ET POUBELLES) - MARCHE PAR PROCEDURE NEGOCIEE SANS PUBLICITE – COMMUNICATION

LE CONSEIL,

Vu qu'un montant de 15.000 € est prévu à l'article 425.741.52. du budget extraordinaire de 2009 pour l'achat de mobilier urbain (bancs, barrières, bollards et poubelles) ;

Vu que le montant de ce marché est estimé à ± 14.980 € ;

Vu le cahier spécial des charges n° 7/2009 destiné à régir cette entreprise ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et de concessions ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale qui prévoit que le Collège échevinal est habilité à choisir le mode de passation, fixer les conditions et approuver la dépense à condition de faire connaître la décision au Conseil communal ;

Vu les articles 234 à 237 de la nouvelle loi communale ;

Vu la décision du Collège échevinal du 6 janvier 2009, réf. 06.01.2009/B/019 ;

DECIDE : à l'unanimité,

- de prendre connaissance de la décision du Collège échevinal du 6 janvier 2009 ;

- de charger le Collège échevinal de poursuivre l'exécution de ce dossier.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Receveur communal avec les pièces justificatives.

Région de Bruxelles-Capitale.

COMMUNE D'AUDERGHEM

Service : ESPACE PUBLIC.

POUVOIR ADJUDICATEUR

Administration communale d'Auderghem
rue Emile Idiers 12 à 1160 Auderghem.

Objet : Fourniture de mobilier urbain.

CAHIER SPECIAL DES CHARGES N° 7/2009

MARCHE PUBLIC PAR PROCEDURE NEGOCIEE SANS PUBLICITE
--

1. OBJET DU MARCHE.

Achat de mobilier urbain

Lot 1 : bancs

Lot 2 : corbeilles à papier

Lot 3 : corbeilles régionales

Lot 4 : bollards

Lot 5 : barrières en fer forgé

2. DETERMINATION DES PRIX.

Le marché est un marché à prix unitaire.

3. MODE DE PASSATION DU MARCHE.

Le marché est un marché public par procédure négociée sans publicité conformément à l'article 17, §2, 1° a) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics. Le cahier général des charges est applicable au présent marché quel que soit son montant.

4. REGLEMENTS AUXQUELS LE MARCHE EST SOUMIS.

Loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ainsi que ses modifications.

Arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions des travaux publics.

Arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics.

Le présent cahier des charges.

5. LE POUVOIR ADJUDICATEUR.

Le pouvoir adjudicateur est la commune d'Auderghem, rue E. Idiers, 12 à 1160 Auderghem, le Collège des Bourgmestre et échevins est chargé de l'attribution du marché.

Le fonctionnaire dirigeant est Monsieur F. PREVOST, chargé par le Collège échevinal, de la direction et du contrôle de l'exécution du marché, numéro de téléphone : 02/676.49.70. (de 8h à 12h et de 14h à 16h).

Il est précisé qu'au regard des particularités de la nouvelle loi communale qui concède peu de délégations aux fonctionnaires, tous les décomptes en plus ou en moins et toutes les réceptions de prestations quelconques comme demandes ou octroi de modifications des prestations ou de leurs modalités de rémunération et d'exécution ne peuvent être consentie que de l'accord exprès du Collège des Bourgmestre et Echevins.

6. OFFRES DE PRIX.

Pour établir leur offre, les soumissionnaires peuvent prendre contact avec le fonctionnaire dirigeant ou la personne qu'il déléguera.

1. Formulaire de soumission

1° Le soumissionnaire doit présenter ses offres sur le formulaire de soumission annexé au présent cahier des charges.

Le soumissionnaire peut recourir au formulaire qui lui est propre pour autant qu'il comprenne les mêmes mentions et dans le même ordre que celles figurant dans le formulaire annexé au présent cahier spécial des charges.

2° Le formulaire de soumission doit être soigneusement et complètement rempli et signé par le soumissionnaire ou son mandataire. Toutes ratures, surcharges et mentions complémentaires ou modificatives, tant dans la soumission que dans ses annexes, qui seraient de nature à influencer les conditions essentielles du marché – telles que les prix, les délais, les conditions techniques – doivent également être signées par le soumissionnaire ou son mandataire.

3° En même temps, en plus de l'original, trois copies du dossier complet de l'offre doivent être annexées, clairement désignées par la mention: «copie». Le soumissionnaire est responsable de la parfaite concordance entre le dossier original et les copies.

2. Documents et renseignements à joindre à la soumission

Le soumissionnaire doit joindre à sa soumission les documents suivants :

1° s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms, qualité ou profession, nationalité domicile et numéro de téléphone du candidat;

2° s'il s'agit d'une personne morale, l'adresse, la nationalité, le téléphone et téléfax et sa forme juridique, sa dénomination ou son objet social, son siège social, l'identité et la qualité du signataire de l'offre, ainsi que sa forme juridique, une copie de ses statuts;

- 3° la preuve de l'immatriculation au registre de commerce ou de l'enregistrement à la Banque Carrefour des Entreprises;
- 4° n° de compte bancaire;
- 5° un certificat délivré par le bureau compétent des recettes de la T.V.A attestant qu'il est en règle de paiement;
- 6° un certificat délivré par le directeur régional des contributions qu'il est en ordre de paiement des impôts directs;
- 7° une attestation du greffe du tribunal commercial de son ressort qu'il n'est pas en situation de faillite, liquidation, dissolution ou concordat;
- 8° une attestation de l'O.N.S.S. établissant qu'il est en règle de cotisations sociales jusqu'à et y compris l'avant-dernier trimestre échu, précédant la date de l'ouverture des soumissions;
- 9° une note contenant :
 1. une justification du prix proposé (coût des différents postes compris dans l'objet du marché);
 2. une indication des éventuels sous-traitants auxquels fera appel le soumissionnaire;
 3.

Le soumissionnaire est dispensé de fournir ses statuts si ceux-ci sont accessibles sur internet par le biais de la banque de données des personnes morales du SP`F Justice.

Si les documents énumérés aux points 1° à ... ne sont pas joints à la soumission, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit soit de les demander spécialement au soumissionnaire soit d'exclure le soumissionnaire pour non-respect des clauses administratives du présent cahier des charges.

Le pouvoir adjudicateur peut demander aux soumissionnaires de compléter ou d'expliquer les documents produits.

3. Soumission

Délai :

Les soumissions doivent parvenir au pouvoir adjudicateur le ... à 10 heures au plus tard.

Dépôt :

Les soumissions sont adressées à M. Maurice Romanus, Receveur, Administration communale d'Auderghem, rue Emile Idiers 12 à 1160 Auderghem.

Tous les documents repris ci-avant doivent être datés et signés par le soumissionnaire, sous la mention « *fait par le soussigné pour être joint à ma soumission de ce jour* ».

Ils doivent être fournis en quatre exemplaires. Un exemplaire portera, sur chaque feuille, d'une manière apparente, la mention « *original* » inscrite en rouge dans le coin supérieur droit. Les autres exemplaires porteront, sur chaque feuille, la mention « *copie* ». En cas de discordance entre les exemplaires, celui portant la mention « *original* » fait foi.

7. DUREE DE L'OFFRE.

Les offres restent valables durant une période de 120 jours calendrier à compter depuis le jour suivant la date limite pour la remise des offres.

8. DELAI DE LIVRAISON.

Le délai de livraison ne peut en aucun cas dépasser les 30 jours calendrier à compter depuis la date du bon de commande.

Le soumissionnaire note dans son offre l'amélioration qu'il propose de ce délai de livraison.

9. SOUS-TRAITANTS

Si tout ou partie des fournitures ou prestations est réalisée par une autre personne que l'adjudicataire, celui-ci doit l'indiquer expressément dans son offre et identifier lesdits sous-traitants en précisant comment lui-même ou le ou les sous-traitants permettront de mettre en œuvre les garanties de qualité et autres offertes ou auxquelles l'adjudicataire est tenu.

En toute hypothèse, la défaillance d'un sous-traitant n'exonère pas l'adjudicataire de sa responsabilité contractuelle. Il reste intégralement tenu de la correcte exécution du marché.

10. CAUTION.

Il n'est pas prévu de cautionnement vu qu'il s'agit d'un marché de fournitures et que les fournitures doivent se faire endéans les 30 jours calendrier.

11. REVISION DE PRIX.

Le présent marché n'est pas soumis à une révision de prix.

12. PAIEMENTS.

Les paiements se font conformément l'article 15 par. 2 du cahier général des charges.

13. MODALITES DE LIVRAISON.

Les livraisons se font franco, à l'adresse suivante : rue du Vieux Moulin 19 à 1160 Audergem.

14. MODALITES DE RECEPTION.

La réception provisoire s'effectue complètement au lieu de livraison conformément à l'article 61 du cahier général des charges. Toute livraison non conforme (par exemples des bancs qui n'ont pas été réalisés en bois FSC) sera reprise et remplacée par le fournisseur.

15. QUANTITES.

Les quantités sont des quantités présumées et n'engagent pas l'administration qui se réserve le droit de modifier les commandes selon ses besoins, moyennant juste compensation s'il y a lieu.

16. DESIGNATION DE L'ADJUDICATAIRE.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas donner suite au présent appel à la concurrence ou de prendre toute autre mesure dans son propre intérêt sans devoir pour autant, pour quelque raison que ce soit, payer des indemnités aux soumissionnaires si la décision du pouvoir adjudicateur n'est pas constitutive de dol ou de faute lourde.

17. DESCRIPTIONS TECHNIQUES.

LOT I : BANCS.

Bancs à poser dans le sol longueur hors tout 195 à 200 - piétement béton ou fonte - siège et dossier, planche en bois dur exotique traité (l'origine du bois est certifié « F.S.C. »), épaisseur minimum : 4 cm. - pieds enfouis : H 42 cm. - siège H 40 à 43 cm. - profondeur : 47 cm. - dossier : H 79 cm. - **SANS ENTRETIEN.**
Nombre : +/- 10 pièces.

LOT II.- CORBEILLES A PAPIER.

Contenance 60 à 120 litres sur potelet unique ou double en métal ou sur socle, avec ancrage dans le sol ou ancrage direct du bâti de la poubelle dans le sol.

Couvercle empêchant de déposer de gros déchets.

Matériau constitutif de la corbeille à papier :

- bois, fonte, métal, matériaux pierreux ou la combinaison de plusieurs de ces matériaux.

Protection de l'arceau contre la corrosion :

L'ensemble des pièces métalliques est galvanisé sur une épaisseur de 80 micromètres.

Il reçoit :

- a) une couche de primer epoxy avec durcisseur polyamide à 2 composants aux caractéristiques suivantes :
 - bonne adhérence sur acier galvanisé;
 - bonne résistance à l'eau et à la corrosion;
- b) une couche de peinture à base de résine époxy et durcisseur aminé sans solvant aux caractéristiques suivantes :
 - bonne résistance aux produits chimiques;
 - excellente protection anti-corrosion;
 - résistance mécanique très élevée (vandalisme, usure; etc.);
 - bonne stabilité dans le temps (U-V);

Nombre : +/- 5 pièces.

LOT III.- CORBEILLES REGIONALES.

Corbeille lauréate du concours organisé par les Ministères de l'Environnement et des Travaux Publics de la Région de Bruxelles-Capitale en Belgique.

Contenance 63 litres – Pose sur potelets de couleur vert foncé (à fournir) – Ancrage dans le sol – Couverture empêchant de déposer de gros déchets – Matériau en polyéthylène de couleur grise.

Les corbeilles seront fournies avec 3 autocollants portant le logo de la commune chacune.

Nombre : +/- 5 pièces.

LOT IV : ACHAT DE BOLLARDS.

A. Achat de +/- 50 bollards (poteaux de clôture et de démarcation) constitués de bois dur (l'origine du bois est certifié « F.S.C. » (norme WWF)), classe de durabilité I, pourvus de 4 côtés biseautés et d'une tête en forme de diamant. Les poteaux sont rabotés des quatre côtés et sont traités au brou de noix, couleur brune. Deux rainures seront prévus dans la partie supérieure du bollard.

B.- Sécurité routière.

Deux bandes réfléchissantes ajoutent une sécurité routière de jour comme de nuit. Elles se placent dans les deux rainures. Couleur : rouge.

C.- Dimensions : 14 x 14 x 140.

Nombre : +/- 20 pièces.

LOT V : BARRIERES EN FER FORGE

- barrières en fer forgé, traitées et peintes en couleur RAL 6009, - dimensions : largeur : entre 1m et 1.50m;
- hauteur : +/- 1m;
- scellement dans le sol : minimum 30cm;
- diamètre des tuyaux : minimum 25mm.

Nombre : +/- 10 pièces.

Pour tous les lots le soumissionnaire peut introduire plusieurs propositions. Dans ce cas, chaque article proposé, sera accompagné d'une illustration (concernant uniquement le modèle dont question) qui donnera au pouvoir adjudicataire une bonne représentation du modèle.

Pour des raisons d'homogénéité, les modèles proposés doivent être semblables à ceux déjà installés sur le territoire de la commune.

Remarque : L'Administration se réserve le droit de supprimer la fourniture d'un lot ou partie de lot au prorata de ses disponibilités budgétaires.

Approuvée par M. le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale.

Lettre du 03 mars 2009

Réf. :002-2009/1280-pl

22.01.2009/A/017

18E VOORWERP

OPENBARE RUIJTE AANKOOP VAN STRAATMEUBILAIR (BANKEN, HEKKENS, BOLDERS EN VUILNISBAKKEN) – OPDRACHT VIA ONDERHANDELINGSPROCEDURE ZONDER BEKENDMAKING - MEDEDELING

DE RAAD,

Gezien er op artikel 425.741.52. van de buitengewone begroting van 2009 een som van 15.000 € voorzien is voor de aankoop van straat meubilair (banken, hekkens, bolders en vuilnisbakken) ;

Gezien deze uitgave geschat wordt op ± 14.980 € BTWI ;

Gezien het bijzonder lastenboek n° 7/2009 regelende deze onderneming ;

Gezien de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten van werken, leveringen en diensten en meer bepaald artikel 17 ;

Gezien het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten en de concessies van openbare werken, in het bijzonder artikel 122 ;

Gezien het koninklijk besluit van 26 september 1996 houdende instelling van de algemene uitvoeringsregels van openbare opdrachten en concessie ;

Gezien artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet voorziet dat het Schepencollege de bevoegdheid heeft om de wijze waarop de opdrachten voor aanneming van werken, leveringen of diensten worden gegund, voorwaarden vast te stellen en de uitgave goed te keuren, mits de beslissing ter kennis te brengen van de Gemeenteraad ;

Gezien artikels 234 tot 237 van de nieuwe gemeentewet ;

Gezien de beslissing van het Schepencollege van 6 januari 2009, ref. 06.01.2009/B/019 ;

BESLIST : met eenparigheid,

- kennis te nemen van de beslissing van het Schepencollege van 6 januari 2009 ;
- het Schepencollege toe te laten de procedure hiervoor opgestart, voort te zetten.

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Gemeenteontvanger met de bijhorende stukken.

Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

GEMEENTE OUDERGEM

Dienst : Openbare Ruimte.

AANBESTEDENDE OVERHEID

Gemeentebestuur Oudergem
Emile Idiersstraat 12 te 1160 Oudergem.

Voorwerp : Levering van straatmeubilair.
BIJZONDER LASTENBOEK N° 7/2009
OVERHEIDSOPDRACHT VIA ONDERHANDELINGSPROCEDURE ZONDER BEKENDMAKING

1. VOORWERP VAN DE OPDRACHT.

Aankoop van straatmeubilair :

Perceel 1 : banken

Perceel 2 : papiermanden

Perceel 3 : papiermanden "gewestelijk" type

Perceel 4 : bolders

Perceel 5 : hekkens in smeedijzer

2. PRIJSBEPALING.

Markt tegen éénheidsprijs.

3. GUNNINGSWIJZE VAN DE OPDRACHT.

Opdracht bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking overeenkomstig artikel 17, §2, 1° a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten. Het algemeen aannemingsvoorwaarden zijn toepasselijk op deze opdracht wat ook het bedrag ervan is.

4. REGELS WAARAAN DE OPDRACHT ONDERWORPEN IS.

De wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, evenals de hieropvolgende wijzigingen.

Het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken.

Het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies van openbare werken.

Onderhavig bestek.

5. AANBESTEDENDE OVERHEID.

De aanbestedende overheid is de gemeente Oudergem, E. Idiersstraat 12 te 1160 Oudergem, het Schepencollege is belast met de toewijzing van de opdracht.

De leidinggevende ambtenaar is de Heer F. PREVOST, aangeduid door het Schepencollege om de leiding van en toezicht op de uitvoering van de opdracht uit te voeren, telefoonnummer: 02/676.49.70 (8u - 12u en 14u -16u).

Er wordt benadrukt dat, wat de bijzonderheden van de nieuwe gemeentewet, die weinig volmacht aan de ambtenaren toestaat, betreft, alle hogere of lagere afrekeningen en alle opleve-

ringen van welke prestaties ook, zoals de aanvraag of het toestaan van wijzigingen van de prestaties of hun betalings- of uitvoeringsmodaliteiten, enkel mogen worden toegestaan na uitdrukkelijk akkoord van het College van burgemeester en Schepenen.

6. OFFERTES.

Voor het opmaken van hun offerte mogen de aannemers contact opnemen met de leidinggevende ambtenaar of de persoon die hij hiervoor delegeerde.

1. Inschrijvingsformulier

1° de aannemer moet zijn offertes aanbieden op het bij het lastenboek gevoegde inschrijvingsformulier.

De aannemer mag een eigen formulier gebruiken voor zover deze dezelfde vermeldingen, in dezelfde volgorde van deze op het in bijlage gevoegde formulier, bevat.

2° het inschrijvingsformulier moet zorgvuldig en volledig ingevuld zijn. Het moet ondertekend worden door de aannemer of zijn mandataris. Elke fout, verbetering en bijkomende meldingen of aanpassingen, zowel in de inschrijving als in de bijlagen, die van nature de essentiële voorwaarden van de aanneming beïnvloeden – zoals de prijs, het termijn, de technische voorwaarden – moeten eveneens door de aannemer of zijn mandataris worden ondertekend.

3° met het originele moeten tegelijkertijd drie kopijen van het volledige offertedossier worden opgestuurd. Hierop moet duidelijk “kopij” worden vermeld. De aannemer is volledig verantwoordelijk voor de overeenstemming tussen het origineel dossier en de kopijen.

2. Bij de inschrijving te voegen documenten en inlichtingen.

De aanbesteders moeten de volgende documenten bij hun offerte voegen :

- 1° indien het een natuurlijke persoon betreft: de naam, voornamen, beroep, nationaliteit, adres en telefoonnummer van de kandidaat;
- 2° indien het een rechtspersoon betreft: het adres, de nationaliteit, het telefoon- en faxnummer, de juridische vorm, de benaming of het sociaal doel, de maatschappelijke zetel, de identiteit en de bevoegdheid van de ondergetekende van de offerte, alsook de vorm en een kopij van de statuten;
- 3° het bewijs van inschrijving in het handelsregister of inschrijving bij de Kruispuntbank van Ondernemingen;
- 4° het bankrekeningnummer
- 5° een getuigenschrift uitgegeven door het bevoegd bureau van B.T.W.-ontvangsten waaruit blijkt dat zij in orde zijn met de betalingen;
- 6° een bewijs ontvangen van het Bijzonder ontvangstkantoor der directe belastingen waaruit blijkt dat zij in orde zijn met de betalingen van deze directe belastingen;
- 7° een attest van de griffie van de handelsrechtbank waaruit blijkt dat zij zich niet in staat van faillissement, liquidatie, ontbinding of concordaat bevinden;
- 8° een attest van de R.S.Z., tot en met het voorlaatste trimester voor de datum van de opening.
- 9° een nota met:
 - 1.een verantwoording van de voorgestelde prijs (kostprijs van de verschillende posten van het lastenboek)
 - 2.een indicatie van de eventuele onderaannemers waarop de aannemer beroep zal doen;
 - 3...

De aannemer wordt vrijgesteld van de levering van deze statuten indien zij op internet toegankelijk zijn via de link van de databank van de natuurlijke personen vrijgegeven door de SPF Justitie.

Indien de documenten benoemd in de punten 1° tot 9° ontbreken bij de aanbesteding, heeft de administratie het recht deze aan de aannemer alsnog te vragen of om de offerte uit te sluiten met als rede het niet respecteren van de administratieve clausules vermeld in het huidige lastenboek.

De aanbesteder heeft tevens het recht de aannemer te verzoeken de ontbrekende documenten te leveren of uitleg te geven over de geleverde documenten.

3. Inschrijving.

Termijn:

De offertes moeten op om 10 uur te laatste bij de aanbesteder aangekomen zijn.

Indiening:

De inschrijvingen worden geadresseerd aan de heer Maurice Romanus, gemeenteontvanger, Gemeentebestuur Oudergem, Emile Idiersstraat 12 te 1160 Oudergem.

Alle hiervoor vermelde documenten moeten gedagtekend en gehandtekend worden door de aannemer, onder de melding: “*opgemaakt door ondergetekende om bij mijn huidige inschrijving te voegen*”

De offertes moeten in viervoud ingeleverd worden. Een exemplaar moet duidelijk, in het rood en in de rechterbovenhoek, de melding “origineel” bevatten.

Op de andere exemplaren moet op elke bladzijde “kopij” vermeld worden. Indien er een verschil bestaat tussen de exemplaren zal deze met de melding “origineel” in aanmerking genomen worden.

7. GELDIGHEDSDUUR VAN DE OFFERTE.

De offertes blijven geldig gedurende een periode van 120 kalenderdagen, te rekenen vanaf de dag volgend op de limietdatum voor het indienen van de offertes.

8. LEVERINGSTERMIJN.

In geen enkel geval mag de leveringstermijn 30 kalenderdagen overschrijden te rekenen vanaf de datum van de bestelbon.

De inschrijver vermeldt in zijn offerte de verbetering die hij bereidt is aan deze leveringstermijn te bieden.

9. ONDERAANNEMERS.

Indien de leveringen of prestaties geheel of gedeeltelijk door een andere persoon dan de aannemer zouden worden verricht, moet de aannemer dit uitdrukkelijk in zijn offerte vermelden. Hij moet deze identificeren en verduidelijken hoe hij of de onderaannemer(s) de kwaliteitgarantie waartoe hij gehouden wordt, kan waarmaken.

Bij het in gebreke blijven van een onderaannemer, wordt de aannemer niet van zijn contractuele verantwoordelijkheden ontheven. Hij moet er steeds voor zorgen dat de opdracht correct wordt uitgevoerd.

10. WAARBORG.

Gezien het om een opdracht voor leveringen gaat en deze binnen de 30 kalenderdagen moeten gebeuren wordt geen borg geëist.

11. PRIJSHERZIENING.

Deze opdracht is niet onderworpen aan een prijsherziening.

12. BETALINGEN.

De betalingen gebeuren overeenkomstig artikel 15 par. 2 van het algemeen lastenboek.

13. LEVERINGSMODALITEITEN.

De benodigheden zullen franco geleverd worden, op het volgende adres : Oude Molenstraat 19 te 1160 Oudergem.

14. ONTVANGSTMODALITEITEN.

De voorlopige oplevering wordt geheel op de plaats van de levering verricht, overeenkomstig artikel 61 van de algemene aannemingsvoorwaarden.

Iedere niet conforme levering wordt door de leverancier teruggenomen en vervangen.

15. HOEVEELHEDEN.

De hoeveelheden zijn vermoedelijke hoeveelheden en verbinden generlei het gemeentebestuur dat zich het recht voorbehoudt de bestellingen aan te passen aan haar behoeften, met, indien zulks vereist is, een juiste schadevergoeding.

16. AANDUIDING VAN DE AANNEMER.

De aanbestedende overheid heeft geen enkele verplichting tot het toewijzen van de opdracht, ze kan zowel afzien van het gunnen van de opdracht als de procedure herbeginnen, desnoods op een andere wijze en dit voor haar eigen bestwil, zonder hiervoor een schadevergoeding aan

de aannemer te moeten betalen indien deze beslissing geen gevolg is van bedrog of zware fouten.

17. TECHNISCHE BEPALINGEN.

PERCEEL I : BANKEN.

Banken te plaatsen in de grond (totale lengte 195 - 200), voet in beton of gietijzer, zit en rugleuning in behandelde, harde, exotische houtsoort (de oorsprong van het hout is "F.S.C."-gecertificeerd), minimum dikte 4cm, verzonken voet : H : 42cm - zit : H 40 - 43cm - diepte : 47cm - rug : H 79cm - **ZONDER ONDERHOUD.**

Aantal : +/- 10 stuks.

PERCEEL II.- PAPIERMANDEN

Inhoud 60 tot 120 liter - Geplaatst op voet of sokkel vastgeankerd in de grond of vasthechting van de vuilnisbak zelf aan de grond - deksel dat het ingooien van grote voorwerpen vermijdt - het materiaal waaruit de vuilnisbak vervaardigt moet zijn is hout, gietijzer, ijzer, steenachtig materiaal of een combinatie van deze.

Bescherming van het buisvormig element tegen roest :

Het geheel van de metalen delen is gegalvaniseerd met een, dikte van 80 micrometer.

Het krijgt :

- a) een epoxygrondlaag met een twee-componenten polyamideverharder met volgende kenmerken :
 - goede hechting op gegalvaniseerd staal;
 - goede weerstand tegen water en corrosie;
- b) een verflaag op basis van epoxyhars en amineverharder zonder oplosmiddel met volgende kenmerken :
 - goede weerstand tegen chemische produkten;
 - goede weerstand tegen roest;
 - zeer hoge mechanische weerstand (vandalisme, slijtage,...);

goede stabiliteit in de tijd (UV);

Aantal : +/- 5 stuks.

PERCEEL III.- VUILNISMANDEN "GEWESTELIJK TYPE"

Papiermand lauraat van de wedstrijd georganiseerd door de Ministeries van Leefmilieu en Openbare Werken van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in België.

Inhoud 63 liter – Geplaatst op donkergroen gekleurde voet (te leveren) vastgeankerd in de grond – Deksel dat het ingooien van grote voorwerpen vermijdt – Het materiaal is grijs gekleurd polyethyleen.

De vuilnismanden worden geleverd met 3 bijbehorende stickers met het logo van de gemeente per mand.

Aantal : +/- 5 stuks.

PERCEEL IV : BOLDERS.

A.- Aankoop van +/- 50 afbakeningspalen vervaardigd uit hardhout (de oorsprong van het hout is "F.S.C."-gecertificeerd (WWF-norm)), duurzaamheidsklasse 1, voorzien van veilingkanten en diamantkopvoorn. De palen zijn vierzijdig geschaafd. Behandeling met impregneerbeits, kleur bruin. Er worden twee sleuven voorzien in het bovenste gedeelte van de bolder

B.- Verkeersveiligheid.

Levering van twee reflecterende banden verdiept aangebracht. Kleur : rood.

C Afmetingen : 14 x 14 x 140.

Aantal : +/- 20 stuks.

PERCEEL V : HEKKENS IN SMEEDIJZER.

- baren in smeedijzer, behandelt en geschilderd in RAL 6009, - afmetingen : breedte : tussen 1m en 1.50m;
- hoogte : +/- 1m;
- ankering in de grond : minimum 30cm;
- diameter van de buizen : minimum 25mm;

Aantal : +- 10 stuks.

Voor de diverse percelen mag de aanbesteder verschillende voorstellen doen. In dat geval moet elk voorgesteld artikel begeleidt zijn door een foto (met enkel het betrokken model) ten einde een goede voorstelling te geven aan de aanbestedende overheid.

Ten einde een coherent geheel te bekomen moet de voorgestelde modellen gelijkaardig zijn aan deze die reeds op het grondgebied van de gemeente staan.

Opmerking : De administratie behoudt zich het recht voor om de levering van één perceel of delen van een perceel te schrappen in functie van de beschikbare kredieten.

Goedgekeurd door de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest Brief van 03 maart 2009 Ref. : 002-2009/1280-pl

22.01.2009/A/018

19EME OBJET

ESPACE PUBLIC ENTRETIEN PONCTUEL DE DIVERS ESPACES VERTS - MARCHE PAR PROCEDURE NEGOCIEE SANS PUBLICITE - COMMUNICATION

LE CONSEIL,

Vu qu'un montant de 35.000 € est prévu à l'article 766.725.60. du budget extraordinaire de 2009 pour l'entretien ponctuel de divers espaces verts ;

Vu que le montant de ce marché est estimé à ± 34.945 € ;

Vu le cahier spécial des charges n° 8/2009 destiné à régir cette entreprise ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et de concessions ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale qui prévoit que le Collège échevinal est habilité à choisir le mode de passation, fixer les conditions et approuver la dépense à condition de faire connaître la décision au Conseil communal ;

Vu les articles 234 à 237 de la nouvelle loi communale ;

Vu la décision du Collège échevinal du 6 janvier 2009, réf. 06.01.2009/B/020 ;

DECIDE : à l'unanimité,

- de prendre connaissance de la décision du Collège échevinal du 6 janvier 2009 ;
- de charger le Collège échevinal de poursuivre l'exécution de ce dossier.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Receveur communal avec les pièces justificatives.

Région de Bruxelles-Capitale.

COMMUNE D'AUDERGHEM

Service : ESPACE PUBLIC.

POUVOIR ADJUDICATEUR

Administration communale d'Auderghem
rue Emile Idiers 12 à 1160 Auderghem.

Objet :

Entretien ponctuel de divers espaces verts.

CAHIER SPECIAL DES CHARGES N° 8/2009

MARCHE PUBLIC PAR PROCEDURE NEGOCIEE
SANS PUBLICITE

1. OBJET DU MARCHE.

Entretien ponctuel de divers espaces verts.

2. DETERMINATION DES PRIX.

Le marché est un marché à prix global.

3. MODE DE PASSATION DU MARCHE.

Le marché est un marché public par procédure négociée sans publicité conformément à l'article 17, §2, 1° a) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics. Le cahier général des charges est applicable au présent marché quel que soit son montant.

4. REGLEMENTS AUXQUELS LE MARCHE EST SOUMIS.

Loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ainsi que ses modifications.

Arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions des travaux publics.

Arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, le cahier général des charges s'impose quel que soit le montant du marché.

Le présent cahier des charges.

5. LE POUVOIR ADJUDICATEUR.

Le pouvoir adjudicateur est la commune d'Auderghem, rue E. Idiers, 12 à 1160 Auderghem, le Collège des Bourgmestre et échevins est chargé de l'attribution du marché.

Le fonctionnaire dirigeant est Monsieur F. PREVOST, chargé par le Collège échevinal, de la direction et du contrôle de l'exécution du marché, numéro de téléphone : 02/676.49.70 (de 8h à 12h et de 14h à 16h).

Il est précisé qu'au regard des particularités de la nouvelle loi communale qui concède peu de délégations aux fonctionnaires, tous les décomptes en plus ou en moins et toutes les réceptions de prestations quelconques comme demandes ou octroi de modifications des prestations ou de leurs modalités de rémunération et d'exécution ne peuvent être consentie que de l'accord exprès du Collège des Bourgmestre et Echevins.

6. OFFRES DE PRIX.

Pour établir leur offre, les soumissionnaires peuvent prendre contact avec le fonctionnaire dirigeant ou la personne qu'il déléguera.

1. Formulaire de soumission

1° Le soumissionnaire doit présenter ses offres sur le formulaire de soumission annexé au présent cahier des charges.

Le soumissionnaire peut recourir au formulaire qui lui est propre pour autant qu'il comprenne les mêmes mentions et dans le même ordre que celles figurant dans le formulaire annexé au présent cahier spécial des charges.

2° Le formulaire de soumission doit être soigneusement et complètement rempli et signé par le soumissionnaire ou son mandataire. Toutes ratures, surcharges et mentions complémentaires ou modificatives, tant dans la soumission que dans ses annexes, qui seraient de nature à influencer les conditions essentielles du marché – telles que les prix, les délais, les conditions techniques – doivent également être signées par le soumissionnaire ou son mandataire.

3° En même temps, en plus de l'original, trois copies du dossier complet de l'offre doivent être annexées, clairement désignées par la mention: «copie». Le soumissionnaire est responsable de la parfaite concordance entre le dossier original et les copies.

2. Documents et renseignements à joindre à la soumission

Le soumissionnaire doit joindre à sa soumission les documents suivants :

- 1° s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms, qualité ou profession, nationalité domicile et numéro de téléphone du candidat;
- 2° s'il s'agit d'une personne morale, l'adresse, la nationalité, le téléphone et téléfax et sa forme juridique, sa dénomination ou son objet social, son siège social, l'identité et la qualité du signataire de l'offre, ainsi que sa forme juridique;
- 3° n° de compte bancaire;
- 4° une attestation de l'O.N.S.S. établissant qu'il est en règle de cotisations sociales jusqu'à et y compris l'avant-dernier trimestre échu, précédant la date de l'ouverture des soumissions;

.Le soumissionnaire est dispensé de fournir ses statuts si ceux-ci sont accessibles sur internet par le biais de la banque de données des personnes morales du SP`F Justice.

Si les documents énumérés aux points 1° à 4° ne sont pas joints à la soumission, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit soit de les demander spécialement au soumissionnaire soit d'exclure le soumissionnaire pour non-respect des clauses administratives du présent cahier des charges.

Le pouvoir adjudicateur peut demander aux soumissionnaires de compléter ou d'expliquer les documents produits.

3. Soumission

Délai :

Les soumissions doivent parvenir au pouvoir adjudicateur le ... à 10 heures au plus tard.

Dépôt :

Les soumissions sont adressées à M. Maurice Romanus, Receveur, Administration communale d'Auderghem, rue Emile Idiers 12 à 1160 Auderghem.

Tous les documents repris ci-avant doivent être datés et signés par le soumissionnaire, sous la mention « *fait par le soussigné pour être joint à ma soumission de ce jour* ».

Ils doivent être fournis en quatre exemplaires. Un exemplaire portera, sur chaque feuille, d'une manière apparente, la mention « *original* » inscrite en rouge dans le coin supérieur droit. Les autres exemplaires porteront, sur chaque feuille, la mention « *copie* ». En cas de discordance entre les exemplaires, celui portant la mention « *original* » fait foi.

7. DUREE DE L'OFFRE.

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant un délai de 120 jours calendrier à compter depuis le jour suivant la date limite pour la remise des offres.

8. DELAI D'EXECUTION.

Les travaux se déroulent durant toute l'année.

Le soumissionnaire note dans son offre l'amélioration qu'il est prêt à offrir sur ce délai de livraison.

9. SOUS-TRAITANTS

Si tout ou partie des fournitures ou prestations est réalisée par une autre personne que l'adjudicataire, celui-ci doit l'indiquer expressément dans son offre et identifier lesdits sous-traitants en précisant comment lui-même ou le ou les sous-traitants permettront de mettre en œuvre les garanties de qualité et autres offertes ou auxquelles l'adjudicataire est tenu.

En toute hypothèse, la défaillance d'un sous-traitant n'exonère pas l'adjudicataire de sa responsabilité contractuelle. Il reste intégralement tenu de la correcte exécution du marché.

10. CAUTION.

La caution est fixée à 5% du marché initial, arrondie au millier supérieur conformément à l'article 5 par. 2 et 3 du cahier général des charges.

11. REVISION DE PRIX.

Le présent marché n'est pas soumis à une révision de prix.

12. PAIEMENTS.

Les paiements se feront conformément à l'article 15 par 1 du cahier général des charges.

13. MODALITES DE RECEPTION.

Les réceptions provisoire et définitive se réalisent conformément l'article 43 du cahier général des charges.

Toutefois, l'attention du soumissionnaire est attirée sur le fait que la réception des travaux ne consiste aucunement en un relevé des travaux restant à effectuer par lui, ni en un état des lieux de ses travaux.

Le fait même de la demander au Maître de l'ouvrage, la réception provisoire des travaux suppose que les travaux sont terminés et en état de réception.

Le fonctionnaire dirigeant aura tous pouvoirs pour décider si les travaux sont en état de réception provisoire et pourra, le cas échéant, décider d'accepter ou de refuser la demande.

En cas de refus du fonctionnaire dirigeant de procéder à la réception provisoire des travaux, celui-ci sera tenu de justifier ce refus par lettre recommandée au soumissionnaire, au plus tard 15 jours ouvrables après le reçu de la demande de réception provisoire par le soumissionnaire.

14. QUANTITES ET PLANS.

Les quantités sont des quantités présumées et n'engagent pas l'administration qui se réserve le droit de modifier les commandes selon ses besoins, moyennant juste compensation s'il y a lieu.

Le soumissionnaire est supposé avoir fait ses propres calculs de quantités et ne pourra arguer des erreurs éventuelles constatées dans le métré récapitulatif, celui-ci étant donné par l'Administration aux soumissionnaires qu'à titre purement indicatif, pour pouvoir procéder à la comparaison des offres.

Il en est de même pour les plans éventuels fournis par l'Administration, le soumissionnaire est censé avoir fait ses propres relevés sur place. Le fonctionnaire dirigeant se tient à la disposition des soumissionnaires pour les visites des lieux nécessaires à l'établissement de leur soumission.

15. DESIGNATION DE L'ADJUDICATAIRE

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas donner suite au présent appel à la concurrence ou de prendre toute autre mesure dans son propre intérêt sans devoir pour autant, pour quelque raison que ce soit, payer des indemnités aux soumissionnaires si la décision du pouvoir adjudicateur n'est pas constitutive de dol ou de faute lourde.

16. ENREGISTREMENT DES SOUMISSIONNAIRES.

L'enregistrement est requis.

Une preuve de cet enregistrement sera jointe à la soumission, sous peine de nullité de celle-ci.

17. ATTRIBUTION DU MARCHÉ.

L'adjudicataire dont l'offre a été retenue par le Collège des Bourgmestre et Echevins en sera averti par lettre.

18. ACTIONS JUDICIAIRES – DELAIS.

Toute action judiciaire se rapportant à l'entreprise est soumise obligatoirement aux juridictions de l'Arrondissement Judiciaire de Bruxelles.

19. CLAUSES TECHNIQUES ET DE SECURITE GENERALES.

Spécifications techniques – Plans, documents et objets du marché – Énumération et portée.

- Sont également applicables (en tout ou en partie) au présent marché, les prescriptions des documents suivants pour autant qu'elles ne soient pas en contradiction avec celles du Cahier Spécial des Charges et des Arrêtés précités :
- Le Cahier des Charges type n° 104 de 1963, modifié e.a. par les addenda 1-1967, 2-1969, 3-1973 du ministère des Travaux Publics relatif aux entreprises de travaux de bâtiments de l'Etat - clauses techniques.
- Le Cahier des Charges type n° 105 édition 1990.
- Le Règlement Général pour la Protection du travail dûment modifié par les Arrêtés publiés au Moniteur belge à la date de mise en adjudication du marché.
- Les normes N.B.N. et autres (éventuellement) – en vigueur à ce jour; en cas de contradiction avec les normes, seul le Cahier Spécial des Charges fait foi.
- Les différents documents de référence stipulés ou indiqués dans les documents constituant le présent Cahier des Charges ainsi que les textes légaux existants.
- Toutes les normes européennes qui sont d'application en Belgique.
- Les recommandations générales pour l'exécution suivant les règles de l'art telles que reprises entre autres dans les notes CSTC et/ou CRR sont également d'application.

Remarques :

1. L'adjudicataire est tenu de mettre à disposition permanente du chantier tous les documents énumérés ci-dessus et applicables au présent marché.
2. Tous les documents ci-avant sont applicables, dans leur dernière version, accompagnés des addenda éventuels, tels qu'ils sont parus un mois avant la date de la présente offre.

3. Les documents d'adjudication (plans et documents écrits) se complètent mutuellement et forment un tout.
4. En cas de contradiction entre les dessins et/ou mentions figurant aux plans et les prescriptions du présent Cahier Spécial des Charges, il est entendu que ce sont les plans qui font foi. Toutefois, le soumissionnaire s'engage à signaler immédiatement au pouvoir adjudicateur toute discordance constatée.
5. La convention B 1/54 du 01.06.2001 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, Administration de l'Équipement et des Déplacements, Direction des Voiries, intitulée "Mission de Coordinateur – Projet et/ou de Coordinateur – Réalisation sur les chantiers temporaires ou mobiles.
6. Tous les déchets et débris devront être évacués vers une installation de recyclage, conformément à l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 mars 1995. De plus, tous les travaux de nettoyage relatifs aux salissures occasionnées par les travaux faisant l'objet de la présente entreprise sont à charge de l'adjudicataire.
7. Le soumissionnaire doit inclure dans ses prix tous les travaux, fournitures et services relatifs aux obligations contractuelles pendant le délai de garantie fixé à dix ans.
8. Les prix unitaires et/ou forfaits indiqués par le soumissionnaire au mètre récapitulatif annexé à sa soumission et correspondant aux postes du descriptif qui suit, comprennent tous les travaux et fournitures nécessaires à l'exécution complète des ouvrages conformément aux plans; au Cahier Spécial des Charges et au mètre, même si ces travaux et fournitures ne sont pas définis explicitement dans le texte du mètre.
9. Les prescriptions en vigueur dans les marchés publics et plus précisément le Cahier Général des Charges sont d'application pour le présent marché.
10. Pour tous les postes et sous postes du présent descriptif, les prix unitaires comprendront "TOUTES SUJETIONS – RIEN RESERVE NI EXCEPTE"; que cette mention soit reprise ou non à chacun des postes ou sous postes dudit descriptif.
11. Il est précisé que l'expression "mise en oeuvre" reprise dans le présent descriptif comprend, outre la mise en service des fournitures, la mise en place, la pose, le montage, etc... desdites fournitures et ce sans restriction d'aucune sorte.
12. L'exécution des travaux en régie peut être confiée à l'adjudicataire dans le cadre du présent marché, l'ordre d'exécuter ces travaux est donné par écrit préalablement à toute exécution par le fonctionnaires dirigeant.
13. Comme base pour l'intervalle de temps entre les différentes interventions à prévoir dans le cadre du présent contrat, l'administration a pris le "Guide pratique" pour l'entretien des bâtiments, édité par le C.S.T.C.
14. Le fait d'énoncer une nouvelle norme et/ou Cahier des Charges (ex: cahier des charges type 104) n'est pas limitative et toute autre norme spécifique au travail reste entièrement d'application.

20. DESCRIPTIONS TECHNIQUES.

Lot 1 : Entretien exceptionnel des zones tampons se trouvant au fond de la rue Jean Me-reaux.

Fauchage et entretien en six fauches durant toute l'année.

Zone I - +- 2500 m² :

Enlèvement des bois morts dangereux

Dégagement des chemins

Mise en tas des bois

Dégagement des clôtures

Enlèvement des branches mortes au-dessus des clôtures

Fauchage des orties, ronces et autres végétations

Mise en tas

Evacuation des déchets.

Zone II - +- 3900 m² :

Fauchage à l'aides de débroussailleuses portables à lames rotatives
Dégagement des clôtures sur une largeur de 1m tout autour des massifs d'arbustes
Ratissage des herbes de fauche
Mise en tas
Evacuation des déchets.

Lot 2 : Parc Triangle Vert, rue Charlent, nettoyage des massifs et parterres du parc - +- 3300 m².

L'entretien de ce parc doit se faire sept fois par an :

- 1^{er} passage : entre le 1^{er} et le 30 mars.
- dernier passage pendant le mois de septembre.

1. Nettoyage de massifs et de pentes :
 - enlèvement des mauvaises herbes
 - taille des végétaux suivant les variétés
 - taille des haies et évacuation des déchets
 - dégagement des clôtures et des accès
 - bêchage aux endroits dégagés
 - mise en place de broyat suivant les massifs
 - mise en tas des déchets
 - évacuation.
2. Nettoyage des parterres entourant la plain de jeux :
 - binage des parterres
 - ramassage des feuilles
 - enlèvement des mauvaises herbes
 - mise en tas de déchets
 - évacuation.
3. Nettoyage des filets d'eau et avaloirs :
 - enlèvement des déchets
 - brossage
 - évacuation des déchets.
4. Nettoyage de la zone de gravier :
 - taille des couvre-sol
 - dégagement des graviers
 - évacuation des déchets.

Lot 3 : Zone verte à côté du centre culturel.

L'entretien de cette zone doit se faire quatre fois par an :

- 1^{er} passage : entre le 1^{er} et le 30 mars.
- dernier passage pendant l'automne

- Nettoyage de massifs et de pentes :
- enlèvement des mauvaises herbes et autres déchets
 - taille des végétaux suivant les variétés et évacuation des déchets
 - dégagement du gravier
 - bêchage aux endroits dégagés
 - mise en place de broyat suivant les massifs
 - mise en tas des déchets
 - évacuation.

ATTENTION :

Le soumissionnaire est tenu de prendre contact avec le responsable du plan vert (Monsieur CNOPS, 02/672.93.21) afin de se rendre compte sur place des travaux à exécuter. Le soumissionnaire recevra, lors de sa visite, une preuve signée de son passage, cette preuve devra être jointe à son offre de prix, et ce, sous peine de nullité de son offre.

<p>Approuvée par M. le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale. Lettre du 03 mars 2009</p>
--

19E VOORWERP**OPENBARE RUIMTE REGELMATIG ONDERHOUD VAN DIVERSE GROENE ZONES – OPDRACHT VIA ONDERHANDELINGSPROCEDURE ZONDER BEKENDMAKING - MEDEDELING**

DE RAAD,

Gezien er op artikel 766.725.60. van de buitengewone begroting van 2009 een som van 35.000 € voorzien is voor het regelmatig onderhoud van diverse groene zones ;

Gezien deze uitgave geschat wordt op ± 34.945 € BTWI ;

Gezien het bijzonder lastenboek n° 8/2009 regelende deze onderneming ;

Gezien de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten van werken, leveringen en diensten en meer bepaald artikel 17 ;

Gezien het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten en de concessies van openbare werken, in het bijzonder artikel 122 ;

Gezien het koninklijk besluit van 26 september 1996 houdende instelling van de algemene uitvoeringsregels van openbare opdrachten en concessie ;

Gezien artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet voorziet dat het Schepencollege de bevoegdheid heeft om de wijze waarop de opdrachten voor aanneming van werken, leveringen of diensten worden gegund, voorwaarden vast te stellen en de uitgave goed te keuren, mits de beslissing ter kennis te brengen van de Gemeenteraad ;

Gezien artikels 234 tot 237 van de nieuwe gemeentewet ;

Gezien de beslissing van het Schepencollege van 6 januari 2009, ref. 06.01.2009/B/020 ;

BESLIST : met eenparigheid,

- kennis te nemen van de beslissing van het Schepencollege van 6 januari 2009 ;
- het Schepencollege toe te laten de procedure hiervoor opgestart, voort te zetten.

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Gemeenteontvanger met de bijhorende stukken.

GEMEENTE OUDERGEM

Dienst : Openbare Ruimte.

AANBESTEDENDE OVERHEID

Gemeentebestuur Oudergem

Emile Idiersstraat 12 te 1160 Oudergem.

Voorwerp :
Regelmatig onderhoud van diverse groene zones.
BIJZONDER LASTENBOEK N° 8/2009
OVERHEIDSOPDRACHT VIA ONDERHANDELINGSPROCEDURE ZONDER BEKENDMAKING

1. VOORWERP VAN DE OPDRACHT.

Regelmatig onderhoud van diverse groene zones.

2. PRIJSBEPALING.

Opdracht tegen globale prijs.

3. GUNNINGSWIJZE VAN DE OPDRACHT.

Opdracht bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking overeenkomstig artikel 17, §2, 1° a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten. De algemene aannemingsvoorwaarden zijn toepasselijk op deze opdracht wat ook het bedrag ervan is.

4. REGELS WAARAAN DE OPDRACHT ONDERWORPEN IS.

De wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, evenals de hieropvolgende wijzigingen.

Het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken.

Het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies van openbare werken. De algemene aannemingsvoorwaarden zijn van toepassing wat ook het bedrag van de opdracht is.

Onderhavig bestek.

5. AANBESTEDENDE OVERHEID.

De aanbestedende overheid is de gemeente Oudergem, E. Idiersstraat 12 te 1160 Oudergem, het Schepencollege is belast met de toewijzing van de opdracht.

De leidinggevende ambtenaar is de Heer F.PREVOST, aangeduid door het Schepencollege om de leiding van en toezicht op de uitvoering van de opdracht uit te voeren, telefoonnummer: 02/676.49.70 (8u - 12u en 14u -16u).

Er wordt benadrukt dat, wat de bijzonderheden van de nieuwe gemeentewet, die weinig volmacht aan de ambtenaren toestaat, betreft, alle hogere of lagere afrekeningen en alle opleveringen van welke prestaties ook, zoals de aanvraag of het toestaan van wijzigingen van de prestaties of hun betalings- of uitvoeringsmodaliteiten, enkel mogen worden toegestaan na uitdrukkelijk akkoord van het College van burgemeester en Schepenen.

6. OFFERTES.

Voor het opmaken van hun offerte mogen de aannemers contact opnemen met de leidinggevende ambtenaar of de persoon die hij hiervoor delegeerde.

1. Inschrijvingsformulier

1° de aannemer moet zijn offertes aanbieden op het bij het lastenboek gevoegde inschrijvingsformulier.

De aannemer mag een eigen formulier gebruiken voor zover deze dezelfde vermeldingen, in dezelfde volgorde van deze op het in bijlage gevoegde formulier, bevat.

2° het inschrijvingsformulier moet zorgvuldig en volledig ingevuld zijn. Het moet ondertekend worden door de aannemer of zijn mandataris. Elke fout, verbetering en bijkomende meldingen of aanpassingen, zowel in de inschrijving als in de bijlagen, die van nature de essentiële voorwaarden van de aanneming beïnvloeden – zoals de prijs, het termijn, de technische voorwaarden – moeten eveneens door de aannemer of zijn mandataris worden ondertekend.

3° met het originele moeten tegelijkertijd drie kopijen van het volledige offertedossier worden opgestuurd. Hierop moet duidelijk “kopij” worden vermeld. De aannemer is volledig verantwoordelijk voor de overeenstemming tussen het origineel dossier en de kopijen.

2. Bij de inschrijving te voegen documenten en inlichtingen.

De aanbesteders moeten de volgende documenten bij hun offerte voegen :

- 1° indien het een natuurlijke persoon betreft: de naam, voornamen, beroep, nationaliteit, adres en telefoonnummer van de kandidaat;
- 2° indien het een rechtspersoon betreft: het adres, de nationaliteit, het telefoon- en faxnummer, de juridische vorm, de benaming of het sociaal doel, de maatschappelijke zetel, de identiteit en de bevoegdheid van de ondergetekende van de offerte, alsook de vorm;
- 3° het bankrekeningnummer
- 4° een attest van de R.S.Z., tot en met het voorlaatste trimester voor de datum van de opening.

De aannemer wordt vrijgesteld van de levering van deze statuten indien zij op internet toegankelijk zijn via de link van de databank van de natuurlijke personen vrijgegeven door de SPF Justitie.

Indien de documenten benoemd in de punten 1° tot 4° ontbreken bij de aanbesteding, heeft de administratie het recht deze aan de aannemer alsnog te vragen of om de offerte uit te sluiten met als rede het niet respecteren van de administratieve clausules vermeld in het huidige lastenboek.

De aanbesteder heeft tevens het recht de aannemer te verzoeken de ontbrekende documenten te leveren of uitleg te geven over de geleverde documenten.

3. Inschrijving.

Termijn:

De offertes moeten op om 10 uur te laatste bij de aanbesteder aangekomen zijn.

Indiening:

De inschrijvingen worden geadresseerd aan de heer Maurice Romanus, gemeenteontvanger, Gemeentebestuur Oudergem, Emile Idiersstraat 12 te 1160 Oudergem.

Alle hiervoor vermelde documenten moeten gedagtekend en gehandtekend worden door de aannemer, onder de melding: “opgemaakt door ondergetekende om bij mijn huidige inschrijving te voegen”

De offertes moeten in viervoud ingeleverd worden. Een exemplaar moet duidelijk, in het rood en in de rechterbovenhoek, de melding “origineel” bevatten.

Op de andere exemplaren moet op elke bladzijde “kopij” vermeld worden. Indien er een verschil bestaat tussen de exemplaren zal deze met de melding “origineel” in aanmerking genomen worden.

7. GELDIGHEIDSDUUR VAN DE OFFERTE.

De inschrijvers blijven gebonden door hun offerte gedurende een termijn van 120 kalenderdagen, te rekenen vanaf de dag volgend op de limietdatum voor het indienen van de offertes.

8. UITVOERINGSTERMIJN.

De werken gebeuren tijdens het hele jaar.

De inschrijver vermeldt in zijn offerte de verbetering die hij bereidt is aan deze leveringstermijn te bieden.

9. ONDERAANNEMERS.

Indien de leveringen of prestaties geheel of gedeeltelijk door een andere persoon dan de aannemer zouden worden verricht, moet de aannemer dit uitdrukkelijk in zijn offerte vermelden. Hij moet deze identificeren en verduidelijken hoe hij of de onderaannemer(s) de kwaliteitgarantie waartoe hij gehouden wordt, kan waarmaken.

Bij het in gebreke blijven van een onderaannemer, wordt de aannemer niet van zijn contractuele verantwoordelijkheden ontheven. Hij moet er steeds voor zorgen dat de opdracht correct wordt uitgevoerd.

10. WAARBORG.

De waarborg is vastgesteld op 5% van de initiële opdracht, afgerond op het bovenliggend duizendtal overeenkomstig artikel 5 par. 2 en 3 van het algemeen lastenboek.

11. PRIJSHERZIENING.

Deze opdracht is niet onderworpen aan een prijsherziening.

12. BETALINGEN.

De betalingen gebeuren overeenkomstig artikel 15 par. 1 van het algemeen lastenboek.

13. ONTVANGSTMODALITEITEN.

De voorlopige en de definitieve oplevering gebeuren overeenkomstig artikel 43 van het algemeen lastenboek.

De aandacht van de aanbesteder wordt gevestigd op het feit dat de oplevering geenszins een opname van de blijvende uitvoerende werken is noch een plaatsbeschrijving van de werken.

Door het aanvragen van de voorlopige oplevering wordt verondersteld dat de werken beëindigd zijn en klaar voor de oplevering.

De leidinggevende ambtenaar is bij rechte om te beslissen of de werken af zijn en de voorlopige oplevering aan te nemen of te weigeren.

Bij weigering van de voorlopige oplevering moet de leidinggevende ambtenaar dit bij aangekend schrijven verantwoorden, binnen de 15 werkdagen na de ontvangst van de vraag tot voorlopige oplevering.

14. HOEVEELHEDEN EN PLANNEN.

De hoeveelheden zijn vermoedelijke hoeveelheden en verbinden generlei het gemeen- bestuur dat zich het recht voorbehoudt de bestellingen aan te passen aan haar behoeften, met, indien zulks vereist is, een juiste schadevergoeding.

De aanbesteder wordt verondersteld de hoeveelheden te berekenen en kan zich niet beroepen op fouten in de meetstaat, deze wordt ter informatie door het gemeentebestuur aan de aanbesteders gegeven ten einde de offertes te kunnen vergelijken.

Dit geldt eveneens voor de door het gemeentebestuur geleverde plannen. De leidinggevende ambtenaar houdt zich ter beschikking van de aanbesteder voor eventuele plaatsbezoeken.

15. AANDUIDING VAN DE AANNEMER.

De aanbestedende overheid heeft geen enkele verplichting tot het toewijzen van de opdracht, ze kan zowel afzien van het gunnen van de opdracht als de procedure herbeginnen, desnoods op een andere wijze en dit voor haar eigen bestwil, zonder hiervoor een schadevergoeding aan de aannemer te moeten betalen indien deze beslissing geen gevolg is van bedrog of zware fouten.

16. ERKENNING VAN DE AANBESTEDERS.

De erkenning is vereist, het bewijs hiervan dient, op straffe van nietigheid, bij de offerte gevoegd te worden.

17. TOEKENNING VAN DE OPDRACHT.

De aanbesteder wiens offerte weerhouden werd door het College van Burgemeester en Schepenen wordt hiervan schriftelijk verwittigd.

18. GERECHTELIJKE ACTIES – TERMIJNEN.

Alle gerechtelijke acties vallen onder de bevoegdheden van de Brusselse rechtbanken.

19. TECHNISCHE EN ALGEMENE VEILIGHEIDSBEPALINGEN.

Technische bepalingen – Plannen, documenten en voorwerp van de opdracht – Nummering en strekking.

- Zijn eveneens van toepassing (geheel of gedeeltelijk), de voorschriften die hierna vermeld worden voor zover ze niet strijdig zijn met deze van het Bijzonder Lastenboek en de voorvermelde besluiten :
- Het typelastenboek n° 104 van 1963, ondermeer gewijzigd door de addenda 1-1967, 2-1969, 3-1973 van het Ministerie van Openbare Werken betreffende werken binnen gebouwen van de staat – technische clausules.
- Het typelastenboek n° 105 uitgave 1990.
- Het Algemeen Reglement ter Arbeidsbescherming gewijzigd door de besluiten gepubliceerd in het B.S. op datum van het in aanbesteding stellen van de opdracht.
- De N.B.N. normen en anderen die eventueel geldig zijn, in geval van tegenstrijdigheden is enkel het bijzonder lastenboek geldig.
- De verschillende referentieteksten vernoemd in het bijzonder lastenboek en de bestaande wettelijke teksten.
- Alle in België geldende Europese normen.
- De algemene aanbeveling voor de uitvoering, volgens de regels van de kunst, zoals bepaald in de CSTC- en CRRnota's zijn eveneens van toepassing.

Opmerkingen :

De aanbesteder moet tijdens de volledige duur van de werken alle hiervoor vernoemde documenten ter beschikking houden.

1. Alle documenten zijn van toepassing in de laatste versie met de bijlagen zoals ze verschenen zijn tot een maand voor de datum van deze offerte.
2. De aanbestedingsdocumenten (geschreven documenten en plannen) vullen elkaar aan en vormen één geheel.
3. In geval van tegenstrijdigheden tussen de tekeningen en/of bepalingen op de plannen en de bepalingen van dit bijzonder lastenboek zijn de plannen geldig. In elk geval moet de aanbesteder onmiddellijk elke tegenstrijdigheid aan de aanbestedende overheid melden.

4. De overeenkomst B 1/54 van 01.06.2001 van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Administratie van Uitrustingen en Verplaatsingen, Directie der Wegen, genaamd « Opdracht van de coördinator – Realisaties op tijdelijke of mobiele werkplaatsen ».
5. Al het afval moet naar een recyclagecentrum gebracht worden overeenkomstig het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 maart 1995. Daarenboven zijn alle schoonmaakwerken met betrekking tot de werf ten laste van de aannemer.
6. De aanbesteder verrekent in zijn offerte alle werken, leveringen en diensten met betrekking tot de contractuele verplichtingen tijdens de 10-jarige garantie.
7. De forfaitaire eenheidsprijzen of door de aanbesteder aangegeven in de samenvattende meetstaat bij zijn aanbesteding en overeenkomend met de beschrijving die volgt omvat alle werken en leveringen die nodig zijn voor de volledige uitvoering van de werken overeenkomstig de plannen, het bijzonder lastenboek en de samenvattende meetstaat, zelfs indien de werken en leveringen niet expliciet beschreven zijn in de meetstaat.
8. De geldende voorsschriften met betrekking tot de overheidsopdrachten en meer bepaald het Algemeen Lastenboek zijn van toepassing.
9. Voor alle posten en onderposten omvatten de eenheidsprijzen « ALLE BIJVOEGINGEN – NIETS UITGEZONDERD » of deze vermelding erbij gezet is of niet.
10. De uitdrukking « in werking stellen » in deze beschrijving omvat buiten het in werking stellen van de leveringen ook het klaarzetten, plaatsen, monteren, enz... van de leveringen zonder enige beperking.
11. De uitvoering van bijkomende werken kan in het kader van deze opdracht aan de aanbesteder toevertrouwd worden, de opdracht voor de uitvoering van deze werken wordt schriftelijk gegeven voor het begin ervan.
12. Als basis voor het tijdsinterval tussen de verschillende tussenkomsten die voorzien zijn in het kader van deze opdracht werd de "Praktische Gids » voor het onderhoud der gebouwen, uitgegeven door het C.S.T.C. genomen.
13. Het feit van een nieuwe norm en/of lastenboek te vernoemen (bv typelastenboek 104) is niet beperkend en elke andere norm bepaald voor de werken blijft van toepassing.

20. TECHNISCHE BESCHRIJVINGEN.

Perceel 1 : Uitzonderlijk onderhoud van de bufferzones aan het einde van de Jean Mereauxstraat.

Maaien en onderhoud in zes maai beurten tijdens het jaar.

Zone I - +- 2500 m² :

Wegvoeren van dood hout dat een gevaar kan betekenen

Vrijmaken van de wegen

Stapelen van het hout

Vrijmaken van de afsluitingen

Weghalen dood hout boven de afsluitingen

Maaien van netels, struiken en andere beplantingen

Samengritselen en stapelen

Wegvoeren van het afval.

Zone II - +- 3900 m² :

Maaien met behulp van draagbare maaiers met ronddraaiende messen

Vrijmaken van de afsluitingen op een breedte van 1m rond de struikperken

Samengritselen van het maaigras en stapelen

Wegvoeren van het afval.

Perceel 2 : Park "Triangle Vert", Charlentstraat, schoonmaak van de bosjes en bloemperken van het park - +- 3300 m².

Het onderhoud van dit park moet zeven maal per jaar gebeuren :

- 1^o maal : tussen 1 en 30 maart
- laatste maal tijdens de maand september.

1. Schoonmaak van de bosjes en de hellingen :
 - Weghalen onkruid
 - Snoeien beplantingen volgens soorten
 - Snoeien van hagen en verwijderen van snoeihout
 - Vrijmaken afsluitingen en toegangen
 - Omspitten op de vrijgemaakte plaatsen
 - Plaatsen gehakseld hout volgens de massieven
 - Samenrapen afval
 - Wegvoeren.
2. Schoonmaken van de bloemperken rond het speelplein.
 - Wieden van de bloemperken
 - Oprapen bladeren
 - Weghalen onkruid
 - Samenrapen afval
 - Wegvoeren.
3. Schoonmaken van goten en kolken :
 - Samenrapen afval
 - borstelen
 - Wegvoeren.
4. Schoonmaken van de kiezelzones :
 - Snoeien bodembedekkers
 - Schoonmaken kiezel
 - Wegvoeren afval.

Perceel 3 : Groene zone naast het cultureel centrum.

Het onderhoud van dit park moet vier maal per jaar gebeuren :

- 1^o maal : tussen 1 en 30 maart
 - laatste maal tijdens de herfst.
5. Schoonmaak van de bosjes en de hellingen :
 - Weghalen onkruid en ander afval
 - Snoeien beplantingen volgens soorten en verwijderen van snoeihout
 - Vrijmaken van het grind
 - Omspitten op de vrijgemaakte plaatsen
 - Plaatsen gehakseld hout volgens de massieven
 - Samenrapen afval
 - Wegvoeren.

OPGELET :

De aanbesteder moet contact opnemen met de verantwoordelijke van de groendienst (Mijnheer CNOPS, 02/672.93.21) ten einde zich ter plaatse te vergewissen van de uit te voeren werken. Bij zijn bezoek krijgt de aanbesteder een getekend bewijs dat, op straffe van nietigheid, bij zijn offerte gevoegd moet worden.

Goedgekeurd door de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest
Brief van 03 maart 2009
Ref. : 002-2009/1280-pl

22.01.2009/A/019

20EME OBJET

**ESPACE PUBLIC FOURNITURE D'ARBRES ET PLANTATIONS D'ALIGNEMENT
 - MARCHE PAR PROCEDURE NEGOCIEE SANS PUBLICITE –
 COMMUNICATION**

LE CONSEIL,

Vu qu'un montant de 15.000 € est prévu à l'article 766.734.51. du budget extraordinaire de 2009 pour la fourniture d'arbres et qu'un montant de 10.000 € est prévu à l'article 766.124.48. du budget ordinaire de 2009 pour la fourniture de plantations d'alignement ;

Vu que le montant de ce marché est estimé à ± 24.985 € ;
Vu le cahier spécial des charges n° 9/2009 destiné à régir cette entreprise ;
Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;
Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;
Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et de concessions ;
Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale qui prévoit que le Collège échevinal est habilité à choisir le mode de passation, fixer les conditions et approuver la dépense à condition de faire connaître la décision au Conseil communal ;
Vu les articles 234 à 237 de la nouvelle loi communale ;
Vu la décision du Collège échevinal du 6 janvier 2009, réf. 06.01.2009/B/021 ;

DECIDE : à l'unanimité,

- de prendre connaissance de la décision du Collège échevinal du 6 janvier 2009 ;
- de charger le Collège échevinal de poursuivre l'exécution de ce dossier.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Receveur communal avec les pièces justificatives.

Région de Bruxelles-Capitale.

COMMUNE D'AUDERGHEM

Service : ESPACE PUBLIC.

POUVOIR ADJUDICATEUR

Administration communale d'Auderghem
rue Emile Idiers 12 à 1160 Auderghem.

Objet :

Lot 1 : fourniture d'arbres.

Lot 2 : fourniture de plantes vivaces et arbustes.

CAHIER SPECIAL DES CHARGES N° 09/2009

**MARCHE PUBLIC PAR PROCEDURE NEGOCIEE
SANS PUBLICITE**

1. OBJET DU MARCHE.

Lot 1 : fourniture d'arbres.

Lot 2 : fourniture de plantes vivaces et arbustes.

2. DETERMINATION DES PRIX.

Le marché est un marché à prix unitaire.

3. MODE DE PASSATION DU MARCHE.

Le marché est un marché public par procédure négociée sans publicité conformément à l'article 17, §2, 1° a) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics. Le cahier général des charges est applicable au présent marché quel que soit son montant.

4. REGLEMELTS AUXQUELS LE MARCHE EST SOUMIS.

Loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ainsi que ces modifications.

Arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions des travaux publics.

Arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics.

Le présent cahier des charges.

5. LE POUVOIR ADJUDICATEUR.

Le pouvoir adjudicateur est la commune d'Auderghem, rue E. Idiers, 12 à 1160 Auderghem, le Collège des Bourgmestre et Echevins est chargé de l'attribution du marché.

Le fonctionnaire dirigeant est Monsieur F. PREVOST, chargé par le Collège échevinal, de la direction et du contrôle de l'exécution du marché, numéro de téléphone : 02/676.49.70. (de 8h à 12h et de 14h à 16h).

Il est précisé qu'au regard des particularités de la nouvelle loi communale qui concède peu de délégations aux fonctionnaires, tous les décomptes en plus ou en moins et toutes les réceptions de prestations quelconques comme demandes ou octroi de modifications des prestations ou de leurs modalités de rémunération et d'exécution ne peuvent être consentie que de l'accord exprès du Collège des Bourgmestre et Echevins.

6. OFFRES DE PRIX.

Pour établir leur offre, les soumissionnaires peuvent prendre contact avec le fonctionnaire dirigeant ou la personne qu'il déléguera.

1. Formulaire de soumission

1° Le soumissionnaire doit présenter ses offres sur le formulaire de soumission annexé au présent cahier des charges.

Le soumissionnaire peut recourir au formulaire qui lui est propre pour autant qu'il comprenne les mêmes mentions et dans le même ordre que celles figurant dans le formulaire annexé au présent cahier spécial des charges.

2° Le formulaire de soumission doit être soigneusement et complètement rempli et signé par le soumissionnaire ou son mandataire. Toutes ratures, surcharges et mentions complémentaires ou modificatives, tant dans la soumission que dans ses annexes, qui seraient de nature à influencer les conditions essentielles du marché – telles que les prix, les délais, les conditions techniques – doivent également être signées par le soumissionnaire ou son mandataire.

3° En même temps, en plus de l'original, trois copies du dossier complet de l'offre doivent être annexées, clairement désignées par la mention: «copie». Le soumissionnaire est responsable de la parfaite concordance entre le dossier original et les copies.

2. Documents et renseignements à joindre à la soumission

Le soumissionnaire doit joindre à sa soumission les documents suivants :

- 1° s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms, qualité ou profession, nationalité domicile et numéro de téléphone du candidat;
- 2° s'il s'agit d'une personne morale, l'adresse, la nationalité, le téléphone et téléfax et sa forme juridique, sa dénomination ou son objet social, son siège social, l'identité et la qualité du signataire de l'offre, ainsi que sa forme juridique;
- 3° n° de compte bancaire;
- 4° une attestation de l'O.N.S.S. établissant qu'il est en règle de cotisations sociales jusqu'à et y compris l'avant-dernier trimestre échu, précédant la date de l'ouverture des soumissions;

Le soumissionnaire est dispensé de fournir ses statuts si ceux-ci sont accessibles sur internet par le biais de la banque de données des personnes morales du SP`F Justice.

Si les documents énumérés aux points 1° à 4° ne sont pas joints à la soumission, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit soit de les demander spécialement au soumissionnaire soit d'exclure le soumissionnaire pour non-respect des clauses administratives du présent cahier des charges.

Le pouvoir adjudicateur peut demander aux soumissionnaires de compléter ou d'expliquer les documents produits.

3. Soumission

Délai :

Les soumissions doivent parvenir au pouvoir adjudicateur le ... à 10 heures au plus tard.

Dépôt :

Les soumissions sont adressées à M. Maurice Romanus, Receveur, Administration communale d'Auderghem, rue Emile Idiers 12 à 1160 Auderghem.

Tous les documents repris ci-avant doivent être datés et signés par le soumissionnaire, sous la mention « fait par le soussigné pour être joint à ma soumission de ce jour ».

Ils doivent être fournis en quatre exemplaires. Un exemplaire portera, sur chaque feuille, d'une manière apparente, la mention « *original* » inscrite en rouge dans le coin supérieur droit. Les autres exemplaires porteront, sur chaque feuille, la mention « *copie* ». En cas de discordance entre les exemplaires, celui portant la mention « *original* » fait foi.

7. DUREE DE L'OFFRE.

Les offres restent valables durant une période de 120 jours calendrier à compter depuis le jour suivant la date limite pour la remise des offres.

8. DELAI DE LIVRAISON.

Le délai de livraison ne peut en aucun cas dépasser les 10 jours ouvrables à compter depuis la date du bon de commande.

Le soumissionnaire note dans son offre l'amélioration qu'il est prêt à offrir sur ce délai de livraison.

9. SOUS-TRAITANTS

Si tout ou partie des fournitures ou prestations est réalisée par une autre personne que l'adjudicataire, celui-ci doit l'indiquer expressément dans son offre et identifier lesdits sous-traitants en précisant comment lui-même ou le ou les sous-traitants permettront de mettre en œuvre les garanties de qualité et autres offertes ou auxquelles l'adjudicataire est tenu.

En toute hypothèse, la défaillance d'un sous-traitant n'exonère pas l'adjudicataire de sa responsabilité contractuelle. Il reste intégralement tenu de la correcte exécution du marché.

10. REVISION DE PRIX.

Le présent marché n'est pas soumis à une révision de prix.

11. PAIEMENTS.

Les paiements se font conformément à l'article 15 par. 2 du cahier général des charges.

12. MODALITES DE RECEPTION.

La réception provisoire s'effectue complètement au lieu de livraison conformément à l'article 61 du cahier général des charges. Toute livraison non conforme sera reprise et remplacée par le fournisseur.

13. LIVRAISONS.

Les arbres et plantes seront enlevés par nos soins.

14. QUANTITES.

L'adjudicataire peut baser son offre de prix sur une pièce par espèce, dans le courant de l'année les quantités exactes pour chaque espèce seront communiquées à l'adjudicataire. Les quantités sont des quantités présumées et n'engagent pas l'administration qui se réserve le droit de modifier les commandes selon ses besoins, sans que l'adjudicataire puisse demander un dédommagement.

Estimation de la dépense : +/- 15.000 € sur le budget ordinaire et +/- 10.000€ sur le budget extraordinaire

15. GARANTIE.

L'adjudicataire garantit la croissance des arbres et des plantes fournis si ceux-ci sont plantés dans les règles de l'art. Il s'engage à remplacer chaque arbre ou arbuste livré qui viendrait à mourir dans les 6 mois qui suivent sa plantation.

16. DESIGNATION DE L'ADJUDICATAIRE.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas donner suite au présent appel à la concurrence ou de prendre toute autre mesure dans son propre intérêt sans devoir pour autant, pour quelque raison que ce soit, payer des indemnités aux soumissionnaires si la décision du pouvoir adjudicateur n'est pas constitutive de dol ou de faute lourde.

17. DESCRIPTIONS TECHNIQUES.

LOT 1 :

ARBRES D'ALIGNEMENTS

SORBUS THURING FASTIGIATA 12-14

ACER PLAT.GLOBOSUM 12-14

FRAXINUS ORNUS 12-14

FRAXINUS ORNUS ARIE PETERS 12-14
 FRAXINUS ORNUS OBELISK 12-14
 PYRUS CALLERYANA CHANTICLEER 12-14
 PRUNUS CERASIFERA NIGRA 12-14
 PRUNUS FRUTICOSA GLOBOSA 12-14
 TILIA EUCHLORA 12-14
 ACER NEGUNDO AUREOMARGINATUM 12-14
 ACER CAMPESTRE ELSRIJK 12-14
 CRATAEGUS LAVALLEI CARRIEREI 12-14
 CRATAEGUS MEDIA PAUL'S SCARLET 12-14
 ACER GINNALA 12-14
 ACER PLAT. ROYAL RED 12-14
 ACER CAMPESTRE QUEEN ELIZABETH 12-14
 PLATANUS ORIENTALIS MINARET 12-14
 TILIA CORDATA 12-14
ARBRES REMARQUABLES + ARBRES PARC
 AESCULUS CARNEA BRIOTII 12-14
 CASTANEA SATIVA ALBOMARGINATA 12-14
 CLADRASTIS KENTUKEA 10-12
 FRAXINUS EXCELSIOR DIVERSIFOLIA 12-14
 LIRIODENDRON TULIPIFERA 12-14
 PRUNUS PADUS ALBERTII 12-14
 QUERCUS FRAINETTO 12-14
 TILIA TOMENTOSA BRABANT 12-14

LOT 2 :

PLANTES VIVACES + ARBUSTES.

CALLUNA VULG RADNOR	touffe (plante 3 années)
CALLUNA VULG ANNEMARIE	"
CALLUNA VULG CARMEN	"
CALLUNA VULG JH HAMILTON	"
CALLUNA VULG LONG WHITE	"
CALLUNA VULG MARLEEN	"
CALLUNA VULG PETER SPARKES	"
CALLUNA VULG MULLION	"
CALLUNA VULG DARKNESS	"
CALLUNA VULG CUPREA	"
HELIANTHEMUM BRONZETEPPICH	pot
IBERIS SEMP. SNOWFLAKE	"
PRUNELLA GRAND LOVELINESS	"
ALYSSUM SAXATILE COMPACTUM	"
FESTUCA GLAUCA	"
CAMPANULA CARP. BLAUE CLIPS	"
HELICTOTRICHON SEMPERVIRENS	"
CAMPANULA LACT LODDON ANNA	"
OSMUNDA REGALIS	"
ARUNDINARIA MURIELAE	100-125
ALCHEMILLA MOLLIS	pot
CIMICIFUGA SIMPLEX WHITE PEARL	"
CRAMBE CORDIFOLIA	"
EPIMEDIUM YOUNGIUM NIVEUM	"
LIGULARIA DENTATA DESDEMONA	"
PERSICARIA AFFINIS SUPERBA	"

RODGERSIA AESCULIFOLIA “
 VERBASCUM OLYMPICUM “
CONIFERES.
 TAXUS BACCATA SEMPERAUREA 40-50
 TAXUS BACCATA STANDISHII 50-60
 PICEA OMORIKA NANA 25-30
 PINUS PARVIFLORA GLAUCA 50-60
 JUNIPERUS SQUAM BLUE CARPET 30-40
 JUNIPERUS SQUAM BLUE STAR 30-40
 CHAMAECYPARIS PIS BOULEVARD 30-40
 CHAMAECYPARIS PIS FILIFERA NANA 30-40
 CHAMAECYPARIS OBT NANA GRACILIS 30-35
 THUYA OCC SUNKIST 40-50
 CHAMAECYPARIS NOOTK PENDULA 100-125
 PICEA GLAUCA ECHINIFORMIS 25-30
 THUJA PLICATA MARTIN 125-150
 ABIES LASIOCARPA COMPACTA 30-40
 JUNIPERUS VIRG SKYROCKET 100-125
 ABIES CONCOLOR 125-150
 CEDRUS DEODARA 80-100
 JUNIPERUS COMMUNIS GREEN CARPET 30-40
 PICEA GLAUCA CONICA 40-50
 PINUS DENSIFLORA UMBRACULIFERA 40-50
 TAXUS BACCATA FASTIGIATA AUREOMARGINATA 50-60
 TAXUS BACCATA SUMMERGOLD 50-60
 TSUGA CANADENSIS 50-60
ARBUSTES D'ORNEMENT.
 AMORPHA CANESCENS touffe
 BERBERIS LINEARIFOLIA ORANGE KING 40-50
 BERBERIS THUNBERGII RED CHIEF 40-50
 BERBERIS WILSONIAE touffe
 CHAENOMELES SPECIOSA RUBRA touffe
 CLERODENDRON TRICHOTOMUM touffe avec motte
 CORNUS ALBA SIBRICA touffe
 CORNUS STOLONIFERA FLAVIRAMEA "
 COTINUS COGG ROYAL PURPLE 100-125
 COTONEASTER HORIZONTALIS 40-50
 CYTISUS PRAECOX 80-100
 GENISTA LYDIA 50-60
 DAVIDIA INVOLUCRATA VILMORINIANA 100/125
 DEUTZIA LEMOINEI 80/100
 DEUTZIA GRACILIS 60/80
 ESCALLONIA RED ELF 60/80
 FORSYTHIA INTERMEDIA COURTALYN touffe
 FOTHERGILLA MAJOR 60/80
 HOLODISCUS DISCOLOR touffe
 HALEZIA CAROLINA "
 HEDYSARUM MULTIJUGUM "
 LEYCESTERIA FORMOSA "
 KERRIA JAPONICA PICTA touffe
 KOLKWITZIA AMABILIS 80/100
 LYCIUM BARBARUM touffe

MALUS RUDOLPH touffe
PEROVSKIA ATRIPLICIF BLUE SPIRE 60/80
PRUNUS TRILOBA touffe
PRUNUS TENELLA "
SPIRAEA DECUMBENS touffe
SPIRAEA BUMALDA ANTHONY WATERER touffe
SPIRAEA BUMALDA FROEBELII touffe
SPIRAEA BUMALDA GOLDFLAME touffe
SPIRAEA JAPONICA BULLATA touffe
SPIRAEA JAPONICA CRISPA touffe
SPIRAEA NIPPONICA GELSPIR touffe
SYRINGA MICROPHYLLA SUPERBA 100/125
SARCOCOCCA HUMILIS touffe
SPIRAEA BETULIFOLIA AEMILIANA 40/60
WEIGELA EVITA touffe
WEIGELA FLORIDA FOLIIS PURPUREIS touffe
VIBURNUM OPULUS COMPACTUM 50/60
AMELANCHIER LAMARCKII BALLERINA touffe
ACER PALM. ATROPURPUREUM 100/125
ACER PALM DISSECTUM 50/60
ACER PALM DISSECTUM GARNET 50/60
ACER PALM OSAKAZUKI 60/80
AESCULUS PARVIFLORA 80/100
CEPHALANTHUS OCCIDENTALIS touffe
EUONYMUS PLANIPES 60/80
LONICERA FRAGRANTISSIMA touffe
VIBURNUM PLICATUM MARISSII 60/80
RHODODENDRON PONTICUM IMBRICATUM 25-30
RHODODENDRON GIBRALTAR 50-60
RHODODENDRON COCCINEUM SPECIOSUM 50-60
RHODODENDRON PUCELLA 50-60
ROSIERS
ROSA BUFF BEAUTY touffe
ROSA NEVADA touffe
ROSA SCHNEEZWERG touffe
ROSA PINKY RUGOSTAR touffe
ROSA RED RUGOSTAR touffe

Approuvée par M. le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale.
Lettre du 03 mars 2009
Réf. :002-2009/1280-pl

22.01.2009/A/019

20E VOORWERP

**OPENBARE RUIMTE LEVERING VAN BOMEN EN WEGBEPLANTINGEN –
OPDRACHT VIA ONDERHANDELINGSPROCEDURE
ZONDER BEKENDMAKING - MEDEDELING**

DE RAAD,

Gezien er op artikel 766.734.51. van de buitengewone begroting van 2009 een som van 15.000 € voorzien is voor de levering van bomen en op artikel 766.124.48. van de gewone begroting een som van 10.000 € voorzien is voor de levering van wegbeplantingen ;

Gezien deze uitgave geschat wordt op ± 24.985 € BTWI ;

Gezien het bijzonder lastenboek n° 9/2009 regelende deze onderneming ;

Gezien de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten van werken, leveringen en diensten en meer bepaald artikel 17 ;

Gezien het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten en de concessies van openbare werken, in het bijzonder artikel 122 ;

Gezien het koninklijk besluit van 26 september 1996 houdende instelling van de algemene uitvoeringsregels van openbare opdrachten en concessie ;

Gezien artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet voorziet dat het Schepencollege de bevoegdheid heeft om de wijze waarop de opdrachten voor aanneming van werken, leveringen of diensten worden gegund, voorwaarden vast te stellen en de uitgave goed te keuren, mits de beslissing ter kennis te brengen van de Gemeenteraad ;

Gezien artikels 234 tot 237 van de nieuwe gemeentewet ;

Gezien de beslissing van het Schepencollege van 6 januari 2009, ref. 06.01.2009/B/021 ;

BESLIST : met eenparigheid,

- kennis te nemen van de beslissing van het Schepencollege van 6 januari 2009 ;
- het Schepencollege toe te laten de procedure hiervoor opgestart, voort te zetten.

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Gemeenteontvanger met de bijhorende stukken.

Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

GEMEENTE OUDERGEM

Dienst : Openbare Ruimte.

AANBESTEDENDE OVERHEID

Gemeentebestuur Oudergem
Emile Idiersstraat 12 te 1160 Oudergem.

Voorwerp : Perceel 1 : levering van bomen. Perceel 2 : levering van vaste planten en heesters.
BIJZONDER LASTENBOEK N° 09/2009
OVERHEIDSOPDRACHT VIA ONDERHANDELINGPROCEDURE ZONDER BEKENDMAKING

1. VOORWERP VAN DE OPDRACHT.

Perceel 1 : levering van bomen.

Perceel 2 : levering van vaste planten en heesters.

2. PRIJSBEPALING.

Opdracht tegen éénheidsprijs.

3. GUNNINGSWIJZE VAN DE OPDRACHT.

Opdracht bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking overeenkomstig artikel 17, §2, 1° a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten. Het algemeen aannemingsvoorwaarden zijn toepasselijk op deze opdracht wat ook het bedrag ervan is.

4. REGELS WAARAAN DE OPDRACHT ONDERWORPEN IS.

De wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, evenals de hierop volgende wijzigingen. Het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken.

Het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies van openbare werken.

Onderhavig bestek.

5. AANBESTEDENDE OVERHEID.

De aanbestedende overheid is de gemeente Oudergem, E. Idiersstraat 12 te 1160 Oudergem, het Schepencollege is belast met de toewijzing van de opdracht.

De leidinggevende ambtenaar is de Heer F. PREVOST, aangeduid door het Schepencollege om de leiding van en toezicht op de uitvoering van de opdracht uit te voeren, telefoonnummer : 02/676.49.70 (8u - 12u en 14u -16u).

Er wordt benadrukt dat, wat de bijzonderheden van de nieuwe gemeentewet, die weinig volmacht aan de ambtenaren toestaat, betreft, alle hogere of lagere afrekeningen en alle opleveringen van welke prestaties ook, zoals de aanvraag of het toestaan van wijzigingen van de prestaties of hun betalings- of uitvoeringsmodaliteiten, enkel mogen worden toegestaan na uitdrukkelijk akkoord van het College van burgemeester en Schepenen.

6. OFFERTES.

Voor het opmaken van hun offerte mogen de aannemers contact opnemen met de leidinggevende ambtenaar of de persoon die hij hiervoor delegeerde.

1. Inschrijvingsformulier

1° de aannemer moet zijn offertes aanbieden op het bij het lastenboek gevoegde inschrijvingsformulier. De aannemer mag een eigen formulier gebruiken voor zover deze dezelfde vermeldingen, in dezelfde volgorde van deze op het in bijlage gevoegde formulier, bevat.

2° het inschrijvingsformulier moet zorgvuldig en volledig ingevuld zijn. Het moet ondertekend worden door de aannemer of zijn mandataris. Elke fout, verbetering en bijkomende meldingen of aanpassingen, zowel in de inschrijving als in de bijlagen, die van nature de essentiële voorwaarden van de aanneming beïnvloeden – zoals de prijs, het termijn, de technische voorwaarden – moeten eveneens door de aannemer of zijn mandataris worden ondertekend.

3° met het originele moeten tegelijkertijd drie kopijen van het volledige offertedossier worden opgestuurd. Hierop moet duidelijk “kopij” worden vermeld. De aannemer is volledig verantwoordelijk voor de overeenstemming tussen het origineel dossier en de kopijen.

2. Bij de inschrijving te voegen documenten en inlichtingen.

De aanbesteders moeten de volgende documenten bij hun offerte voegen :

- 1° indien het een natuurlijke persoon betreft: de naam, voornamen, beroep, nationaliteit, adres en telefoonnummer van de kandidaat;
- 2° indien het een rechtspersoon betreft: het adres, de nationaliteit, het telefoon- en faxnummer, de juridische vorm, de benaming of het sociaal doel, de maatschappelijke zetel, de identiteit en de bevoegdheid van de ondergetekende van de offerte, alsook de vorm;
- 3° het bankrekeningnummer
- 4° een attest van de R.S.Z., tot en met het voorlaatste trimester voor de datum van de opening.

De aannemer wordt vrijgesteld van de levering van deze statuten indien zij op internet toegankelijk zijn via de link van de databank van de natuurlijke personen vrijgegeven door de SPF Justitie.

Indien de documenten benoemd in de punten 1° tot 4° ontbreken bij de aanbesteding, heeft de administratie het recht deze aan de aannemer alsnog te vragen of om de offerte uit te sluiten met als rede het niet respecteren van de administratieve clausules vermeld in het huidig lastenboek.

De aanbesteder heeft tevens het recht de aannemer te verzoeken de ontbrekende documenten te leveren of uitleg te geven over de geleverde documenten.

3. Inschrijving.

Termijn:

De offertes moeten op om 10 uur te laatste bij de aanbesteder aangekomen zijn.

Indiening:

De inschrijvingen worden geadresseerd aan de heer Maurice Romanus, gemeenteontvanger, Gemeentebestuur Oudergem, Emile Idiersstraat 12 te 1160 Oudergem.

Alle hiervoor vermelde documenten moeten gedagtekend en gehandtekend worden door de aannemer, onder de melding: “opgemaakt door ondergetekende om bij mijn huidige inschrijving te voegen”

De offertes moeten in viervoud ingeleverd worden. Een exemplaar moet duidelijk, in het rood en in de rechterbovenhoek, de melding “origineel” bevatten.

Op de andere exemplaren moet op elke bladzijde “kopij” vermeld worden. Indien er een verschil bestaat tussen de exemplaren zal deze met de melding “origineel” in aanmerking genomen worden.

7. GELDIGHEIDSDUUR VAN DE OFFERTE.

De offertes blijven geldig gedurende een periode van 120 kalenderdagen, te rekenen vanaf de dag volgend op de limietdatum voor het indienen van de offertes.

8. LEVERINGSTERMIJN.

In geen enkel geval mag de leveringsstermijn 10 werkdagen overschrijden te rekenen vanaf de datum van de bestelbon.

De inschrijver vermeldt in zijn offerte de verbetering die hij bereidt is aan deze leveringstermijn te bieden.

9. ONDERAANNEMERS.

Indien de leveringen of prestaties geheel of gedeeltelijk door een andere persoon dan de aannemer zouden worden verricht, moet de aannemer dit uitdrukkelijk in zijn offerte vermelden. Hij moet deze identificeren en verduidelijken hoe hij of de onderaannemer(s) de kwaliteitgarantie waartoe hij gehouden wordt, kan waarmaken.

Bij het in gebreke blijven van een onderaannemer, wordt de aannemer niet van zijn contractuele verantwoordelijkheden ontheven. Hij moet er steeds voor zorgen dat de opdracht correct wordt uitgevoerd.

10. PRIJSHERZIENING.

Deze opdracht is niet onderworpen aan een prijsherziening.

11. BETALINGEN.

De betalingen gebeuren overeenkomstig artikel 15 par 2 van het algemeen lastenboek.

12. ONTVANGSTMODALITEITEN.

De voorlopige oplevering wordt geheel op de plaats van de levering verricht, overeenkomstig artikel 61 van de algemene aannemingsvoorwaarden.

Iedere niet conforme levering wordt door de leverancier teruggenomen en vervangen.

13. LEVERINGEN.

De bomen en planten worden door onze dienst afgehaald.

14. HOEVEELHEDEN.

De aanbesteder mag zijn prijs baseren op 1 stuk per soort, in de loop van het jaar zullen de juiste hoeveelheden van elke soort aan de aanbesteder gemeld worden. De hoeveelheden zijn vermoedelijke hoeveelheden en verbinden generlij het gemeentebestuur dat zich het recht voorbehoudt de bestellingen aan te passen aan haar behoeften, zonder dat de aannemer enig recht op vergoeding kan eisen.

Raming van de uitgave : +- 15.000€ voor de buitengewone begroting en +-10.000€ voor de gewone begroting.

15. GARANTIE.

De aanbesteder garandeert dat, indien ze volgens de regels van de kunst geplant worden, de geleverde bomen en planten verder zullen groeien. Hij verbindt zich ertoe elke boom te vervangen indien deze binnen de 6 maand na het planten zou afsterven.

16. AANDUIDING VAN DE AANNEMER.

De aanbestedende overheid heeft geen enkele verplichting tot het toewijzen van de opdracht, ze kan zowel afzien van het gunnen van de opdracht als de procedure herbeginnen, desnoods op een andere wijze en dit voor haar eigen bestwil, zonder hiervoor een schadevergoeding aan de aannemer te moeten betalen indien deze beslissing geen gevolg is van bedrog of zware fouten.

17. TECHNISCHE BEPALINGEN.

Perceel 1 :

LAANBOMEN

SORBUS THURING FASTIGIATA	12-14
ACER PLAT.GLOBOSUM	12-14
FRAXINUS ORNUS	12-14
FRAXINUS ORNUS ARIE PETERS	12-14
FRAXINUS ORNUS OBELISK	12-14
PYRUS CALLERYANA CHANTICLEER	12-14
PRUNUS CERASIFERA NIGRA	12-14
PRUNUS FRUTICOSA GLOBOSA	12-14
TILIA EUCHLORA	12-14
ACER NEGUNDO AUREOMARGINATUM	12-14
ACER CAMPESTRE ELSRIJK	12-14
CRATAEGUS LAVALLEI CARRIEREI	12-14
CRATAEGUS MEDIA PAUL'S SCARLET	12-14
ACER GINNALA	12-14
ACER PLAT. ROYAL RED	12-14
ACER CAMPESTRE QUEEN ELIZABETH	12-14
PLATANUS ORIENTALIS MINARET	12-14
TILIA CORDATA	12-14

PARKBOMEN EN MERKWAARDIGE BOMEN

AESCULUS CARNEA BRIOTII	12-14
CASTANEA SATIVA ALBOMARGINATA	12-14
CLADRASTIS KENTUKEA	10-12
FRAXINUS EXCELSIOR DIVERSIFOLIA	12-14
LIRIODENDRON TULIPIFERA	12-14
PRUNUS PADUS ALBERTII	12-14
QUERCUS FRAINETTO	12-14
TILIA TOMENTOSA BRABANT	12-14

Perceel 2 :

VASTE PLANTEN + HEIDEPLANTEN

CALLUNA VULG RADNOR	zwarte struik - 3-jarig
CALLUNA VULG ANNEMARIE	" "
CALLUNA VULG CARMEN	" "
CALLUNA VULG JH HAMILTON	" "
CALLUNA VULG LONG WHITE	" "
CALLUNA VULG MARLEEN	" "
CALLUNA VULG PETER SPARKES	" "
CALLUNA VULG MULLION	" "
CALLUNA VULG DARKNESS	" "
CALLUNA VULG CUPREA	" "
HELIANTHEMUM BRONZETEPPICH	pot
IBERIS SEMP. SNOWFLAKE	"
PRUNELLA GRAND LOVELINESS	"
ALYSSUM SAXATILE COMPACTUM	"
FESTUCA GLAUCA	"
CAMPANULA CARP. BLAUE CLIPS	"
HELICTOTRICHON SEMPERVIRENS	"
CAMPANULA LACT LODDON ANNA	"
OSMUNDA REGALIS	"
ARUNDINARIA MURIELAE	100-125

ALCHEMILLA MOLLIS pot
 CIMICIFUGA SIMPLEX WHITE PEARL “
 CRAMBE CORDIFOLIA “
 EPIMEDIUM YOUNGIUM NIVEUM “
 LIGULARIA DENTATA DESDEMONA “
 PERSICARIA AFFINIS SUPERBA “
 RODGERSIA AESCULIFOLIA “
 VERBASCUM OLYMPICUM “
CONIFEREN
 TAXUS BACCATA SEMPERAUREA 40-50
 TAXUS BACCATA STANDISHII 50-60
 PICEA OMORIKA NANA 25-30
 PINUS PARVIFLORA GLAUCA 50-60
 JUNIPERUS SQUAM BLUE CARPET 30-40
 JUNIPERUS SQUAM BLUE STAR 30-40
 CHAMAECYPARIS PIS BOULEVARD 30-40
 CHAMAECYPARIS PIS FILIFERA NANA 30-40
 CHAMAECYPARIS OBT NANA GRACILIS 30-35
 THUYA OCC SUNKIST 40-50
 CHAMAECYPARIS NOOTK PENDULA 100-125
 PICEA GLAUCA ECHINIFORMIS 25-30
 THUJA PLICATA MARTIN 125-150
 ABIES LASIOCARPA COMPACTA 30-40
 JUNIPERUS VIRG SKYROCKET 100-125
 ABIES CONCOLOR 125-150
 CEDRUS DEODARA 80-100
 JUNIPERUS COMMUNIS GREEN CARPET 30-40
 PICEA GLAUCA CONICA 40-50
 PINUS DENSIFLORA UMBRACULIFERA 40-50
 TAXUS BACCATA FASTIGIATA AUREOMARGINATA 50-60
 TAXUS BACCATA SUMMERGOLD 50-60
 TSUGA CANADENSIS 50-60
SIERHEESTERS
 AMORPHA CANESCENS zware struik
 BERBERIS LINEARIFOLIA ORANGE KING 40-50
 BERBERIS THUNBERGII RED CHIEF 40-50
 BERBERIS WILSONIAE struik
 CHAENOMELES SPECIOSA RUBRA "
 CLERODENDRON TRICHOTOMUM struik met kluit
 CORNUS ALBA SIBRICA struik
 CORNUS STOLONIFERA FLAVIRAMEA "
 COTINUS COGG ROYAL PURPLE 100-125
 COTONEASTER HORIZONTALIS 40-50
 CYTISUS PRAECOX 80-100
 GENISTA LYDIA 50-60
 DAVIDIA INVOLUCRATA VILMORINIANA 100/125
 DEUTZIA LEMOINEI 80/100
 DEUTZIA GRACILIS 60/80
 ESCALLONIA RED ELF 60/80
 FORSYTHIA INTERMEDIA COURTALYN struik
 FOTHERGILLA MAJOR 60/80
 HOLODISCUS DISCOLOR zware struik

HALESIA CAROLINA " "
 HEDYSARUM MULTIJUGUM " "
 LEYCESTERIA FORMOSA " "
 KERRIA JAPONICA PICTA " "
 KOLKWITZIA AMABILIS 80/100
 LYCIUM BARBARUM zware struik
 MALUS RUDOLPH struik
 PEROVSKIA ATRIPLICIF BLUE SPIRE 60/80
 PRUNUS TRILOBA zware struik
 PRUNUS TENELLA " "
 SPIRAEA DECUMBENS struik
 SPIRAEA BUMALDA ANTHONY WATERER " "
 SPIRAEA BUMALDA FROEBELII " "
 SPIRAEA BUMALDA GOLDFLAME " "
 SPIRAEA JAPONICA BULLATA " "
 SPIRAEA JAPONICA CRISPA " "
 SPIRAEA NIPPONICA GELSPIR " "
 SYRINGA MICROPHYLLA SUPERBA 100/125
 SARCOCOCCA HUMILIS zware struik
 SPIRAEA BETULIFOLIA AEMILIANA 40/60
 WEIGELA EVITA zware struik
 WEIGELA FLORIDA FOLIIS PURPUREIS struik
 VIBURNUM OPULUS COMPACTUM 50/60
 AMELANCHIER LAMARCKII BALLERINA zware struik
 ACER PALM. ATROPURPUREUM 100/125
 ACER PALM DISSECTUM 50/60
 ACER PALM DISSECTUM GARNET 50/60
 ACER PALM OSAKAZUKI 60/80
 AESCULUS PARVIFLORA 80/100
 CEPHALANTHUS OCCIDENTALIS zware struik
 EUONYMUS PLANIPES 60/80
 LONICERA FRAGRANTISSIMA zware struik
 VIBURNUM PLICATUM MARIESII 60/80
 RHODODENDRON PONTICUM IMBRICATUM 25-30
 RHODODENDRON GIBRALTAR 50-60
 RHODODENDRON COCCINEUM SPECIOSUM 50-60
 RHODODENDRON PUCELLA 50-60
ROZEN
 ROSA BUFF BEAUTY struik
 ROSA NEVADA " "
 ROSA SCHNEEZWERG " "
 ROSA PINKY RUGOSTAR " "
 ROSA RED RUGOSTAR " "

<p> Goedgekeurd door de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest Brief van 03 maart 2009 Ref. : 002-2009/1280-pl </p>
--

22.01.2009/A/020

21EME OBJET

**ESPACE PUBLIC ACQUISITION DE PANNEAUX DE SIGNALISATION "ZONE
 30" - MARCHE PAR PROCEDURE NEGOCIEE SANS PUBLI-
 CITE – COMMUNICATION**

LE CONSEIL,

Vu qu'un montant de 25.000 € est prévu à l'article 423.741.52. du budget extraordinaire de 2009 pour l'acquisition de panneaux de signalisation "zone 30" ;

Vu que le montant de ce marché est estimé à ± 24.985 € ;

Vu le cahier spécial des charges n° 11/2009 destiné à régir cette entreprise ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et de concessions ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale qui prévoit que le Collège échevinal est habilité à choisir le mode de passation, fixer les conditions et approuver la dépense à condition de faire connaître la décision au Conseil communal ;

Vu les articles 234 à 237 de la nouvelle loi communale ;

Vu la décision du Collège échevinal du 6 janvier 2009, réf. 06.01.2009/B/022 ;

DECIDE : à l'unanimité,

- de prendre connaissance de la décision du Collège échevinal du 6 janvier 2009 ;
- de charger le Collège échevinal de poursuivre l'exécution de ce dossier.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Receveur communal avec les pièces justificatives.

COMMUNE D'AUDERGHEM

Marché par procédure négociée sans publicité

ACQUISITION DE PANNEAU DE SIGNALISATION DE VITESSE EN ZONE 30 A ENERGIE SOLAIRE

Cahier spécial des Charges

N° 11/2009

I. CLAUSES ADMINISTRATIVES GENERALES

1. Législation

Législation applicable au présent marché

Le présent marché est régi par les clauses du présent cahier spécial des charges. Il est soumis également aux clauses et conditions reprises ci-après :

- Loi du 24.12.1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, telle que modifiée;
- Arrêté royal du 08.01.1996 relatif aux marchés publics, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, tel que modifié;
- Arrêté royal du 26.09.1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux y compris l'annexe à cet arrêté, constituant le cahier général des charges des marchés publics de travaux, de fournitures et de services et des concessions de travaux publics, tous deux tels que modifiés.

Une version actualisée de ces textes légaux et réglementaires est consultable sur Internet à l'adresse suivante : www.juridat.be (cliquez sur « Législation »).

Le présent cahier spécial des charges détermine les compléments à l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ainsi qu'au cahier général des charges des marchés publics de travaux, de fournitures et de services et des concessions de travaux publics.

Le cahier général des charges est applicable au présent marché quel que soit son montant.

2. Procédure de passation du marché

Le présent marché est passé par procédure négociée sans publicité conformément à l'article 17, §2, 1°, a de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et à l'article 120, alinéa 2 de l'arrêté royal du 8 janvier

1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics.

3. Nature des prestations

Le présent marché est à considérer comme marché de fournitures.

II. CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

1. Objet du marché

Le présent marché est un marché de fournitures de panneaux de signalisation de vitesse à énergie solaire avec pictogrammes pour les zones 30.

2. Identité du Maître de l'Ouvrage et du fonctionnaire dirigeant

Le Maître de l'Ouvrage pour le présent marché est la Commune d'Auderghem, rue Emile Idiers 12, représentée par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Pour l'exécution du présent marché, le fonctionnaire dirigeant est Monsieur Jean-louis HERMANS, numéro de téléphone : 02/676.49.93.

Il est précisé qu'au regard des particularités de la nouvelle loi communale qui concède peu de délégations aux fonctionnaires, tous les décomptes en plus ou en moins et toutes les réceptions de prestations quelconques comme demandes ou octroi de modifications des prestations ou de leurs modalités de rémunération et d'exécution ne peuvent être consentie que de l'accord exprès du Collège des Bourgmestre et Echevins.

3. Détermination du prix

Le présent marché est un marché à prix unitaire sans révision des prix (forfait).

Les prix sont énoncés dans l'offre en EUROS, en détaillant les montants hors T.V.A. et T.V.A. incluse. Toutes les autres impositions sont comprises.

Toute révision du prix est interdite.

En cas de litige, le montant exprimé en toutes lettres l'emporte sur le montant exprimé en chiffres.

Le prestataire de services est censé avoir inclus dans ses prix tant unitaires que globaux tous les frais et impositions généralement quelconques grevant les services, à l'exception de la taxe sur la valeur ajoutée.

Le prix proposé inclut tous les postes prévus à l'article 49 du cahier général des charges annexé à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux.

4. Modalités de paiement

Le paiement se fera dans le délai de cinquante jours après accomplissement des formalités de l'approbation du rapport d'étude tel que le prescrit l'article 15, § 2, du cahier général des charges.

Intérêts pour retard : l'application des articles 1154 et 1254 du Code Civil est écartée. Tout paiement sera donc affecté par priorité à l'extinction du principal.

5. Délai d'engagement des soumissionnaires

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre, telle qu'elle a été éventuellement rectifiée par le pouvoir adjudicateur, pendant un délai de 120 jours calendrier, prenant cours le lendemain du jour de l'ouverture des offres.

6. Délais de livraison

Le délai de livraison est de 30 jours calendrier à dater de l'envoi du bon de commande à l'adjudicataire.

7. Lieu de livraison et réception

Les fournitures doivent être livrées Rue du Vieux Moulin 19 à 1160 Auderghem, à un moment à convenir avec le fonctionnaire dirigeant du présent marché. Elle s'opère conformément à l'article 55 du cahier général des charges annexé à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux.

Les produits font l'objet d'une réception complète au lieu de livraison dans les conditions et conformément à l'article 61 du cahier général des charges annexé à l'arrêté royal du 26 sep-

tembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux.

8. Modification des prestations

Le Maître de l'Ouvrage se réserve, après désignation, le droit d'apporter unilatéralement des modifications à l'entreprise originale, pour autant que l'objet de celle-ci ne soit pas modifié.

Les quantités sont des quantités présumées et n'engagent pas l'administration qui se réserve le droit de modifier les commandes selon ses besoins, moyennant juste compensation s'il y a lieu.

L'adjudicataire devra, dans ce cas, prouver que la variation du coût est la conséquence de la modification. Les modifications à apporter au prix du marché seront à convenir entre les parties sur base d'une proposition introduite par l'adjudicataire par lettre recommandée dans un délai de trente jours prenant cours à la date à laquelle les ordres modificatifs seront valablement donnés.

A défaut d'accord sur un nouveau prix, le Maître de l'Ouvrage fixera d'office le prix des fournitures ou prestations supplémentaires demandées, tous droits de l'adjudicataire restant saufs. L'adjudicataire sera tenu de poursuivre l'exécution du marché nonobstant les contestations auxquelles pourrait donner lieu la détermination des nouveaux prix.

9. Sous-traitants

Si tout ou partie des fournitures est réalisée par une autre personne que l'adjudicataire, celui-ci doit l'indiquer expressément dans son offre et identifier lesdits sous-traitants en précisant comment lui-même ou le ou les sous-traitants permettront de mettre en œuvre les garanties de qualité et autres offertes ou auxquelles l'adjudicataire est tenu.

Si certaines réparations doivent être effectuées par l'un ou l'autre sous-traitant, le fournisseur reste tenu de toutes les obligations qui lui incombent comme s'il prestait lui-même ce genre de services. Il doit cependant indiquer dans son offre les sous-traitants auxquels l'administration communale doit s'adresser en cas de réparation ou d'entretien à effectuer au produit livré.

En toute hypothèse, la défaillance d'un sous-traitant n'exonère pas l'adjudicataire de sa responsabilité contractuelle. Il reste intégralement tenu de la correcte exécution du marché.

10. Garanties et responsabilités

Le soumissionnaire décrit le délai de garantie du produit livré, le point de départ de ce délai de garantie et les prestations offertes dans ce délai (le niveau de « service level agreement »).

III. PRESENTATION ET REMISE DES OFFRES

Pour établir leur offre, les soumissionnaires peuvent prendre contact avec le fonctionnaire dirigeant ou la personne qu'il délèguera.

1. Formulaire de soumission

1° Le soumissionnaire doit présenter ses offres sur le formulaire de soumission annexé au présent cahier des charges.

Le soumissionnaire peut recourir au formulaire qui lui est propre pour autant qu'il comprenne les mêmes mentions et dans le même ordre que celles figurant dans le formulaire annexé au présent cahier spécial des charges.

2° Le formulaire de soumission doit être soigneusement et complètement rempli et signé par le soumissionnaire ou son mandataire. Toutes ratures, surcharges et mentions complémentaires ou modificatives, tant dans la soumission que dans ses annexes, qui seraient de nature à influencer les conditions essentielles du marché – telles que les prix, les délais, les conditions techniques – doivent également être signées par le soumissionnaire ou son mandataire.

3° En même temps, en plus de l'original, deux copies du dossier complet de l'offre doivent être annexées, clairement désignées par la mention: «copie». Le soumissionnaire est responsable de la parfaite concordance entre le dossier original et les copies.

2. Documents et renseignements à joindre à la soumission

Le soumissionnaire doit joindre à sa soumission les documents suivants :

- 1° s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms, qualité ou profession, nationalité domicile et numéro de téléphone du candidat ;
- 2° s'il s'agit d'une personne morale, l'adresse, la nationalité, le téléphone et télécopie et sa forme juridique, sa dénomination ou son objet social, son siège social, l'identité et la qualité du signataire de l'offre, ainsi que sa forme juridique, une copie de ses statuts ;
- 3° n° de compte bancaire ;
- 4° une attestation de l'O.N.S.S. établissant qu'il est en règle de cotisations sociales jusqu'à et y compris l'avant-dernier trimestre échu, précédant la date de l'ouverture des soumissions ;
Si les documents énumérés aux points 1° à 4° e sont pas joints à la soumission, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit soit de les demander spécialement au soumissionnaire soit d'exclure le soumissionnaire pour non-respect des clauses administratives du présent cahier des charges.

Le pouvoir adjudicateur peut demander aux soumissionnaires de compléter ou d'expliquer les documents produits.

3. Soumission

Délai :

Les soumissions doivent parvenir au pouvoir adjudicateur le .../.../2008.

Dépôt :

Les soumissions sont adressées à M. Maurice Romanus, Receveur, Administration communale d'Auderghem, rue Emile Idiers 12 à 1160 Auderghem.

Tous les documents repris ci-avant doivent être datés et signés par le soumissionnaire, sous la mention « *fait par le soussigné pour être joint à ma soumission de ce jour* ».

Ils doivent être fournis en quatre exemplaires. Un exemplaire portera, sur chaque feuille, d'une manière apparente, la mention « *original* » inscrite en rouge dans le coin supérieur droit. Les autres exemplaires porteront, sur chaque feuille, la mention « *copie* ». En cas de discordance entre les exemplaires, celui portant la mention « *original* » fait foi.

4. Désignation de l'adjudicataire

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas donner suite au présent appel à la concurrence ou de prendre toute autre mesure dans son propre intérêt sans devoir pour autant, pour quelque raison que ce soit, payer des indemnités aux soumissionnaires si la décision du pouvoir adjudicateur n'est pas constitutive de vol ou de faute lourde.

IV. CLAUSES TECHNIQUES

Ce marché comprend la fourniture de panneaux d'information de vitesse à **énergie solaire** permettant d'afficher en temps réel la vitesse des véhicules qui se dirigent vers lui !

Caractéristiques du boîtier ;

- en polyester
- étanche
- fenêtre incassable en polycarbonate antireflet
- cadre métallique
- panneau : +/- 650/550/80 mm
- chiffres : +/- 280/380 mm

Portée

- voiture : +/- 10 mètres
- camion : +/- 100-200 mètres

Haute visibilité

Mémoire : +/- 250.000 mesures

Système de fixation à deux rails à l'arrière permettant l'insertion d'écrous M8

Plage de température opérationnelle de - 35° à + 65°

Alimentation : batterie 12V rechargeable sur secteur d'une autonomie de +/- 7 jours

Interface de communication : bluetooth

Paramètres programmables ;

- seuils de vitesse minimale et maximale d'affichage
- seuils de vitesse pour la couleur des leds (vert, rouge ou orange)

- seuils de vitesse pour le déclenchement du flash d'avertissement clignotant
- temps de maintien de l'affichage
- niveau de luminosité (jour/nuit)
- affichage de différents pictogrammes
- alimentation solaire

OPTION

- dongel pour communication bluetooth
- pièces ; 4

Approuvée par M. le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale.
Lettre du 03 mars 2009
Réf. :002-2009/1280-pl

22.01.2009/A/020

21E VOORWERP

OPENBARE RUIJTE AANKOOP VAN "ZONE 30" BORDEN – OPDRACHT VIA ONDERHANDELINGSPROCEDURE ZONDER BEKENDMAKING - MEDEDELING

DE RAAD,

Gezien er op artikel 423.741.52. van de buitengewone begroting van 2009 een som van 25.000 € voorzien is voor de aankoop van "zone 30" borden ;

Gezien deze uitgave geschat wordt op ± 24.985 € BTWI ;

Gezien het bijzonder lastenboek n° 11/2009 regelende deze onderneming ;

Gezien de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten van werken, leveringen en diensten en meer bepaald artikel 17 ;

Gezien het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten en de concessies van openbare werken, in het bijzonder artikel 122 ;

Gezien het koninklijk besluit van 26 september 1996 houdende instelling van de algemene uitvoeringsregels van openbare opdrachten en concessie ;

Gezien artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet voorziet dat het Schepencollege de bevoegdheid heeft om de wijze waarop de opdrachten voor aanneming van werken, leveringen of diensten worden gegund, voorwaarden vast te stellen en de uitgave goed te keuren, mits de beslissing ter kennis te brengen van de Gemeenteraad ;

Gezien artikels 234 tot 237 van de nieuwe gemeentewet ;

Gezien de beslissing van het Schepencollege van 6 januari 2009, ref. 06.01.2009/B/022 ;

BESLIST : met eenparigheid,

- kennis te nemen van de beslissing van het Schepencollege van 6 januari 2009 ;
- het Schepencollege toe te laten de procedure hiervoor opgestart, voort te zetten.

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Gemeenteontvanger met de bijhorende stukken.

GEMEENTE OUDERGEM

OVERHEIDSOPDRACHT VIA ONDERHANDELINGSPROCEDURE ZONDER BEKENDMAKING

AANKOOP VAN VERKEERSBORDEN OP ZONNE-ENERGIE DIE DE SNELHEID AANDUIDEN IN ZONE 30

Bijzonder lastenboek

Nr 11/2009

I. ALGEMENE ADMINISTRATIEVE CLAUSULES

1. Wetgeving.

Wetgeving waaraan deze opdracht onderworpen is:

De clausules van huidig lastenboek regelen deze opdracht. Hij is eveneens onderworpen aan de hieronder genoemde documenten :

- De wet van 24/12/1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, evenals de hieropvolgende wijzigingen.
- Het koninklijk besluit van 8/01/1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, evenals de hieropvolgende wijzigingen.
- Het koninklijk besluit van 26/09/1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies van openbare werken, met inbegrip van de bijlage aan dit KB, dat weergeeft hoe het lastenboek voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken moet worden opgesteld, beide met de hieropvolgende wijzigingen.

Een geactualiseerde versie van deze wetteksten en reglementen kan worden geraadpleegd via het internet op de site: www.juridat.be (verderklikken op “wetgeving”).

Dit bijzonder lastenboek is een aanvulling bij het Koninklijk Besluit van 8/01/1996 betreffende de openbare werken, leveringen en diensten en van de concessies van openbare werken en bij het Koninklijk Besluit van 26/09/1996 dat de algemene uitvoeringsregels van de openbare werken en de concessies van openbare werken weergeeft. Het is tevens een aanvulling bij het algemeen lastenboek voor openbare werken, leveringen en diensten en concessies voor openbare werken.

De algemene aannemingsvoorwaarden zijn van toepassing wat ook het bedrag van de opdracht is.

2. Gunningswijze van de opdracht.

Opdracht bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking overeenkomstig artikel 17, §2, 1° a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en aan sommige openbare werken, leveringen en diensten en aan het artikel 120, alinea 2 van het Koninklijk Besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken.

3. Aard van de prestaties

Huidige opdracht is te beschouwen als een opdracht voor leveringen.

II. BIJZONDERE ADMINISTRATIEVE CLAUSULES

1. Voorwerp van de opdracht.

Huidige opdracht is een opdracht van levering van verkeersborden met pictogrammen op zonne-energie die de snelheid aanduiden in de zones 30.

2. Identiteit van de aanbestedende overheid en de leidinggevende ambtenaar.

De aanbestedende overheid is de gemeente Oudergem, E. Idiersstraat 12 te 1160 Oudergem, vertegenwoordigd door het College van Burgemeester en Schepenen.

De leidinggevende ambtenaar is de Heer J-L HERMANS, aangeduid door het Schepencollege om de leiding van en toezicht op de uitvoering van de opdracht uit te voeren, telefoonnummer: 02/676.49.93 (8u - 12u en 14u -16u).

Er wordt benadrukt dat, wat de bijzonderheden van de nieuwe gemeentewet, die weinig volmacht aan de ambtenaren toestaat, betreft, alle hogere of lagere afrekeningen en alle opleveringen van welke prestaties ook, zoals de aanvraag of het toestaan van wijzigingen van de prestaties of hun betalings- of uitvoeringsmodaliteiten, enkel mogen worden toegestaan na uitdrukkelijk akkoord van het College van burgemeester en Schepenen.

3. Prijsbepaling.

Opdracht tegen éénheidsprijs zonder prijsherziening (forfait).

De prijzen worden opgegeven in EURO, met opgave van de bedragen inclusief en exclusief BTW. Alle andere belastingen zijn eveneens inbegrepen.

Deze opdracht is niet onderworpen aan een prijsherziening.

Indien er een verschil bestaat tussen het opgegeven bedrag in letters en dat in cijfers wordt het volledig uitgeschreven bedrag (letters) in acht genomen.

Alle kosten en algemene belastingen moeten, zowel in de eenheidsprijzen als in de opgegeven globale prijzen, inbegrepen zijn, met uitzondering van de belasting op de toegevoegde waarde.

De voorgestelde prijs omvat alle posten voorzien in het artikel 49 van het algemeen lastenboek bij het koninklijk besluit van 26 september 1996 gevoegd, regelend de algemene uitvoeringsregels van de openbare opdrachten en concessies voor openbare werken.

4. Betalingsmodaliteiten.

De betaling zal binnen vijftig dagen na de vervulling van de goedkeuringsformaliteiten van het studierapport geschieden, zoals het artikel 15, §2, van het algemeen lastenboek voorschrijft.

Nalatigheidsintresten: de toepassing van artikels 1154 en 1254 van het burgerlijk wetboek worden verwijderd. Alle betalingen zullen dus eerst aangewend worden om de hoofdsom af te lossen.

5. Geldigheidsduur van de offerte

De inschrijvers blijven gebonden door hun offerte, eventueel aangepast door de aanbestedende overheid, gedurende een termijn van 120 kalenderdagen, te rekenen vanaf de dag volgende op de opening van de offertes.

6. Leveringstermijn

De leveringstermijn bedraagt 30 kalenderdagen te rekenen vanaf de datum van het opsturen van de bestelbon.

7. Leveringsplaats en ontvangstmodaliteiten

De benodigdheden zullen franco geleverd worden op het volgende adres: Oude Molenstraat 19 te 1160 Oudergem.

De levering moet op een met de leidinggevende ambtenaar afgesproken tijdstip plaatsvinden, conform artikel 55 van het algemeen lastenboek bijlage van het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies van openbare werken.

De producten vormen het onderwerp van een volledig ontvangst op de leveringsplaats in de voorwaarden en conform aan het artikel 61 van het algemeen lastenboek bijlage van het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies van openbare werken.

8. Wijziging van de prestaties

De bouwheer behoudt, na aanduiding, het recht om eenzijdig de oorspronkelijke opdracht te wijzigen voor zover zij het onderwerp niet verandert.

De hoeveelheden zijn vermoedelijke hoeveelheden en verbinden generlei het gemeentebestuur dat zich het recht voorbehoudt de bestellingen aan te passen aan haar behoeften, met, indien zulks vereist is, een juiste schadevergoeding

In dit geval zal de aanbesteder moeten bewijzen dat de kostwijziging de oorzaak is van deze wijziging. De aanpassingen van de prijs van de opdracht zullen moeten gebeuren in samenspraak van beide partijen op basis van een door de aanbesteder per aangetekend schrijven opgegeven voorstel. Dit moet binnen een termijn van dertig dagen na datum van het doorgeven van de gewijzigde bestelling.

Indien er geen akkoord over een nieuwe prijs ontstaat, zal de bouwheer zowiezo de prijs van de bijkomend gevraagde leveringen of prestaties vastleggen, de aanbesteder behoudt echter al zijn rechten. Desondanks de onenigheid die de vaststelling van de nieuwe prijzen zou meebrengen wordt de aannemer er aan gehouden de opdracht verder uit te voeren

9 Onderaannemers.

Indien de leveringen of prestaties geheel of gedeeltelijk door een andere persoon dan de aannemer zouden worden verricht, moet de aannemer dit uitdrukkelijk in zijn offerte vermelden. Hij moet deze identificeren en verduidelijken hoe hij, of de onderaannemer(s), de kwaliteitsgarantie waartoe hij gehouden wordt, kan waarmaken.

Indien sommige herstellingen door een onderaannemer moeten worden uitgevoerd, blijft de leverancier verantwoordelijk voor alle verplichtingen die uit de opdracht voortvloeien alsof

hij het werk zelf zou uitvoeren. In zijn offerte moet hij de gegevens van de onderaannemers noteren die het gemeentebestuur moet contacteren indien er een herstelling of onderhoud zou moeten plaatsvinden.

Bij het in gebreke blijven van een onderaannemer, wordt de aannemer niet van zijn contractuele verantwoordelijkheden ontheven. Hij moet er steeds voor zorgen dat de opdracht correct wordt uitgevoerd.

10 Garantie en verantwoordelijkheden

De aannemer geeft de garantieduur van het geleverde produkt, beschrijft wanneer deze termijn aanvangt en welke prestaties onder deze garantie vallen (het niveau van “service level agreement”).

III. PRESTATIES EN OVERHANDIGING VAN DE OFFERTE

Voor het opmaken van hun offerte mogen de aannemers contact opnemen met de leidinggevende ambtenaar of de persoon die hij hiervoor delegerde.

1. Inschrijvingsformulier.

1° de aannemer moet zijn offerte op het bij het lastenboek gevoegde inschrijvingsformulier indienen.

Hij mag een eigen formulier gebruiken voor zover dit dezelfde vermeldingen bevat en in dezelfde volgorde als op het bijgevoegde formulier voorkomt.

2° het inschrijvingsformulier moet zorgvuldig en volledig ingevuld en ondertekend worden door de aannemer of zijn afgevaardigde. Alle doorhalingen, verbeteringen en bijkomende vermeldingen of wijzigingen, zowel in de inschrijving als in de bijlagen, dat van dergelijke aard zijn dat ze de essentiële voorwaarden – zoals de prijs, de termijn, de technische voorwaarden – van de opdracht zouden veranderen, moeten eveneens getekend worden door de aannemer of zijn afgevaardigde.

3° samen met het origineel moeten twee volledige dossiers van de offerte worden bijgesloten. Deze moeten duidelijk de melding “kopie” bevatten. De aannemer is verantwoordelijk voor de volledige overeenkomst tussen het origineel dossier en de kopies.

2. Bij de inschrijving te voegen documenten en inlichtingen.

De aanbesteders moeten de volgende documenten bij hun offerte voegen :

- 1° indien het een natuurlijke persoon betreft: de naam, voornamen, beroep, nationaliteit, adres en telefoonnummer van de kandidaat;
- 2° indien het een rechtspersoon betreft: het adres, de nationaliteit, het telefoon- en faxnummer, de juridische vorm, de benaming of het sociaal doel, de maatschappelijke zetel, de identiteit en de bevoegdheid van de ondergetekende van de offerte, alsook de vorm en een kopij van de statuten;
- 3° het bankrekeningnummer
- 4° een attest van de R.S.Z., waaruit blijkt dat de aannemers in orde is met de betaling van de sociale lasten tot en met het voorlaatste trimester voor de datum van de opening.

Indien de hierboven vermelde documenten niet bij de offerte zijn gevoegd, heeft de aanbesteder het recht deze expliciet aan de aanbesteder te vragen ofwel de aanbesteder uit te sluiten voor het niet respecteren van de administratieve clausules van dit lastenboek.

De aanbesteder heeft het recht de aannemers uitleg te vragen over de overhandigde documenten of te vragen om deze aan te vullen.

3. Inschrijving.

Termijn:

De offertes moeten op om 10 uur te laatste bij de aanbesteder aangekomen zijn.

Indiening:

De inschrijvingen worden geadresseerd aan de heer Maurice Romanus, gemeenteontvanger, Gemeentebestuur Oudergem, Emile Idiersstraat 12 te 1160 Oudergem.

Alle hiervoor vermelde documenten moeten gedagtekend en gehandtekend worden door de aannemer, onder de melding: “opgemaakt door ondergetekende om bij mijn huidige inschrijving te voegen”

De offertes moeten in viervoud ingeleverd worden. Een exemplaar moet duidelijk, in het rood en in de rechterbovenhoek, de melding “origineel” bevatten.

Op de andere exemplaren moet op elke bladzijde “kopij” vermeld worden. Indien er een verschil bestaat tussen de exemplaren zal deze met de melding “origineel” in aanmerking genomen worden.

4. Aanduiding van de aannemer.

De aanbestedende overheid heeft geen enkele verplichting tot het toewijzen van de opdracht, ze kan zowel afzien van het gunnen van de opdracht als de procedure herbeginnen, desnoods op een andere wijze en dit voor haar eigen bestwil, zonder hiervoor een schadevergoeding aan de aannemer te moeten betalen indien deze beslissing geen gevolg is van bedrog of zware fouten.

IV. TECHNISCHE CLAUSULES

Deze opdracht omvat de levering van borden op zonne-energie die informatie geven over de snelheid van de voertuigen die zich naar het bord begeven en die deze snelheid onmiddellijk en correct afbeeldt.

Kenmerken van de kast:

- in polyester
- waterdicht
- onbreekbaar raam in ontspiegelde polycarbonaat
- metalen kader
- paneel: +/- 650/550/80 mm
- cijfers: +/- 280/380 mm

reikwijdte:

- auto: 10 meter
- vrachtwagen: 100-200 meter

goede zichtbaarheid

geheugen: +/- 250.000 mesires

fixatiesysteem met twee rails aan de achterkant waar M8 moeren kunnen worden ingedraaid.

Temperatuursmarge waarin het systeem moet functioneren: van - 35° tot + 65°

Voeding: batterij 12 V oplaadbaar op sector met een autonomie van +/- 7 dagen

Communicatie-interface: bluetooth

Programeerbare parameters:

- minimale en maximale snelheidsdrempel van beeldweergave
- snelheidsdrempel voor de kleuren van de leds (groen, rood of oranje)
- snelheidsdrempel voor het aangaan van de knipperende verwittigingsflash
- tijdsduur van visualisering
- helderheidsniveau (dag/nacht)
- afbeelding van de verschillende pictogrammen
- voeding op zonne-energie

OPTIE

- dongel voor bluetoothcommunicatie

aantal: 4

<p>Goedgekeurd door de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest Brief van 03 maart 2009 Ref. : 002-2009/1280-pl</p>
--

22.01.2009/A/021

22EME OBJET

**ESPACE PUBLIC RENOVATION DE LA TOITURE AU DESSUS DE LA BUVETTE
DU CENTRE SPORTIF - MARCHE PAR PROCEDURE NEGOCIEE SANS PUBLICITE – COMMUNICATION**

LE CONSEIL,

Vu qu'un montant de 30.000 € est prévu à l'article 764.724.60. du budget extraordinaire de 2009 pour la rénovation de la toiture au dessus de la buvette du Centre sportif ;

Vu que le montant de ce marché est estimé à ± 29.960 € ;

Vu le cahier spécial des charges n° 12/2009 destiné à régir cette entreprise ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et de concessions ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale qui prévoit que le Collège échevinal est habilité à choisir le mode de passation, fixer les conditions et approuver la dépense à condition de faire connaître la décision au Conseil communal ;

Vu les articles 234 à 237 de la nouvelle loi communale ;

Vu la décision du Collège échevinal du 6 janvier 2009, réf. 06.01.2009/B/023 ;

DECIDE : à l'unanimité,

- de prendre connaissance de la décision du Collège échevinal du 6 janvier 2009 ;
- de charger le Collège échevinal de poursuivre l'exécution de ce dossier.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Receveur communal avec les pièces justificatives.

COMMUNE D'AUDERGHEM
Marché par procédure négociée sans publicité
TRAVAUX DE
RENOVATION DE LA TOITURE DE LA BUVETTE
DU CENTRE SPORTIF
Cahier spécial des charges
N° 12/2009

1. CLAUSES ADMINISTRATIVES GENERALES

1. Législation

- Législation applicable au présent marché
- Le présent marché est régi par les clauses du présent cahier spécial des charges. Il est soumis également aux clauses et conditions reprises ci-après :
- Loi du 24.12.1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, telle que modifiée;
- Arrêté royal du 08.01.1996 relatif aux marchés publics, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, tel que modifié;
- Arrêté royal du 26.09.1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux y compris l'annexe à cet arrêté, constituant le cahier général des charges des marchés publics de travaux, de fournitures et de services et des concessions de travaux publics, tous deux tels que modifiés.

Une version actualisée de ces textes légaux et réglementaires est consultable sur Internet à l'adresse suivante : www.juridat.be (cliquez sur « Législation »).

Le présent cahier spécial des charges détermine les compléments à l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ainsi qu'au cahier général des charges des marchés publics de travaux, de fournitures et de services et des concessions de travaux publics.

Le cahier général des charges est applicable au présent marché quel que soit son montant.

2. Procédure de passation du marché

Le présent marché est passé par procédure négociée sans publicité conformément à l'article 17, §2, 1°, a de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et à l'article 120, alinéa 2 de l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics.

3. Nature des prestations

Le présent marché est à considérer comme marché de travaux.

II. CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

1. Objet du marché

Rénovation de l'étanchéité de la toiture (plate-forme) située au-dessus de l'annexe de la buvette du centre sportif situé chaussée de Wavre 1690 à 1160 Bruxelles.

2. Identité du Maître de l'Ouvrage et du fonctionnaire dirigeant

Le Maître de l'Ouvrage pour le présent marché est la Commune d'Auderghem, rue Emile Idiars 12, représentée par le Collège des bourgmestre et échevins.

Pour l'exécution du présent marché, le fonctionnaire dirigeant est M. Jean-Louis HERMANS (02/676.49.93).

Il est précisé qu'au regard des particularités de la nouvelle loi communale qui concède peu de délégations aux fonctionnaires, tous les décomptes en plus ou en moins et toutes les réceptions de prestations quelconques comme demandes ou octroi de modifications des prestations ou de leurs modalités de rémunération et d'exécution ne peuvent être consentie que de l'accord exprès du Collège des Bourgmestre et Echevins.

3. Détermination du prix

Le présent marché est un marché à prix global (forfait).

Les prix sont énoncés dans l'offre en EUROS, en détaillant les montants hors T.V.A. et T.V.A. incluse. Toutes les autres impositions sont comprises.

Toute révision du prix est interdite.

En cas de litige, le montant exprimé en toutes lettres l'emporte sur le montant exprimé en chiffres.

Le prestataire de services est censé avoir inclus dans ses prix tant unitaires que globaux tous les frais et impositions généralement quelconques grevant les services, à l'exception de la taxe sur la valeur ajoutée.

Sont notamment inclus dans les prix les actes et travaux précisés à l'article 25 du cahier général des charges annexé à l'arrêté royal du 26.09.1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux.

4. Modalités de paiement

Le paiement se fera dans le délai de soixante jours sur base d'une déclaration de créance datée, signée et appuyée d'un état détaillé des travaux justifiant, selon l'adjudicataire, le paiement sollicité dans les conditions et conformément au prescrit de l'article 15 §1 du cahier général des charges annexé à l'arrêté royal du 26.09.1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux

Intérêts pour retard : l'application des articles 1154 et 1254 du Code Civil est écartée. Tout paiement sera donc affecté par priorité à l'extinction du principal.

5. Délai d'engagement des soumissionnaires

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre, telle qu'elle a été éventuellement rectifiée par le pouvoir adjudicateur, pendant un délai de 120 jours calendrier, prenant cours le lendemain du jour de l'ouverture des offres.

6. Délais d'exécution

Le délai d'exécution est fixé à 30 jours calendrier à dater de l'envoi du bon de commande à l'adjudicataire.

7. Modification des prestations

Le Maître de l'Ouvrage se réserve, après désignation, le droit d'apporter unilatéralement des modifications à l'entreprise originale, pour autant que l'objet de celle-ci ne soit pas modifié.

Les quantités sont des quantités présumées et n'engagent pas l'administration qui se réserve le droit de modifier les commandes selon ses besoins, moyennant juste compensation s'il y a lieu.

L'adjudicataire devra, dans ce cas, prouver que la variation du coût est la conséquence de la modification. Les modifications à apporter au prix du marché seront à convenir entre les par-

ties sur base d'une proposition introduite par l'adjudicataire par lettre recommandée dans un délai de trente jours prenant cours à la date à laquelle les ordres modificatifs seront valablement donnés.

A défaut d'accord sur un nouveau prix, le Maître de l'Ouvrage fixera d'office le prix des fournitures ou prestations supplémentaires demandées, tous droits de l'adjudicataire restant saufs. L'adjudicataire sera tenu de poursuivre l'exécution du marché nonobstant les contestations auxquelles pourrait donner lieu la détermination des nouveaux prix.

8. Cautionnement

La caution est fixée à 5% du marché initial, arrondie au millier supérieur conformément à l'article 5 par. 2 et 3 du cahier général des charges.

Le cautionnement visé à l'article 5 du cahier général des charges annexé à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 sera libéré à concurrence de 50 % de son montant à dater de la réception des prestations correspondant à la fin des travaux de nettoyage avant la pose d'un enduit ou revêtement de protection.

Il ne sera entièrement libéré qu'au terme de la durée de vie du contrat.

9. Sous-traitants

Si tout ou partie des fournitures ou prestations est réalisée par une autre personne que l'adjudicataire, celui-ci doit l'indiquer expressément dans son offre et identifier lesdits sous-traitants en précisant comment lui-même ou le ou les sous-traitants permettront de mettre en œuvre les garanties de qualité et autres offertes ou auxquelles l'adjudicataire est tenu.

Si certains travaux ou prestations doivent être effectués par l'un ou l'autre sous-traitant, l'adjudicataire reste tenu de toutes les obligations qui lui incombent comme s'il prestait lui-même ce genre de services. Il doit cependant indiquer dans son offre les sous-traitants auxquels l'administration communale doit s'adresser en cas de travaux ou réfection à réaliser au regard des actes et travaux exécutés par ledit sous-traitant. L'administration communale à la faculté, en cas de carences, inexécutions, malfaçons imputables à un sous-traitant de solliciter, outre les sanctions prévues par le cahier spécial des charges, le remplacement du sous-traitant. En toute hypothèse, la défaillance d'un sous-traitant n'exonère pas l'adjudicataire de sa responsabilité contractuelle. Il reste intégralement tenu de la correcte exécution du marché.

10. Garanties et responsabilités

Outre les garanties du droit commun (notamment pour vices véniels), le soumissionnaire décrit le délai de garantie des travaux effectués, le point de départ de ce délai de garantie, les défauts, malfaçons et vices couverts par cette garantie et les prestations offertes dans le délai de garantie. S'il entend écarter l'application de certaines dispositions de droit civil applicables aux contrats d'entreprise, le soumissionnaire le précise expressément.

11. Réceptions provisoire et définitive

Les réceptions se déroulent dans les conditions et conformément au prescrit de l'article 43 §§2 à 4 du cahier général des charges.

III. PRESENTATION ET REMISE DES OFFRES

Pour établir leur offre, les soumissionnaires peuvent prendre contact avec le fonctionnaire dirigeant ou la personne qu'il déléguera.

1. Formulaire de soumission

1° Le soumissionnaire doit présenter ses offres sur le formulaire de soumission annexé au présent cahier des charges.

Le soumissionnaire peut recourir au formulaire qui lui est propre pour autant qu'il comprenne les mêmes mentions et dans le même ordre que celles figurant dans le formulaire annexé au présent cahier spécial des charges.

2° Le formulaire de soumission doit être soigneusement et complètement rempli et signé par le soumissionnaire ou son mandataire. Toutes ratures, surcharges et mentions complémentaires ou modificatives, tant dans la soumission que dans ses annexes, qui seraient de nature à influencer les conditions essentielles du marché – telles que les prix, les délais, les

conditions techniques – doivent également être signées par le soumissionnaire ou son mandataire.

- 3° En même temps, en plus de l'original, trois copies du dossier complet de l'offre doivent être annexées, clairement désignées par la mention: «copie». Le soumissionnaire est responsable de la parfaite concordance entre le dossier original et les copies.

2. Documents et renseignements à joindre à la soumission

Le soumissionnaire doit joindre à sa soumission les documents suivants :

- 1° s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms, qualité ou profession, nationalité domicile et numéro de téléphone du candidat;
- 2° s'il s'agit d'une personne morale, l'adresse, la nationalité, le téléphone et télécopie et sa forme juridique, sa dénomination ou son objet social, son siège social, l'identité et la qualité du signataire de l'offre, ainsi que sa forme juridique, une copie de ses statuts;
- 3° n° de compte bancaire;
- 4° une attestation de l'O.N.S.S. établissant qu'il est en règle de cotisations sociales jusqu'à et y compris l'avant-dernier trimestre échu, précédant la date de l'ouverture des soumissions;

Si les documents énumérés aux points 1° à 4 ne sont pas joints à la soumission, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit soit de les demander spécialement au soumissionnaire soit d'exclure le soumissionnaire pour non-respect des clauses administratives du présent cahier des charges.

Le pouvoir adjudicateur peut demander aux soumissionnaires de compléter ou d'expliquer les documents produits.

3. Soumission

Délai :

Les soumissions doivent parvenir au pouvoir adjudicateur le ... à 10 heures au plus tard.

Dépôt :

Les soumissions sont adressées à M. Maurice Romanus, Receveur, Administration communale d'Auderghem, rue Emile Idiers 12 à 1160 Auderghem.

Tous les documents repris ci-avant doivent être datés et signés par le soumissionnaire, sous la mention « *fait par le soussigné pour être joint à ma soumission de ce jour* ».

Ils doivent être fournis en quatre exemplaires. Un exemplaire portera, sur chaque feuille, d'une manière apparente, la mention « *original* » inscrite en rouge dans le coin supérieur droit. Les autres exemplaires porteront, sur chaque feuille, la mention « *copie* ». En cas de discordance entre les exemplaires, celui portant la mention « *original* » fait foi.

4. Désignation de l'adjudicataire

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas donner suite au présent appel à la concurrence ou de prendre toute autre mesure dans son propre intérêt sans devoir pour autant, pour quelque raison que ce soit, payer des indemnités aux soumissionnaires si la décision du pouvoir adjudicateur n'est pas constitutive de vol ou de faute lourde.

IV. DESCRIPTIONS TECHNIQUES

Poste 1 - Mise en place du chantier

La manutention et l'approvisionnement des matériaux peuvent se faire au moyen d'un monte-charge qui sera placé en façade latérale du bâtiment par l'entrepreneur.

L'entrepreneur veillera à ne pas surcharger celle-ci et de répartir ses matériaux et ses démolitions afin d'éviter tout accident.

En cours de travaux, l'entrepreneur veillera à ce qu'aucune infiltration d'eau ne pénètre à l'intérieur du bâtiment qui restera ouvert au public pendant la durée des travaux.

Mesurage :

F.F.

Poste 2 - Dépose des couvre-murs en grès

Y compris :

Enlèvement de l'étanchéité existante, du bourrelet en zinc, du cimentage de pose ;

La prise des mesures de sécurité nécessaire. Tous les frais s'y rapportant sont à charge de l'entrepreneur ;

Evacuation des décombres.

Mesurage : Mct 6 m

Poste 3 - Ragrage au mortier du dessus de la maçonnerie afin de préparer une bonne assise à l'étanchéité

Mesurage : Mct 6 m

Poste 4 - Nouvelle étanchéité toiture

4.1. Etanchéité horizontale

Sur le revêtement existant, l'étanchéité sera réalisée au moyen d'une membrane souple d'étanchéité à base de polyéthylène chloré, armée par une trame de polyester et associée thermiquement à un non tissé polyester de +/- 200 gr./m².

- Cette membrane présente les caractéristiques suivantes :
 - Épaisseur : +/- 1 mm ;
 - Poids : +/- 2 Kg./m² ;
 - Résistance à la rupture : +/- N/50 mm ;
 - Allongement à la rupture : +/- 20% ;
 - Résistance à la déchirure : 440 N ;
 - Pliage à froid (à +/- 30°) : pas de fissuration ;
 - Stabilité dimensionnelle : déformation inf. +/- 1% ;
 - Résistance aux agents atmosphériques, étanche mais perméable à la vapeur d'eau, résistante aux rayons U.V., résistante au gonflement et au jaunissement, résistante à la chaleur rayonnante.
- Cette membrane d'étanchéité sera collée au moyen d'une colle polyuréthane sur le revêtement existant.
- Les recouvrements des lés de 5 cm. seront soudés soit par thermofusion à plus de 450°, soit au solvant chimique à froid.
- Les parties cimentées seront enduites d'un primer bitumeux avant la pose de la membrane d'étanchéité.

Mesurage : M2 160m²

Remarque :

Ce matériau sera en conformité totale avec les exigences de normes, relatives à la prévention des incendies, reprises dans l'arrêté royal du 7 juillet 1994.

4.2. Etanchéité verticale

- L'étanchéité contre les parties verticales sera assurée par la membrane décrite au poste 4. Et sera liaisonnée en partie horizontale par une seconde bande de pontage polyéthylène chloré armé.
- L'étanchéité remontera jusque sous le nouveau couvre-mur.

Mesurage M2 35m²

4.3. Avaloirs

Les avaloirs existants seront remplacés par des amorces en PVC rigide d'un diamètre adapté au diamètre existant et seront munis d'un arrêt pour feuille.

Mesurage P. 4

4.4. Ventilations

Les ventilations existantes seront remplacées par de nouvelles ventilations en PVC rigide munies d'un chapeau conique.

Mesurage : P. 10

Poste 5 - Coupoles

5.1. Etanchéité des coupoles

Dépose des coupoles afin de réaliser l'étanchéité à partir de celle-ci et remise en place des coupoles une fois l'étanchéité terminée.

Mesurage : P. 2

5.2. Remplacement de coupoles abîmées

Mesurage : 120x 120 : P. 2

Poste 6 - Nouveau couvre-murs en béton

Y compris :

Remontée de l'étanchéité sous le couvre-mur ;
Pose d'un nouveau bourrelet en zinc – joint souple ;
Cimentage de pose ;

Mesurage

Mct. 5m

Poste 7 - Profils de rive

La rive de toiture est un profilé en aluminium. Epaisseur de +/- 1.5 à 3 mm selon la hauteur. Longueur +/- 3000 mm convenant pour la finition des toitures plates et inclinées. Le front des profilés surmonte le toit de +/- 20 mm.

Le bord supérieur de l'arrêt d'eau s'incline de 2° vers le toit, empêchant l'écoulement des eaux sur la façade. En vue d'une étanchéité parfaite et d'un alignement optimal, on glisse les raccords spécialement étudiés sur les extrémités de deux profilés, couvrant ainsi le joint.

Les profilés à front de +/- 45 et de +/- 60 mm se joignent par un raccord simple, les profilés plus hauts par un raccord double.

Entre deux longueurs il faut un joint de dilatation de +/- 3 mm.

En ce qui concerne la pose :

Une première couche de roofing précède la pose.

On fixe le profilé pourvu de trous oblongs pré poinçonnés tous les +/- 30 cm, au moyen des vis cadmiées antirouille et des chevilles nylon imputrescibles. Laissez un joint de dilatation de +/- 3 mm.

Une bande de recouvrement de 10 cm sera collée sur la partie horizontale de ce joint.

Une deuxième couche de roofing sera collée sur toute la surface d'applique, en veillant à enfoncer le bord du roofing dans le sillon en V du profilé.

Avant de passer à la pose, l'adjudicataire présentera un échantillon du profilé à l'approbation du fonctionnaire dirigeant.

Mct. 35 m

Poste 8 - Nettoyage du chantier

L'entrepreneur démontera son matériel, nettoiera les toitures, ainsi que les abords du chantier et remettre en ordre le bien suivant l'état des lieux qui aura été fait au début du chantier et cela sous le contrôle du fonctionnaire dirigeant.

Mesurage :

F.F.

Approuvée par M. le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale.

Lettre du 03 mars 2009

Réf. :002-2008/1280-pl

22.01.2009/A/021

22E VOORWERP

**OPENBARE RUIMTE HERSTELLING VAN DE DAKBEDEKKING VAN DE
BAR VAN HET SPORTCENTRUM – OPDRACHT
VIA ONDERHANDELINGSPROCEDURE ZONDER BE-
KENDMAKING - MEDEDELING**

DE RAAD,

Gezien er op artikel 764.724.60. van de buitengewone begroting van 2009 een som van 30.000 € voorzien is voor de herstelling van de dakbedekking van de bar van het sportcentrum ;

Gezien deze uitgave geschat wordt op ± 29.960 € BTWI ;

Gezien het bijzonder lastenboek n° 12/2009 regelende deze onderneming ;

Gezien de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten van werken, leveringen en diensten en meer bepaald artikel 17 ;

Gezien het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten en de concessies van openbare werken, in het bijzonder artikel 122 ;

Gezien het koninklijk besluit van 26 september 1996 houdende instelling van de algemene uitvoeringsregels van openbare opdrachten en concessie ;

Gezien artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet voorziet dat het Schepencollege de bevoegdheid heeft om de wijze waarop de opdrachten voor aanneming van werken, leveringen of diensten worden gegund, voorwaarden vast te stellen en de uitgave goed te keuren, mits de beslissing ter kennis te brengen van de Gemeenteraad ;

Gezien artikels 234 tot 237 van de nieuwe gemeentewet ;

Gezien de beslissing van het Schepencollege van 6 januari 2009, ref. 06.01.2009/B/023 ;

BESLIST : met eenparigheid,

- kennis te nemen van de beslissing van het Schepencollege van 6 januari 2009 ;
- het Schepencollege toe te laten de procedure hiervoor opgestart, voort te zetten.

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Gemeenteontvanger met de bijhorende stukken.

GEMEENTE OUDERGEM
OVERHEIDSOPDRACHT VIA ONDERHANDELINGSPROCEDURE ZONDER BEKENDMAKING
HERSTELLINGSWERKEN AAN HET DAK VAN DE CAFETARIA VAN HET SPORTCENTRUM

Bijzonder lastenboek

Nr 12/2009

I. ALGEMENE ADMINISTRATIEVE CLAUSULES

1. Wetgeving.

Wetgeving waaraan deze opdracht onderworpen is:

De clausules van huidig lastenboek regelen deze opdracht. Hij is eveneens onderworpen aan de hieronder genoemde documenten :

- De wet van 24/12/1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, evenals de hieropvolgende wijzigingen.
- Het koninklijk besluit van 8/01/1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, evenals de hieropvolgende wijzigingen.
- Het koninklijk besluit van 26/09/1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies van openbare werken, met inbegrip van de bijlage aan dit KB, dat weergeeft hoe het lastenboek voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken moet worden opgesteld, beide met de hieropvolgende wijzigingen.

Een geactualiseerde versie van deze wetteksten en reglementen kan worden geraadpleegd via het internet op de site: www.juridat.be (verderklikken op “wetgeving”).

Dit bijzonder lastenboek is een aanvulling bij het Koninklijk Besluit van 8/01/1996 betreffende de openbare werken, leveringen en diensten en van de concessies van openbare werken en bij het Koninklijk Besluit van 26/09/1996 dat de algemene uitvoeringsregels van de openbare werken en de concessies van openbare werken weergeeft. Het is tevens een aanvulling bij het algemeen lastenboek voor openbare werken, leveringen en diensten en concessies voor openbare werken.

De algemene aannemingsvoorwaarden zijn van toepassing wat ook het bedrag van de opdracht is.

2. Gunningswijze van de opdracht.

Opdracht bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking overeenkomstig artikel 17, §2, 1° a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en aan sommige openbare werken, leveringen en diensten en aan het artikel 120, alinea 2 van het Koninklijk Besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken.

3.Aard van de prestaties

Huidige opdracht is te beschouwen als een opdracht voor werken.

II. BIJZONDERE ADMINISTRATIEVE CLAUSULES

1.Voorwerp van de opdracht.

Vernieuwing van de waterdichtheid van het (plat) dak dat zich boven het bijgebouw van de cafetaria van het sportcentrum gelegen in de Waversesteenweg 1690 te 1160 Brussel, bevindt.

2.Identiteit van de aanbestedende overheid en de leidinggevende ambtenaar.

De aanbestedende overheid is de gemeente Oudergem, E. Idiersstraat 12 te 1160 Oudergem, vertegenwoordigd door het College van Burgemeester en Schepenen.

De leidinggevende ambtenaar is de heer Jean-Louis HERMANS 02/676.49.93.

Er wordt benadrukt dat, wat de bijzonderheden van de nieuwe gemeentewet, die weinig volmacht aan de ambtenaren toestaat, betreft, alle hogere of lagere afrekeningen en alle opleveringen van welke prestaties ook, zoals de aanvraag of het toestaan van wijzigingen van de prestaties of hun betalings- of uitvoeringsmodaliteiten, enkel mogen worden toegestaan na uitdrukkelijk akkoord van het College van burgemeester en Schepenen.

3.Prijsbepaling.

Opdracht tegen globale prijs (forfait).

De prijzen worden opgegeven in EURO, met opgave van de bedragen inclusief en exclusief BTW. Alle andere belastingen zijn eveneens inbegrepen.

Deze opdracht is niet onderworpen aan een prijsherziening.

Indien er een verschil bestaat tussen het opgegeven bedrag in letters en dat in cijfers wordt het volledig uitgeschreven bedrag (letters) in acht genomen.

Alle kosten en algemene belastingen moeten, zowel in de eenheidsprijzen als in de opgegeven globale prijzen, inbegrepen zijn, met uitzondering van de belasting op de toegevoegde waarde.

De voorgestelde prijs omvat alle posten voorzien in het artikel 25 van het algemeen lastenboek bij het koninklijk besluit van 26 september 1996 gevoegd, regelend de algemene uitvoeringsregels van de openbare opdrachten en concessies voor openbare werken.

4.Betalingsmodaliteiten.

De betaling zal binnen zestig dagen op basis van een gedateerde en getekende schuldvordering plaats vinden. Deze vordering moet gestaafd worden door een gedetailleerd werkbeschrijving die, volgens de aannemer, de betaling van de uitgevoerde werken rechtvaardigt en conform zijn aan de voorwaarden beschreven in het artikel 15, §1, van het algemeen lastenboek bij het koninklijk besluit van 26 september 1996 gevoegd, regelend de algemene uitvoeringsregels van de openbare opdrachten en concessies voor openbare werken.

Nalatigheidsintresten: de toepassing van artikels 1154 en 1254 van het burgerlijk wetboek worden verwijderd. Alle betalingen zullen dus eerst aangewend worden om de hoofdsom af te lossen.

5.Geldigheidsduur van de offerte

De inschrijvers blijven gebonden door hun offerte, eventueel aangepast door de aanbestedende overheid, gedurende een termijn van 120 kalenderdagen, te rekenen vanaf de dag volgende op de opening van de offertes.

6.Uitvoeringstermijn

De uitvoeringstermijn bedraagt 30 kalenderdagen te rekenen vanaf de datum van het opsturen van de bestelbon.

7.Wijziging van de prestaties

De bouwheer behoudt, na aanduiding, het recht om eenzijdig de oorspronkelijke opdracht te wijzigen voor zover zij het onderwerp niet verandert.

De hoeveelheden zijn vermoedelijke hoeveelheden en verbinden generlei het gemeentebestuur dat zich het recht voorbehoudt de bestellingen aan te passen aan haar behoeften, met, indien zulks vereist is, een juiste schadevergoeding

In dit geval zal de aanbesteder moeten bewijzen dat de kostwijziging de oorzaak is van deze wijziging. De aanpassingen van de prijs van de opdracht zullen moeten gebeuren in samenspraak van beide partijen op basis van een door de aanbesteder per aangetekend schrijven opgegeven voorstel. Dit moet binnen een termijn van dertig dagen na datum van het doorgeven van de gewijzigde bestelling.

Indien er geen akkoord over een nieuwe prijs ontstaat, zal de bouwheer zowiezo de prijs van de bijkomend gevraagde leveringen of prestaties vastleggen, de aanbesteder behoudt echter al zijn rechten. Desondanks de onenigheid die de vaststelling van de nieuwe prijzen zou meebrengen wordt de aannemer er aan gehouden de opdracht verder uit te voeren

8. Waarborg.

De waarborg is vastgesteld op 5% van de initiele opdracht, afgerond op het bovenliggend duizendtal overeenkomstig artikel 5 par. 2 en 3 van het algemeen lastenboek.

De waarborg waarvan sprake in het artikel 5 van het algemeen lastenboek, bijlage van het koninklijk besluit van 26 september 1996, zal voor 50% worden vrijgegeven na de voorlopige oplevering aan het einde van de reinigingswerken en vóór het aanbrennen van het plamuur of de beschermingslaag.

De waarborg zal slecht aan het einde van de contractsduur volledig vrijgegeven worden.

9. Onderaannemers.

Indien de leveringen of prestaties geheel of gedeeltelijk door een andere persoon dan de aannemer zouden worden verricht, moet de aannemer dit uitdrukkelijk in zijn offerte vermelden. Hij moet deze identificeren en verduidelijken hoe hij, of de onderaannemer(s), de kwaliteitsgarantie waartoe hij gehouden wordt, kan waarmaken.

Indien sommige werken of prestaties door een onderaannemer moeten worden uitgevoerd, blijft de aannemer verantwoordelijk voor alle verplichtingen die uit de opdracht voortvloeien alsof hij het werk zelf zou uitvoeren.

In zijn offerte moet hij de gegevens van de onderaannemers noteren die het gemeentebestuur moet contacteren indien er bijkomende werken of herstellingen zouden moeten plaatsvinden. Het gemeentebestuur heeft de mogelijkheid om - in geval van tekortkomingen, niet-uitvoeringen, geknoei toe te schrijven aan een onderaannemer - naast de maatregelen beschreven in het lastenboek, een andere onderaannemer aan te duiden.

Bij het in gebreke blijven van een onderaannemer, wordt de aannemer niet van zijn contractuele verantwoordelijkheden ontheven. Hij moet er steeds voor zorgen dat de opdracht correct wordt uitgevoerd.

10. Garantie en verantwoordelijkheden

Naast de garanties van het gemeene recht (zoals deze op lichte fouten), omschrijft de aanbesteder de garantietermijn op de uitgevoerde werken, de begindatum van deze garantie, welke gebreken, fouten en onvolkomenheden door deze garantie gedekt zijn, alsook welke prestaties er tijdens deze garantietermijn gedekt worden. Indien de aannemer enkele voorzieningen weergegeven in het burgerlijk recht in verband met contracten zou verwijderen, moet hij dit nauwkeurig weergeven.

11. Voorlopige en definitieve oplevering

De opleveringen gebeuren aan de voorwaarden en conform het artikel 43 § 2 tot 4 van het algemeen lastenboek.

III. PRESTATIES EN OVERHANDIGING VAN DE OFFERTE

Voor het opmaken van hun offerte mogen de aannemers contact opnemen met de leidinggevende ambtenaar of de persoon die hij hiervoor delegeerde.

1. Inschrijvingsformulier.

1° de aannemer moet zijn offerte op het bij het lastenboek gevoegde inschrijvingsformulier indienen.

Hij mag een eigen formulier gebruiken voor zover dit dezelfde vermeldingen bevat en in dezelfde volgorde als op het bijgevoegde formulier voorkomt.

- 2° het inschrijvingsformulier moet zorgvuldig en volledig ingevuld en ondertekend worden door de aannemer of zijn afgevaardigde. Alle doorhalingen, verbeteringen en bijkomende vermeldingen of wijzigingen, zowel in de inschrijving als in de bijlagen, dat van dergelijke aard zijn dat ze de essentiële voorwaarden – zoals de prijs, de termijn, de technische voorwaarden – van de opdracht zouden veranderen, moeten eveneens getekend worden door de aannemer of zijn afgevaardigde.
- 3° samen met het origineel moeten twee volledige dossiers van de offerte worden bijgesloten. Deze moeten duidelijk de melding “kopie” bevatten. De aannemer is verantwoordelijk voor de volledige overeenkomst tussen het origineel dossier en de kopies.

2. Bij de inschrijving te voegen documenten en inlichtingen.

De aanbesteders moeten de volgende documenten bij hun offerte voegen :

- 1° indien het een natuurlijke persoon betreft: de naam, voornamen, beroep, nationaliteit, adres en telefoonnummer van de kandidaat;
- 2° indien het een rechtspersoon betreft: het adres, de nationaliteit, het telefoon- en faxnummer, de juridische vorm, de benaming of het sociaal doel, de maatschappelijke zetel, de identiteit en de bevoegdheid van de ondergetekende van de offerte, alsook de vorm en een kopij van de statuten;
- 3° het bankrekeningnummer
- 4° een attest van de R.S.Z., waaruit blijkt dat de aannemers in orde is met de betaling van de sociale lasten tot en met het voorlaatste trimester voor de datum van de opening.

Indien de hierboven vermelde documenten niet bij de offerte zijn gevoegd, heeft de aanbesteder het recht deze expliciet aan de aanbesteder te vragen ofwel de aanbesteder uit te sluiten voor het niet respecteren van de administratieve clausules van dit lastenboek.

De aanbesteder heeft het recht de aannemers uitleg te vragen over de overhandigde documenten of te vragen om deze aan te vullen.

3. Inschrijving.

Termijn:

De offertes moeten op om 10 uur te laatste bij de aanbesteder aangekomen zijn.

Indiening:

De inschrijvingen worden geadresseerd aan de heer Maurice Romanus, gemeenteontvanger, Gemeentebestuur Oudergem, Emile Idiersstraat 12 te 1160 Oudergem.

Alle hiervoor vermelde documenten moeten gedagtekend en gehandtekend worden door de aannemer, onder de melding: “*opgemaakt door ondergetekende om bij mijn huidige inschrijving te voegen*”

De offertes moeten in viervoud ingeleverd worden. Een exemplaar moet duidelijk, in het rood en in de rechterbovenhoek, de melding “origineel” bevatten.

Op de andere exemplaren moet op elke bladzijde “kopij” vermeld worden. Indien er een verschil bestaat tussen de exemplaren zal deze met de melding “origineel” in aanmerking genomen worden.

4. Aanduiding van de aannemer.

De aanbestedende overheid heeft geen enkele verplichting tot het toewijzen van de opdracht, ze kan zowel afzien van het gunnen van de opdracht als de procedure herbeginnen, desnoods op een andere wijze en dit voor haar eigen bestwil, zonder hiervoor een schadevergoeding aan de aannemer te moeten betalen indien deze beslissing geen gevolg is van bedrog of zware fouten.

IV. TECHNISCHE BESCHRIJVINGEN

Post 1 – Werfinstallatie

De goederenbehandeling en –bevoorrading kan gebeuren dankzij een goederenlift die aan de zijgevel van het gebouw door de aannemer geplaatst zal worden.

De aannemer zal er op toezien dat deze niet overladen wordt en dat de materialen en de afbraakresten correct geplaatst worden zodat elk ongeluk vermeden wordt.

Gedurende de werken zal de aannemer er op toezien dat het gebouw waterdicht blijft, aangezien dit open blijft voor het publiek tijdens de werken.

Meting: F.F.

Post 2 – Het verwijderen van een muurafdekplaat in zandsteen

Inbegrepen:

- Afhaling van het bestaande waterdichte bedekking.
- Het nemen van de nodige veiligheidsmaatregelen. Alle kosten die hieruit voortvloeien zijn ten laste van de aannemer.
- Verwijderen van het puin.

Meting: 6 lm

Post 3 – Het bovenste gedeelte van het metselwerk met mortel bijwerken ten einde een goede ondergrond voor de waterdichte bedekking te voorzien.

Meting: 6 lm

Post 4 – Nieuwe waterdichte bedekking van het dak.

4.1. Horizontale waterdichte bedekking.

De waterdichte bedekking zal, door middel van een soepel waterdicht membraan op basis van chloor polyethyleen, bestaande uit een basisstructuur in polyester en termisch aan een niet geweven polyester van +/- 200 gr./m² gehecht, op de bestaande bekleding bevestigd worden.

- Dikte: +/- 1 mm;
 - Gewicht: +/- 2 kg/m²
 - Weerstand tegen het afbreken: +/- N/50 mm;
 - Verlenging bij het afbreken: +/- 20 %;
 - Weerstand tegen het scheuren: 440 N;
 - Plooibaarheid op koude temperatuur (+/- 30°): geen scheuring
 - Dimensionele stabiliteit: vervorming minder dan +/- 1%
 - Weerstand tegen de atmosferische invloeden, waterdicht maar stoomdoorlatend, weerstandgevend aan de U.V.stralen, weerstandbiedend aan opzwellend en vergeling, weerstandgevend aan stralende warmte.
- Dit waterdichtmembraan zal door middel van een polyuretaan lijm aan de bestaande bekleding gekleefd worden.
- De bedekking van de 5 cm grote overlappingsen zullen aan elkaar vastgehecht worden door middel van thermofusie bij een temperatuur hoger dan 450° of door middel van een chemisch oplosmiddel.
- Alvorens de plaatsing van het waterdicht membraan zullen de gemetste delen behandeld worden met een bitumeuse primer.

Meting: 160m²

Opmerking:

Dit materiaal zal totaal conform zijn aan de eisen van de normen betreffende de brandpreventie, beschreven in het koninklijk besluit van 7 juli 1994.

4.2. Vertikale waterdichte bedekking.

- De waterdichte bedekking tegen de verticale delen zal gewaarborgd worden door het membraan beschreven in post 4 en zal aan het horizontale deel door een tweede overbruggingsband van gechloord polyethyleen vastgehecht worden.
- De waterdichte bedekking zal tot onder de nieuwe wandbedekking reiken.

Meting 35m²

4.3. Rioolkolk.

Vervanging van de bestaande rioolkolken door nieuwe in verhard PVC met een diameter die aangepast zal worden aan de bestaande diameter en zullen voorzien zijn van een bladtegenhouder.

Meting: 4 st

4.4. Ventilaties.

Vervanging van de bestaande ventilaties door nieuwe in verhard PVC voorzien van een conische hoed.

Meting: 10 st

Post 5 – Koepels

5.1. Waterdichtheid van de koepels.

Wegnemen van de koepels teneinde de waterdichtheid van deze te realiseren. Na het aanbrengen van de waterdichte bedekking zullen de koepels terug op hun plaats worden gezet.

Meting: 2 st

5.2. Vervanging van de beschadigde koepels.

Meting: 120x 120: 2 st

Post 6 – Nieuwe betonnen muurbedekking

Inbegrepen:

- Herplaatsing van het waterdichtheidsoppervlak onder de muurbedekking;
- Plaatsing van een nieuwe zinken band met soepele voeg;
- Cementering van de plaatsing.

Meting: 5 lm

Post 7 Randprofielen

De randen van het dak worden afgewerkt met aluminium profielen. Met een dikte van +/- 1,5 tot 3 mm, naar gelang de hoogte. Lengte: +/- 3000 mm geschikt voor de afwerking van platte en schuine daken. De voorzijde van de profielen moet +/- 20 mm boven het dak uitsteken.

De bovenste rand van de watertegenhouder heeft een helling van 2° naar het dak toe, waardoor het water niet op de gevel kan lopen. Om een perfecte waterdichtheid en een optimale rechtlijnigheid te bekomen, worden de speciaal bestudeerde verbindingstukken op het uiteinde van de twee profielen geschoven waardoor de voegen bedekt worden. De profielen met een voorzijde van +/- 45 en +/- 60 mm worden door een simpel verbindingstuk samengebracht, de hogere profielen door een dubbel verbindingstuk.

Tussen twee profielen moet er een uitzettingsvoeg van +/- 3 mm voorzien zijn.

Wat de plaatsing betreft:

Een eerste roofinglaag zal de plaatsing voorafgaan.

De profielen worden vastgemaakt via de langwerpige gaten die voorzien zijn om de +/- 30 cm, door middel van cadmiumen antiroest vijzen en onvergankelijke nylonen pluggen. Er moet een uitzettingsvoeg van +/- 3 mm voorzien worden.

Een overlappingsband van 10 cm zal op het horizontale deel van deze voeg gekleefd worden.

Een tweede laag roofing zal op de hele te behandelen oppervlakte gelegd worden, daarbij rekening houdend dat de rand van de roofing in de V-gleuf van de profielen wordt gedrukt.

Voordat de plaatsing wordt uitgevoerd, zal de aannemer een monster van het profiel ter goedkeuring voorleggen aan de leidinggevende ambtenaar.

Meting 35 lm

Post 8 – Reinigen van de werf.

De aannemer zal zijn materiaal demonteren, de daken alsook de plaats rond de werf reinigen en zal de plaats terug in de oorspronkelijke staat - opgetekend in de plaatsbeschrijving die zal opgemaakt worden aan het begin van de werken en dit onder toezicht van de leidinggevende ambtenaar - achterlaten .

Goedgekeurd door de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

Brief van 03 maart 2009

Ref. : 002-2009/1280-pl

22.01.2009/A/022

23EME OBJET

ESPACE PUBLIC RENOUVELLEMENT DES DOUCHES DU LOCAL ARBITRE AU STADE COMMUNAL - MARCHE PAR PROCEDURE NEGOCIEE SANS PUBLICITE – COMMUNICATION

LE CONSEIL,

Vu qu'un montant de 8.000 € est prévu à l'article 764.724.60. du budget extraordinaire de 2009 pour le renouvellement des douches du local arbitre au stade communal ;

Vu que le montant de ce marché est estimé à ± 6.999 € ;
Vu le cahier spécial des charges n°13/2009 destiné à régir cette entreprise ;
Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;
Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;
Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et de concessions ;
Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale qui prévoit que le Collège échevinal est habilité à choisir le mode de passation, fixer les conditions et approuver la dépense à condition de faire connaître la décision au Conseil communal ;
Vu les articles 234 à 237 de la nouvelle loi communale ;
Vu la décision du Collège échevinal du 6 janvier 2009, réf. 06.01.2009/B/024 ;

DECIDE : à l'unanimité,

- de prendre connaissance de la décision du Collège échevinal du 6 janvier 2009 ;
- de charger le Collège échevinal de poursuivre l'exécution de ce dossier.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Receveur communal avec les pièces justificatives.

COMMUNE D'AUDERGHEM

Marché par procédure négociée sans publicité

RENOVATIONS DES DOUCHES DANS LES LOCAUX ARBITRES DU STADE COMMUNAL

Cahier spécial des charges

N° 13/2009

I. CLAUSES ADMINISTRATIVES GENERALES

1.Législation

- Législation applicable au présent marché
- Le présent marché est régi par les clauses du présent cahier spécial des charges. Il est soumis également aux clauses et conditions reprises ci-après :
- Loi du 24.12.1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, telle que modifiée;
- Arrêté royal du 08.01.1996 relatif aux marchés publics, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, tel que modifié;
- Arrêté royal du 26.09.1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux y compris l'annexe à cet arrêté, constituant le cahier général des charges des marchés publics de travaux, de fournitures et de services et des concessions de travaux publics, tous deux tels que modifiés.

Une version actualisée de ces textes légaux et réglementaires est consultable sur Internet à l'adresse suivante : www.juridat.be (cliquez sur « Législation »).

Le présent cahier spécial des charges détermine les compléments à l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ainsi qu'au cahier général des charges des marchés publics de travaux, de fournitures et de services et des concessions de travaux publics.

Le cahier général des charges est applicable au présent marché quel que soit son montant.

2.Procédure de passation du marché

Le présent marché est passé par procédure négociée sans publicité conformément à l'article 17, §2, 1°, a de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et à l'article 120, alinéa 2 de l'arrêté royal du 8 janvier

1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics.

3. Nature des prestations

Le présent marché est à considérer comme marché de travaux.

II. CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

1. Objet du marché

Rénovation des « tubs » de douche dans les différents locaux « arbitres » des vestiaires du stade communal situés chaussée de Wavre 1850 à 1160 Bruxelles.

2. Identité du Maître de l'Ouvrage et du fonctionnaire dirigeant

Le Maître de l'Ouvrage pour le présent marché est la Commune d'Auderghem, rue Emile Idiers 12, représentée par le Collège des bourgmestre et échevins.

Pour l'exécution du présent marché, le fonctionnaire dirigeant est M. Jean-Louis HERMANS (02/676.49.93).

Il est précisé qu'au regard des particularités de la nouvelle loi communale qui concède peu de délégations aux fonctionnaires, tous les décomptes en plus ou en moins et toutes les réceptions de prestations quelconques comme demandes ou octroi de modifications des prestations ou de leurs modalités de rémunération et d'exécution ne peuvent être consentie que de l'accord exprès du Collège des Bourgmestre et Echevins.

3. Détermination du prix

Le présent marché est un marché à prix global (forfait).

Les prix sont énoncés dans l'offre en EUROS, en détaillant les montants hors T.V.A. et T.V.A. incluse. Toutes les autres impositions sont comprises.

Toute révision du prix est interdite.

En cas de litige, le montant exprimé en toutes lettres l'emporte sur le montant exprimé en chiffres.

Le prestataire de services est censé avoir inclus dans ses prix tant unitaires que globaux tous les frais et impositions généralement quelconques grevant les services, à l'exception de la taxe sur la valeur ajoutée.

Sont notamment inclus dans les prix les actes et travaux précisés à l'article 25 du cahier général des charges annexé à l'arrêté royal du 26.09.1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux.

4. Modalités de paiement

Le paiement se fera dans le délai de soixante jours sur base d'une déclaration de créance datée, signée et appuyée d'un état détaillé des travaux justifiant, selon l'adjudicataire, le paiement sollicité dans les conditions et conformément au prescrit de l'article 15 §1 du cahier général des charges annexé à l'arrêté royal du 26.09.1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux

Intérêts pour retard : l'application des articles 1154 et 1254 du Code Civil est écartée. Tout paiement sera donc affecté par priorité à l'extinction du principal.

5. Délai d'engagement des soumissionnaires

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre, telle qu'elle a été éventuellement rectifiée par le pouvoir adjudicateur, pendant un délai de 120 jours calendrier, prenant cours le lendemain du jour de l'ouverture des offres.

6. Délais d'exécution

Le délai d'exécution est fixé à 30 jours calendrier à dater de l'envoi du bon de commande à l'adjudicataire.

6. Modification des prestations

Le Maître de l'Ouvrage se réserve, après désignation, le droit d'apporter unilatéralement des modifications à l'entreprise originale, pour autant que l'objet de celle-ci ne soit pas modifié.

Les quantités sont des quantités présumées et n'engagent pas l'administration qui se réserve le droit de modifier les commandes selon ses besoins, moyennant juste compensation s'il y a lieu.

L'adjudicataire devra, dans ce cas, prouver que la variation du coût est la conséquence de la modification. Les modifications à apporter au prix du marché seront à convenir entre les parties sur base d'une proposition introduite par l'adjudicataire par lettre recommandée dans un délai de trente jours prenant cours à la date à laquelle les ordres modificatifs seront valablement donnés.

A défaut d'accord sur un nouveau prix, le Maître de l'Ouvrage fixera d'office le prix des fournitures ou prestations supplémentaires demandées, tous droits de l'adjudicataire restant saufs. L'adjudicataire sera tenu de poursuivre l'exécution du marché nonobstant les contestations auxquelles pourrait donner lieu la détermination des nouveaux prix.

8. Cautionnement

La caution est fixée à 5% du marché initial, arrondie au millier supérieur conformément à l'article 5 par. 2 et 3 du cahier général des charges.

Le cautionnement visé à l'article 5 du cahier général des charges annexé à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 sera libéré à concurrence de 50 % de son montant à dater de la réception des prestations correspondant à la fin des travaux de nettoyage avant la pose d'un enduit ou revêtement de protection.

Il ne sera entièrement libéré qu'au terme de la durée de vie du contrat.

9. Sous-traitants

Si tout ou partie des fournitures ou prestations est réalisée par une autre personne que l'adjudicataire, celui-ci doit l'indiquer expressément dans son offre et identifier lesdits sous-traitants en précisant comment lui-même ou le ou les sous-traitants permettront de mettre en œuvre les garanties de qualité et autres offertes ou auxquelles l'adjudicataire est tenu.

Si certains travaux ou prestations doivent être effectuées par l'un ou l'autre sous-traitant, l'adjudicataire reste tenu de toutes les obligations qui lui incombent comme s'il prestait lui-même ce genre de services. Il doit cependant indiquer dans son offre les sous-traitants auxquels l'administration communale doit s'adresser en cas de travaux ou réfection à réaliser au regard des actes et travaux exécutés par ledit sous-traitant. L'administration communale à la faculté, en cas de carences, inexécutions, malfaçons imputables à un sous-traitant de solliciter, outre les sanctions prévues par le cahier spécial des charges, le remplacement du sous-traitant. En toute hypothèse, la défaillance d'un sous-traitant n'exonère pas l'adjudicataire de sa responsabilité contractuelle. Il reste intégralement tenu de la correcte exécution du marché.

10. Garanties et responsabilités

Outre les garanties du droit commun (notamment pour vices véniels), le soumissionnaire décrit le délai de garantie des travaux effectués, le point de départ de ce délai de garantie, les défauts, malfaçons et vices couverts par cette garantie et les prestations offertes dans le délai de garantie. S'il entend écarter l'application de certaines dispositions de droit civil applicables aux contrats d'entreprise, le soumissionnaire le précise expressément.

11. Réceptions provisoire et définitive

Les réceptions se déroulent dans les conditions et conformément au prescrit de l'article 43 §§2 à 4 du cahier général des charges.

III. PRESENTATION ET REMISE DES OFFRES

Pour établir leur offre, les soumissionnaires peuvent prendre contact avec le fonctionnaire dirigeant ou la personne qu'il délèguera.

1. Formulaire de soumission

1° Le soumissionnaire doit présenter ses offres sur le formulaire de soumission annexé au présent cahier des charges.

Le soumissionnaire peut recourir au formulaire qui lui est propre pour autant qu'il comprenne les mêmes mentions et dans le même ordre que celles figurant dans le formulaire annexé au présent cahier spécial des charges.

2° Le formulaire de soumission doit être soigneusement et complètement rempli et signé par le soumissionnaire ou son mandataire. Toutes ratures, surcharges et mentions complémentaires ou modificatives, tant dans la soumission que dans ses annexes, qui se-

raient de nature à influencer les conditions essentielles du marché – telles que les prix, les délais, les conditions techniques – doivent également être signées par le soumissionnaire ou son mandataire.

- 3° En même temps, en plus de l'original, trois copies du dossier complet de l'offre doivent être annexées, clairement désignées par la mention: «copie». Le soumissionnaire est responsable de la parfaite concordance entre le dossier original et les copies.

2. Documents et renseignements à joindre à la soumission

Le soumissionnaire doit joindre à sa soumission les documents suivants :

- 1° s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms, qualité ou profession, nationalité domicile et numéro de téléphone du candidat;
- 2° s'il s'agit d'une personne morale, l'adresse, la nationalité, le téléphone et télécopie et sa forme juridique, sa dénomination ou son objet social, son siège social, l'identité et la qualité du signataire de l'offre, ainsi que sa forme juridique, une copie de ses statuts;
- 3° n° de compte bancaire;
- 4° une attestation de l'O.N.S.S. établissant qu'il est en règle de cotisations sociales jusqu'à et y compris l'avant-dernier trimestre échu, précédant la date de l'ouverture des soumissions;

Si les documents énumérés aux points 1° à 4 ne sont pas joints à la soumission, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit soit de les demander spécialement au soumissionnaire soit d'exclure le soumissionnaire pour non-respect des clauses administratives du présent cahier des charges.

Le pouvoir adjudicateur peut demander aux soumissionnaires de compléter ou d'expliquer les documents produits.

3. Soumission

Délai :

Les soumissions doivent parvenir au pouvoir adjudicateur le ... à 10 heures au plus tard.

Dépôt :

Les soumissions sont adressées à M. Maurice Romanus, Receveur, Administration communale d'Auderghem, rue Emile Idiers 12 à 1160 Auderghem.

Tous les documents repris ci-avant doivent être datés et signés par le soumissionnaire, sous la mention « *fait par le soussigné pour être joint à ma soumission de ce jour* ».

Ils doivent être fournis en quatre exemplaires. Un exemplaire portera, sur chaque feuille, d'une manière apparente, la mention « *original* » inscrite en rouge dans le coin supérieur droit. Les autres exemplaires porteront, sur chaque feuille, la mention « *copie* ». En cas de discordance entre les exemplaires, celui portant la mention « *original* » fait foi.

4. Désignation de l'adjudicataire

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas donner suite au présent appel à la concurrence ou de prendre toute autre mesure dans son propre intérêt sans devoir pour autant, pour quelque raison que ce soit, payer des indemnités aux soumissionnaires si la décision du pouvoir adjudicateur n'est pas constitutive de vol ou de faute lourde.

IV. DESCRIPTIONS TECHNIQUES

Poste 1 Démontage et évacuation;

Ce poste comprend le démontage et l'évacuation des « tubs » existants ainsi que la préparation des conduites d'évacuation d'eau existantes pour le raccordement des nouveaux « tubs » toutes sujétions y comprises.

Le carrelage existant bordant les anciens « tubs » sera démonté sur une ligne afin de permettre l'insertion des nouveaux « tubs ».

Quantités ; forfait

Poste 2 Fourniture et pose des « tubs » de douche;

Ce poste comprend la fourniture, pose et raccordement des nouveaux « tubs » ; ceux –ci seront en acryl blanc, d'une dimension approximative de 90x90 cm et d'une profondeur de +ou- 16 cm.

Ceux-ci seront pourvu d'un système d'évacuation d'eau comprenant une crépine et un syphon raccordés aux conduites existantes.

Quantités ; 6 pièces

Poste 3 ; carrelage ;

Ce poste comprend la fourniture et pose de carrelages identiques à ceux mis en place, faïences blanches 20 x20 cm, pour raccorder les « tubs » de douche au carrelage existant y compris toutes sujétions.

Quantités ; 15 m²

Approuvée par M. le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale.

Lettre du 03 mars 2009

Réf. :002-2009/1280-pl

22.01.2009/A/022

23E VOORWERP

**OPENBARE RUIMTE VERNIEUWING VAN DE DOUCHES VAN HET
SCHEIDSRECHTERSLOKAAL OP HET GEMEENTE-
LIJK STADIUM – OPDRACHT VIA ONDERHANDE-
LINGSPROCEDURE ZONDER BEKENDMAKING - ME-
DEDELING**

DE RAAD,

Gezien er op artikel 764.724.60. van de buitengewone begroting van 2009 een som van 8.000 € voorzien is voor de vernieuwing van de douches van het scheidsrechterslokaal op het gemeentelijk stadion ;

Gezien deze uitgave geschat wordt op ± 6.999 € BTWI ;

Gezien het bijzonder lastenboek n° 13/2009 regelende deze onderneming ;

Gezien de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten van werken, leveringen en diensten en meer bepaald artikel 17 ;

Gezien het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten en de concessies van openbare werken, in het bijzonder artikel 122 ;

Gezien het koninklijk besluit van 26 september 1996 houdende instelling van de algemene uitvoeringsregels van openbare opdrachten en concessie ;

Gezien artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet voorziet dat het Schepencollege de bevoegdheid heeft om de wijze waarop de opdrachten voor aanneming van werken, leveringen of diensten worden gegund, voorwaarden vast te stellen en de uitgave goed te keuren, mits de beslissing ter kennis te brengen van de Gemeenteraad ;

Gezien artikels 234 tot 237 van de nieuwe gemeentewet ;

Gezien de beslissing van het Schepencollege van 6 januari 2009, ref. 06.01.2009/B/024 ;

BESLIST : met eenparigheid,

- kennis te nemen van de beslissing van het Schepencollege van 6 januari 2009 ;
- het Schepencollege toe te laten de procedure hiervoor opgestart, voort te zetten.

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Gemeenteontvanger met de bijhorende stukken.

GEMEENTE OUDERGEM

**OVERHEIDSOPDRACHT VIA ONDERHANDELINGSPROCEDURE ZONDER BE-
KENDMAKING**

**VERNIEUWING VAN DE DOUCHES IN DE SCHEIDSRECHTERSLOKALEN VAN
HET GEMEENTELIJK STADION**

Bijzonder lastenboek

Nr 13/2009

I. ALGEMENE ADMINISTRATIEVE CLAUSULES

1. Wetgeving.

Wetgeving waaraan deze opdracht onderworpen is:

De clausules van huidig lastenboek regelen deze opdracht. Hij is eveneens onderworpen aan de hieronder genoemde documenten :

- De wet van 24/12/1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, evenals de hieropvolgende wijzigingen.
- Het koninklijk besluit van 8/01/1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, evenals de hieropvolgende wijzigingen.
- Het koninklijk besluit van 26/09/1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies van openbare werken, met inbegrip van de bijlage aan dit KB, dat weergeeft hoe het lastenboek voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken moet worden opgesteld, beide met de hieropvolgende wijzigingen.

Een geactualiseerde versie van deze wetteksten en reglementen kan worden geraadpleegd via het internet op de site: www.juridat.be (verderklikken op “wetgeving”).

Dit bijzonder lastenboek is een aanvulling bij het Koninklijk Besluit van 8/01/1996 betreffende de openbare werken, leveringen en diensten en van de concessies van openbare werken en bij het Koninklijk Besluit van 26/09/1996 dat de algemene uitvoeringsregels van de openbare werken en de concessies van openbare werken weergeeft. Het is tevens een aanvulling bij het algemeen lastenboek voor openbare werken, leveringen en diensten en concessies voor openbare werken.

De algemene aannemingsvoorwaarden zijn van toepassing wat ook het bedrag van de opdracht is.

2.Gunningswijze van de opdracht.

Opdracht bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking overeenkomstig artikel 17, §2, 1° a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en aan sommige openbare werken, leveringen en diensten en aan het artikel 120, alinea 2 van het Koninklijk Besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken.

3.Aard van de prestaties

Huidige opdracht is te beschouwen als een opdracht voor werken.

II. BIJZONDERE ADMINISTRATIEVE CLAUSULES

1.Voorwerp van de opdracht.

Vernieuwing van de douche”tubs” in de verschillende scheidrechtshokken van de vestiaires in het gemeentelijk stadion gelegen in de Waversesteenweg 1850 te 1160 Brussel.

2.Identiteit van de aanbestedende overheid en de leidinggevende ambtenaar.

De aanbestedende overheid is de gemeente Oudergem, E. Idiersstraat 12 te 1160 Oudergem, vertegenwoordigd door het College van Burgemeester en Schepenen.

De leidinggevende ambtenaar is de heer Jean-Louis HERMANS 02/676.49.93.

Er wordt benadrukt dat, wat de bijzonderheden van de nieuwe gemeentewet, die weinig volmacht aan de ambtenaren toestaat, betreft, alle hogere of lagere afrekeningen en alle opleveringen van welke prestaties ook, zoals de aanvraag of het toestaan van wijzigingen van de prestaties of hun betalings- of uitvoeringsmodaliteiten, enkel mogen worden toegestaan na uitdrukkelijk akkoord van het College van burgemeester en Schepenen.

3.Prijsbepaling.

Opdracht tegen globale prijs (forfait).

De prijzen worden opgegeven in EURO, met opgave van de bedragen inclusief en exclusief BTW. Alle andere belastingen zijn eveneens inbegrepen.

Deze opdracht is niet onderworpen aan een prijsherziening.

Indien er een verschil bestaat tussen het opgegeven bedrag in letters en dat in cijfers wordt het volledig uitgeschreven bedrag (letters) in acht genomen.

Alle kosten en algemene belastingen moeten, zowel in de eenheidsprijzen als in de opgegeven globale prijzen, inbegrepen zijn, met uitzondering van de belasting op de toegevoegde waarde.

De voorgestelde prijs omvat alle posten voorzien in het artikel 25 van het algemeen lastenboek bij het koninklijk besluit van 26 september 1996 gevoegd, regelend de algemene uitvoeringsregels van de openbare opdrachten en concessies voor openbare werken.

4. Betalingsmodaliteiten.

De betaling zal binnen zestig dagen op basis van een gedateerde en getekende schuldvordering plaats vinden. Deze vordering moet gestaafd worden door een gedetailleerd werkbeschrijving die, volgens de aannemer, de betaling van de uitgevoerde werken rechtvaardigd en conform zijn aan de voorwaarden beschreven in het artikel 15, §1, van het algemeen lastenboek bij het koninklijk besluit van 26 september 1996 gevoegd, regelend de algemene uitvoeringsregels van de openbare opdrachten en concessies voor openbare werken.

alatihedsintresten: de toepassing van artikels 1154 en 1254 van het burgerlijk wetboek worden verwijderd. Alle betalingen zullen dus eerst aangewend worden om de hoofdsom af te lossen.

5. Geldigheidsduur van de offerte

De inschrijvers blijven gebonden door hun offerte, eventueel aangepast door de aanbestedende overheid, gedurende een termijn van 120 kalenderdagen, te rekenen vanaf de dag volgende op de opening van de offertes.

6. Uitvoeringstermijn

De uitvoeringstermijn bedraagt 30 kalenderdagen te rekenen vanaf de datum van het opsturen van de bestelbon.

7. Wijziging van de prestaties

De bouwheer behoudt, na aanduiding, het recht om eenzijdig de oorspronkelijke opdracht te wijzigen voor zover zij het onderwerp niet verandert.

De hoeveelheden zijn vermoedelijke hoeveelheden en verbinden generlei het gemeentebestuur dat zich het recht voorbehoudt de bestellingen aan te passen aan haar behoeften, met, indien zulks vereist is, een juiste schadevergoeding

In dit geval zal de aanbesteder moeten bewijzen dat de kostwijziging de oorzaak is van deze wijziging. De aanpassingen van de prijs van de opdracht zullen moeten gebeuren in samenspraak van beide partijen op basis van een door de aanbesteder per aangetekend schrijven opgegeven voorstel. Dit moet binnen een termijn van dertig dagen na datum van het doorgeven van de gewijzigde bestelling.

Indien er geen akkoord over een nieuwe prijs ontstaat, zal de bouwheer zowiezo de prijs van de bijkomend gevraagde leveringen of prestaties vastleggen, de aanbesteder behoudt echter al zijn rechten. Desondanks de onenigheid die de vaststelling van de nieuwe prijzen zou meebrengen wordt de aannemer er aan gehouden de opdracht verder uit te voeren

8. Waarborg.

De waarborg is vastgesteld op 5% van de initiele opdracht, afgerond op het bovenliggend duizendtal overeenkomstig artikel 5 par. 2 en 3 van het algemeen lastenboek.

De waarborg waarvan sprake in het artikel 5 van het algemeen lastenboek, bijlage van het koninklijk besluit van 26 september 1996, zal voor 50% worden vrijgegeven na de voorlopige oplevering aan het einde van de reinigingswerken en vóór het aanbrengen van het plamuur of de beschermingslaag.

De waarborg zal slecht aan het einde van de contractsduur volledig vrijgegeven worden.

9. Onderaannemers.

Indien de leveringen of prestaties geheel of gedeeltelijk door een andere persoon dan de aannemer zouden worden verricht, moet de aannemer dit uitdrukkelijk in zijn offerte vermelden. Hij moet deze identificeren en verduidelijken hoe hij, of de onderaannemer(s), de kwaliteitsgarantie waartoe hij gehouden wordt, kan waarmaken.

Indien sommige werken of prestaties door een onderaannemer moeten worden uitgevoerd, blijft de aannemer verantwoordelijk voor alle verplichtingen die uit de opdracht voortvloeien alsof hij het werk zelf zou uitvoeren.

In zijn offerte moet hij de gegevens van de onderaannemers noteren die het gemeentebestuur moet contacteren indien er bijkomende werken of herstellingen zouden moeten plaatsvinden. Het gemeentebestuur heeft de mogelijkheid om - in geval van tekortkomingen, niet-uitvoeringen, geknoei toe te schrijven aan een onderaannemer - naast de maatregelen beschreven in het lastenboek, een andere onderaannemer aan te duiden.

Bij het in gebreke blijven van een onderaannemer, wordt de aannemer niet van zijn contractuele verantwoordelijkheden ontheven. Hij moet er steeds voor zorgen dat de opdracht correct wordt uitgevoerd.

10. Garantie en verantwoordelijkheden

Naast de garanties van het gemeene recht (zoals deze op lichte fouten), omschrijft de aanbesteder de garantietermijn op de uitgevoerde werken, de begindatum van deze garantie, welke gebreken, fouten en onvolkomenheden door deze garantie gedekt zijn, alsook welke prestaties er tijdens deze garantietermijn gedekt worden. Indien de aannemer enkele voorzieningen weergegeven in het burgerlijk recht in verband met contracten zou verwijderen, moet hij dit nauwkeurig weergeven.

11. Voorlopige en definitieve oplevering

De opleveringen gebeuren aan de voorwaarden en conform het artikel 43 § 2 tot 4 van het algemeen lastenboek.

III. PRESTATIES EN OVERHANDIGING VAN DE OFFERTE

Voor het opmaken van hun offerte mogen de aannemers contact opnemen met de leidinggevende ambtenaar of de persoon die hij hiervoor delegeerde.

1. Inschrijvingsformulier.

1° de aannemer moet zijn offerte op het bij het lastenboek gevoegde inschrijvingsformulier indienen.

Hij mag een eigen formulier gebruiken voor zover dit dezelfde vermeldingen bevat en in dezelfde volgorde als op het bijgevoegde formulier voorkomt.

2° het inschrijvingsformulier moet zorgvuldig en volledig ingevuld en ondertekend worden door de aannemer of zijn afgevaardigde. Alle doorhalingen, verbeteringen en bijkomende vermeldingen of wijzigingen, zowel in de inschrijving als in de bijlagen, dat van dergelijke aard zijn dat ze de essentiële voorwaarden – zoals de prijs, de termijn, de technische voorwaarden – van de opdracht zouden veranderen, moeten eveneens getekend worden door de aannemer of zijn afgevaardigde.

3° samen met het origineel moeten twee volledige dossiers van de offerte worden bijgesloten. Deze moeten duidelijk de melding “kopie” bevatten. De aannemer is verantwoordelijk voor de volledige overeenkomst tussen het origineel dossier en de kopies.

2. Bij de inschrijving te voegen documenten en inlichtingen.

De aanbesteders moeten de volgende documenten bij hun offerte voegen :

1° indien het een natuurlijke persoon betreft: de naam, voornamen, beroep, nationaliteit, adres en telefoonnummer van de kandidaat;

2° indien het een rechtspersoon betreft: het adres, de nationaliteit, het telefoon- en faxnummer, de juridische vorm, de benaming of het sociaal doel, de maatschappelijke zetel, de identiteit en de bevoegdheid van de ondergetekende van de offerte, alsook de vorm en een kopij van de statuten;

3° het bankrekeningnummer

4° een attest van de R.S.Z., waaruit blijkt dat de aannemers in orde is met de betaling van de sociale lasten tot en met het voorlaatste trimester voor de datum van de opening.

Indien de hierboven vermelde documenten niet bij de offerte zijn gevoegd, heeft de aanbesteder het recht deze expliciet aan de aanbesteder te vragen ofwel de aanbesteder uit te sluiten voor het niet respecteren van de administratieve clausules van dit lastenboek.

De aanbesteder heeft het recht de aannemers uitleg te vragen over de overhandigde documenten of te vragen om deze aan te vullen.

3. Inschrijving.

Termijn:

De offertes moeten op om 10 uur te laatste bij de aanbesteder aangekomen zijn.

Indiening:

De inschrijvingen worden geadresseerd aan de heer Maurice Romanus, gemeenteontvanger, Gemeentebestuur Oudergem, Emile Idiersstraat 12 te 1160 Oudergem.

Alle hiervoor vermelde documenten moeten gedagtekend en gehandtekend worden door de aannemer, onder de melding: “opgemaakt door ondergetekende om bij mijn huidige inschrijving te voegen”

De offertes moeten in viervoud ingeleverd worden. Een exemplaar moet duidelijk, in het rood en in de rechterbovenhoek, de melding “origineel” bevatten.

Op de andere exemplaren moet op elke bladzijde “kopij” vermeld worden. Indien er een verschil bestaat tussen de exemplaren zal deze met de melding “origineel” in aanmerking genomen worden.

4. Aanduiding van de aannemer.

De aanbestedende overheid heeft geen enkele verplichting tot het toewijzen van de opdracht, ze kan zowel afzien van het gunnen van de opdracht als de procedure herbeginnen, desnoods op een andere wijze en dit voor haar eigen bestwil, zonder hiervoor een schadevergoeding aan de aannemer te moeten betalen indien deze beslissing geen gevolg is van bedrog of zware fouten.

IV. TECHNISCHE BESCHRIJVINGEN

Post 1 – Afbraak en verwijdering:

Deze post omvat de afbraak en de verwijdering van de bestaande “tubs” alsook de voorbereiding van de bestaande afvoerbuizen voor de aansluiting van de nieuwe “tubs” met inbegrip van alle bijbehorend materiaal.

De bestaande betegeling die rond de oude “tubs” liggen worden op één lijn afgebroken zodat de nieuwe “tubs” kunnen worden ingevoegd.

Meting:

F.F.

Post 2 – Levering en plaatsing van de douche”tubs”

Deze post omvat de levering, plaatsing en aansluiting van de nieuwe “tubs”.

De tubs zullen vervaardigd zijn uit wit acryl en een afmeting hebben van ongeveer 90x90 cm met een diepte van +- 16 cm.

Ze zullen voorzien zijn van een systeem voor verwijdering van het water met rooster en zwanenhals aangesloten aan de bestaande leidingen.

Meting:

6 stuks

Post 3 – Betegeling

Deze post omvat de levering en plaatsing van een betegeling die identiek is aan de bestaande, witte faience van 20x20 cm, voor de aansluiting van de douche“tubs” aan de bestaande betegeling met inbegrip van alle bijbehorend materiaal.

Meting:

15 m²

Goedgekeurd door de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

Brief van 03 maart 2009

Ref. : 002-2009/1280-pl

Monsieur Alain LEFEBVRE, Echevin, entre en séance.

De Heer Alain LEFEBVRE, Schepen komt de zitting binnen.

22.01.2009/A/023

24EME OBJET

ESPACE PUBLIC REMISE EN ETAT DES SOLS DES VESTIAIRES AU STADE COMMUNAL - MARCHE PAR PROCEDURE NEGOCIEE SANS PUBLICITE – COMMUNICATION

LE CONSEIL,

Vu qu'un montant de 40.000 € est prévu à l'article 764.724.60. du budget extraordinaire de 2009 pour la remise en état des sols des vestiaires au stade communal ;

Vu que le montant de ce marché est estimé à ± 39.995 € ;

Vu le cahier spécial des charges n° 14/2009 destiné à régir cette entreprise ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et de concessions ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale qui prévoit que le Collège échevinal est habilité à choisir le mode de passation, fixer les conditions et approuver la dépense à condition de faire connaître la décision au Conseil communal ;

Vu les articles 234 à 237 de la nouvelle loi communale ;

Vu la décision du Collège échevinal du 6 janvier 2009, réf. 06.01.2009/B/025 ;

DECIDE : à l'unanimité,

- de prendre connaissance de la décision du Collège échevinal du 6 janvier 2009 ;
- de charger le Collège échevinal de poursuivre l'exécution de ce dossier.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Receveur communal avec les pièces justificatives.

COMMUNE D'AUDERGHEM

Marché par procédure négociée sans publicité

REMISE EN ETAT DES SOLS DANS LES VESTIAIRES DU STADE COMMUNAL

Cahier spécial des charges

N° 14/2009

I CLAUSES ADMINISTRATIVES GENERALES

1. Législation

- Législation applicable au présent marché
- Le présent marché est régi par les clauses du présent cahier spécial des charges. Il est soumis également aux clauses et conditions reprises ci-après :
- Loi du 24.12.1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, telle que modifiée;
- Arrêté royal du 08.01.1996 relatif aux marchés publics, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, tel que modifié;
- Arrêté royal du 26.09.1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux y compris l'annexe à cet arrêté, constituant le cahier général des charges des marchés publics de travaux, de fournitures et de services et des concessions de travaux publics, tous deux tels que modifiés.

Une version actualisée de ces textes légaux et réglementaires est consultable sur Internet à l'adresse suivante : www.juridat.be (cliquez sur « Législation »).

Le présent cahier spécial des charges détermine les compléments à l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ainsi qu'au cahier général des charges des marchés publics de travaux, de fournitures et de services et des concessions de travaux publics.

Le cahier général des charges est applicable au présent marché quel que soit son montant.

2. Procédure de passation du marché

Le présent marché est passé par procédure négociée sans publicité conformément à l'article 17, §2, 1°, a de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et à l'article 120, alinéa 2 de l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics.

3. Nature des prestations

Le présent marché est à considérer comme marché de travaux.

II. CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

1. Objet du marché

Rénovation des sols dans les vestiaires du stade communal situés chaussée de Wavre 1850 à 1160 Bruxelles.

2. Identité du Maître de l'Ouvrage et du fonctionnaire dirigeant

Le Maître de l'Ouvrage pour le présent marché est la Commune d'Auderghem, rue Emile Idiers 12, représentée par le Collège des bourgmestre et échevins.

Pour l'exécution du présent marché, le fonctionnaire dirigeant est M. Jean-Louis HERMANS (02/676.49.93).

Il est précisé qu'au regard des particularités de la nouvelle loi communale qui concède peu de délégations aux fonctionnaires, tous les décomptes en plus ou en moins et toutes les réceptions de prestations quelconques comme demandes ou octroi de modifications des prestations ou de leurs modalités de rémunération et d'exécution ne peuvent être consentie que de l'accord exprès du Collège des Bourgmestre et Echevins.

3. Détermination du prix

Le présent marché est un marché à prix global (forfait).

Les prix sont énoncés dans l'offre en EUROS, en détaillant les montants hors T.V.A. et T.V.A. incluse. Toutes les autres impositions sont comprises.

Toute révision du prix est interdite.

En cas de litige, le montant exprimé en toutes lettres l'emporte sur le montant exprimé en chiffres.

Le prestataire de services est censé avoir inclus dans ses prix tant unitaires que globaux tous les frais et impositions généralement quelconques grevant les services, à l'exception de la taxe sur la valeur ajoutée.

Sont notamment inclus dans les prix les actes et travaux précisés à l'article 25 du cahier général des charges annexé à l'arrêté royal du 26.09.1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux.

4. Modalités de paiement

Le paiement se fera dans le délai de soixante jours sur base d'une déclaration de créance datée, signée et appuyée d'un état détaillé des travaux justifiant, selon l'adjudicataire, le paiement sollicité dans les conditions et conformément au prescrit de l'article 15 §1 du cahier général des charges annexé à l'arrêté royal du 26.09.1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux

Intérêts pour retard : l'application des articles 1154 et 1254 du Code Civil est écartée. Tout paiement sera donc affecté par priorité à l'extinction du principal.

5. Délai d'engagement des soumissionnaires

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre, telle qu'elle a été éventuellement rectifiée par le pouvoir adjudicateur, pendant un délai de 120 jours calendrier, prenant cours le lendemain du jour de l'ouverture des offres.

6. Délais d'exécution

Le délai d'exécution est fixé à 30 jours calendrier à dater de l'envoi du bon de commande à l'adjudicataire.

7. Modification des prestations

Le Maître de l'Ouvrage se réserve, après désignation, le droit d'apporter unilatéralement des modifications à l'entreprise originale, pour autant que l'objet de celle-ci ne soit pas modifié. Les quantités sont des quantités présumées et n'engagent pas l'administration qui se réserve le droit de modifier les commandes selon ses besoins, moyennant juste compensation s'il y a lieu.

L'adjudicataire devra, dans ce cas, prouver que la variation du coût est la conséquence de la modification. Les modifications à apporter au prix du marché seront à convenir entre les parties sur base d'une proposition introduite par l'adjudicataire par lettre recommandée dans un délai de trente jours prenant cours à la date à laquelle les ordres modificatifs seront valablement donnés.

A défaut d'accord sur un nouveau prix, le Maître de l'Ouvrage fixera d'office le prix des fournitures ou prestations supplémentaires demandées, tous droits de l'adjudicataire restant saufs. L'adjudicataire sera tenu de poursuivre l'exécution du marché nonobstant les contestations auxquelles pourrait donner lieu la détermination des nouveaux prix.

8. Cautionnement

La caution est fixée à 5% du marché initial, arrondie au millier supérieur conformément à l'article 5 par. 2 et 3 du cahier général des charges.

Le cautionnement visé à l'article 5 du cahier général des charges annexé à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 sera libéré à concurrence de 50 % de son montant à dater de la réception des prestations correspondant à la fin des travaux de nettoyage avant la pose d'un enduit ou revêtement de protection.

Il ne sera entièrement libéré qu'au terme de la durée de vie du contrat.

9. Sous-traitants

Si tout ou partie des fournitures ou prestations est réalisée par une autre personne que l'adjudicataire, celui-ci doit l'indiquer expressément dans son offre et identifier lesdits sous-traitants en précisant comment lui-même ou le ou les sous-traitants permettront de mettre en œuvre les garanties de qualité et autres offertes ou auxquelles l'adjudicataire est tenu.

Si certains travaux ou prestations doivent être effectués par l'un ou l'autre sous-traitant, l'adjudicataire reste tenu de toutes les obligations qui lui incombent comme s'il prestait lui-même ce genre de services. Il doit cependant indiquer dans son offre les sous-traitants auxquels l'administration communale doit s'adresser en cas de travaux ou réfection à réaliser au regard des actes et travaux exécutés par ledit sous-traitant. L'administration communale à la faculté, en cas de carences, inexécutions, malfaçons imputables à un sous-traitant de solliciter, outre les sanctions prévues par le cahier spécial des charges, le remplacement du sous-traitant. En toute hypothèse, la défaillance d'un sous-traitant n'exonère pas l'adjudicataire de sa responsabilité contractuelle. Il reste intégralement tenu de la correcte exécution du marché.

10. Garanties et responsabilités

Outre les garanties du droit commun (notamment pour vices véniels), le soumissionnaire décrit le délai de garantie des travaux effectués, le point de départ de ce délai de garantie, les défauts, malfaçons et vices couverts par cette garantie et les prestations offertes dans le délai de garantie. S'il entend écarter l'application de certaines dispositions de droit civil applicables aux contrats d'entreprise, le soumissionnaire le précise expressément.

11. Réceptions provisoire et définitive

Les réceptions se déroulent dans les conditions et conformément au prescrit de l'article 43 §§2 à 4 du cahier général des charges.

III. PRESENTATION ET REMISE DES OFFRES

Pour établir leur offre, les soumissionnaires peuvent prendre contact avec le fonctionnaire dirigeant ou la personne qu'il déléguera.

1. Formulaire de soumission

1° Le soumissionnaire doit présenter ses offres sur le formulaire de soumission annexé au présent cahier des charges.

Le soumissionnaire peut recourir au formulaire qui lui est propre pour autant qu'il comprenne les mêmes mentions et dans le même ordre que celles figurant dans le formulaire annexé au présent cahier spécial des charges.

- 2° Le formulaire de soumission doit être soigneusement et complètement rempli et signé par le soumissionnaire ou son mandataire. Toutes ratures, surcharges et mentions complémentaires ou modificatives, tant dans la soumission que dans ses annexes, qui seraient de nature à influencer les conditions essentielles du marché – telles que les prix, les délais, les conditions techniques – doivent également être signées par le soumissionnaire ou son mandataire.
- 3° En même temps, en plus de l'original, trois copies du dossier complet de l'offre doivent être annexées, clairement désignées par la mention: «copie». Le soumissionnaire est responsable de la parfaite concordance entre le dossier original et les copies.

2. Documents et renseignements à joindre à la soumission

Le soumissionnaire doit joindre à sa soumission les documents suivants :

- 1° s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms, qualité ou profession, nationalité domicile et numéro de téléphone du candidat;
- 2° s'il s'agit d'une personne morale, l'adresse, la nationalité, le téléphone et télécopie et sa forme juridique, sa dénomination ou son objet social, son siège social, l'identité et la qualité du signataire de l'offre, ainsi que sa forme juridique, une copie de ses statuts;
- 3° n° de compte bancaire;
- 4° une attestation de l'O.N.S.S. établissant qu'il est en règle de cotisations sociales jusqu'à et y compris l'avant-dernier trimestre échu, précédant la date de l'ouverture des soumissions;

Si les documents énumérés aux points 1° à 4 ne sont pas joints à la soumission, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit soit de les demander spécialement au soumissionnaire soit d'exclure le soumissionnaire pour non-respect des clauses administratives du présent cahier des charges.

Le pouvoir adjudicateur peut demander aux soumissionnaires de compléter ou d'expliquer les documents produits.

3. Soumission

Délai :

Les soumissions doivent parvenir au pouvoir adjudicateur le ... à 10 heures au plus tard.

Dépôt :

Les soumissions sont adressées à M. Maurice Romanus, Receveur, Administration communale d'Auderghem, rue Emile Idiers 12 à 1160 Auderghem.

Tous les documents repris ci-avant doivent être datés et signés par le soumissionnaire, sous la mention « *fait par le soussigné pour être joint à ma soumission de ce jour* ».

Ils doivent être fournis en quatre exemplaires. Un exemplaire portera, sur chaque feuille, d'une manière apparente, la mention « *original* » inscrite en rouge dans le coin supérieur droit. Les autres exemplaires porteront, sur chaque feuille, la mention « *copie* ». En cas de discordance entre les exemplaires, celui portant la mention « *original* » fait foi.

4. Désignation de l'adjudicataire

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas donner suite au présent appel à la concurrence ou de prendre toute autre mesure dans son propre intérêt sans devoir pour autant, pour quelque raison que ce soit, payer des indemnités aux soumissionnaires si la décision du pouvoir adjudicateur n'est pas constitutive de vol ou de faute lourde.

Poste 1 Préparations:

Ce poste comprend le nettoyage et la préparation des surfaces à traiter toutes sujétions y comprises

Quantités ; forfait

Poste 2 Revêtement:

Ce poste comprend la fourniture et pose du revêtement dans les vestiaires et couloirs.

Le revêtement à base d'époxy devra protéger les bétons de façon durable, les rendre plus esthétiques et faciles d'entretien.

Celui-ci sera applicable sur peinture ancienne, sans odeur, sans solvant et devra résister aux passages des joueurs munis de chaussures à « stuts » métalliques.

Le produit sera appliqué en deux couches.

Le choix de la couleur sera soumis au fonctionnaire dirigeant.

Quantités ; 450 m²

<p>Approuvée par M. le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale. Lettre du 03 mars 2009 Réf. :002-2009/1280-pl</p>
--

22.01.2009/A/023

24E VOORWERP

OPENBARE RUIMTE VERNIEUWING VAN DE VLOER VAN DE KLEEDKAMERS OP HET GEMEENTELIJKE STADIUM – OPDRACHT VIA ONDERHANDELINGSPROCEDURE ZONDER BEKENDMAKING - MEDEDELING

DE RAAD,

Gezien er op artikel 764.724.60. van de buitengewone begroting van 2009 een som van 40.000 € voorzien is voor de vernieuwing van de vloer van de kleedkamers op het gemeentelijke stadion ;

Gezien deze uitgave geschat wordt op ± 39.995 € BTWI ;

Gezien het bijzonder lastenboek n° 14/2009 regelende deze onderneming ;

Gezien de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten van werken, leveringen en diensten en meer bepaald artikel 17 ;

Gezien het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten en de concessies van openbare werken, in het bijzonder artikel 122 ;

Gezien het koninklijk besluit van 26 september 1996 houdende instelling van de algemene uitvoeringsregels van openbare opdrachten en concessie ;

Gezien artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet voorziet dat het Schepencollege de bevoegdheid heeft om de wijze waarop de opdrachten voor aanneming van werken, leveringen of diensten worden gegund, voorwaarden vast te stellen en de uitgave goed te keuren, mits de beslissing ter kennis te brengen van de Gemeenteraad ;

Gezien artikels 234 tot 237 van de nieuwe gemeentewet ;

Gezien de beslissing van het Schepencollege van 6 januari 2009, ref. 06.01.2009/B/025 ;

BESLIST : met eenparigheid,

- kennis te nemen van de beslissing van het Schepencollege van 6 januari 2009 ;

- het Schepencollege toe te laten de procedure hiervoor opgestart, voort te zetten.

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Gemeenteontvanger met de bijhorende stukken.

GEMEENTE OUDERGEM

OVERHEIDSOPDRACHT VIA ONDERHANDELINGSPROCEDURE ZONDER BEKENDMAKING

HERSTELLEN VAN DE VLOEREN IN DE VESTIAIRES VAN HET GEMEENTELIJK STADION

Bijzonder lastenboek

Nr 14/2009

I. ALGEMENE ADMINISTRATIEVE CLAUSULES

1. Wetgeving.

Wetgeving waaraan deze opdracht onderworpen is:

De clausules van huidig lastenboek regelen deze opdracht. Hij is eveneens onderworpen aan de hieronder genoemde documenten :

- De wet van 24/12/1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, evenals de hieropvolgende wijzigingen.
- Het koninklijk besluit van 8/01/1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, evenals de hieropvolgende wijzigingen.
- Het koninklijk besluit van 26/09/1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies van openbare werken, met inbegrip van de bijlage aan dit KB, dat weergeeft hoe het lastenboek voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken moet worden opgesteld, beide met de hieropvolgende wijzigingen.

Een geactualiseerde versie van deze wetteksten en reglementen kan worden geraadpleegd via het internet op de site: www.juridat.be (verderklikken op “wetgeving”).

Dit bijzonder lastenboek is een aanvulling bij het Koninklijk Besluit van 8/01/1996 betreffende de openbare werken, leveringen en diensten en van de concessies van openbare werken en bij het Koninklijk Besluit van 26/09/1996 dat de algemene uitvoeringsregels van de openbare werken en de concessies van openbare werken weergeeft. Het is tevens een aanvulling bij het algemeen lastenboek voor openbare werken, leveringen en diensten en concessies voor openbare werken.

De algemene aannemingsvoorwaarden zijn van toepassing wat ook het bedrag van de opdracht is.

4. Gunningswijze van de opdracht.

Opdracht bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking overeenkomstig artikel 17, §2, 1° a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en aan sommige openbare werken, leveringen en diensten en aan het artikel 120, alinea 2 van het Koninklijk Besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken.

5. Aard van de prestaties

Huidige opdracht is te beschouwen als een opdracht voor werken.

II. BIJZONDERE ADMINISTRATIEVE CLAUSULES

6. Voorwerp van de opdracht.

Vernieuwing van de vloeren in de vestiaires van het gemeentelijk stadion gelegen in de Waersesteenweg 1850 te 1160 Brussel.

7. Identiteit van de aanbestedende overheid en de leidinggevende ambtenaar.

De aanbestedende overheid is de gemeente Oudergem, E. Idiersstraat 12 te 1160 Oudergem, vertegenwoordigd door het College van Burgemeester en Schepenen.

De leidinggevende ambtenaar is de heer Jean-Louis HERMANS 02/676.49.93.

Er wordt benadrukt dat, wat de bijzonderheden van de nieuwe gemeentewet, die weinig volmacht aan de ambtenaren toestaat, betreft, alle hogere of lagere afrekeningen en alle opleveringen van welke prestaties ook, zoals de aanvraag of het toestaan van wijzigingen van de prestaties of hun betalings- of uitvoeringsmodaliteiten, enkel mogen worden toegestaan na uitdrukkelijk akkoord van het College van burgemeester en Schepenen.

8. Prijsbepaling.

Opdracht tegen globale prijs (forfait).

De prijzen worden opgegeven in EURO, met opgave van de bedragen inclusief en exclusief BTW. Alle andere belastingen zijn eveneens inbegrepen.

Deze opdracht is niet onderworpen aan een prijsherziening.

Indien er een verschil bestaat tussen het opgegeven bedrag in letters en dat in cijfers wordt het volledig uitgeschreven bedrag (letters) in achtning genomen.

Alle kosten en algemene belastingen moeten, zowel in de eenheidsprijzen als in de opgegeven globale prijzen, inbegrepen zijn, met uitzondering van de belasting op de toegevoegde waarde.

De voorgestelde prijs omvat alle posten voorzien in het artikel 25 van het algemeen lastenboek bij het koninklijk besluit van 26 september 1996 gevoegd, regelend de algemene uitvoeringsregels van de openbare opdrachten en concessies voor openbare werken.

9. Betalingsmodaliteiten.

De betaling zal binnen zestig dagen op basis van een gedateerde en getekende schuldvordering plaats vinden. Deze vordering moet gestaafd worden door een gedetailleerd werkbeschrijving die, volgens de aannemer, de betaling van de uitgevoerde werken rechtvaardigd en conform zijn aan de voorwaarden beschreven in het artikel 15, §1, van het algemeen lastenboek bij het koninklijk besluit van 26 september 1996 gevoegd, regelend de algemene uitvoeringsregels van de openbare opdrachten en concessies voor openbare werken.

Nalatigheidsintresten: de toepassing van artikels 1154 en 1254 van het burgerlijk wetboek worden verwijderd. Alle betalingen zullen dus eerst aangewend worden om de hoofdsom af te lossen.

10. Geldigheidsduur van de offerte

De inschrijvers blijven gebonden door hun offerte, eventueel aangepast door de aanbestedende overheid, gedurende een termijn van 120 kalenderdagen, te rekenen vanaf de dag volgende op de opening van de offertes.

11. Uitvoeringstermijn

De uitvoeringstermijn bedraagt 30 kalenderdagen te rekenen vanaf de datum van het opsturen van de bestelbon.

12. Wijziging van de prestaties

De bouwheer behoudt, na aanduiding, het recht om eenzijdig de oorspronkelijke opdracht te wijzigen voor zover zij het onderwerp niet verandert.

De hoeveelheden zijn vermoedelijke hoeveelheden en verbinden generlei het gemeentebestuur dat zich het recht voorbehoudt de bestellingen aan te passen aan haar behoeften, met, indien zulks vereist is, een juiste schadevergoeding

In dit geval zal de aanbesteder moeten bewijzen dat de kostwijziging de oorzaak is van deze wijziging. De aanpassingen van de prijs van de opdracht zullen moeten gebeuren in samenspraak van beide partijen op basis van een door de aanbesteder per aangetekend schrijven opgegeven voorstel. Dit moet binnen een termijn van dertig dagen na datum van het doorgeven van de gewijzigde bestelling.

Indien er geen akkoord over een nieuwe prijs ontstaat, zal de bouwheer zowiezo de prijs van de bijkomend gevraagde leveringen of prestaties vastleggen, de aanbesteder behoudt echter al zijn rechten. Desondanks de onenigheid die de vaststelling van de nieuwe prijzen zou meebrengen wordt de aannemer er aan gehouden de opdracht verder uit te voeren

13. Waarborg.

De waarborg is vastgesteld op 5% van de initiele opdracht, afgerond op het bovenliggend duizendtal overeenkomstig artikel 5 par. 2 en 3 van het algemeen lastenboek.

De waarborg waarvan sprake in het artikel 5 van het algemeen lastenboek, bijlage van het koninklijk besluit van 26 september 1996, zal voor 50% worden vrijgegeven na de voorlopige oplevering aan het einde van de reinigingswerken en vóór het aanbrengen van het plamuur of de beschermingslaag.

De waarborg zal slecht aan het einde van de contractsduur volledig vrijgegeven worden.

14. Onderaannemers.

Indien de leveringen of prestaties geheel of gedeeltelijk door een andere persoon dan de aannemer zouden worden verricht, moet de aannemer dit uitdrukkelijk in zijn offerte vermelden. Hij moet deze identificeren en verduidelijken hoe hij, of de onderaannemer(s), de kwaliteitsgarantie waartoe hij gehouden wordt, kan waarmaken.

Indien sommige werken of prestaties door een onderaannemer moeten worden uitgevoerd, blijft de aannemer verantwoordelijk voor alle verplichtingen die uit de opdracht voortvloeien alsof hij het werk zelf zou uitvoeren.

In zijn offerte moet hij de gegevens van de onderaannemers noteren die het gemeentebestuur moet contacteren indien er bijkomende werken of herstellingen zouden moeten plaatsvinden. Het gemeentebestuur heeft de mogelijkheid om - in geval van tekortkomingen, niet-uitvoeringen, geknoei toe te schrijven aan een onderaannemer - naast de maatregelen beschreven in het lastenboek, een andere onderaannemer aan te duiden.

Bij het in gebreke blijven van een onderaannemer, wordt de aannemer niet van zijn contractuele verantwoordelijkheden ontheven. Hij moet er steeds voor zorgen dat de opdracht correct wordt uitgevoerd.

15. Garantie en verantwoordelijkheden

Naast de garanties van het gemeene recht (zoals deze op lichte fouten), omschrijft de aanbesteder de garantietermijn op de uitgevoerde werken, de begindatum van deze garantie, welke gebreken, fouten en onvolkomenheden door deze garantie gedekt zijn, alsook welke prestaties er tijdens deze garantietermijn gedekt worden. Indien de aannemer enkele voorzieningen weergegeven in het burgerlijk recht in verband met contracten zou verwijderen, moet hij dit nauwkeurig weergeven.

16. Voorlopige en definitieve oplevering

De opleveringen gebeuren aan de voorwaarden en conform het artikel 43 § 2 tot 4 van het algemeen lastenboek.

III. PRESTATIES EN OVERHANDIGING VAN DE OFFERTE

Voor het opmaken van hun offerte mogen de aannemers contact opnemen met de leidinggevende ambtenaar of de persoon die hij hiervoor delegeerde.

1. Inschrijvingsformulier.

- 1° de aannemer moet zijn offerte op het bij het lastenboek gevoegde inschrijvingsformulier indienen.
Hij mag een eigen formulier gebruiken voor zover dit dezelfde vermeldingen bevat en in dezelfde volgorde als op het bijgevoegde formulier voorkomt.
- 2° het inschrijvingsformulier moet zorgvuldig en volledig ingevuld en ondertekend worden door de aannemer of zijn afgevaardigde. Alle doorhalingen, verbeteringen en bijkomende vermeldingen of wijzigingen, zowel in de inschrijving als in de bijlagen, dat van dergelijke aard zijn dat ze de essentiële voorwaarden – zoals de prijs, de termijn, de technische voorwaarden – van de opdracht zouden veranderen, moeten eveneens getekend worden door de aannemer of zijn afgevaardigde.
- 3° samen met het origineel moeten twee volledige dossiers van de offerte worden bijgesloten. Deze moeten duidelijk de melding “kopie” bevatten. De aannemer is verantwoordelijk voor de volledige overeenkomst tussen het origineel dossier en de kopies.

2. Bij de inschrijving te voegen documenten en inlichtingen.

De aanbesteders moeten de volgende documenten bij hun offerte voegen :

- 1° indien het een natuurlijke persoon betreft: de naam, voornamen, beroep, nationaliteit, adres en telefoonnummer van de kandidaat;
- 2° indien het een rechtspersoon betreft: het adres, de nationaliteit, het telefoon- en faxnummer, de juridische vorm, de benaming of het sociaal doel, de maatschappelijke zetel, de identiteit en de bevoegdheid van de ondergetekende van de offerte, alsook de vorm en een kopij van de statuten;
- 3° het bankrekeningnummer
- 4° een attest van de R.S.Z., waaruit blijkt dat de aannemers in orde is met de betaling van de sociale lasten tot en met het voorlaatste trimester voor de datum van de opening.

Indien de hierboven vermelde documenten niet bij de offerte zijn gevoegd, heeft de aanbesteder het recht deze expliciet aan de aanbesteder te vragen ofwel de aanbesteder uit te sluiten voor het niet respecteren van de administratieve clausules van dit lastenboek.

De aanbesteder heeft het recht de aannemers uitleg te vragen over de overhandigde documenten of te vragen om deze aan te vullen.

3. Inschrijving.

Termijn:

De offertes moeten op om 10 uur te laatste bij de aanbesteder aangekomen zijn.

Indiening:

De inschrijvingen worden geadresseerd aan de heer Maurice Romanus, gemeenteontvanger, Gemeentebestuur Oudergem, Emile Idiersstraat 12 te 1160 Oudergem.

Alle hiervoor vermelde documenten moeten gedagtekend en gehandtekend worden door de aannemer, onder de melding: *“opgemaakt door ondergetekende om bij mijn huidige inschrijving te voegen”*

De offertes moeten in viervoud ingeleverd worden. Een exemplaar moet duidelijk, in het rood en in de rechterbovenhoek, de melding “origineel” bevatten.

Op de andere exemplaren moet op elke bladzijde “kopij” vermeld worden. Indien er een verschil bestaat tussen de exemplaren zal deze met de melding “origineel” in aanmerking genomen worden.

4. Aanduiding van de aannemer.

De aanbestedende overheid heeft geen enkele verplichting tot het toewijzen van de opdracht, ze kan zowel afzien van het gunnen van de opdracht als de procedure herbeginnen, desnoods op een andere wijze en dit voor haar eigen bestwil, zonder hiervoor een schadevergoeding aan de aannemer te moeten betalen indien deze beslissing geen gevolg is van bedrog of zware fouten.

IV. TECHNISCHE BESCHRIJVINGEN

Post 1 – Voorbereidingen.

Deze post omvat het reinigen en de voorbereiding van de te behandelen oppervlakten, met inbegrip van al het bijhorend materiaal.

Aantal:

forfait

Post 2 – Bekleding:

Deze post omvat de levering en de plaatsing van de bekleding in de vestiaires en de gangen.

De basisbekleding op basis van epoxy zal het beton op een duurzame wijze moeten beschermen alsook het esthetischer en gemakkelijker onderhoudbaar maken.

Dit zal aangebracht worden op oude beschildering, zonder geur, zonder oplosmiddel en zal bestand zijn tegen de schoenen met metalen “stuts” die de spelers dragen.

Het produkt zal in twee lagen worden aangebracht.

De kleurkeuze zal aan de leidinggevende ambtenaar worden voorgelegd.

Aantal:

450 m²

Goedgekeurd door de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

Brief van 03 maart 2009

Ref. : 002-2009/1280-pl

22.01.2009/A/024

25EME OBJET

PETITE ENFANCE

CRECHE COMMUNALE « LES PONEYS » - ACHAT DE MOBILIER - MARCHE PAR PROCEDURE NEGOCIEE SUR SIMPLE FACTURE ACCEPTEE - APPLICATION DE L'ARTICLE 234 DE LA NOUVELLE LOI COMMUNALE - COMMUNICATION.

LE CONSEIL,

Vu qu'un montant de 40.000 € est disponible à l'article 844/744/51 du budget extraordinaire 2008 pour l'achat de mobilier et de matériel d'équipement pour la nouvelle crèche « Les Poneys »;

Vu qu'un montant d'environ 30.000 € a été engagé pour l'achat de mobilier et de matériel d'équipement pour la nouvelle crèche « Les Poneys », et qu'il reste donc un montant d'environ 10.000 € TVAC ;

Vu que la Directrice de la crèche « Les Poneys » nous signale un surplus d'enfants dans les mois à venir et donc un manque de matériel (couchettes empilables et vestiaires) ;

Vu le cahier des charges destiné à régir cette entreprise ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et particulièrement l'article 17 ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, particulièrement l'article 122 ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et de concessions ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale qui prévoit que le Collège échevinal est habilité à choisir le mode de passation, fixer les conditions et approuver la dépense à condition de faire connaître la décision au Conseil communal ;

Vu les articles 234 à 237 de la nouvelle loi communale ;

Vu la décision du Collège échevinal du 16 décembre 2008 ; réf. 16.12.2008/B/017 ;

DECIDE : à l'unanimité

- de prendre connaissance de la décision du Collège échevinal du 16 décembre 2008 ;
- de charger le Collège échevinal de poursuivre l'exécution de ce dossier.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Receveur communal, avec les pièces justificatives.

<p>Approuvée par M. le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale. Lettre du 03 mars 2009 Réf. :002-2009/1280-pl</p>
--

22.01.2009/A/024

25E VOORWERP

PEUTERZORG

GEMEENTELIJKE KRIBBE "LES PONEYS" - OPDRACHT VAN ONDERHANDELINGSPROCEDURE OP AANGENOMEN FACTUUR - AANKOOP VAN MEUBILAIR - TOEPASSING VAN ARTIKEL 234 VAN DE NIEUWE GEMEENTEWET - MEDEDELING.

DE RAAD,

Gezien er op artikel 844/744/51 van de buitengewone begroting van 2008 een bedrag van 40.000 € is beschikbaar voor de aankoop van inrichtingsmateriaal en meubilair voor de nieuwe kribbe "Les Poneys";

Gezien er een bedrag van ongeveer 30.000 € al gebruikt werd voor de aankoop van meubilering. En dus blijft er een bedrag van 10.000 € BTWI;

Gezien de verantwoordelijke van de kribbe "Les Poneys" een vermeerdering van een aantal kinderen voorziet in de toekomstige maanden en dus een tekort aan materieel (stapelbedden en kleerkasten)

Gezien het bijzonder lastenboek regelende deze onderneming ;

Gezien de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten van werken, leveringen en diensten en meer bepaald artikel 17 ;

Gezien het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten en de concessies van openbare werken, in het bijzonder artikel 122 ;

Gezien het koninklijk besluit van 26 september 1996 houdende instelling van de algemene uitvoeringsregels van openbare opdrachten en concessie ;

Gezien artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet voorziet dat het Schepencollege de bevoegdheid heeft om de wijze waarop de opdrachten voor aanneming van werken, leveringen of diensten worden gegund, voorwaarden vast te stellen en de uitgave goed te keuren, mits de beslissing ter kennis te brengen van de Gemeenteraad.

Gezien artikels 234 tot 237 van de nieuwe gemeentewet

Gezien de beslissing van het Schepencollege van 16 december 2008, ref. 16.12.2008/B/017 ;

BESLUIT : met éénparigheid

- kennis te nemen van de beslissing van het Schepencollege van 16 december 2008 ;
- het Schepencollege toe te laten de procedure hiervoor opgestart, voort te zetten.

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden, in dubbel worden aan de Heer Gemeenteontvanger, met bijhorende stukken

<p>Goedgekeurd door de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest Brief van 03 maart 2009 Ref. : 002-2009/1280-pl</p>
--

22.01.2009/A/025

26EME OBJET

ESPACE PUBLIC RENOVATION DE LA TOITURE ET DE LA CORNICHE DU CENTRE SCOLAIRE LES MARRONNIERS - MARCHE PAR ADJUDICATION PUBLIQUE - FIXATION DES CONDITIONS

LE CONSEIL,

Vu qu'un montant de 100.000 € est prévu à l'article 720.724.60. du budget extraordinaire de 2009 pour la rénovation de la toiture et de la corniche du Centre scolaire Les Marronniers ;

Vu que le montant de ce marché est estimé à ± 99.995 € ;

Vu le cahier spécial des charges n° 4/2009 destiné à régir cette entreprise ;

Vu l'avis de publication en annexe ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et de concessions ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale qui prévoit que le Collège échevinal est habilité à choisir le mode de passation, fixer les conditions et approuver la dépense à condition de faire connaître la décision au Conseil communal ;

Vu les articles 234 à 237 de la nouvelle loi communale ;

Vu la décision du Collège échevinal du 6 janvier 2009.

DECIDE : à l'unanimité,

- de marquer son accord pour la rénovation de la toiture et de la corniche du Centre scolaire Les Marronniers pour un montant de ± 99.995 € TVAC ;
- d'approuver l'avis de publication en annexe ;
- de passer ce marché par adjudication publique et d'approuver le cahier spécial des charges n° 4/2009 devant régir ce marché ;
- d'imputer cette dépense à l'article 720.724.60. du budget extraordinaire de 2009 ;
- de charger le Collège échevinal de poursuivre l'exécution de ce dossier.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Receveur communal avec les pièces justificatives.

Région de Bruxelles-Capitale.

COMMUNE D'AUDERGHEM

Service : ESPACE PUBLIC.

POUVOIR ADJUDICATEUR

**Administration communale d'Auderghem
rue Emile Idiers 12 à 1160 Auderghem.**

OBJET : RENOVATION DE LA TOITURE AU CS DES MARRONNIERS
CAHIER SPECIAL DES CHARGES N° 4/2009
ADJUDICATION PUBLIQUE

1. OBJET DU MARCHÉ.

Rénovation de la toiture au cs des Marronniers.

2. DETERMINATION DES PRIX.

Le marché est un marché à prix global.

3. MODE DE PASSATION DU MARCHÉ.

Le marché est une adjudication publique conformément à la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics. Le cahier général des charges est applicable au présent marché quel que soit son montant.

4. REGLEMENTS AUXQUELS LE MARCHÉ EST SOUMIS.

Loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ainsi que ses modifications.

Arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions des travaux publics.

Arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, le cahier général des charges s'impose quel que soit le montant du marché.

Le présent cahier spécial des charges.

5. LE POUVOIR ADJUDICATEUR.

Le pouvoir adjudicateur est la commune d'Auderghem, rue E. Idiers, 12 à 1160 Auderghem, le Collège des Bourgmestre et échevins est chargé de l'attribution du marché.

Le fonctionnaire dirigeant est Monsieur L. DEPELCHIN, chargé par le Collège échevinal, de la direction et du contrôle de l'exécution du marché, numéro de téléphone : 02/676.48.62. (de 8h à 12h et de 14h à 16h).

6. OFFRES DE PRIX.

Les offres doivent être envoyées sous pli recommandé ou remises contre récépissé au Collège des Bourgmestre et Echevins de la commune d'Auderghem, rue Emile Idiers n° 12 à 1160 Bruxelles, au moyen de l'enveloppe ci-annexée et ce avant le

Les offres seront ouvertes le

Lorsque le montant total de l'offre, établi conformément au cahier spécial des charges excède 22.000 € hors T.V.A., le soumissionnaire belge qui emploie du personnel, comme assujetti à la loi du 27 juin 1969, révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, doit, pour que son offre puisse être considérée comme régulière, joindre à celle-ci ou produire au pouvoir adjudicateur avant l'ouverture des offres, une attestation ONSS dont il résulte qu'il est en règle en matière de cotisations de sécurité sociale et de sécurité d'existence.

7. DUREE DE L'OFFRE.

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant un délai de 200 jours calendrier à compter depuis le jour suivant la date limite pour la remise des offres.

8. DELAI D'EXECUTION

Le délai d'exécution est fixé à 60 jours calendrier à dater de l'envoi du bon de commande à l'adjudicataire. Les travaux devront se faire pendant la période de fermeture de l'école en juillet et août.

9. CAUTION.

La caution est fixée à 5% du marché initial, arrondie au millier supérieur conformément à l'article 5 par. 2 et 3 du cahier général des charges.

10. REVISION DE PRIX.

ARTICLE 13 - § 2.

La somme à payer est déterminée par l'application, au montant de la soumission, de la formule

$$p = P \left(a \frac{S}{S} + b \frac{I}{I} + c \right)$$

Les paramètres imposés sont :

$$a = 0,40 \qquad b = 0,40 \qquad c = 0,20$$

P représente le montant de l'état établi sur base du contrat;

p le montant porté en compte par l'entrepreneur;

S représente la moyenne des salaires horaires des ouvriers qualifiés, spécialisés et manoeuvres, fixés par la Commission Paritaire Nationale de l'Industrie de la Construction, majorés du pourcentage global des charges sociales et assurances, tel qu'il est admis par le ministère des Travaux Publics 10 jours avant l'ouverture des offres;

s représente la même moyenne à la date initiales de la période mensuelle considérée dans l'acompte;

I représente l'indice mensuel calculé sur la base d'une consommation annuelle des principaux matériaux et matières par l'Industrie de la Construction sur le marché intérieur. Cet indice se rapporte au mois de calendrier précédant la date d'ouverture, il représente ce même indice pour le mois de calendrier qui précède la date initiale de la période mensuelle considérée dans l'acompte;

c représente le terme fixe non sujet à la révision;

Quant aux produits de la multiplication de chacun des quotients ainsi obtenus par la valeur des paramètre correspondants, ils sont arrêtés à la cinquième décimale, laquelle est également majorée de 1 si la sixième est égale ou supérieure à 5.

Remarque : Les frais d'essais en laboratoire ne sont pas sujet à révision.

11. CRITERES DE SELECTION QUALITATIVE

Une attestation établissant la situation envers l'ONSS jusqu'à et y compris l'avant-dernier trimestre échu, précédant la date de l'ouverture des soumissions.

Fourniture d'une copie de la preuve d'une agréation.

12. PAIEMENTS.

Les paiements se feront conformément à l'article 15 § 1 du cahier général des charges.

13. MODALITES DE LIVRAISON.

Les prestations se font à l'adresse suivante : cs des Marronniers, chaussée de Wavre n°1179 à 1160 Bruxelles.

14. MODALITES DE RECEPTION.

Les réceptions provisoire et définitive se réalisent conformément l'article 43 du cahier général des charges.

Toutefois, l'attention du soumissionnaire est attirée sur le fait que la réception des travaux ne consiste aucunement en un relevé des travaux restant à effectuer par lui, ni en un état des lieux de ses travaux.

Le fait même de la demander au Maître de l'ouvrage, la réception provisoire des travaux suppose que les travaux sont terminés et en état de réception.

Le fonctionnaire dirigeant aura tous pouvoirs pour décider si les travaux sont en état de réception provisoire et pourra, le cas échéant, décider d'accepter ou de refuser la demande.

En cas de refus du fonctionnaire dirigeant de procéder à la réception provisoire des travaux, celui-ci sera tenu de justifier ce refus par lettre recommandée au soumissionnaire, au plus tard 15 jours ouvrables après le reçu de la demande de réception provisoire par le soumissionnaire.

15. QUANTITES ET PLANS.

Les quantités sont des quantités présumées et n'engagent pas l'administration qui se réserve le droit de modifier les commandes selon ses besoins, moyennant juste compensation s'il y a lieu.

Le soumissionnaire est supposé avoir fait ses propres calculs de quantités et ne pourra arguer des erreurs éventuelles constatées dans le métré récapitulatif, celui-ci étant donné par l'Administration aux soumissionnaires qu'à titre purement indicatif, pour pouvoir procéder à la comparaison des offres.

Il en est de même pour les plans éventuels fournis par l'Administration, le soumissionnaire est censé avoir fait ses propres relevés sur place. Le fonctionnaire dirigeant se tient à la disposition des soumissionnaires pour les visites des lieux nécessaires à l'établissement de leur soumission.

16. MALFACONS - MOYENS D'ACTION DE L'ADMINISTRATION.

Les amendes de retard dans l'exécution et les mesures d'office qui sont d'application sont celles prévues dans le cahier général des charges du 26 septembre 1996.

17. ATTRIBUTION DU MARCHE.

L'adjudicataire dont l'offre a été retenue par le Collège des Bourgmestre et Echevins en sera averti par lettre.

L'envoi du bon de commande officiel équivaut l'ordre de débiter les travaux.

18. ACTIONS JUDICIAIRES – DELAIS.

Toute action judiciaire se rapportant à l'entreprise est soumise obligatoirement aux juridictions de l'Arrondissement Judiciaire de Bruxelles.

19. CLAUSES TECHNIQUES ET DE SECURITE GENERALES.

Spécifications techniques – Plans, documents et objets du marché – Enumération et portée.

- Sont également applicables (en tout ou en partie) au présent marché, les prescriptions des documents suivants pour autant qu'elles ne soient pas en contradiction avec celles du Cahier Spécial des Charges et des Arrêtés précités :
- L'article 1 du Cahier des Charges type 100 de 1991 est à compléter par le texte suivant :
"Les matériaux, équipements et procédés de construction non traditionnels faisant l'objet de l'agrément technique (Arrêté ministériel du 18 juillet 1970 MB du 11 août 1970, Institut National du logement et Union belge pour l'agrément technique de la construction) sont admis au même titre que ceux faisant l'objet des spécifications techniques générales dans les limites indiquées par ces agréments".
- Le Cahier des Charges type n° 104 de 1963, modifié e.a. par les addenda 1-1967, 2-1969, 3-1973 du ministère des Travaux Publics relatif aux entreprises de travaux de bâtiments de l'Etat - clauses techniques.
- Le Cahier des Charges n° 101 de 1987 relatif aux installations mécaniques et électriques.
- Le fascicule VI du Cahier général des Charges – "goudrons, bitumes et asphaltes" approuvé le 10 octobre 1949.
- Le fascicule XII du cahier général des charges –"joints en caoutchouc vulcanisé ou éléments rigides contenant de l'eau froide, du gaz de ville ou de l'air comprimé approuvé le 2 juillet 1962.
- Le Cahier des Charges type n° 400 de 1991 (en ce compris les parties 400 B 01, 400 D 01 et 400 F 01) du Ministère des Travaux publics – relatif aux conditions techniques générales régissant les entreprises d'installations électriques et de constructions.

Fascicule n°	objet	approuvé le
400.0.01	Introduction	1968.03.19
400.A.01	Mécanique en général (chapitres a jusqu'à et y compris i)	1954.10.16
400.A.01	Mécanique en général (chapitres j, k et l)	1980.06.26
400.B.03	Electricité en général (chapitres a et b)	
400.B.02	Electricité en général (chapitres c, d, e et f)	1986.05.29

400.B.01	Electricité en général (les chapitres g jusque y compris n)	1972.11.25
400.D.02	Eclairage dans les bâtiments	1983.11.16
400.E.01	Installations diverses à courant faible dans les bâtiments	1975.10.23
400.F.01	Installations de paratonnerre	1954.10.16
400.J.03	Télétechnique (chapitre a)	1987.08.25

- Le Cahier des Charges type n° 105 édition 1990
- Le Règlement Général pour la Protection du travail dûment modifié par les Arrêtés publiés au Moniteur belge à la date de mise en adjudication du marché.
- La dernière édition du "règlement technique" du C.E.T. – édité par l'Union des Exploitations Electriques de Belgique (U.E.E.B.) et relatif aux installations à basse tension.
- Le Règlement Général sur les installations Electriques (RGIE).
- Les normes N.B.N. et autres (éventuellement) – en vigueur à ce jour; en cas de contradiction avec les normes, seul le Cahier Spécial des Charges fait foi.
- Les Spécifications techniques unifiées (S.T.S) de l'Institut National du Logement (dernière édition).
- La recommandation ISO R 1996 – dernière édition- dite "estimation du bruit par rapport aux réactions des collectivités".
- Les différents documents de référence stipulés ou indiqués dans les documents constituant le présent Cahier des Charges ainsi que les textes légaux existants.
- Toutes les normes européennes qui sont d'application en Belgique.
- La dernière édition du "Règlement technique" applicable aux installations mises en services avant le 01.01.1983.
- Les recommandations générales pour l'exécution suivant les règles de l'art telles que reprises entre autres dans les notes CSTC et/ou CRR sont également d'application.
- Le R.R.U. (Règlement Régional d'Urbanisme).
- L'arrêté royal concernant les chantiers temporaires ou mobiles du 25 janvier 2001. (M.B. 7 février 2001).

Remarques :

1. L'adjudicataire est tenu de mettre à disposition permanente du chantier tous les documents énumérés ci-dessus et applicables au présent marché.
2. Tous les documents ci-avant sont applicables, dans leur dernière version, accompagnés des addenda éventuels, tels qu'ils sont parus un mois avant la date de la présente offre.
3. Les documents d'adjudication (plans et documents écrits) se complètent mutuellement et forment un tout.
4. En cas de contradiction entre les dessins et/ou mentions figurant aux plans et les prescriptions du présent Cahier Spécial des Charges, il est entendu que ce sont les plans qui font foi. Toutefois, le soumissionnaire s'engage à signaler immédiatement au pouvoir adjudicateur toute discordance constatée.
5. La convention B 1/54 du 01.06.2001 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, Administration de l'Équipement et des Déplacements, Direction des Voiries, intitulée "Mission de Coordinateur – Projet et/ou de Coordinateur – Réalisation sur les chantiers temporaires ou mobiles.
6. Tous les déchets et débris devront être évacués vers une installation de recyclage, conformément à l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 mars 1995. De plus, tous les travaux de nettoyage relatifs aux salissures occasionnées par les travaux faisant l'objet de la présente entreprise sont à charge de l'adjudicataire.
7. Le soumissionnaire doit inclure dans ses prix tous les travaux, fournitures et services relatifs aux obligations contractuelles pendant le délai de garantie fixé à dix ans.
8. Les prix unitaires et/ou forfaits indiqués par le soumissionnaire au mètre récapitulatif annexé à sa soumission et correspondant aux postes du descriptif qui suit, comprennent tous

les travaux et fournitures nécessaires à l'exécution complète des ouvrages conformément aux plans; au Cahier Spécial des Charges et au métré, même si ces travaux et fournitures ne sont pas définis explicitement dans le texte du métré.

9. Les prescriptions en vigueur dans les marchés publics et plus précisément le Cahier Général des Charges sont d'application pour le présent marché.
10. Pour tous les postes et sous postes du présent descriptif, les prix unitaires comprendront "TOUTES SUJETIONS – RIEN RESERVE NI EXCEPTE"; que cette mention soit reprise ou non à chacun des postes ou sous postes dudit descriptif.
11. Il est précisé que l'expression "mise en oeuvre" reprise dans le présent descriptif comprend, outre la mise en service des fournitures, la mise en place, la pose, le montage, etc... desdites fournitures et ce sans restriction d'aucune sorte.
12. L'exécution des travaux en régie peut être confiée à l'adjudicataire dans le cadre du présent marché, l'ordre d'exécuter ces travaux est donné par écrit préalablement à toute exécution par le fonctionnaires dirigeant.
13. Comme base pour l'intervalle de temps entre les différentes interventions à prévoir dans le cadre du présent contrat, l'administration a pris le "Guide pratique" pour l'entretien des bâtiments, édité par le C.S.T.C.
14. Le fait d'énoncer une nouvelle norme et/ou Cahier des Charges (ex: cahier des charges type 104) n'est pas limitative et toute autre norme spécifique au travail reste entièrement d'application.

20. DESCRIPTIONS TECHNIQUES.

MAITRE DE L'OUVRAGE Commune d'Auderghem

Rue Emile Idiers, 12

1160 Bruxelles

ARCHITECTE

ATELIER D'ARCHITECTURE GUY MELVIEZ sprl

Rue Basse, 36/38

1180 Uccle

TEL : 02/ 346 88 86

FAX : 02/ 346 88 80

E-mail : guy.melviez@skynet.be

INGENIEUR

COORDINATEUR SECURITE

- Bâtiment 1 (DROIT)

- Bâtiment 2(CENTRAL)

- Bâtiment 3(GAUCHE)

REMARQUES GENERALES

1° Normes de références et documents

Sauf réglementations plus contraignantes, pour toutes les normes mentionnées dans le présent recueil de prescriptions techniques pour la construction et les documents d'adjudication, l'entrepreneur est tenu aux clauses et conditions des normes belges (NBN, NBN EN et NBN EN ISO et leurs addenda) homologuées ou enregistrées par l'IBN (Institut belge de Normalisation) trois mois avant la date de l'adjudication (<http://www.ibn.be>). En outre, les éditions les plus récentes des STS et/ou des Notes d'informations techniques (NIT) éditées par le CSTC (<http://www.cstc.be>), sont considérées comme code général de bonne pratique.

Le cahier des charges comprend trois parties:

1. CAHIER GENERAL DES CHARGES:

Travaux de construction privée, 1ere partie, clauses administratives, édité par la Fédération Royale des Sociétés d'Architectes de Belgique (FAB), dernière édition. D'application pour cette entreprise quoique non repris en détail ci-après.

2. CAHIER GENERAL DES CHARGES:

Travaux de construction privée, 2e partie, clauses techniques, édité par la Fédération Royale des Sociétés d'Architectes de Belgique (FAB), dernière «édition, la Confédération nationale de la Construction (CNC), le Centre scientifique et technique de la construction (CSTC).

3. CAHIER SPECIAL DES CHARGES:

Les textes de cette 3e partie sont le complément, a moins qu'ils y dérogent du cahier général des charges 1ere et 2° parties édites par la FAB, dernière édition, mentionnes ci-avant. Sauf dérogation expresse du présent CSC, l'entrepreneur est tenu d'appliquer:

a/ Les instructions des régies, règlements, lois et arrêtés en vigueur au moment de la mise en oeuvre.

b/ Les spécifications techniques (STS) de l'Institut national du Logement (liste non limitative).

c/ Les notes d'informations techniques (NIT) et les comptes-rendus d'études et de recherches (revus) publiés par le CSTC.

d/ Les normes publiées par l'Institut Belge de normalisation.

e/ Le règlement général de protection du travail, avec mises a jour, edite par le Ministere du travail et de l'emploi

f/ Les recommandations du coordinateur securite-sante designe ou a défaut a designer pour les travaux

2° Prescriptions en matiere de performances

Sous reserve des clauses techniques du present cahier des charges et/ou du cahier special des charges, l'entrepreneur est tenu de satisfaire aux dispositions legales en matiere de securite incendie, aux prescriptions generales en matiere de securite, aux exigences thermiques et acoustiques minimales, ... Lorsqu'il constate des contradictions dans le cahier special des charges, l'entrepreneur en avertira immediatement l'architecte afin que les mesures appropriées puissent être prises.

3° L'entrepreneur doit se referer aux plans et cahier des charges du coordinateur securite sante.

4° Le maitre d'ouvrage se reserve le droit de supprimer tout ou partie d'un poste sans supplement.

5° CLAUSES TECHNIQUES – GENERALITES

° En tant qu'il n'y soit pas deroge par les stipulations du present cahier des charges, l'entreprise est soumise aux clauses et conditions du cahier des charges type de l'Etat et de la FAB, dernière edition, des fascicules relatifs aux travaux sous mentionnes et aux normes belges en la matiere.

° Par le fait de soumissionner, l'entrepreneur reconnait implicitement la possibilite d'execution de son entreprise selon les dispositions des plans prevus par l'architecte. Il reconnait avoir visite les lieux, s'etre rendu compte de leur situation et de la nature apparente du sol.

° En consequence, il ne sera pas admis a presenter par la suite une reclamation quelconque sous pretexte d'une difficulte imprevue de realisation de son entreprise, ni d'aleas meme extraordinaires.

° De meme, il ne pourra se prevaloir d'aucune erreur ou omission dans les plans et cahier des charges pour se soustraire a l'execution de ses engagements, ni aux regles de l'art, ou pour reclamer un supplement de prix pour des ouvrages qu'il n'aurait pas prevus dans sa soumission ou pour une erreur de metre.

° Les soumissionnaires indiqueront dans une note annexee a leur soumission les erreurs ou omissions qu'ils pourraient avoir constatees dans les documents de soumission et dont ils auraient tenu compte dans l'etablissement de leur prix base sur leurs propres calculs. Les avenants et decomptes sont toujours etablis par ordre ecrit au maitre de l'ouvrage avant l'execution des travaux modificatifs ou supplementaires.

° Tout travail supplementaire non commande prealablement par ecrit ne pourra être porte en compte

TABLE DES MATIERES

PARTIE 1 - GROS OEUVRE.....	
<u>CHAPITRE 10 - TRAVAUX PREPARATOIRES.....</u>	
10.13.00 TRAVAUX PREPARATOIRES – ETATS DES LIEUX	
10.13.10 ETATS DES LIEUX / GENERALITES.....	
10.13.12 ETAT DES LIEUX DES CONSTRUCTIONS A RENOVER ET DES VOIRIES D'ACCES	6
<u>CHAPITRE 11 - AMENAGEMENT DU CHANTIER ET DEMOLITIONS</u>	
11.20 AMENAGEMENT DU CHANTIER.....	
11.20.00 GARDIENNAGE, SECURITE.....	
11.21.00 AMENAGEMENTS DE CHANTIER	
11.22.00 RACCORDEMENTS PROVISOIRES	
11.24.00 TRAVAUX DIVERS DE PROTECTION.....	
11.25.00 VOIES D'ACCES / PARKING.....	
11.26.00 MATERIELS D'ACCES	
11.27.00 APPAREIL DE LEVAGE.....	
11.40 PREFABRIQUES, CONSTRUCTIONS MODULAIRES	
11.41.00 BATIMENTS DE CHANTIER.....	
11.50 NETTOYAGE DE FIN DE CHANTIER	
11.60 REMISE EN ETAT DES ABORDS.....	
11.80 DEMOLITIONS / TECHNIQUES ET TRAVAUX DE DEGAGEMENT.....	
11.81.00 GENERALITES.....	
11.83.00 TECHNIQUES DE DEMOLITIONS – ELEMENTS DE CONSTRUCTION.....	
11.83.63 DEMOLITION DE COUVERTURES DE TOITURES.....	
11.83.631 DEMOLITION DES ACCESSOIRES.....	
11.85.00 TECHNIQUES DE DEMOLITIONS – EQUIPEMENTS DECORATIFS	
11.85.301 Faux-plafonds	
11.85.302 Luminaires.....	
11.86.00 TECHNIQUES DE DEMOLITIONS – MATIERES DANGEREUSES	
11.86.14 PRODUITS A BASE D'ASBESTE	
11.86.141 Buses de cheminées.....	
11.86.142 Bardage en ardoise artificielle	
<u>CHAPITRE 17 – MACONNERIES ET CONSTRUCTIONS.....</u>	
17.41.12 Réparations, ragréage du parement existant.....	
17.41.15 Réfection partiel des joints de cheminée.....	
<u>CHAPITRE 18 – FINITIONS DE FACADES</u>	
18.53.10 Revêtements de façades, ardoises artificielles en fibres-ciment isolées	
18.90 ACCESSOIRES ET ELEMENTS DIVERS POUR FINITIONS DE FACADE	
18.93.00 Couvre-murs.....	
18.93.50 Réfection des joints des couvre-murs.....	
PARTIE 2 - STRUCTURE, CHARPENTE ET CONSTRUCTION A OSSATURES ...	
<u>CHAPITRE 22 – CHARPENTE</u>	
22.00 CHARPENTE.....	
CHARPENTE EN BOIS - MENUISERIE DE TOITURE GENERALITES.....	
(22)211 NOUVELLES PIECES DE BOIS POUR CONSOLIDATION DES CHARPENTES.....	
(22)214 REFECTION DE LA CHARPENTE.	
22. 40 CONSTRUCTION DES PLANCHERS	
22.44.11 Caillebotis	
22. 50 DIVERS.....	
22.51.10 Traitement fongicide et insecticide de la charpente bois.....	
22.51.11 Traitement anticorrosion de la charpente métallique.....	
PARTIE 3 - COUVERTURES	

<u>CHAPITRE 31 – SOUS-TOITURE</u>	
31.21.101 Couvertures de toiture pour toiture inclinée, sous-toiture SOUPLE.....	
31.40 ISOLANTS POUR TOITURE, COMBLES ET GRENIER	
31.41.12 Isolation souple.....	
31.50 PARE-VAPEUR	
31.50.12 Pare Vapeur PE	
<u>CHAPITRE 32 – COUVERTURES, TUILES ARDOISES</u>	
32.20 COUVERTURES EN TUILES	
33.21.11 Couvertures de tuiles, tuiles en terre cuite.....	
32.29.00 FINITIONS PERIMETRIQUES.....	
32.29.10 Faîtage	
32.29.50 Rives latérales et de têtes en plaques de fibre-ciment.....	
<u>CHAPITRE 34 – COUVERTURES METALLIQUES</u>	
34.33.100 Etanchéité des cheminées	
34.33.200 Noquetage en plomb.....	
<u>CHAPITRE 35 – EVACUATION DES EAUX PLUVIALES</u>	
35.30 GOUTTIERES PENDANTES	
35. 31.11 Gouttières pendantes en Zinc.....	
35.40 DESCENTES PLUVIALES	
35.41.101 Tuyaux de descentes en zinc	
35.41.103 Tuyaux de descentes en PEhd	
35.50 DAUPHINS ET TERMINAISONS	
35.51.101 Souches pluviales en fonte	
35.61.10 Entonnoir en Zinc.....	
35.100 CORNICHES	
35.101 Réfection et traitement des corniches existantes y compris moulures.....	
35.102 Vérification des corniches maintenues	
50.00 ELECTRICITE – SPECIFICATIONS GENERALES	
50.60 POINTS D’ECLAIRAGE	
50.60.10 Eclairage intérieur	
50.60.12 Luminaires et appliques murales.....	
<u>CHAPITRE 59BIS – VERIFICATION PAR ORGANISME AGREE</u>	
59BIS.00 VERIFICATION DE L’INSTALLATION ELECTRIQUE PAR ORGANISME AGREE	
<u>CHAPITRE 76 – FENETRES DE TOIT</u>	
76. 50 FENETRES POUR TOITS EN PENTE	
76.51.11 FENETRES DE TOITURES DANS OUVERTURES EXISTANTES	
<u>CHAPITRE 83 – FINITIONS DE PLAFONDS</u>	
83.20 PLAFONDS SUSPENDUS	
83.22.41 Plafonds suspendus, systèmes a panneaux.....	
83.23.00 STRUCTURE PORTEUSE	
83.23.10 Ossatures en métal	
83.24.00 SYSTEMES DE SUSPENSION	
83.28.00 ACCESSOIRES	
83.28.10 Trappes d’accès	
83.28.20 Band rasters a clips	
<u>CHAPITRE 88 - PEINTURES</u>	
88.30 PEINTURES EXTERIEURES - RAVALEMENTS	
88.33.11 Finitions extérieures, peintures sur subjectiles bois.....	
PARTIE 1 – GROS ŒUVRE	
<u>CHAPITRE 10 - TRAVAUX PREPARATOIRES</u>	
10.13.00 TRAVAUX PREPARATOIRES – ETATS DES LIEUX	

10.13.10 ETATS DES LIEUX / GENERALITES

10.13.10.10 DESCRIPTION

L'entrepreneur effectuera préalablement à l'exécution des travaux un état des lieux avec a l'esprit de ce qui pourrait advenir durant l'exécution.

L'entrepreneur définira, sous son entière responsabilité, les autres propriétés et voiries publiques susceptibles d'être perturbées par son entreprise. Préalablement à tous les travaux, l'entrepreneur fait a ses frais dresser contradictoirement pour les deux parties, au nom du propriétaire, les états des lieux des immeubles et ouvrages voisins et/ou mitoyens, ainsi que des voiries publiques (rue et trottoirs) ainsi que dans les zones conservées de l'immeuble. Une copie de ces états des lieux est remise au maître de l'ouvrage et a l'architecte sitôt après leur établissement. Si l'entrepreneur néglige de faire dresser les états des lieux, il endosse toute la responsabilité pécuniaire et juridique provenant de cette négligence. Ces états des lieux détermineront en fin des travaux, un recollement ainsi que les conditions qui y sont contenues (indemnités, travaux de remise en état, etc..). Les frais de ces prestations sont a charge exclusive de l'entrepreneur.

En fin de travaux, il sera procédé a un recollement d'état des lieux.

10.13.10.40 EXECUTION DES TRAVAUX GENERALITES

Cet état des lieux devra être réalisé de manière contradictoire en présence :

Du maître de l'ouvrage (ou son représentant), ainsi que de l'architecte.

10.13.10.50 COORDINATION :

Toutes les parties concernées seront invitées par l'Entrepreneur. Les travaux ne pourront être entrepris avant que le maître de l'ouvrage n'ait reçu son exemplaire contresigné par toutes les parties.

10.13.12 ETAT DES LIEUX DES CONSTRUCTIONS A RENOVER ET DES VOIRIES D'ACCES

• Mesurage : ff

• Concerne: état des lieux de l'intérieur des bâtiments, des constructions mitoyennes et des voiries d'accès public et prive.

L'entrepreneur devra prendre contact avec le gestionnaire de l'immeuble afin d'enteriner cet état des lieux.

Ce poste comprend l'établissement d'un état des lieux notamment des éléments suivants :

-le revêtement des voiries publiques et sur le site.

-les réseaux d'égouttage public et prive.

-le mobilier urbain des voiries.

-des canalisations d'utilité publique.

-Les trottoirs publics et sur le site.

-Le revêtement et état des accès privés

CHAPITRE 11 - AMENAGEMENT DU CHANTIER ET DEMOLITIONS

11.20 AMENAGEMENT DU CHANTIER

• Mesurage : ff

11.20.00 GARDIENNAGE, SECURITE

11.20.00.10 GENERALITES

• Mesurage : inclus

11.21.00 AMENAGEMENTS DE CHANTIER

11.21.10 GENERALITES

Le coût de ces ouvrages constitue un forfait global.

Le chantier devra être d'un accès facile dans toutes ses parties et sera tenu dans un état de propreté convenable.

Les obligations de l'entrepreneur sont fixées par l'article 25§2 du cahier des charges SN/C.

11.21.11 PANNEAUX DE CHANTIER EXTERIEUR

• Mesurage : inclus

11.21.12 ORGANISATION DU CHANTIER

- Mesurage : inclus

Avant le début du chantier, l'adjudicataire a l'obligation de fournir en trois (3) exemplaires à la DDT, le plan d'organisation du chantier en vue de son approbation.

Doivent y figurer :

- les engins de levage et leurs caractéristiques;
- les routes existantes;
- l'accès protégé et sécurisé au bâtiment existant;
- les hangars provisoires du matériel;
- les dépôts des matières;
- les baraquements des ouvriers et outils, ainsi que l'équipement sanitaire conforme aux normes et règlements en vigueur;
- toutes autres installations ;
- le trace des amenées de fluides (électricité, eau,...) ;
- les diverses zones de travail et toutes informations utiles concernant le fonctionnement de l'ensemble du chantier

11.21.13 PROPRES ET ENTRETIEN DU CHANTIER

- Mesurage : inclus

L'entrepreneur entretient journallement le chantier, les divers locaux et les abords en parfait état de propreté. Il est tenu d'évacuer régulièrement en dehors de la propriété du Maître de l'ouvrage, tous les décombres, débris et matériaux en surplus quelle qu'en soit la provenance ou la nature.

Toutes réfections ou reconstructions d'ouvrages ou parties d'ouvrages devenus défectueux pendant le délai de garantie décennale ou contractuelle sera à charge de l'entrepreneur.

L'adjudicataire veillera également à protéger contre les intempéries les ouvertures réalisées pour l'approvisionnement du chantier.

Il appartient également à l'adjudicataire de veiller à ce que, pour la réception provisoire des travaux, tous les lieux où il a réalisé des travaux, tous les ouvrages qu'il a exécuté ainsi que tous les lieux environnants souillés ou dégradés par ses travaux soient en parfait état de propreté conformément aux prescriptions du Cahier des Charges type n° 100, art 43§ 3.

11.22.00 RACCORDEMENTS PROVISOIRES

11.22.00.10 RACCORDEMENTS PROVISOIRES / GENERALITES

- Mesurage : Inclus

Ce poste comprend les livraisons et les démarches nécessaires pour le raccordement provisoire du chantier. Les raccordements existent et doivent répondre aux normes en vigueur pendant toute la durée du chantier. L'entrepreneur réalisera, en début et en fin de chantier, une vérification complète du réseau d'égouttage existant dans le bâtiment (tant horizontal que vertical), il en assure le bon fonctionnement pour la durée du chantier et en prévoit le nettoyage en fin de chantier.

11.22.00.12 RACCORDEMENTS PROVISOIRES EAUX

- Mesurage : Inclus

L'entrepreneur peut faire usage des installations existantes.

CONTROLE ET AGREATION

La qualité de l'eau devra répondre aux exigences minimales pour la confection du béton et du mortier.

11.22.13 RACCORDEMENTS PROVISOIRES ELECTRICITE

- Mesurage : inclus

• Concerne : L'entrepreneur assurera la livraison et le placement d'un compteur agréé

L'entrepreneur pourra, pour ses besoins en «électricité, faire usage des installations existantes. L'entrepreneur devra veiller à la conformité des installations aux règlements des sociétés distributrices, et plus particulièrement de la conformité de l'installation électrique aux prescriptions du R.G.I.E.

11.23.20 IMPLANTATION DES TRAVAUX

- Mesurage : Inclus

L'implantation des ouvrages se fera par et aux frais de l'entrepreneur, en présence d'un représentant du Maître de l'ouvrage et de l'Auteur de projet.

L'entrepreneur est tenu, sous sa propre responsabilité, de vérifier toutes les cotes des documents ainsi que de les vérifier sur les grandeurs réelles existantes et les grandeurs d'exécutions. En cas de contradiction entre celles-ci et les plans, l'entrepreneur en avertira immédiatement l'architecte.

11.23.30 CLOTURE

- Mesurage : Inclus

L'attention de l'entrepreneur est attirée sur le fait que les travaux devront être confinés dans une zone protégée des enfants. Toute mesure nécessaire visant à interdire l'accès, le contact avec les matériaux et la prévention des chutes de matériaux devra être mis en oeuvre.

Les palissades formant clôture provisoire du chantier sont effectives, elles ont pour but d'interdire l'accès du chantier aux tiers. Elles doivent être entretenues. Elles comportent tous les portails d'entrée nécessaire, avec condamnations.

Si le trace de ces palissades condamne la circulation piétonnière sur les trottoirs existants, un trottoir provisoire équipé éventuellement d'accessoires complémentaires (garde-corps, plafond, éclairages, etc.) sera placé le long de ces palissades de manière à garantir aux piétons une circulation protégée.

Elles sont conformes en tous points aux prescriptions des Autorités Communales auxquelles l'entrepreneur demande préalablement l'autorisation et les instructions quant à son trace, sa hauteur et sa forme; elles répondent aussi aux prescriptions du R.G.P.T.

Des panneaux mentionnant l'interdiction d'accès du chantier aux tiers seront placés à tous les accès prévus.

L'entrepreneur paie les redevances légales afférentes à ces palissades. Au minimum les palissades ont une hauteur de 1,50 m. Elles sont enlevées et reprises par l'entrepreneur à la fin des travaux, et les trous d'ancrage sont refermés et réparés.

Les palissades le long des voiries publiques sont éclairées la nuit par et aux frais de l'entrepreneur, le Maître de l'ouvrage n'a aucune obligation de fourniture le courant électrique.

L'entrepreneur établira des fermetures amovibles pour toutes les baies des garages, fermant ces pièces en dehors des heures de travail, de façon à permettre aux différentes entreprises séparées d'entreposer du matériel. Ces fermetures seront maintenues jusqu'à l'achèvement des menuiseries et vitreries extérieures.

De même, des fermetures amovibles formées de cadres en bois et de feuilles de plastique seront à placer à toutes les baies dont les menuiseries seront enlevées afin de permettre la réalisation de certains travaux de parachevement (plafonnage).

Ces fermetures seront maintenues jusqu'à l'achèvement des travaux de vitreries extérieures.

L'entrepreneur y appose, bien visiblement, les écriteaux indiquant la défense d'accès du chantier aux personnes non autorisées à y circuler.

À front de la voie publique, la clôture doit être éclairée du coucher au lever du soleil, par un nombre suffisant de points lumineux partout où elle risque de constituer un danger pour la circulation des piétons ou des véhicules. Aucune publicité (affiche) ne peut être apposée sur cette clôture mais néanmoins l'entrepreneur prévoira la mise en place d'un panneau réservé à l'architecte, à l'entrepreneur et les sous-traitants.

11.24.00 TRAVAUX DIVERS DE PROTECTION

11.24.13 PROTECTIONS PROVISOIRES

- Mesurage : inclus

L'entrepreneur prévoit toutes les protections provisoires des ouvrages destinés à être réutilisés après le chantier. Les protections sont réalisées par tout matériel adéquat au type d'ouvrage à protéger et comprennent notamment (liste non exhaustive) :

- les recouvrements de sol

- les revêtements muraux conservés
- les feuilles de portes destinées à être conservées
- les équipements techniques destinés à être conservés (...)
- les végétations (pelouses,...)

Toute détérioration devra être réparée aux frais de l'entreprise.

11.24.16 MESURES DE SECURITE

- Mesurage : inclus

L'entrepreneur prendra toutes les mesures nécessaires pour assurer l'accès des propriétés voisines ainsi qu'aux autres locataires de l'immeuble et la sécurité de la circulation tant des piétons que des véhicules pendant la durée des travaux. Il fera installer un éclairage de chantier, conformément aux prescriptions du R.G.P.T. (Règlement Général pour la Protection du Travail).

L'entrepreneur sera tenu responsable de tout incident ou accident qui surviendrait par suite des présents travaux. Il sera également responsable de tous les dommages qui pourraient résulter de l'exécution de son contrat.

L'entrepreneur prendra également toutes précautions pour éviter les émanations d'égout, les fuites d'eau et toutes décharges électriques. Empêcher les eaux de pluie de s'écouler sur les terrains voisins et éviter les chutes de matériaux sur la voie publique et les trottoirs.

L'entrepreneur supportera le paiement de toutes taxes éventuelles résultant du placement de toutes clôtures exigées.

Par ailleurs, l'entrepreneur sera en toute occasion conforme aux mesures de sécurité légale sur les chantiers temporaires ou mobiles (Arrêté Royaux du 25.01.01 - 30.01.02 - 19.01.05) et suivra intégralement les remarques du coordinateur sécurité.

11.25.00 VOIES D'ACCES / PARKING

11.25.40 OCCUPATION DE LA VOIE PUBLIQUE

- Mesurage : inclus

L'entrepreneur prendra toutes les dispositions nécessaires dans le cas d'occupation de la voirie et des trottoirs. Il les maintiendra en état de propreté, y réparera les dégâts qu'il aurait pu y commettre, et paiera les taxes y afférentes.

11.25.41 ENTREPOSAGE DES MATERIAUX

- Mesurage : inclus

Les matériaux seront entreposés selon les recommandations des divers fournisseurs, et dans les conditions de protection nécessaires.

L'entrepreneur sera responsable des détériorations survenant à ses matériaux et prendra donc toutes les dispositions utiles.

11.26.00 MATERIELS D'ACCES

11.26.10 ECHAFAUDAGES

- Mesurage : inclus

- Concerne: échafaudages de toutes les façades et pignons des bâtiments 1 et 3

Tout le matériel doit être conforme aux prescriptions du R.G.P.T.

L'article comprend :

- le montage des échafaudages et leur démontage;
- les réfections éventuelles aux façades, corniches etc.;
- le nettoyage à l'aplomb des échafaudages et de tout débris;
- la remise en état éventuelle des dégradations aux revêtements de sol et plantations;

11.26.11 GROS MATERIELS

Idem 11.26.10

11.27.00 APPAREIL DE LEVAGE

11.27.10 GRUES

Idem 11.26.10

11.40 PREFABRIQUES, CONSTRUCTIONS MODULAIRES

11.41.00 BATIMENTS DE CHANTIER

11.41.10 GENERALITES

11.41.11 BUREAUX DE CHANTIER

· Mesurage : inclus

Pour le debut des travaux, l'entrepreneur installera a ses frais un bureau de chantier. Dans ce local, on mettra a disposition un exemplaire complet de tous les documents d'adjudication, tous les journaux des travaux, les notes de chantier, proces-verbaux, metres, bordereaux de fournitures, plan de securite, avis du coordinateur de securite et toutes pieces utiles au controle des travaux. Les plans seront affiches sur un panneau, lui-meme fixe verticalement a la cloison. Ce poste comprend la fourniture, la pose et la depose

11.41.12 TOILETTES

· Mesurage : inclus

L'entrepreneur prevoira des installations d'hygiene conformes aux prescriptions du R.G.P.T. (Reglement General pour la Protection du Travail) a l'intention de son personnel.

Ce poste comprend la fourniture, la pose et la depose

11.50 NETTOYAGE DE FIN DE CHANTIER

· Mesurage : ff

· Concerne: zones concernees par les travaux, acces et stockage

Un nettoyage complet du chantier (acces et vitrages interieur et exterieur compris) a la fin du chantier devra etre effectuee par une entreprise de nettoyage specialisee et agreee.

11.60 REMISE EN ETAT DES ABORDS

• Mesurage : inclus

• Concerne: abords, voirie devant les batiments

Ce poste comprend :

- la remise en etat des abords et voirie suite aux travaux de raccordements effectues pour le chantier, par tous les moyens appropries
- recuperation et stockage des dalles en beton existantes en vue de leur reutilisation
- fourniture et pose des nouvelles dalles et repose des dalles existantes en vue de remettre les trottoirs dans leur etat pristin conformement aux impositions de l'autorite communale, y compris la ou les sous- couche(s).
- tous les travaux necessaires en vue de refermer la voirie et de la remettre dans son etat pristin. Cet ouvrage comprend egalement :

La remise en etat des bordures

le raccord aux trottoirs existants

11.80 DEMOLITIONS / TECHNIQUES ET TRAVAUX DE DEGAGEMENT

11.81.00 GENERALITES

11.81.10 DEMOLITIONS / TECHNIQUES, GENERALITES

Mesures préventives

Avant de commencer les travaux, l'entrepreneur, de commun accord et avec l'aide du Maitre de l'Ouvrage veillera a ce qu'un specialiste en la matiere deconnecte les circuits d'electricite, eau, gaz, telephone qui pourraient se trouver dans les zones des travaux.

Toutes les precautions adequates (fermeture du chantier, panneaux d'interdiction de circuler sur le chantier, ...) sont prises sur chantier pour eviter les accidents eventuels durant la periode des travaux.

L'entrepreneur est tenu de se rendre sur place en vue de prendre connaissance de la situation. Les demolitions comportent l'enlevement complet de tous les ouvrages, materiaux et gravats. L'evacuation des decombres, gravats, debris et objets divers se trouvant sur chantier lors du debut des travaux sera effectuee par l'entrepreneur a ses frais en dehors de la propriete du Maitre de l'ouvrage. Les gravats, debris, etc... ne peuvent etre enterres.

Les materiaux de demolition deviennent la propriete de l'entrepreneur, sauf ceux explicitement enumeres dans le present cahier des charges. Tous les percements et saignees, meme s'ils sont effectues en meme temps que les demolitions, sont comptabilises dans leurs articles

respectifs. Sont inclus dans les demolitions, les travaux de ravalement a des fins de dressage parfait de maconneries.

L'entrepreneur veillera, lors des demolitions, a ne pas compromettre la stabilite de l'immeuble et prendra toutes les mesures d'usage (linteaux, etancons, besaces, etc.) et conseil aupres d'un ingenieur (a charge de l'entreprise). Le cas echeant, l'ingenieur soumettra les notes de calcul a l'architecte.

L'entrepreneur prend toutes precautions pour limiter au maximum les troubles de voisinage et si necessaire, il fera usage de compresseurs et de marteaux pneumatiques insonorises et il arrosera les decombres pour limiter les poussieres.

Sont inclus dans les travaux de demolition :

- Le transport de tous les dechets sans exception. Rien ne pourra rester sur chantier des travaux de demolition, ni decombres, ni dechets, etc.
- La location des camions ou containers eventuels et le reglement des taxes y afferentes.
- L'entreposage des elements tels que fenetres ou radiateurs dont un reemploi est prevu ulterieurement, avec toutes les precautions requises pour qu'ils ne subissent ni griffes, ni deformations. L'entrepreneur inclura egalement le remontage aux endroits indiques.
- La ventilation efficace des locaux ou les demolitions ont lieu en vue d'evacuer les poussieres.

EXECUTION DES TRAVAUX – GENERALITES

L'entrepreneur realisera les travaux de demolition avec soin.

L'adjudicataire execute sous sa responsabilite tous les travaux de soutènement, d'entretoisement, de rempiement, etc... destines a empecher tous degats quelconques aux batiments de meme qu'a la voirie.

Toute deterioration d'elements a conserver, fut-ce provisoirement, sera repee dans les plus brefs delais, suivant les indications des architectes responsables, et ce aux frais de l'entrepreneur.

Il sera responsable de tous les degats occasionnes par les travaux de demolition aux biens environnants. Les degradations causees par l'entrepreneur seront repees a ses frais et restaurees dans l'etat d'origine.

Durant l'execution des travaux, l'entrepreneur prendra toutes les mesures preventives adequates en vue de ne pas deteriorer par la chutes de debris, par la mise en oeuvre d'engins ou d'outils, ou encore par toute action de quelque nature que ce soit, les canalisations electriques, d'eau ou de gaz aeriennes ou enterrees.

COORDINATION

L'entrepreneur s'assurera au prealable de la situation des lieux. A cette fin le Maitre de l'ouvrage ou l'architecte veilleront a les rendre accessibles.

Au maximum une semaine apres le debut des travaux l'entrepreneur presentera a l'auteur de projet un planning des travaux pour approbation. L'architecte se reservant le droit d'y apporter des corrections que l'entrepreneur prendra en compte.

11.81.13 PROTECTION DES TRAVAILLEURS ET PLAN DE SECURITE ET HYGIENE

Idem 11.24.16

11.81.14 MESURAGES

- Mesurage : inclus

Aucun supplement n'est autorise. A cette fin, l'entrepreneur peut faire des sondages dans le batiment, avant la remise du prix, aux endroits a demolir.

11.81.15 RAGREAGES

- Mesurage: inclus, prix compris dans celui des demolitions
- Concerne: Ragreages suite aux demolitions

Au cours des travaux de demolition, l'entrepreneur est tenu de boucher toutes les saignees, encoches, etc.laissees dans les murs, cloisons, sols, plafonds, toiture, ...par les travaux de demolition.

11.81.17 TRACE DES OUVRAGES

- Mesurage : inclus

L'entrepreneur est tenu, sous sa propre responsabilité, de vérifier toutes les cotes des documents ainsi que de les vérifier sur les grandeurs réelles existantes et les grandeurs d'exécution. Le trace des ouvrages doit être soumis à l'architecte avant le début des travaux.

11.81.18 STABILITE DES IMMEUBLES BATIS EXISTANTS

- Mesurage : Inclus
- Concerne: Stabilité des bâtiments existants

L'entrepreneur est tenu d'assurer la stabilité des immeubles et des ouvrages existants ou en cours d'exécution. Il fait effectuer par un ingénieur en stabilité, à soumettre à l'approbation de l'architecte, les calculs de toutes sections de béton armé, d'acier etc.

11.83.00 TECHNIQUES DE DEMOLITIONS – ELEMENTS DE CONSTRUCTION

Les étanchements nécessaires sont compris dans les postes respectifs.

11.83.63 DEMOLITION DE COUVERTURES DE TOITURES

- Mesurage : M², compris la démolition et l'évacuation de la couverture de toiture et toutes sujétions et des sous-couches éventuelles jusqu'aux éléments en béton / gitage
- Concerne: couvertures de toitures des bâtiments 1 et 3

11.83.631 DEMOLITION DES ACCESSOIRES

- Mesurage : inclus, compris la démolition et l'évacuation des corniches et planches de face, cheneaux et tuyaux de descente, tabatières,...
- Concerne: couvertures de toitures des bâtiments 1 et 3

11.85.00 TECHNIQUES DE DEMOLITIONS – EQUIPEMENTS DECORATIFS

11.85.30 FINITIONS DE PLAFONDS – GENERALITES

11.85.301 Faux-plafonds

- Mesurage : M²
- Concerne: faux-plafond des locaux sous combles ((bâtiments 1 et 3)

Les travaux comprennent :

le démontage et l'évacuation des fx-plafonds et sous-structures

11.85.302 Luminaires

- Mesurage : inclus
- Concerne: faux-plafond des locaux sous combles (bâtiments 1 et 3)

Les travaux comprennent : le démontage et l'évacuation luminaires de faux-plafonds

11.86.00 TECHNIQUES DE DEMOLITIONS – MATIERES DANGEREUSES

11.86.14 PRODUITS A BASE D'ASBESTE

11.86.141 Buses de cheminées

- Mesurage : FF
- Concerne: toutes les buses de cheminées condamnées (bâtiments 1 et 3)

Les travaux d'enlèvement et l'évacuation des éléments selon les législations en vigueur

11.86.142 Bardage en ardoise artificielle

- Mesurage : m² inclus sous-couches et structure
- Concerne: bardage existant sur pignon

Les travaux d'enlèvement et l'évacuation des éléments selon les législations en vigueur

CHAPITRE 17 – MACONNERIES ET CONSTRUCTIONS

17.41.12 Réparations, ragréage du parement existant

- Mesurage : ff
- Concerne: ragréages et rejointoiement ponctuels des façades (bâtiments 1 et 3)

17.41.15 Réfection partiel des joints de cheminée

- Mesurage : Pce
- Concerne: ragréages et rejointoiement ponctuels des souches de cheminées maçonnées (bâtiments 1 et 3)

CHAPITRE 18 – FINITIONS DE FACADES

18.53.10 Revêtements de façades, ardoises artificielles en fibres-ciment isolées

- Mesurage : Pour m², y compris ardoises, lattage, isolant, raccords et finitions périmétriques

- Concerne: remplacement du bardage pignon

DESCRIPTION

Les travaux comprennent :

- La livraison et le placement des ardoises et ardoises spéciales, y compris le lattage et les accessoires ou éléments de fixation
- La livraison et le placement d'un isolant adapté.
- La livraison et le placement de : angles, faitière, noues, rives débordantes, brisures, raccordements en butée aux autres matériaux (briques,...), à la jonction toiture/bardage vertical en ardoise, pied de bardage en profil alu débordant,... suivant détails
- La protection provisoire des parties de façade/toitures non couvertes.
- Le placement des mesures de protection propres aux travaux et leur enlèvement après travaux.
- Le placement des échafaudages et étanchéités provisoires nécessaires au placement des ardoises ainsi que leur évacuation après travaux.

MATÉRIAUX - GÉNÉRALITÉS

Les ardoises répondront aux exigences du STS 34 (1971) - Partie 1 : Couvertures de bâtiments - couvertures en tuiles et en ardoises (+ add. 1982 & 1984).

EXÉCUTION DES TRAVAUX - GÉNÉRALITÉS

Les travaux seront exécutés conformément aux prescriptions du fabricant.

Les ardoises inférieures à une demi-ardoise ne pourront être mises en œuvre. Pour cela, les ardoises contigües seront réduites en largeur sur la même ligne.

Le revêtement des façades/toitures sera réalisé suivant un mode approprié aux ardoises, entre autres en ce qui concerne le choix des moyens de fixation. Pour cela, on se référera aux prescriptions du fabricant.

COORDINATION

Compte tenu des risques d'infiltration, un raccordement étanche à la pluie devra être assuré au niveau des interruptions du revêtement (fenêtres, sorties en toiture,..). Pour cela, toutes mesures seront prises pour assurer l'évacuation des éventuelles eaux d'infiltration vers l'extérieur. L'entreprise veillera à une parfaite continuité et étanchéité entre les revêtements verticaux et la couverture des toitures.

CONTRÔLE ET AGREMENT

Dans le cas où les défauts portent atteinte à plus de 1/3 de la surface totale, le revêtement de façade ou

ARDOISES ARTIFICIELLES EN FIBRO-CIMENT

Les ardoises ainsi que les pièces spéciales utilisées répondront aux conditions des normes NBN-EN 492 (1994) et addendum NBN EN 492/A1 (1999) - Ardoises en fibres-ciment et leurs accessoires en fibres-ciment pour toiture - Spécification du produit et méthodes d'essai (3e éd.), classe B. Les ardoises et les pièces spéciales porteront la marque de conformité BENOR avec certificat.

Les ardoises et les accessoires font l'objet d'un Agrément Technique délivré par l'UBA tc.

- Composition Ciment Portland, charges minérales, fibres d'armature et fibres opératoires mélangées à de l'eau. Le mélange ne comprendra pas d'amiante.

- Forme : rectangulaire.

- Format : 600x400 mm.

- Couleur : à convenir avec l'architecte avant commande & mise en œuvre

Les ardoises rectangulaires sont produites sans perforation et sans coins coupés.

Caractéristiques techniques :

- Épaisseur nominale de l'ardoise : 4 mm.

- Tension de rupture nominale en flexion : 25 N/mm² (parallèlement aux fibres).
16 N/mm² (perpendiculairement aux fibres).

- Absorption nominale d'eau : 15 %.

- Masse volumique nominale : 1,85 kg/m³ (min 1,74 kg/dm³).

Sur chantier, les palettes seront stockées sur une aire plane, dans un espace couvert et bien ventilé ou sous une bache imperméable et respirante. Elles seront dépouillées de leur film thermo-retractable de protection ainsi que des intercalaires en carton ondulé.

EXECUTION DES TRAVAUX

Les ardoises doivent être posées conformément:

- aux prescriptions de la NBN B 44-001:1983 et Addendum 1 :1997 – ☐ Couvertures en ardoises en ciment renforcé par des fibres minérales ☐,
- à la Note d'information Technique (NIT) 219 du CSTC ☐ Toitures en ardoises, conception et exécution des ouvrages de raccord ☐,
- à la documentation technique du fabricant,
- aux règles de l'art applicables en la matière.

Finition à convenir avec l'architecte.

-Le pied de bardage des façades est muni d'un profil en alu. La découpe des ardoises est minutieuse.

CONTROLE ET AGREEMENT

Le système de qualité appliqué à la production des ardoises sera conforme aux exigences de la norme ISO 9001: 2000 et certifié.

Les ardoises et les pièces spéciales porteront la marque de conformité BENOR avec certificat.

18.90 ACCESSOIRES ET ELEMENTS DIVERS POUR FINITIONS DE FACADE

18.93.00 Couvre-murs

18.93.50 Réfection des joints des couvre-murs

- Mesurage : ff
- Concerne: couvre-murs des pignons débordants

DESCRIPTION

Les travaux comprennent :

- Le rejointoiement des couvre-murs
- Le nouveau rejointoiement des couvre-murs avec un joint souple adapté.

Produit : à soumettre à l'architecte pour approbation

PARTIE 2 – STRUCTURE, CHARPENTE ET CONSTRUCTION A OSSATURES

CHAPITRE 22 – CHARPENTE

22.00 CHARPENTE

CHARPENTE EN BOIS - MENUISERIE DE TOITURE GENERALITES.

Concerne: les charpentes des bâtiments 1

Les bois utilisés répondent aux prescriptions de STS 31 "Charpenterie", tome II :- index 04.0
Spécifications générales;

- index 04.1 Spécifications relatives aux bois de charpenterie. Les bois de charpenterie sont en chêne (pour les pièces principales du bat.4), en pin sylvestre (no 107), sapin rouge du Nord (no 414) et, pour les pièces de grandes dimensions, en sapin de Douglas (no 108) ou pin d'Oregon (no 416), (numéros de NBN 199).

Ils reçoivent avant la mise en œuvre un traitement de préservation, fongicide et insecticide, dans une station industrielle, suivant un procédé de la catégorie "A", selon STS 31, tome II, index 04.31.

Pour les bois destinés à recevoir une finition filmogène, le traitement de préservation, fongicide et insecticide, est fait au moyen d'un produit compatible avec la finition envisagée.

Toute fourniture de bois traitée en station industrielle est accompagnée d'un certificat de traitement établi sous la responsabilité de la station. Le certificat est joint au bordereau des bois.

Au cas où les bois traités subissent des opérations d'usinage ou des découpes sur chantier, les surfaces mises à nu sont traitées par badigeonnage ou trempage, sauf exemption stipulée dans l'agrément. Ce traitement est effectué avec le produit indiqué dans l'agrément.

L'entrepreneur soumet, avant exécution, à l'approbation de la Ddt, les plans d'exécution et, sur demande, les notes de calcul.

Toute modification aux plans est, de meme, soumise a l'approbation de l'architecte et du maitre de l'ouvrage.

Le calcul des ouvrages de charpenterie est fait conformement aux prescriptions de STS 31, tome III, index 05.

Le calcul est a charge de l'entrepreneur.

Les ouvrages de charpenterie sont ancrés au gros oeuvre de facon a ce qu'aucun deplacement ne se produise sous l'effet des efforts statiques ou de ceux dus au vent.

Les ouvrages doivent toujours etre organises de telle facon que les variations d'humidite des bois ne puissent en aucune maniere etre la cause de desordres; ceci s'applique particuliere-ment aux assemblages.

Le mesurage des bois se fait selon les conventions de NBN 219.

Le prix unitaire comprend :

- la fourniture, l'assemblage et la pose de toutes les pieces de charpenterie;
- la fourniture et la pose de tous les organes d'assemblage.

Mesurage : compris dans (22)214.

(22)211 NOUVELLES PIECES DE BOIS POUR CONSOLIDATION DES CHARPENTES.

Concerne: la charpente du batiment 1 et 3 y compris encastremements eventuels et/ou moyens de fixation : corbeau ou hachelet en beton.

Mesurage : mct.

(22)214 REFECTION DE LA CHARPENTE.

Concerne : Remplacement d'elements pour les charpentes des batiments 1 et 3

1. Traitement et verification de la charpente:

Après avoir enlevé les tuiles, l'entrepreneur procede, en presence de la DdT, a une verification complete des pieces de la charpente existante. Les mauvaises pieces seront remplacees suivant le descriptif ci-apres et l'ensemble de la charpente est traite avec un produit de preservation, fongicide et insecticide decrit dans (22)51.10. Certificat a fournir.

2. Refection:

Cet ouvrage comprend :

- l'etanonnement des pannes et chevrons si necessaire;
- le demontage des elements de charpente vetustes a renouveler;
- le remplacement de ces elements par des pieces de memes dimensions, de meme essence et de memes caracteristiques;
- la mise sous tension de la charpenterie;
- le demontage de l'etanonnement et des ouvrages de consolidation.

Mesurage : mct, m², m³.

Verification: Forfait horaire.

Refection et traitement : prix a justifier, suivant cas.

22. 40 CONSTRUCTION DES PLANCHERS

22.44.11 Caillebotis

- Mesurage : M²
- Concerne: plancher de visite des combles (batiments 1 et 3)

DESCRIPTION

Les travaux comprennent :

- La livraison et le placement d'un couloir de 80cm de large minimum sur la longueur des combles en acier perfore et sa sous-structure eventuelle.
- les accessoires de fixations et d'ancrages.

22. 50 DIVERS

22.51.10 Traitement fongicide et insecticide de la charpente bois

- Mesurage : ff
- Concerne: charpente bois (batiment 1)

DESCRIPTION

Les travaux comprennent :

- l'application sur toutes les parties bois de la charpente d'un produit adapte de traitement fongicide et insecticide ayant reçu l'agrement UBATc.

22.51.11 Traitement anticorrosion de la charpente métallique

- Mesurage : ff
- Concerne: charpente metallique (batiment 3)

DESCRIPTION

Les travaux comprennent :

- l'application sur toutes les parties metallique de la charpente d'un produit adapte de traitement anticorrosion ayant reçu l'agrement UBATc.

PARTIE 3 – COUVERTURES

CHAPITRE 31 – SOUS-TOITURE

31.21.00 SOUS-TOITURE SOUPLE

31.21.101 Couvertures de toiture pour toiture inclinée, sous-toiture SOUPLE

- Mesurage : M2, y compris remonteés et toutes sujetions
- Concerne: toiture (batiment 1)

DESCRIPTION

Les travaux comprennent la livraison et le placement de la sous-toiture, en ce compris les fixations, les elements d'etancheite necessaire et le contre-lattage eventuel.

MATERIAUX

Les materiaux sont etanches a l'eau, durables, imputrescibles, non-attaques par les insectes et les rongeurs, non-gelif, ininflammable, permeable a la vapeur d'eau, .

Il presentera une resistance a la diffusion de la vapeur d'eau faible.

EXECUTION DES TRAVAUX - GENERALITES

Les lés seront rapportés longitudinalement directement sur la charpente et les chevrons paralleles au pied de versant et a la gouttiere. Les feuilles endommagees ne pourront étre mises en place.

Le placement de la sous-toiture debutera a hauteur de la corniche et se deroule sur toute la hauteur du versant jusqu'au faitage. La feuille sera clouee ou agrafee.

Le recouvrement des lés dans le sens de la pente sera de 12 cm minimum.

Les recouvrements lateraux seront realises au droit d'un chevron ou d'une piece de charpente. La membrane recouvrira (en projection verticale) la partie haute de la gouttiere de 60 cm minimum.

L'écoulement en surface de la sous-toiture s'effectuera directement dans la gouttiere.

La feuille sera rapportees sur les supports sans tension avec un léger fluage. Elle ne pourra étre relevee par le placement d'un isolant entre pieces de charpente.

Dans le cas de toiture isolees l'entre distance minimale entre l'isolant et la feuille de sous-toiture sera de 2 cm minimum.

Au droit des interruptions des versants (conduits de cheminees, fenetres, .) les écoulements seront diriges a l'aide de rigoles ad hoc.

Durant l'execution les mesures adequates seront prises pour conserver au materiau ses caracteristiques d'etancheite, ainsi que pour evacuer en dehors du gros oeuvre des eaux de pluies.

L'entrepreneur veillera a proteger la sous-toiture pour la duree les travaux jusqu'au complet parachevement de la couverture.

Une contre-latte sera clouee au droit de chaque chevron ou ferme.

Cette derniere sera fixee au moins tous les 50 cm a l'aide de clous de 40 mm minimum, en cuivre ou en acier galvanise, penetrant de 27 mm dans le support. Ces pieces seront traitees selon le procede A1 des STS 32.

COORDINATION

Prealablement a l'execution de la couverture ou etancheite de toiture, l'entrepreneur controlera la conformite aux plans et aux prescription des supports. Il s'assurera également de la possibilite d'une execution parfaite.

Dans le cas contraire, il previent l'architecte sans delai de facon a permettre a ce dernier de prendre les mesures qui s'imposent.

CONTROLE ET AGREATION

L'entrepreneur communiquera a l'architecte l'attestation de traitement des contre-lattages.

Un exemplaire de l'agrement technique ATG dont beneficie la sous-toiture sera transmis a l'architecte avant toute mise en oeuvre.

31.40 ISOLANTS POUR TOITURE, COMBLES ET GRENIER

31.41 SYSTEMES POUR L'ISOLATION DES TOITURES

31.41.12 Isolation souple

- Mesurage : M2
- Concerne: isolation entre gites du sol du grenier (batiments 1 et 3)

DESCRIPTION

L'isolation thermique du plancher du grenier est realisee au moyen de laine de roche en rouleau de 15cm d'epaisseur

MATERIAUX

Laine de roche, dont les fibres minerales sont obtenues par fusion de roche volcanique liees ensuite au moyen de resines polymerisees. Le produit ne presente aucune dilatation ni retrait, n'est pas a l'origine d'une formation de moisissure et ne constitue pas un milieu de culture de bacteries. La laine de roche est entierement recyclable.

La largeur de l'isolation en rouleau est de 1000 mm. L'epaisseur est de 150 mm

La conductibilite thermique declaree ID de l'isolation est de 0,040 W/m.K conformement a NBN-EN 12667.

L'isolation est repulsive a l'eau, non hygroscopique et non capillaire. Le coefficient de resistance a la diffusion de vapeur d'eau μ est d'environ 1,3.

L'isolation en laine de roche est incombustible. Le produit correspond a l'Euro Classe Feu A1 conformement a NBN-EN 13501-1.

L'isolation porte le label CE. Les donnees correspondantes sont indiquees sur l'etiquette de chaque unite d'emballage. Toutes les specifications eventuellement a fournir sont conformes a NBN-EN 13162, laquelle s'applique a des produits en laine minerale pour applications thermiques dans le secteur de la construction.

Mise en oeuvre :

La pose a lieu conformement aux regles de l'art et selon les directives du fabricant.

31.50 PARE-VAPEUR

31.50.12 Pare Vapeur PE

- Mesurage : M2
- Concerne: pare-vapeur sous fx-plafond existant (batiments 1 et 3)

DESCRIPTION

Film pare-vapeur en polyethylene de 0,2mm d'epaisseur pour l'etancheite a l'air et a la vapeur du cote interieur fixe de maniere a obtenir un ensemble etanche.

MISE EN OEUVRE

La pose a lieu conformement aux regles de l'art et selon les directives du fabricant.

Y compris :

Un recouvrement de min 10cm entre les.

Les chevauchements sont fermes a l'aide d'une bande autocollante de meme marque que le fabricant du film PE

Le raccordement etanche a l'air du film sur les cotes de la construction est effectue au moyen d'un produit d'etancheite specifique de meme marque que le fabricant du film PE

Les passages de cables ou conduites sont eux aussi rendus etanches par l'application de bandes de meme marque que le fournisseur de PE

CHAPITRE 32 – COUVERTURES, TUILES ARDOISES

32.20 COUVERTURES EN TUILES

33.21.11 Couvertures de tuiles, tuiles en terre cuite

- Mesurage : M2 (y compris accessoires et lattage)
- Concerne: toitures (batiments 1 et 3)

DESCRIPTION

Ce poste concerne la fourniture et la pose de la couverture en tuiles et de son lattage.

Teinte et dimensions à respecter : identique à l'existant

Note : l'attention du soumissionnaire est attirée sur le fait que la toiture du bâtiment 3 comporte un lattage existant d'entre-axe de 240mm

MATERIAUX

Les tuiles sont conformes aux prescriptions geometriques et physiques telles que mentionnees dans la norme de produit pour tuiles de terre cuite NBN EN 1304 edition 2005 et sont testees suivant les methodes d'essais normalisees mentionnees dans cette meme norme NBN EN 1304.

Cette norme belge de produit est la transposition nationale de la norme de produit europeenne pour tuiles de terre cuite EN 1304. Les produits portent la marque CE.

Les tuiles de terre cuite portent la marque de conformite Benor conformement au "Reglement d'application pour l'usage et le controle de la marque Benor dans le secteur des tuiles de terre cuite" base sur la norme belge de produit NBN EN 1304.

Elles sont du type de tuiles ceramiques a onde douce, simple emboitement lateral et double emboitement de tete, pour une distance entre les lattes de ± 246 mm.

Les tuiles seront de premier choix et la couleur de la tuile sera determinee par l'architecte et le Maitre de l'ouvrage avant la commande.

Caracteristiques normalisees:

Longueur de recouvrement nominale (lattage) : ± 246 mm

NBN EN 1024

Largeur de recouvrement nominale : ± 194 mm

NBN EN 1024

Impermeabilite : niveau 1 (≤ 0.5 cm³/cm².d)

NBN EN 539-1, methode d'essai 1

Resistance au gel : resistant au gel NBN EN 539-2

methode A

La resistance au gel de ces tuiles est garantie pendant 30 ans. Un bon de garantie reprenant les conditions generales de la garantie de 30 ans peut etre delivre par le fabricant lors de la fourniture des tuiles.

EXECUTION DES TRAVAUX

Les accessoires sont de la meme provenance que les tuiles. La mise en oeuvre des tuiles ainsi que des accessoires est a realiser suivant la norme NBN B42-001 et NBN B42-002.

Les tuiles doivent etre fixees au moyen des crochets a tuile lateraux invisibles en inox ou au moyen des crochets a tuile visibles (en acier inoxydable, cuivre ou metal colore plastifie).

Cette fixation peut eventuellement etre realisee en association avec des vis en acier inoxydable avec anneau en neoprene.

Les tuiles de rive doivent toujours etre toutes fixees au moyen des crochets a tuile lateraux en inox ou pour les tuiles de rive gauche au moyen de vis prevus d'un anneau en EPDM.

Les faitieres et aretiers doivent toujours etre tous fixes. Un crochet en aluminium a ete developpe et prescrit pour chaque type de faitiere ou d'aretier.

En posant des faitieres et/ou des aretiers non-cimentes, une sous-faitiere a sec metallique – prevue d'une garantie de 30 ans- est utilisee.

ACCESSOIRES TECHNIQUES

Tous les accessoires necessaires a la bonne mise en oeuvre de la couverture sont compris et inclus.

32.29.00 FINITIONS PERIMETRIQUES

32.29.10 Faîtage

- Mesurage : mc

32.29.50 Rives latérales et de têtes en plaques de fibre-ciment

- Mesurage : Mc (y compris accessoires et structure portante)
- Concerne: rives arrieres (batiments 1 et 3)

DESCRIPTION

Plaques en fibres-ciment structure portante ventilee et isolee en bois, fixee elle-meme sur une construction existante.

MATERIAUX

Plaques en fibres-ciment

- Epaisseur: 9 mm
- Couleur : a denir par l'architecte lors d'une reunion de chantier prealable a toute commande/mise en œuvre

EXECUTION DES TRAVAUX

Les directives d'application du fabricant doivent etre suivies.

Les plaques en fibres-ciment fixees sur des lattes d'appui ventilees en bois. La structure portante doit pouvoir resister aux sollicitations du vent qui s'exercent sur le batiment ainsi qu'a la charge que represente le propre poids.

La qualite du bois doit repondre aux descriptions prevues a cet effet et pour ce domaine d'application dans les normes en vigueur. Le bois sera en outre protege contre les attaques des moisissures et autres, conformement la norme en vigueur.

La fixation des plaques en fibres-ciment doit toujours etre assuree en maintenant un vide ventile. Il faut toujours menager les ouvertures indispensables sur la partie inferieure, sur la partie superieure et aux details de la decoration afin de creer une ventilation suffisante.

Les lattes verticales de support en bois sont rabotees d'un cote et alignees dans le meme plan lors du placement afin d'obtenir une surface suffisamment egale. Le bois doit en outre etre suffisamment stable pour que l'alignement soit maintenu. Un petit joint de dilatation est prevu entre les lattes de support en bois.

Les lattes de support en bois doivent avoir une largeur suffisante pour permettre une etancheite suffisante et un placement correct des moyens de fixation.

Fixation visible avec vis pour plaques de facade

Il convient de respecter les distances conseillees par le fabricant

La plaque de revetement est fixee sur les lattes portantes en bois au moyen d'une vis en acier inoxydable (qualite A2, AISI 304) pour plaques de facade a tete coloree.

CHAPITRE 34 – COUVERTURES METALLIQUES

34.33.100 Etanchéité des cheminées

- Mesurage : pce (y compris bacs , noquets , bavettes, solins)
- Concerne: cheminees maconnees (batiments 1 et 3)

DESCRIPTION DES MATERIAUX - GENERALITES

Travail d'etancheite des raccords de la toiture aux cheminees par l'utilisation de Pb et Zn visant a garantir l'etancheite.

Les couples electrolytiques par contact entre deux materiaux differents seront interdits.

EXECUTION DES TRAVAUX - GENERALITES

Tous les elements de toiture constituant un meme ensemble seront realises conjointement.

Les precautions necessaires seront prises de facon a obtenir un aspect soigne, propre et durable.

34.33.200 Noquetage en plomb

- Mesurage : mct
- Concerne: rives en butees (batiments 1 et 3)

DESCRIPTION DES MATERIAUX - GENERALITES

Travail d'etancheite des raccords de la toiture aux rives en Pb visant a garantir l'etancheite.

EXECUTION DES TRAVAUX - GENERALITES

Tous les elements de toiture constituant un meme ensemble seront realises conjointement.

Les precautions necessaires seront prises de facon a obtenir un aspect soigne, propre et durable.

CHAPITRE 35 – EVACUATION DES EAUX PLUVIALES

35.00 PRESCRIPTIONS COMMUNES EN MATIERE D'EAUX PLUVIALES

35.10 EVACUATION DES EAUX PLUVIALES – TECHNIQUES SPECIALES

35.30 GOUTTIERES PENDANTES

35.31.11 Gouttières pendantes en Zinc

- Mesurage : mct, y compris toutes sujétions
- Concerne: gouttieres apparentes (batiments 1 et 3)

DESCRIPTION

- Section circulaire \varnothing 100mm en zinc-cuivre-titane, epaisseur 0,8mm assemble sans soudure.
- Fixation par colliers en acier galvanise a chaud tous les metres.
- Les gouttieres sont etablies en alignement droit avec une pente minimale de 2 mm par metre, donnee par les supports.
- Ces derniers assurent la stabilite et la libre dilatation des gouttieres.
- Le bourrelet exterieur de toute gouttiere est suffisamment renforce pour pouvoir, apres pose, supporter sans flechir l'appui d'une echelle portant un homme.
- Le prix unitaire des gouttieres comprend la fourniture et la pose des elements de gouttieres, des crochets ou supports, y compris le soudage et la fixation aux chevrons ou au voligeage de pied de la toiture et autres accessoires d'evacuation.
- Les gouttieres se mesurent a la plus grande longueur du bourrelet exterieur, et recouvrements non compris.

Les ouvrages s'executent conformement a STS 33.

35.40 DESCENTES PLUVIALES

35.41.10 DESCENTES, GENERALITES

DESCRIPTION

Definition :

Livraison et placement de tous les elements necessaires pour l'evacuation la plus verticale possible des eaux de toiture au moyen de tuyauteries vers le reseau d'egout.

Les travaux comprennent :

- La livraison et le placement des tuyauteries, des crochets de fixation, des etriers, des soudures, des coudes, ...
- Le raccordement aux elements en aval.
- Le soudage ou la fixation des elements.
- La livraison des pieces courbes.

MATERIAUX - GENERALITES

Les materiaux repondront aux prescriptions des STS 33 et de la NBN 306.

Les couples galvaniques par contact de deux materiaux differents seront interdits. Au niveau de l'evacuation, on placera toujours le metal de tension electrochimique la plus positive en aval dans le sens de l'evacuation.

Pour memoire :

Classement des metaux utilisables en ordre decroissant de tension electrochimique positive

- 1. aluminium - 2. manganese - 8. zinc
- 4. chrome - 5. fer - 6. nickel
- 7. etain - 8. plomb - 9. cuivre

Le metal de chaque canalisation d'evacuation (gouttiere, nochere, descente d'eau, about et dauphin) devra avoir une tension electrochimique superieure ou egale a celle du metal utilise pour la couverture et a celle du metal utilise pour l'element d'evacuation place en amont.

Dans tous les cas, les contacts directs, donc sans moyen d'isolation, seront interdits entre :

- zinc et fer (acier);
- zinc et cuivre (non etame);
- acier galvanise et fer (acier);

- acier galvanise et cuivre (non etame);
- aluminium et etain, cuivre, zinc;
- zinc et recouvrements bitumeux.

Pour le zinc, l'acier galvanise, le cuivre et l'aluminium, les contacts directs avec du chene ou du chataignier, avec du platre ou du mortier humide (non durci) ne seront pas admis. Les contacts directs avec des bois impregnes ne seront pas autorises.

EXECUTION DES TRAVAUX - GENERALITES

Les tuyaux d'evacuation seront places suivant les prescriptions de la NBN 306 (1955);
La section minimale des evacuations sera determinee en fonction du debit maximum a evacuer. Les minima repris ci-dessous seront toujours d'application :

- 10 cm de diametre pour les sections rondes;
- 10 cm de cote pour les sections carrees.

Les tuyaux seront assembles par un emboitement suffisant sans soudure ou par un emboitement avec soudure, ou l'on prévoira un joint de dilatation tous les 6 m.

Les tuyaux seront places a l'exterieur du batiment.

Ils devront rester etanches sous une pression correspondant a une colonne d'eau egale a la hauteur du tuyau.

Les tuyaux d'evacuation seront places a 2 cm de la surface finie du mur.

Les tuyaux ronds ou carres seront maintenus sur les etriers au moyen d'un nez soude.

Les sections rondes seront maintenues sur les etriers au moyen d'un nez soude.

Pour memoire

En pratique, on considerera que la tuyauterie doit avoir une section de 1 cm² par m² de la toiture considerée en projection horizontale.

COORDINATION

Dans la periode entre le placement du revetement du cheneau et le placement des tuyaux d'evacuation, les mesures necessaires seront prises pour eviter le debordement des eaux de pluie sur les murs.

CONTROLE ET AGREATION

Tous les elements qui auront ete endommages avant ou pendant leur mise en oeuvre seront refuses.

PREVENTION ET PROTECTION

Pour l'execution de ce poste, les mesures de prevention et de protection suivantes seront prises en compte :

35.41.101 Tuyaux de descentes en zinc

- Mesurage : mct, avec indication de la section interieure
- Concerne: dep 100 descente d'eaux pluviales exterieures (batiments 1 et 3)

Cet ouvrage comprend :

- La fourniture et la pose des tuyaux en zinc n° 14, y compris celles des crochets d'attache a la maconnerie, des colliers, des bourrelets, des soudures et des coudes pour raccord au fourreau horizontaux, y compris

toutes sujétions necessaires a la bonne realisation de cet ouvrage;

- La libre dilatation des tuyaux de descente est assuree.
- Les fourreaux a travers les maconneries et raccords aux etancheites de toiture.
- La distance entre deux fixations ne peut dépasser 1,00 metre.

Y compris toutes sujétions necessaires a la bonne execution de cet ouvrage.

35.41.103 Tuyaux de descentes en PEhd

- Mesurage : mct, avec indication de la section interieure
- Concerne: dep 100 descente d'eaux pluviales interieures (batiments 1 et 3)

Cet ouvrage comprend :

- La fourniture et la pose des tuyaux polyethylene haute densite (PEhd) conformes a la norme NBN T 42-112 et beneficiant d'un ATG

-la fourniture et la pose des crochets d'attache a la maçonnerie, des colliers, des bourrelets, des soudures et des coudes pour raccord au fourreau horizontal, y compris toutes sujétions nécessaires a la bonne réalisation de cet ouvrage;

- La libre dilatation des tuyaux de descente est assurée.

- Les fourreaux a travers les maçonneries et raccords aux étanchéités de toiture.

- La distance entre deux fixations ne peut dépasser 1,00 mètre.

Y compris toutes sujétions nécessaires a la bonne exécution de cet ouvrage.

35.50 DAUPHINS ET TERMINAISONS

35.51.10 DAUPHINS, GENERALITES

35.51.101 Souches pluviales en fonte

• Mesurage : pce, avec indication de la section intérieure

• Concerne: Souches pluviales 100 au bas des descentes d'eau pluviales (batiments 1 et 3)

Les travaux comprennent :

-La livraison et le placement des dauphins, des crochets de fixation, des étriers, des collets, des soudures, des coudes, ...

-Le collage des éléments.

-La livraison des pièces courbées.

-Le raccordement du dauphin sur les canalisations enterrées et a la descente d'eau.

MATERIAUX – GENERALITES

Les matériaux répondront aux prescriptions des STS 33 (1969) et a la NBN 306 (1955, 1ère édition).

Les matériaux répondront a l'article Evacuation des eaux pluviales, descentes, generalites.

L'entrepreneur utilisera des dauphins en fonte grise qui seront protégés a l'intérieur contre la corrosion par peinture a base de résines asphaltiques.

EXECUTION DES TRAVAUX – GENERALITES

Les dauphins seront placés suivant les prescriptions de la NBN 306 (1955, 1ère édition). Les dauphins devront correspondre au tuyau d'évacuation.

Les dauphins devront être étanches a l'eau sous une pression correspondant a une colonne d'eau égale a la hauteur totale de la descente d'eau.

La distance entre deux fixations de pourra dépasser 2 mètres.

Les dauphins seront placés a 2 cm de la surface finie du mur.

35.61.10 Entonnoir en Zinc

• Mesurage : pce, avec indication de la section intérieure

• Concerne: Entonnoir en Zn 100 (batiments 1 et 3)

Les travaux comprennent :

-La livraison et le placement des entonnoirs, des crochets de fixation, des étriers, des collets, des soudures, des coudes, ...

-Le collage éventuel des éléments.

-La livraison des pièces courbées.

-Le raccordement de l'entonnoir sur la corniche et a la descente d'eau.

35.100 CORNICHES

35.101 Réfection et traitement des corniches existantes y compris moulures

• Mesurage : mct

• Concerne: Réfection des corniches existantes du bâtiment 3 et 1

Cet ouvrage comprend :

- La réfection complète et a l'identique des corniches a celles existantes (réparations ou nouvelles parties au besoin)

35.102 Vérification des corniches maintenues

• Mesurage : ff

• Concerne: vérification de l'état et de l'étanchéité des corniches existantes du bâtiment 2

Cet ouvrage comprend :

- La verification de l'état des corniches maintenue, des gouttieres et chenaux, des raccords etanches a la couverture ainsi que des raccords aux descentes d'eaux pluviales

50.00 ELECTRICITE – SPECIFICATIONS GENERALES

Conditions générales

La presente entreprise est soumise aux conditions generales suivantes :

- 1) Reglement General pour la Protection du Travail (RGPT)
- 2) Reglement General pour les Installations Electriques (RGIE), derniere edition.
- 3) Reglement technique de l'Union des Exploitants Electriques de Belgique (UEEB)., derniere edition.
- 4) Cahier des Charges type 400 et toutes ses annexes du Ministere des Travaux Publics, dernieres editions.
- 5) Normes et code bonne pratique edites par l'Institut Belge de Normalisation et le Comite Electrotechnique.
- 6) Prescriptions de la Societe de Distribution d'Electricite.
- 7) Prescriptions de Belgacom.
- 8) Recommandations du Service Regional de Prevention Incendie.
- 9) Tout le materiel propose doit porter le label de qualite CEBEC ou equivalent.
- 10) Le present Cahier Special des Charges et le descriptif de l'installation y annexe.

S'il y a contradictions entre le Cahier Special des Charges et l'un des autres documents cites ci-dessus, le Cahier Special des Charges a priorite a l'exception des impositions legales.

Descriptions des installations

La fourniture, la pose et le raccordement sont compris dans la presente entreprise pour tous les postes mentionnes ci-apres.

La presente entreprise comprend essentiellement:

- La verification de l'installation electrique existante
- Un tableau divisionnaire .
- Les cablages et points d'attaches pour pose des appareils d'eclairage.
- Les circuits divisionnaires.
- Le petit appareillage tels qu'interrupteurs, boutons poussoirs, etc
- La mise a la terre conformement au RGIE.
- La reception des installations par un organisme agree.
- Tous travaux de refection des maconneries et parachevements suite aux presents travaux d'installation electrique.
- L'etude et la remise de plans et schemas proposant l'implantation des tableaux, points lumineux, petits appareillages et reperege des circuits.

REMARQUE :

- 1) Toutes suggestions autorisees pour ce chapitre pour autant qu'elles satisfassent a au moins l'un des criteres suivants :
 - consommation d'energie moindre pour un confort lumineux equivalent (a justifier par calcul comparatif)
 - economie dans la realisation pour autant que le confort lumineux et la consommation d'energie soient equivalent ou ameliore.

Limites d'entreprise

Les crochets et/ou points d'attache necessaires a la pose des appareils lumineux seront prevus et mis en place par la presente entreprise.

50.60 POINTS D'ECLAIRAGE

50.60.00 APPAREILS D'ECLAIRAGE

50.60.10 Eclairage intérieur

La presente entreprise comprend la fourniture, le placement et le raccordement des appareils decrits ci-apres, conformement aux prescriptions du cahier des charges type 400, partie D.01

Le calcul des niveaux d'eclairage est a verifier par l'entreprise afin de le rendre conforme a la norme NBN L14-002.

La présente entreprise comprend également la mise en place de crochets ou points d'attaches ainsi que du câblage pour la pose des appareils d'éclairage.

Le descriptif ci-annexe mentionne le type d'appareil qu'il est prévu d'installer; le nombre et l'implantation doivent être vérifiés en fonction du calcul dont question ci-dessus, toute modification doit être proposée à l'approbation de l'architecte.

Le câblage est soigneusement exécuté en fils isolés au PVC d'au moins 1 mm² de section, résistant à une température de 105°C minimum, fixé aux appareils ou sortant de la paroi avec une réserve de +/- 50 cm et équipé à l'extrémité, côté appareil, d'une fiche de branchement d'attente permettant ainsi le remplacement aisé de l'appareil si nécessaire et évitant tout risque de court-circuit et d'électrocution accidentelle lors de ce remplacement.

Dans le cas où la canalisation devrait traverser le luminaire (e.a. luminaires en lignes), il y a lieu de prévoir un bornier à chaque extrémité avec câblage intermédiaire 105°C exécuté d'origine par le fabricant.

Les entrées de câbles des appareils sont munies de protection (avant pose des appareils) pour éviter de blesser les câbles.

Tous les appareils sont livrés et montés avec tous leurs équipements électriques tels que starters, ballasts, condensateurs, douilles, soquets... et lampes adéquates.

50.60.12 Luminaires et appliques murales

- Mesurage : pièce
- Concerne: éclairage encastré des nouveaux faux-plafonds, y compris câblage et raccordement à l'installation existante

DESCRIPTION

Fourniture et pose de luminaires encastrés de faible encombrement (=52 mm) et grille à très basse luminance en aluminium mat. Y compris tout les éléments de fixation, de câblage et raccordement.

Caisson: Réalisé d'une seule pièce en tôle d'acier de 0,6 mm thermolaquée blanc avec bordure très étroite. Coins assemblés en onglet et soudés.

Optique: Grille bivergente miroitée en aluminium pur (AL 99,98%) anodisée mat couleur d'argent. Fixation de la grille par 4 ressorts internes. Pour les changements de lampes, l'optique reste suspendue à deux ressorts hélicoïdaux qui servent en même temps de dispositif de mise à la terre. La bordure de 5mm de la grille coïncide avec le bord de l'appareil.

La courbure de chaque réflecteur longitudinal se constitue de deux parties complémentaires, une partie convergente et une partie divergente, ce qui crée une forme typique de cloche.

Les lamelles transversales sont paraboliques et fermées en partie supérieure pour obtenir un rendement supérieur.

Angle de défilement de 60° par rapport à la verticale. Luminance inférieure à 1000 cd/m² dans les angles d'élevation supérieurs à 65° suivant la NBN EN 12464-1. Tôle(s) de remplissage entre grilles en acier laqué blanc.

Équipement électrique et câblage: Raccordement électrique sur bornier à cinq pôles.

L'appareil est équipé de série de ballasts électroniques conventionnels et d'un câblage thermorésistant jusqu'à 105°C.

Spécifications et normes: Marquage CE ; certifié ENEC ; Classe de protection : Classe 1 ; IP20 ; fabriquée dans une usine certifiée ISO 9001

EXECUTION DES TRAVAUX

Suivant prescriptions du fabricant

CONTROLE ET AGREATION

Fiches techniques et plan d'implantation des appareils à faire approuver avant mise en œuvre

CHAPITRE 59BIS – VERIFICATION PAR ORGANISME AGREE

59BIS.00 VERIFICATION DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE PAR ORGANISME AGREE

- Mesurage : ff,
- Concerne: réception des modifications électriques apportées (luminaires,...)

L'entrepreneur est tenu de faire vérifier et agréer l'installation électrique après les travaux par un organisme agréé

CHAPITRE 76 – FENETRES DE TOIT

76. 50 FENETRES POUR TOITS EN PENTE

76.51.00 FENETRE DE TOITURE, GENERALITES

76.51.11 FENETRES DE TOITURES DANS OUVERTURES EXISTANTES

- Mesurage : pce,
- Concerne: remplacement des tabatières existantes par des fenêtres de toit (bâtiments 1 et 3)

DESCRIPTION

Fourniture et pose de fenêtres de toit, basculantes ou projetantes suivant les cas.

Y compris tout les éléments de fixation, kit d'habillage, raccords à la toiture, adaptation de la toiture, étanchéité,...

EXECUTION DES TRAVAUX

Suivant prescriptions du fabricant

CONTROLE ET AGREATION

Fiches techniques à faire approuver avant mise en oeuvre

Détail à soumettre à l'architecte pour approbation avant exécution.

CHAPITRE 83 – FINITIONS DE PLAFONDS

83.00 PRESCRIPTIONS COMMUNES EN MATIERE DE FINITIONS DE PLAFONDS

83.10 FINITIONS DE PLAFONDS – TECHNIQUES SPECIALES

83.20 PLAFONDS SUSPENDUS

83.22.41 Plafonds suspendus, systèmes à panneaux

- Mesurage : M2 y compris toutes suggestions
- Concerne: nouveaux faux-plafond dans les classes sous grenier

Les travaux comprennent :

- La livraison, le placement proprement dit et le réglage du plafond suspendu du type par plaques.
- La livraison et la préparation des matériaux en système, et plus particulièrement :
 - les éléments de plafond
 - les éléments de liaison constitués de la structure portante et des éléments de suspension
- Le placement proprement dit et le réglage du plafond suspendu.
- Les mesures de protection lors du placement.
- Les réservations pour canalisations, appareils d'éclairage, les éléments de détection incendie (Sprinkler),
- Les renforts pour les suspensions des luminaires.

Le plafond sera placé avec une double ossature métallique.

L'inter-distance entre les profils porteurs sera de maximum ... (suivant les directives du fabricant)

Les faces latérales du plafond seront terminées par latte de finition dissimulée. Dans les angles, la latte de finition sera toujours posée en retrait. L'utilisation de bandes autocollantes n'est pas admise.

Le placement des luminaires sont à charge de l'électricien.

DESCRIPTION

Plafond suspendu, constitué de panneaux autoportants fabriqués à base de laine de roche non combustible et aseptique (classées comme satisfaisant à la directive EU 97/69 note Q), d'un poids volumique de env. 80 kg/m³. Les panneaux pour plafonds sont munis d'un voile minéral résistant aux chocs et d'une structure stuc projetée acoustiquement ouverte (poids couche de finition env. 450gr/m²). L'autre face est munie d'un voile minéral naturel.

Les panneaux pour plafonds Bords Droits (A) sont déposés dans un système de suspension visible de 24mm, constitué de profils porteurs et transversaux en acier galvanisé recouvert d'un primer, couleur au choix.

Hauteur minimale de suspension 150 mm. La finition peripherique est un profile en L de la meme couleur.

MATERIAUX

Dimensions modulaires

600 x 600 x 25 mm (A24)

Humidite relative de l'air et stabilite du produit (RH-DS-100)

Les panneaux pour plafonds sont 100% dimensionnellement stables meme dans des conditions ou l'humidite de l'air atteint >95%.

EXECUTION DES TRAVAUX

Selon les prescriptions du fabricant

83.23.00 STRUCTURE PORTEUSE

83.23.10 Ossatures en métal

- Mesurage: inclus dans poste 83.22.41-42

83.24.00 SYSTEMES DE SUSPENSION

- Mesurage: inclus dans poste 83.22.41-42

83.28.00 ACCESSOIRES

83.28.10 Trappes d'accès

- Mesurage : Pce y compris toutes suggestions
- Concerne: trappes de visites des combles

DESCRIPTION

Fourniture et pose de trappes visites, y compris accessoires et adaptation du faux-plafond et du chevetre du gitage.

La trappe de visite est composee d'un cadre fixe et d'un cadre ouvrant, facilement amovible, tous deux en acier galvanise. Le systeme de verrouillage de la trappe est compose du systeme d'ouverture/fermeture a ressorts, de charnieres et d'une chaine detachable.

EXECUTION DES TRAVAUX

Selon les prescriptions du fabricant.

83.28.20 Band rasters à clips

- Mesurage: inclus dans poste 83.22.41-42

CHAPITRE 88 – PEINTURES

88.00 PRESCRIPTIONS COMMUNES EN MATIERE DE PEINTURES

GENERALITES

Les travaux de peinture s'executent conformement aux dispositions du cahier type n° 104, index 07.1 et 07.1.3

- Dispositions generales 07.1.5
- Prescriptions generales 07.1.9
- Prescriptions particulieres. Essais. 07.1.10 - Travaux de peinture 07.1.11 - Code de mesurage

Les peintures s'executent suivant les prescriptions "a performance". L'entrepreneur est responsable de la compatibilite des produits qu'il utilise.

Les travaux de peinture comprennent:

- les travaux de preparation du support
- la fourniture et l'application des peintures
- le demontage et remontage des equipements (radiateurs, plaques, etc.)
- les dispositions de protection et leur enlevement
- le nettoyage et l'evacuation de tous les dechets dus aux travaux
- les retouches eventuelles

A la demande du Maitre de l'ouvrage ou selon specifications particulieres, les tons sont presentes par echantillons realises sur place.

Les couches successives d'une meme peinture ne sont pas identiques.

Tant pour ce qui concerne l'execution des travaux preparatoires que les travaux de peinture proprement dits, les prescriptions du fabricant des produits mis en oeuvre seront de stricte

application (notamment en ce qui concerne les conditions climatiques admissibles pour l'exécution, le temps de séchage, la mise en œuvre...); de même, on veillera à la sécurité et à l'hygiène du personnel exécutant en prévoyant une ventilation suffisante et le respect strict des prescriptions du RGPT et du CNAC (Comité National d'action de la Sécurité et de l'Hygiène dans la Construction) ainsi que celles des fédérations professionnelles.

L'entrepreneur est tenu d'appliquer des produits ou systèmes compatibles entre eux, convenant à la surface à traiter et au système de peinture utilisés desquels découlent les exigences et le degré de finition à respecter.

88.10 PEINTURES - TECHNIQUES SPECIALES

88.30 PEINTURES EXTERIEURES - RAVALEMENTS

88.33.11 Finitions extérieures, peintures sur subjectiles bois

- Mesurage: Mct, y compris toutes sujétions
- Concerne: corniches restaurées et corniches maintenues

Il s'agit de systèmes de peinture extérieurs et/ou de protection sur subjectiles en bois ou panneaux ligneux, y compris la préparation du subjectile.

Préparation des supports bois

Cet ouvrage comprend:

- L'élimination de toute impureté présente sur le support par tous les moyens appropriés (décapage thermique, ponçage, grattage, etc.) jusqu'à la mise à nu du bois.
- Emoussage des arêtes vives au papier de verre et rebouchage des fissurations, trous, etc. au moyen d'un mastic dur.

Peintures des menuiseries extérieures en bois finition laquée

Système comprenant

- la préservation des bois
- la peinture de finition

Préservation

- poncer, dépoussiérer, enlever les éruptions de résine. Les petites parties de fer attenantes aux boiseries reçoivent une couche de primer antirouille. Pour l'Azélie, laver avec de l'eau fortement ammoniacale. Pour les autres bois tropicaux et du type gras, laver au white spirit.
- obturer les éventuelles jointures, crevasses, interstices, au mastic de réparation à deux composants, à base de résines polyuréthanes.
- appliquer une couche d'impregnation, procédé C1 selon STS 52 index 04.81, 175-200 gr/m². Dans le cas de Sapin rouge du nord le procédé C1 est remplacé par C3. Le produit à l'agrément technique INL.

Peinture de finition

- application d'une couche d'impression, à base de résines alkydes. Les parties en contact avec la maçonnerie reçoivent deux couches.
- mastiquer les petits trous et joints
- poncer à sec, dépoussiérer
- ratisser à l'enduit, là où c'est nécessaire
- application d'une couche intermédiaire, de peinture laquée, satinée, à base de résines alkydes, dans la teinte définitive
- poncer légèrement
- appliquer une couche de finition de peinture laquée satinée, à base de résines alkydes.

Respecter un temps de séchage entre couches de 24 heures. Brillance : 20-30%, mesurée au Glossmeter Gardner 60°.

Lors de l'application l'hygrométrie du bois est inférieure à 17%.

Teinte au choix du MO et de l'architecte

Approuvée par M. le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale.

Lettre du 03 mars 2009

Réf. :002-2009/1280-pl

26E VOORWERP**OPENBARE RUIMTE VERNIEUWING VAN HET DAK EN DE GOTEN VAN HET "CENTRE SCOLAIRE LES MARRONNIERS" – OPENBARE AANBESTEDING – VASTSETTING VAN DE VOORWARDEN**

DE RAAD,

Gezien er op artikel 720.724.60. van de buitengewone begroting van 2009 een som van 100.000 € voorzien is voor de vernieuwing van het dak en de goten van het "Centre scolaire Les Marronniers" ;

Gezien deze uitgave geschat wordt op ± 99.995 € BTWI ;

Gezien het bijzonder lastenboek n° 4/2009 regelende deze onderneming ;

Gezien het publicatiebericht als bijlage ;

Gezien de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten van werken, leveringen en diensten ;

Gezien het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten en de concessies van openbare werken ;

Gezien het koninklijk besluit van 26 september 1996 houdende instelling van de algemene uitvoeringsregels van openbare opdrachten en concessies ;

Gezien artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet voorziet dat het Schepencollege de bevoegdheid heeft om de wijze waarop de opdrachten voor aanneming van werken, leveringen of diensten worden gegund, voorwaarden vast te stellen en de uitgave goed te keuren, mits de beslissing ter kennis te brengen van de Gemeenteraad ;

Gezien artikels 234 tot 237 van de nieuwe gemeentewet ;

Gezien de beslissing van het Schepencollege van 6 januari 2009 ;

BESLIST : met eenparigheid,

- in te stemmen met de vernieuwing van het dak en de goten van het "Centre scolaire Les Marronniers" voor een bedrag van ± 99.995 € BTWI ;
- het publicatiebericht als bijlage goed te keuren ;
- deze aanbesteding te plaatsen via een openbare aanbesteding en het lastenboek nr 4/2009 regelende deze onderneming goed te keuren ;
- deze uitgave te boeken op artikel 720.724.60. van de buitengewone begroting van 2009 ;
- het Schepencollege te belasten met de uitvoering van dit dossier.

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Gemeenteontvanger met de bijhorende stukken.

Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

GEMEENTE OUDERGEM

Dienst : Openbare Ruimte.

AANBESTEDENDE OVERHEID

Gemeentebestuur Oudergem

Emile Idiersstraat 12 te 1160 Oudergem.

Voorwerp : VERNIEUWING VAN HET DAK VAN DE "CS LES MARRONNIERS"
BIJZONDER LASTENBOEK N° 4/2009
OVERHEIDSOPDRACHT VIA OPENBARE AANBESTEDING

1. VOORWERP VAN DE OPDRACHT.

Vernieuwing van het dak van de "CS Les Marronniers"

2. PRIJSBEPALING

Opdracht tegen globale prijs.

3 GUNNINGSWIJZE VAN DE OPDRACHT.

Opdracht bij openbare aanbesteding overeenkomstig de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten. De algemene aannemingsvoorwaarden zijn toepasselijk op deze opdracht wat ook het bedrag ervan is.

4. REGELS WAARAAN DE OPDRACHT ONDERWORPEN IS.

De wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, evenals de hieropvolgende wijzigingen. Het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken.

Het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies van openbare werken. De algemene aannemingsvoorwaarden zijn van toepassing wat ook het bedrag van de opdracht is.

Onderhavig bijzonder lastenboek.

5. AANBESTEDENDE OVERHEID.

De aanbestedende overheid is de gemeente Oudergem, E. Idiersstraat 12 te 1160 Oudergem, het Schepencollege is belast met de toewijzing van de opdracht.

De leidinggevende ambtenaar is de Heer L. DEPELCHIN, aangeduid door het Schepencollege om de leiding van en toezicht op de uitvoering van de opdracht uit te voeren, telefoonnummer: 02/676.48.62 (8u - 12u en 14u -16u).

6. OFFERTES.

De offertes dienen aangetekend verzonden te worden aan het College van Burgemeester en Schepenen van de gemeente Oudergem onder dubbele omslag of tegen ontvangstbewijs afgegeven te worden aan de administratie, door middel van bijgevoegde omslag. De offertes dienen bij de koper aan te komen ten laatste op

De offertes zullen geopend worden op

Indien het totale bedrag van de offerte, berekend overeenkomstig het bestek, 22.000€ zonder B.T.W. overtreft moet de Belgische inschrijver die personeel tewerkstelt dat onderworpen is aan 27 juni 1969, tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de sociale zekerheid van de arbeiders, opdat zijn offerte als regelmatig kan beschouwd worden, er een attest van de R.S.Z. bijvoegen of dit voor de opening van de offertes aan de aanbestedende overheid doen toekomen, waaruit blijkt dat hij voldaan heeft aan de voorschriften inzake bijdragen voor sociale zekerheid en de bestaanszekerheid.

7. GELDIGHEDSDUUR VAN DE OFFERTE.

De inschrijvers blijven gebonden door hun offerte gedurende een termijn van 200 kalenderdagen, te rekenen vanaf de dag volgend op de limietdatum voor het indienen van de offertes.

8. UITVOERINGSTERMIJN.

De uitvoeringstermijn bedraagt 60 kalenderdagen te rekenen vanaf de datum van het opsturen van de bestelbon. De werken zullen moeten worden uitgevoerd tijdens de periode dat de school gesloten is, met andere woorden, tijdens de maanden juli en augustus.

9. WAARBORG.

De waarborg is vastgesteld op 5% van de initiële opdracht, afgerond op het bovenliggend duizendtal overeenkomstig artikel 5 par. 2 en 3 van het algemeen lastenboek.

10. PRIJSHERZIENING.

ARTIKEL 13 - § 2

Het te betalen bedrag wordt bepaald door op het bedrag van de inschrijving de volgende formule toe te passen:

$$p = P \left(a \frac{s}{S} + b \frac{i}{I} + c \right)$$

De opgelegde parameters zijn:

$$a = 0,40 \quad b = 0,40 \quad c = 0,20$$

P is het bedrag van de staat opgesteld op basis van het contract;

p is het door de aannemer aangerekend bedrag;

S is het gemiddelde van de uurlonen van de gekwalificeerde arbeiders, gespecialiseerde

- arbeiders en handlangers, vastgesteld door het Nationaal Paritair Comité van het Bouwbedrijf, vermeerderd met het globale percentage van de sociale lasten en verzekeringen zoals toegelaten door het Ministerie van Openbare Werken 10 dagen voor de opening van de inschrijvingen;
- S is hetzelfde gemiddelde op de aanvangsdatum van de maandelijke periode die in het voorschot in acht genomen wordt;
- I is de maandelijke index berekend op basis van een jaar lijks verbruik van de voornaamste materialen en stoffen door het Bouwbedrijf op de binnenlandse markt. Die index betreft de kalendermaand die voorafgaat aan de openingsdatum van de inschrijvingen ;
- I is diezelfde index voor de kalendermaand die voorafgaat aan de aanvangsdatum van de maandelijke periode die in het voorschot in acht genomen wordt;
- c is de niet voor herziening vatbare vaste term.

Wat betreft de produkten van de vermenigvuldiging van elk verkregen quotiënt met de waarde van de overeenkomstige parameters, deze worden afgerond op de vijfde decimaal, die in het algemeen vermeerderd wordt met 1 indien de zesde gelijk aan of groter is dan 5.

Opmerking : de kosten voor laboratoriumproeven zijn niet onderworpen aan herziening.

11. KWALITATIEVE SELECTIECRITERIA.

Een attest van de R.S.Z., tot en met het voorlaatste trimester voor de datum van de opening.
Een kopij van het bewijs van de erkenning afgeven.

12. BETALINGEN.

De betalingen gebeuren overeenkomstig artikel 15 par. 1 van het algemeen lastenboek.

13. LEVERINGSMODALITEITEN.

De werken zullen gebeuren op het volgende adres :

Cs des Marronniers

Waversesteeweg 1179

1160 Oudergem

14. ONTVANGSTMODALITEITEN.

De voorlopige en de definitieve oplevering gebeuren overeenkomstig artikel 43 van het algemeen lastenboek.

De aandacht van de aanbesteder wordt gevestigd op het feit dat de oplevering geenszins een opname van de blijvende uitvoerende werken is noch een plaatsbeschrijving van de werken.

Door het aanvragen van de voorlopige oplevering wordt verondersteld dat de werken beëindigd zijn en klaar voor de oplevering.

De leidinggevende ambtenaar is bij rechte om te beslissen of de werken af zijn en de voorlopige oplevering aan te nemen of te weigeren.

Bij weigering van de voorlopige oplevering moet de leidinggevende ambtenaar dit bij aangekend schrijven verantwoorden, binnen de 15 werkdagen na de ontvangst van de vraag tot voorlopige oplevering.

15. HOEVEELHEDEN EN PLANNEN.

De hoeveelheden zijn vermoedelijke hoeveelheden en verbinden generlei het gemeen- bestuur dat zich het recht voorbehoudt de bestellingen aan te passen aan haar behoeften, met, indien zulks vereist is, een juiste schadevergoeding.

De aanbesteder wordt verondersteld de hoeveelheden te berekenen en kan zich niet beroepen op fouten in de meetstaat, deze wordt ter informatie door het gemeentebestuur aan de aanbesteders gegeven ten einde de offertes te kunnen vergelijken.

Dit geldt eveneens voor de door het gemeentebestuur geleverde plannen. De leidinggevende ambtenaar houdt zich ter beschikking van de aanbesteder voor eventuele plaatsbezoeken.

16. GEBREK AAN UITVOERING - MIDDELEN VAN OPTREDEN VAN HET BESTUUR.

De boetes voor vertraging in de uitvoering en de maatregelen van ambtswege voorzien in de algemene aannemingsvoorwaarden zijn van toepassing.

17. TOEKENNING VAN DE OPDRACHT.

De aanbesteder wiens offerte weerhouden werd door het College van Burgemeester en Schepenen wordt hiervan schriftelijk verwittigd.

Het opsturen van de officiële bestelbon geldt als order voor het begin van de werken.

18. GERECHTELIJKE ACTIES – TERMIJNEN.

Alle gerechtelijke acties vallen onder de bevoegdheden van de Brusselse rechtbanken.

19. TECHNISCHE EN ALGEMENE VEILIGHEIDSBEPALINGEN.

Technische bepalingen – Plannen, documenten en voorwerp van de opdracht – Nummering en strekking.

- Zijn eveneens van toepassing (geheel of gedeeltelijk), de voorschriften die hierna vermeld worden voor zover ze niet strijdig zijn met deze van het Bijzonder Lastenboek en de voorvermelde besluiten :
- Artikel 1 van het typelastenboek 100 van 1991, als volgt te vervolledigen : De niet traditionele bouwmaterialen, -uitrustingen en –procédés die deel uitmaken van de technische erkenning (MB van 18 juli 1970 – BS van 11 augustus 1970, « Institut National du logement et Union belge pour l'agrément technique de la construction ») zijn eveneens toegelaten binnen de limieten van de erkenningen.
- Het typelastenboek n° 104 van 1963, ondermeer gewijzigd door de addenda 1-1967, 2-1969, 3-1973 van het Ministerie van Openbare Werken betreffende werken binnen gebouwen van de staat – technische clausules.
- Het lastenboek n° 101 van 1987 betreffende mechanische en technische installaties.
- Deel VI van het bijzonder lastenboek – « teer, bitume en asfalt » goedgekeurd op 10 oktober 1949.
- Deel XII van het algemeen lastenboek – "ge vulcaniseerd rubberen voegen of harde elementen met koud water, stadsgas of lucht onder druk" goedgekeurd op 2 juli 1962.
- Het typelastenboek n° 400 van 1991 (met inbegrip van delen 400 B 01, 400 D 01 en 400 F 01) van het Ministerie van Openbare Werken – betreffende de algemene technische voorwaarden regelende de werken van elektrische installaties en bouwwerken.

Deel n°	voorwerp	goedgekeurd op
400.0.01	Inleiding	1968.03.19
400.A.01	Mechaniek algemeen (hoofdstuk a tot en met i)	1954.10.16
400.A.01	Mechaniek algemeen (hoofdstukken j, k en l)	1980.06.26
400.B.03	Electriciteit algemeen (hoofdstuk a en b)	
400.B.02	Electriciteit algemeen (hoofdstukken c, d, e en f)	1986.05.29
400.B.01	Electriciteit algemeen (hoofdstukken g tot en met n)	1972.11.25
400.D.02	Verlichting in de gebouwen	1983.11.16
400.E.01	Diverse installaties met zwakke stroom in de gebouwen	1975.10.23
400.F.01	Onweerinstallaties	1954.10.16
400.J.03	Teletechniek (hoofdstuk a)	1987.08.25

- Het typelastenboek n° 105 uitgave 1990
- Het Algemeen Reglement ter Arbeidsbescherming gewijzigd door de besluiten gepubliceerd in het B.S. op datum van het in aanbesteding stellen van de opdracht.
- De laatste uitgave van het « technisch reglement » van het « C.E.T. » – uitgegeven door de « l'Union des Exploitations Electriques de Belgique (U.E.E.B.) » betreffende laagspanningsinstallaties.
- Het Algemeen reglement op elektrische installaties.
- De N.B.N. normen en anderen die eventueel geldig zijn, in geval van tegenstrijdigheden is enkel het bijzonder lastenboek geldig.

- De eengemaakte technische bepalingen (S.T.S) van het Nationaal Instituut voor Logement (laatste uitgave).
- De aanbeveling ISO R 1996 – laatste uitgave "beoordeling van het geluid m.b.t. de reacties van de samenleving".
- De verschillende referentieteksten vernoemd in het bijzonder lastenboek en de bestaande wettelijke teksten.
- Alle in België geldende Europese normen.
- De laatste uitgave van het « Technisch Reglement » betreffende de installaties die voor 01.01.1983. in dienst gesteld werden.
- De algemene aanbeveling voor de uitvoering, volgens de regels van de kunst, zoals bepaald in de CSTC- en CRRnota's zijn eveneens van toepassing.
- De G.S.V. (Gewestelijke Stedenbouwkundige Verordening).
- Het koninklijk besluit van 25 januari 2001 betreffende de tijdelijke of mobiele werven (BS 7 februari 2001).

Opmerkingen :

14. De aanbesteder moet tijdens de volledige duur van de werken alle hiervoor vernoemde documenten ter beschikking houden.
15. Alle documenten zijn van toepassing in de laatste versie met de bijlagen zoals ze verschenen zijn tot een maand voor de datum van deze offerte.
16. De aanbestedingsdocumenten (geschreven documenten en plannen) vullen elkaar aan en vormen één geheel.
17. In geval van tegenstrijdigheden tussen de tekeningen en/of bepalingen op de plannen en de bepalingen van dit bijzonder lastenboek zijn de plannen geldig. In elk geval moet de aanbesteder onmiddellijk elke tegenstrijdigheid aan de aanbestedende overheid melden.
18. De overeenkomst B 1/54 van 01.06.2001 van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Administratie van Uitrustingen en Verplaatsingen, Directie der Wegen, genaamd « Opdracht van de coördinator – Realisaties op tijdelijke of mobiele werkplaatsen ».
19. Al het afval moet naar een recyclagecentrum gebracht worden overeenkomstig het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 maart 1995. Daarenboven zijn alle schoonmaakwerken met betrekking tot de werf ten laste van de aannemer.
20. De aanbesteder verrekent in zijn offerte alle werken, leveringen en diensten met betrekking tot de contractuele verplichtingen tijdens de 10-jarige garantie.
21. De forfaitaire eenheidsprijzen of door de aanbesteder aangegeven in de samenvattende meetstaat bij zijn aanbesteding en overeenkomend met de beschrijving die volgt omvat alle werken en leveringen die nodig zijn voor de volledige uitvoering van de werken overeenkomstig de plannen, het bijzonder lastenboek en de samenvattende meetstaat, zelfs indien de werken en leveringen niet expliciet beschreven zijn in de meetstaat.
22. De geldende voorschriften met betrekking tot de overheidsopdrachten en meer bepaald het Algemeen Lastenboek zijn van toepassing.
23. Voor alle posten en onderposten omvatten de eenheidsprijzen « ALLE BIJVOEGINGEN – NIETS UITGEZONDERD » of deze vermelding erbij gezet is of niet.
24. De uitdrukking « in werking stellen » in deze beschrijving omvat buiten het in werking stellen van de leveringen ook het klaarzetten, plaatsen, monteren, enz... van de leveringen zonder enige beperking.
25. De uitvoering van bijkomende werken kan in het kader van deze opdracht aan de aanbesteder toevertrouwd worden, de opdracht voor de uitvoering van deze werken wordt schriftelijk gegeven voor het begin ervan.
26. Als basis voor het tijdsinterval tussen de verschillende tussenkomsten die voorzien zijn in het kader van deze opdracht werd de "Praktische Gids » voor het onderhoud der gebouwen, uitgegeven door het C.S.T.C. genomen.

27. Het feit van een nieuwe norm en/of lastenboek te vernoemen (bv typelastenboek 104) is niet beperkend en elke andere norm bepaald voor de werken blijft van toepassing.

20. TECHNISCHE BESCHRIJVINGEN.

BOUWHEER Gemeente Auderghem

Emile Idiersstraat, 12

1160 Brussel

ARCHITECT

ARCHITECTUURATELIER GUY MELVIEZ bvba

Diepestraat, 36/38

1180 Ukkel

TEL: 02/ 346 88 86

FAX: 02/ 346 88 80

E-mail: guy.melviez@skynet.be

INGENIEUR

VEILIGHEIDSCOORDINATOR

- **Gebouw 1 (RECHTS)**

- **Gebouw 2(CENTRAAL)**

- **Gebouw 3(LINKS)**

ALGEMENE OPMERKINGEN

1° Referentienormen en documenten

Behoudens strengere reglementeringen, voor alle normen vermeld in onderhavige bundel van technische voorschriften voor de bouw en de aanbestedingsdocumenten, moet de aannemer de clausules en voorwaarden van de Belgische normen naleven (NBN, NBN EN en NBN EN ISO en hun addenda) die goedgekeurd of geregistreerd zijn door het BNI (Belgisch Normalisatie-Instituut) drie maand voor de datum van de aanbesteding (<http://www.bni.be>). Bovendien worden de recentere edities van de STS en/of de technische Informatienota's (TIN) uitgegeven door de WTCB (<http://www.wtcb.be>) beschouwd als algemene code van goede praktijk.

Het lastenboek bevat drie delen:

1. ALGEMEEN LASTENBOEK:

Prive bouwwerken, eerste deel, administratieve clausules, uitgegeven door de Koninklijke Federatie

Architectenmaatschappijen van België (FAB), laatste uitgave, van toepassing voor deze aannemen, toch hierbij niet in detail opgenomen.

2. ALGEMEEN LASTENBOEK:

prive bouwwerken, tweede deel, technische clausules, uitgegeven door de Koninklijke Federatie

Architectenmaatschappijen van België (FAB), laatste uitgave, de Nationale confederatie bouw (NCB), het wetenschappelijk en technisch centrum van de bouwsector (WTCB).

3. BIJZONDERE LASTENBOEK:

De teksten van dit derde deel zijn de aanvulling, tenzij die ervan afwijken, van het algemeen lastenboek, eerste en tweede deel, uitgegeven door de FAB, laatste uitgave, hierboven vermeld. Behoudens uitdrukkelijke afwijking van onderhavige BLB, wordt de aannemer volgende gegevens toepassen:

a/ De instructies van de regies, reglementen, wetten en besluiten van kracht op het moment van de aanwending.

b/ De standaard technische specificaties (STS) van het Nationaal instituut voor de woningbouw (niet beperkende lijst).

c/ De technische informatienota's (TIN) en de studieverlagen en onderzoeksrapporten (herzien) gepubliceerd door het WTCB.

d/ De normen gepubliceerd door het Belgisch instituut voor normalisatie.

e/ Het algemeen reglement op de arbeidsbescherming, met bijwerkingen, uitgegeven door het ministerie van arbeid en tewerkstelling

f/ De aanbevelingen van de veiligheid en gezondheidscoördinator aangesteld of, bij gebrek, aan te stellen voor de werken.

2° Voorschriften inzake prestaties

Onder voorbehoud van de technische clausules van onderhavig lastenboek en/of het bijzonder lasten, moet de aannemer voldoen aan de wettelijke bepalingen inzake brandveiligheid, de algemene voorschriften betreffende de veiligheid, de minimale thermische en akoestische eisen... Wanneer hij tegenstrijdigheden vaststelt in het bijzonder lastenboek, zal de aannemer de architect onmiddellijk waarschuwen zodat de gepaste maatregelen kunnen worden getroffen.

3° De aannemer moet de plannen naleven, evenals het lastenboek van de coördinator veiligheid en gezondheid.

4° De bouwheer behoudt zich het recht voor om een post volledig of gedeeltelijk te schrappen zonder supplement.

5° TECHNISCHE CLAUSULES - ALGEMEEN

° Zolang er niet van wordt afgeweken door de bepalingen van onderhavig lastenboek, is de aanneming onderworpen aan de clausules en voorwaarden van het type-lastenboek van de Staat en van de FAB, laatste uitgave, in de volumes betreffende de hierna vermelde werken en de Belgische normen terzake.

° Door zijn inschrijving erkent de aannemer stilzwijgend de mogelijkheid van uitvoering van zijn aanneming volgens de bepalingen van de plannen voorzien door de architect. Hij erkent de plaats te hebben bezocht, de situatie die ervan te hebben vastgesteld, evenals de uitwendige aard van de grond.

° Als gevolg mag hij daarna geen enkel bezwaar uiten, onder voorwendsel van een onvoorziene moeilijkheid van uitvoering van zijn aanneming, noch voor problemen, zelfs uitzonderlijke.

° Hij mag zich ook niet beroepen op enige fout of vergetelheid in de plannen of in het lastenboek om zich te onttrekken aan de uitvoering van zijn verbintenis, noch aan de regels van de kunst, of om een prijs toe te eisen voor werken die hij in zijn inschrijving niet zou hebben voorzien of voor enige fout in de meetstaat.

° De inschrijvers duiden aan, in een nota in bijlage gehecht aan hun inschrijving, de fouten of vergetelheden die zij zouden kunnen hebben vastgesteld in de aanbestedingsdocumenten en waarmee zij rekening zouden hebben gehouden in het opstellen van hun prijs, op basis van hun eigen berekeningen. De supplementen en afrekeningen worden steeds schriftelijk opgesteld en overgedragen aan de bouwheer voor de uitvoering van de wijzigingswerken of bijkomende werken.

° Elk bijkomend werk dat niet vooraf schriftelijk besteld is gericht zal niet in rekening kunnen worden gebracht

DEEL 1 – RUWBOUW.....

HOOFDSTUK 10 - VOORBEREIDENDE WERKEN

10.13.00 VOORBEREIDENDE WERKEN – PLAATSBESCHRIJVING

10.13.10 plaatsbeschrijving / algemeen

10.13.12 PLAATSBESCHRIJVING VAN DE GEBOUWEN TE RENOVEREN EN VAN DE TOEGANGSWEGEN

HOOFDSTUK 11 - INRICHTING VAN DE WERF EN AFBRAAK

11.20 INRICHTING VAN DE WERF

11.20.00 Beveiliging, veiligheid

11.21.00 INRICHTING VAN DE WERF

11.22.00 VOORLOPIGE AANSLUITINGEN

11.24.00 DIVERSE BESCHERMINGSWERKEN

11.25.00 TOEGANGSWEGEN / PARKEERPLAATS

11.26.00 TOEGANGSMATERIAAL
11.27.00 HIJSTOESTELLEN
11.40 PREFAB, MODULAIRE CONSTRUCTIES
11.41.00 WERFGEBOUWEN
11.50 REINIGING OP HET EINDE VAN DE WERF
HERAANLEG VAN DE OMGEVINGEN
11.80 AFBRAAK / TECHNIEKEN EN OPRUIMINGSWERKEN
11.81.00 ALGEMEEN
11.83.00 AFBRAAKTECHNIEKEN – BOUWONDERDELEN
AFBRAAK VAN DAKBEDEKKING
AFBRAAK VAN DE ACCESSOIRES
11.85.00 AFBRAAKTECHNIEKEN – SIERELEMENTEN
11.85.301 Verlaagde plafonds
11.85.302 Verlichtingen
11.86.00 AFBRAAKTECHNIEKEN – GEVAARLIJKE STOFFEN 1
11.86.14 PRODUCTEN OP BASIS VAN ASBEST
11.86.141 SCHOORSTEENBUIZEN
11.86.142 Bedekking met kunststoffen leien

HOOFDSTUK 17 – METSELWERK EN BOUWWERKEN

17.41.12 Herstellingen, opknapping van de bestaande gevelbekleding
17.41.15 Gedeeltelijke herstelling van de schoorsteenvoegen

HOOFDSTUK 18 – AFWERKING VAN DE GEVELS

18.53.10 Gevelbekleding, geïsoleerde kunststofleien in vezelcement
18.90 TOEBEHOREN EN DIVERSE ONDERDELEN VOOR AFWERKING VAN DE
GEVELS
18.93.00 Muurbekledingen
18.93.50 Herstelling van de voegen van de muurbekledingen

DEEL 2 - STRUCTUUR, GEBINT ET SKELETBOUW.....

HOOFDSTUK 22 – GEBINT

22.00 GEBINT

HOUTEN GEBINT – DAKSCHRIJNWERK - ALGEMEEN.

(22)211 NIEUWE HOUTEN STUKKEN TER VERSTEVIGING VAN HET GEBINT.

(22)214 HERSTELLING VAN HET GEBINT.

22. 40 VLOERENCONSTRUCTIE

22.44.11 Houten vlonder

22. 50 DIVERSEN

22.51.10 Schimmel- en insectenwerende behandeling van het houten gebint

22.51.11 CORROSIEWERENDE BEHANDELING VAN HET METALEN GERAAMTE

DEEL 3 - BEDEKKINGEN.....

HOOFDSTUK 31 – ONDERDAKLAAG

31.21.101 Dakbedekking voor hellende daken, SOEPELE onderlaag

31.40 ISOLATIE VOOR DAKEN, KAPPEN EN ZOLDER

31.41.12 Soepele isolatie

31.50 WATERDAMPSCHEM

31.50.12 PE WATERDAMPSCHEM

HOOFDSTUK 32 – BEDEKKINGEN, DAKPANNEN, LEIEN

32.20 BEDEKKING MET DAKPANNEN

33.21.11 Bedekkingen met dakpannen, pannen in terracotta

32.29.00 RANDAFWERKINGEN

32.29.10 Nok

32.29.50 Zijranden en kopranden in platen van vezelcement

HOOFDSTUK 34 – METALEN BEDEKKINGEN

34.33.100 Waterdichtheid van de schoorstenen

34.33.200 Loden stroken

HOOFDSTUK 35 – AFVOER VAN REGENWATER

35.30 HANGGOTEN

35.31.11 Zinken hanggoten

35.40 AFVOERPIJPEN VOOR REGENWATER

35.41.101 Zinken afvoerbuizen

35.41.103 Afvoerbuizen in PEhd

35.50 DOLFIJNEN EN EINDSTUKKEN

35.51.101 REGENAFVOERMOND IN GIETIJZER

35.61.10 ZINKEN TRECHTER

35.100 KROONLIJSTEN

35.101 Herstelling en behandeling van de bestaande dakgoten, met inbegrip van de sierlijsten.

35.102 CONTROLE VAN DE BEWAARDE DAKGOTEN

50.00 ELEKTRICITEIT – ALGEMEEN SPECIFICATIES

50.60 LICHTPUNTEN

50.60.10 Binnenverlichting

50.60.12 Verlichtingtoestellen en wandverlichting

HOOFDSTUK 59BIS – CONTROLE DOOR EEN ERKENDE INSTELLINGEN

59BIS.00 VERIFICATIE VAN DE ELEKTRISCHE INSTALLATIE DOOR EEN ERKENDE INSTELLING

HOOFDSTUK 76 – DAKRAMEN

76.50 RAMEN VOOR HELLENDE DAKEN

76.51.11 DAKRAMEN IN BESTAANDE OPENINGEN

HOOFDSTUK 83 – AFWERKING VAN DE PLAFONDS

83.20 OPGEHANGEN PLAFONDS

83.22.41 Opgehangen plafonds, paneelsystemen

83.23.00 DRAAGSTRUCTUUR

83.23.10 Metalen geraamtes

83.24.00 OPHANGINGSYSTEMEN

83.28.00 ACCESSOIRES

83.28.10 Bezoekluiken

83.28.20 Bandrasters met clips

HOOFDSTUK 88 - SCHILDERWERKEN

88.30 BUITEN SCHILDERWERKEN - OPKNAPPING

88.33.11 Afwerkingen buiten, verf op houten onderlaag

DEEL 1 – RUWBOUW

HOOFDSTUK 10 - VOORBEREIDENDE WERKEN

10.13.00 VOORBEREIDENDE WERKEN – PLAATSBESCHRIJVING

10.13.10 plaatsbeschrijving / algemeen

10.13.10.10 BESCHRIJVING

Voor de uitvoering van de werken zal de aannemer een plaatsbeschrijving uitvoeren met in gedachten al wat tijdens de uitvoering zou kunnen gebeuren.

De aannemer bepaalt, onder zijn volledige verantwoordelijkheid, de andere eigendommen en openbare wegen die door zijn aanneming kunnen worden verstoord. Voorafgaandelijk aan alle werken later de aannemer op zijn kosten een tegensprekelijke plaatsbeschrijving voor de twee partijen, op naam van de eigenaar, van de gebouwen en aanpalende en/of gemene werken, evenals van de openbare wegen (straat en voetpaden) zowel als in de bewaarde zones van het gebouw. Een kopie van die plaatsbeschrijvingen wordt overhandigd aan de bouwheer en aan architect onmiddellijk na de afwerking ervan. Als de aannemer nalaat om de plaatsbeschrijving te laten opmaken, het draagt dan alle financiële en juridische verantwoordelijkheid

voortvloeiend uit deze nalatigheid. Met deze plaatsbeschrijvingen bepaalt men op het einde van de werken de controle evenals de voorwaarden die erin zijn gevat (vergoedingen, herstelingswerken, enz.) de kosten van die prestaties zijn uitzonderlijk ten laste van de aannemer. Op het einde van de werken wordt een controle van de plaatsbeschrijvingen uitgevoerd.

10.13.10.40 UITVOERING VAN DE WERKEN - ALGEMEEN

Deze plaatsbeschrijving moet tegensprekelijk worden uitgevoerd in aanwezigheid van:

De bouwheer (of zijn vertegenwoordiger), evenals de architect.

10.13.10.50 COORDINATIE:

alle betrokken delen zijn uitgenodigd door de aannemer. De werken kunnen enkel worden gestart wanneer de bouwheer zijn exemplaar ondertekend door alle partijen heeft ontvangen.

10.13.12 PLAATSBESCHRIJVING VAN DE GEBOUWEN TE RENOVEREN EN VAN DE TOEGANGSWEGEN

• Meetcode: ff

• Voorwerp: plaatsbeschrijving van de binnenkant van de gebouwen, de gemene bouwwerken en de publieke en private toegangswegen.

De aannemer moet contact opnemen met de beheerder van het gebouw om deze plaatsbeschrijving goed te keuren.

Deze post bevat het opstellen van een plaatsbeschrijving, onder meer van de volgende onderdelen:

- de verharding van de openbare wegen en op de site;
- de prive en publieke rioleringsnetwerken;
- het stadsmeubilair op de wegen;
- de openbare nutsleidingen;
- de openbare voetpaden en op de site;
- de verharding en de toestand van de private toegangen.

HOOFDSTUK 11 - INRICHTING VAN DE WERF EN AFBRAAK

11.20 INRICHTING VAN DE WERF

• Meetcode: ff

DEEL 1 - RUWBOUW

11.20.00 Beveiliging, veiligheid

11.20.00.10 ALGEMEEN

• Meetcode: inbegrepen

11.21.00 INRICHTING VAN DE WERF

11.21.10 ALGEMEEN

De kosten van die werken vormen een globaal forfaitair bedrag.

Der werf moet overal gemakkelijk toegankelijk zijn en wordt in een degelijke reinheidstoestand bewaard.

De verplichtingen van de aannemer zijn bepaald door artikel 25§2 van het lastenboek van de SN/C.

11.21.11 BUITEN WERFPANELEN

• Meetcode: inbegrepen

11.21.12 ORGANISATIE VAN DE WERF

• Meetcode: inbegrepen

Voor het begin van de werf moet de inschrijver verplicht aan de LDW drie exemplaren leveren van het organisatieplan van de werf, ter goedkeuring.

Dit plan moet volgende punten bevatten:

- de hijstoestellen en hun kenmerken;
- de bestaande wegen;
- de beschermde en beveiligde toegang tot het bestaand gebouw;
- de tijdelijke opslagplaatsen voor het materieel;
- de opslagplaatsen voor het materiaal;

- de werfketen voor arbeiders en gereedschap, evenals de sanitaire uitrustingen in overeenstemming met de normen en reglementen van kracht;
- alle andere installaties;
- het trace van de toevoerleidingen (elektriciteit, water...);
- de diverse werkzones en alle nuttige informatie betreffende de werking van de werf in zijn geheel.

11.21.13 NETHEID EN ONDERHOUD VAN DE WERF

- Meetcode: inbegrepen

De aannemer ruimt de werf elke dag op en houdt de diverse lokalen en omgevingen perfect proper. Hij moet regelmatig al het afval, puin en overtollig materiaal buiten de eigendom van de bouwheer afvoeren, welke de afkomst of de aard ervan ook is.

Alle herstellingen of heropbouw van werkstukken of delen van werkstukken die tijdens de tienjarige of contractuele waarborgperiode gebrekkig zijn geworden vallen ten laste van de aannemer.

De inschrijver zorgt ook voor de bescherming tegen het slechte weer van alle uitgevoerde muuropeningen voor het bevoorraden van de werf.

De inschrijver moeten er ook voor zorgen dat, voor de voorlopige oplevering van de werken, alle plaatsen waar hij werken heeft uitgevoerd, alle werken die hij heeft uitgevoerd evenals alle omgevende plaatsen die door zijn werken vervuild of beschadigd zijn geweest, in perfecte staat van netheid worden hersteld, in overeenkomst met de voorschriften van het type lastenboek nr. 100, art. 43§ 3.

11.22.00 VOORLOPIGE AANSLUITINGEN

11.22.00.10 VOORLOPIGE AANSLUITINGEN / ALGEMEEN

- Meetcode: Inbegrepen

Deze post bevat de levering en de nodige stappen voor de voorlopige aansluiting van de werf. De aansluitingen bestaan en moeten voldoen aan de normen van kracht tijdens de hele duur van de werf.

De aannemer verricht, op het begin en op het einde van de werf, een volledige verificatie van het bestaande rioleringsnetwerk in het gebouw (zowel horizontaal als verticaal); hij zorgt voor de goede werking ervan tijdens de duur van de werf en voorziet de reiniging ervan op het einde van de werf.

11.22.00.12 VOORLOPIGE WATERAANSLUITING

- Meetcode: Inbegrepen

De aannemer mag gebruikmaken van de bestaande installaties.

CONTROLE ET ERKENNING

De kwaliteit van het water moet voldoen aan de minimale eisen voor het opmaken van beton en mortel.

11.22.13 VOORLOPIGE AANSLUITINGEN ELECTRICITEIT

- Meetcode: Inbegrepen

- Voorwerp: de aannemer zorgt voor de levering en de aanleg van een erkende meterkast. De aannemer mag, voor zijn behoeften aan elektriciteit, gebruikmaken van de bestaande installaties.

De Aannemer moet zorgen voor de overeenstemming van de installaties met de reglementen van de verdeelmaatschappijen, en meer bepaald de overeenstemming van de elektrische installaties met de voorschriften van het AREI.

11.23.20 IMPLANTING VAN DE WERKEN

- Meetcode: Inbegrepen

De inplanting van de werken gebeurt door een op kosten van de aannemer, in aanwezigheid van een vertegenwoordiger van de bouwheer en van de projectontwerper.

De aannemer moet, op eigen verantwoordelijkheid, alle afmetingen in de documenten nakijken en deze ook vergelijken met de bestaande reële grootte et de afmetingen van uitvoering.

Ingeval van tegenstrijdigheid tussen die afmetingen en de plannen, waarschuwt de aannemer onmiddellijk de architect.

11.23.30 OMHEINING

• Meetcode: Inbegrepen

De aandacht van de aannemer wordt gevestigd op het feit dat de werken moeten worden beperkt tot een zone beschermd voor de kinderen. Elke bijkomende maatregelen voor verboden toegang, tegen de aanraking met materialen en de preventie van het vallen van materialen moet worden aangewend.

De palissades die een tijdelijke omheining van de werf vormen zijn effectief, en zijn bedoeld om de toegang tot de werf voor derden te verbieden. Die moeten worden onderhouden. Zij bevatten alle nodige ingangseuropen, met sluitsysteem.

Als het trace van die palissades het voetgangersverkeer op de bestaande voetpaden belemmert, dan wordt een tijdelijk voetpad eventueel uitgerust met bijkomende accessoires (borstwering, plafond, verlichting, enz.) geplaatst langs die palissades om de beschermde circulatie van voetgangers te garanderen.

Die zijn op alle punten conform met de voorschriften van de Gemeentelijke diensten aan wie de aannemer voorafgaandelijk toestemming heeft gevraagd en de instructies betreffende het trace, de hoogte en de vorm van die omheining naleeft, zodat deze voldoen aan de voorschriften van het A.R.A.B.

Borden met vermelding van de verboden toegang tot de werf voor derden worden op elke geplande toegang voorzien.

De aannemer betaalt de wettelijke taksen in verband met de deze palissades. De palissades zijn minstens 1,50 m hoog. Die worden verwijderd en opgehaald door de aannemer op het einde van de werken, en de verankeringsgaten worden opgevuld en hersteld.

De palissades langs de openbare wegen worden 's nachts verlicht door en op kosten van de aannemer. De bouwheer heeft geen enkele verplichting van levering van elektrische stroom. De aannemer voorziet afneembare sluitingen voor alle garage-openingen, voor de afsluiting van die ruimtes buiten de werkuren, zodat de verschillende aannemingen hun materiaal kunnen opslaan. Deze afsluitingen worden bewaard tot op de afwerking van het buitenschrijnwerk en de beglazing.

Afneembare afsluitingen uit houten ramen en plastic bladen worden eveneens geplaatst voor alle muuropeningen waarvan het schrijnwerk wordt verwijderd voor de uitvoering van bepaalde afwerkingen (beprestering).

Die afsluitingen worden bewaard tot op de afwerking van de werken van de buitenbeglazing. De aannemer plaatst er, goed zichtbaar, de panelen met vermelding van het toegangsverbod bij voor niet bevoegde mensen.

Tegen de openbare weg moet de omheining verlicht zijn, van zonsondergang tot zonsopgang, door een voldoende aantal lichtpunten overal waar de omheining en risico kan vormen voor het verkeer van voetgangers of voertuigen.

Geen reclame (affiches) mag op de omheining worden geplakt, maar de aannemer voorziet door een woord voorbehouden voor de architect, de aannemer en de onderaannemers.

11.24.00 DIVERSE BESCHERMINGSWERKEN

11.24.13 VOORLOPIGE BESCHERMINGEN

· Meetcode: inbegrepen

Aannemer voorziet alle voorlopige beschermingen van de werken die moeten worden herbruikt na het beëindigen van de werf. De beschermingen worden uitgevoerd met elk materiaal gepast bij het type werkstuk te beschermen en onder meer (niet uitputtende lijst):

- de grondbedekkingen;
- de bewaarde muurbekledingen;
- de deurbladen die bewaard moeten worden;
- de technische uitrusting bestemd om bewaard te blijven (...)
- de beplantingen (grasperken...)

Elke beschadiging moet worden hersteld op kosten van de aanneming.

11.24.16 VEILIGHEIDSMATREGELEN

· Meetcode: inbegrepen

Aannemer treft alle nodige maatregelen om de toegang tot de aanpalende eigendommen te verzekeren evenals voor de andere huurders van het gebouw en zorgt voor de veiligheid van het verkeer, zowel van voetgangers als van voertuigen, tijdens de hele duur van de werken. Hij laat een werfverlichting installeren, in overeenstemming met de voorschriften van het Algemeen Reglement voor Arbeidsbescherming (ARAB).

Aannemer wordt verantwoordelijk gesteld voor elk incident of ongeval die hij zou voorkomen naar aanleiding van onderhavige werken. Hij wordt eveneens verantwoordelijk gesteld voor elke schade die zou kunnen voortvloeien uit de uitvoering van zijn contract.

De aannemer neemt ook alle voorzorgen om wasem uit de rioleringen te vermijden, zowel als waterlekkages en alle elektrische stoten; vermijden dat het regenwater op de aanpalende terreinen uitloopt en het vallen van materiaal op de openbare weg en op de voetpaden.

De aannemer zorgt voor de betaling van alle eventuele taksen afkomstig van de plaatsing van alle vereiste omheiningen.

Bovendien blijft de aannemer permanent in overeenstemming met de wettelijke veiligheidsmaatregelen op tijdelijk of mobiele bouwplaatsen (Koninklijke Besluiten van 25.01.01 - 30.01.02 - 19.01.05) en volgt integraal de opmerking van de veiligheidscoördinator op.

11.25.00 TOEGANGSWEGEN / PARKEERPLAATS

11.25.40 BEZETTING VAN DE OPENBARE WEG

· Meetcode: inbegrepen

De aannemer treft alle nodige bepalingen ingeval van bezetting van de openbare weg en van de voetpaden.

Hij houdt die perfect proper, herstelt de schade die eventueel heeft veroorzaakt en betaalt alle betreffende taksen.

11.25.41 OPSLAG VAN MATERIAAL

· Meetcode: inbegrepen

Het materiaal wordt opgeslagen volgens de aanbevelingen van de diverse leveranciers, et de nodige veiligheidsvoorwaarden.

De aannemer is verantwoordelijk voor beschadigingen veroorzaakt op zijn materiaal en treft dus alle nodige maatregelen.

11.26.00 TOEGANGSMATERIAAL

11.26.10 STEIGERS

· Meetcode: inbegrepen

· Voorwerp: steigers voor alle gevels en puntgevels van de gebouwen 1 en 3

Al het materiaal wordt conform zijn met de voorschriften van de A.R.A.B.

Het artikel bevat:

- de montage van de steigers en het uitnemen ervan;
- de eventuele herstellingen op de gevels, dakgoten, enz.;
- de reiniging loodrecht op de steigers en van al het afval;
- de eventuele herstelling van de beschadigingen aan de grondbedekking en de beplantingen;

11.26.11 ZWAAR MATERIAAL

Idem 11.26.10

11.27.00 HIJSTOESTELLEN

11.27.10 KRANEN

Idem 11.26.10

11.40 PREFAB, MODULAIRE CONSTRUCTIES

11.41.00 WERFGEBOUWEN

11.41.10 ALGEMEEN

11.41.11 WERFKANTOOR

· Meetcode: inbegrepen

Voor het begin van de werken installeert de aannemer op zijn kosten een werfkantoor. In dit lokaal stelpen ter beschikking een volledig exemplaar van alle aanbestedingsdocumenten, alle dagboeken van werken, alle werfnota's, proces-verbalen, meetstaten, borderellen van leveringen, veiligheidsplan, advies van de coordinator veiligheid en gezondheid en alle nuttige stukken voor de controle van werken. De plannen worden op een bord aangeplakt, die verticaal tegen de wand bevestigd is.

Deze post bevat de levering, de aanleg en de verwijdering.

11.41.12 TOILETTEN

• Meetcode: inbegrepen

De aannemer voorziet hygiene-installaties in overeenstemming met de voorschriften van het ARAB (Algemeen Reglement voor Arbeidsbescherming) ter attentie van zijn personeel.

Deze post bevat de levering, de aanleg en de verwijdering

11.50 REINIGING OP HET EINDE VAN DE WERF

• Meetcode: ff

• Voorwerp: zones betrokken door de werken en opslagplaats

Een grondige reiniging van de werf (toegang en beglazing binnen en buiten inbegrepen) moet op het einde van de werf worden uitgevoerd door een gespecialiseerde en erkende onderhoudsfirma.

HERAANLEG VAN DE OMGEVINGEN

• Meetcode: inbegrepen

• Voorwerp: omgevingen, openbare weg voor de gebouwen

Deze post bevat:

- de heraanleg van de omgevingen en de weg naar aanleiding van de aansluitingswerken uitgevoerd voor de werf, met alle gepaste middelen
- recuperatie en opslag van de bestaande betonnen tegels voor hun hergebruik
- levering en aanleg van nieuwe tegels en heraanleg van de bestaande tegels voor de herstelling van de voetpaden in hun oorspronkelijke staat, in overeenstemming met de verplichtingen van de gemeentelijke overheid, met inbegrip van de onderlaag(-lagen).
- alle werken nodig voor het afsluiten van de openbare weg en de herstelling ervan in haar oorspronkelijke staat.

Dit werk bevat ook:

De herstelling van de boordstenen

De verbinding met de bestaande voetpaden

11.80 AFBRAAK / TECHNIEKEN EN OPRUIMINGSWERKEN

11.81.00 ALGEMEEN

11.81.10 AFBRAAK / TECHNIEKEN, ALGEMEEN

Voorzorgsmaatregelen

Voor het begin van de werken zorgt de aannemer ervoor, in samenspraak en met behulp van de bouwheer, dat een specialist de leidingen van elektriciteit, water, gas en telefoon uitschakelt die zich in de zones van de werkzaamheden zouden kunnen bevinden.

Alle gepaste voorzorgen (sluiting van het bouwterrein, panelen van verbod om het bouwterrein te betreden...) worden op de werf genomen om eventuele ongevallen tijdens de periode van de werkzaamheden te vermijden. De aannemer is verplicht om zich ter plaatse te begeven om kennis van de situatie te nemen.

De afbraakwerken bevatten de volledige verwijdering van alle werken, materialen en puin. De afvoer van het puin, stenen, resten en verschillende voorwerpen die zich op bouwterrein bij het begin van de werkzaamheden bevinden, zal door aannemer op zijn kosten buiten het eigendom van de Bouwheer worden afgevoerd. Puin, resten, enz. mogen niet worden begraven. Het afbraakmateriaal wordt de eigendom van de aannemer, behalve dat uitdrukkelijk opgesomd in onderhavig lastenboek. Alle boringen en aderlatingen, zelfs als die tegelijkertijd uitgevoerd worden met de afbraakwerken, zijn opgenomen in hun respectievelijke artikelen.

Zijn inbegrepen in de afbraak, de herstellingswerken voor het perfect rechtmaken van het metselwerk.

De aannemer zorgt bij de afbraak om de stabiliteit van het gebouw niet in het gedrang te brengen en treft hij alle nodige maatregelen (lateien, stutwerk, schoren, enz;) en neemt advies bij een ingenieur (ten laste van de aanneming).

In desbetreffend geval legt de ingenieur zijn rekeningnota's voor aan de architect.

De aannemer neemt alle voorzorgen om storingen voor de burens zoveel mogelijk te beperken en indien nodig gebruikt hij luchtdrukmachines en pneumatische hamers met geluiddempers en besproeit hij het puin om stofproductie te beperken.

Zijn inbegrepen in de afbraakwerken:

- Het vervoer van al het afval zonder uitzondering. Geen enkel stuk van de afbraak werken mag op de werf blijven liggen, noch puin, noch afval, enz.
- De verhuring van eventuele vrachtwagens of containers en het reglement van de daarmee verbonden belastingen.
- de opslag van onderdelen zoals vensters of radiatoren waarvan het herbruik later voorzien is, met alle nodige voorzorgen zodat die geen krassen, noch vervormingen ondergaan. De aanneming bevat eveneens de heropbouw op de aangeduide plaatsen.
- de doeltreffende ventilatie van de ruimtes waar de afbraak werken plaatsvinden om al het stof te verwijderen.

UITVOERING VAN DE WERKEN – ALGEMEEN

De aannemer voert de afbraakwerken met zorg uit.

De inschrijver voert onder zijn eigen verantwoordelijkheid alle stutwerken, versterkingen, aanvullingen, enz. bestemd om alle verschillende schade aan de gebogen evenals aan de openbare weg te vermijden.

Elke beschadiging van onderdelen te bewaren, al dan niet tijdelijk, wordt hersteld binnen de kortste termijn, volgens de aanduidingen van de verantwoordelijke architecten, en dit op kosten van de aannemer.

Hij is verantwoordelijk voor alle schade veroorzaakt door de afbraak werken aan de aanpalende goederen. De beschadigingen veroorzaakt door de aannemer worden op zijn kosten hersteld en in hun oorspronkelijke staat gerestaureerd.

Tijdens de uitvoering van de werken, de aannemer treft alle nodige voorzorgsmaatregelen om de luchtleidingen of begraven leidingen voor elektriciteit, water of gas niet te beschadigen door het vallen van puin, door de aanwending van werktuigen of gereedschap, of nog door elke actie van welke aard dan ook.

COORDINATIE

De aannemer verzekert zich op voorhand van de situatie ter plaatse. Daartoe maken de bouwheer over de architect die plaatsen voor hem toegankelijk.

Maximum een week na het begin van de werken legt de aannemer een planning van de werken aan de projectontwerper ter goedkeuring voor. De architect behoudt zich het recht voor om wijzigingen aan te brengen waarmee de aannemer rekening zal houden.

11.81.13 BESCHERMING VAN DE ARBEIDERS EN VEILIGHEID EN HYGIËNEPLAN

Idem 11.24.16

MEETCODES

- Meetcode: inbegrepen

Geen supplement is toegelaten. Daartoe mag de aannemer sonderingen in het gebouw uitvoeren, voor het indienen van zijn offerte, op de af te breken plaatsen.

11.81.15 HERSTELLINGEN

- Meetcode: inbegrepen, prijs inbegrepen in de prijs van de afbraakwerken
- Voorwerp: herstellingen naar aanleiding van de afbraakwerken

Tijdens de afbraakwerken moet de aannemer alle aderlatingen en inkepingen opvullen die in de muren, wanden, vloeren, daken, enz. zijn gelaten, naar aanleiding van de afbraakwerken.

TRACE VAN DE WERKSTUKKEN

- Meetcode: inbegrepen

De aannemer moet, onder zijn eigen verantwoordelijkheid, aan de afmetingen van de documenten controleren evenals die afmetingen nakijken in verband met de reële bestaande groottes en de uitvoeringscijfers.

Het trace van de werkstukken moet aan de architect worden voorgelegd voor het begin van de werken.

STABILITEIT VAN DE BESTAANDE GEBOUWEN

- Meetcode: Inbegrepen
- Voorwerp: Stabiliteit van de bestaande gebouwen

De aannemer moet de stabiliteit van de bestaande of in aanbouw zijnde gebouwen en werkstukken verzekeren. Hij laat door een stabiliteitsingenieur de berekeningen van alle doorsneden van gewapend beton, staal, enzovoort, uitvoeren, die hij ter goedkeuring van de architect voorlegt.

11.83.00 AFBRAAKTECHNIEKEN – BOUWONDERDELEN

De nodige stutwerken zijn inbegrepen in de respectievelijke posten.

AFBRAAK VAN DAKBEDEKKING

- Meetcode: M2, inbegrepen in de afbraak en de afvoer van de dakbedekking en alle lasten en eventuele onderlagen tot op de betonnen elementen / gebint.
- Voorwerp: de dakbedekking van gebouwen 1 en 3

AFBRAAK VAN DE ACCESSOIRES

- Meetcode: inbegrepen in de afbraak en de afvoer van de kroonlijsten en frontplanken, dakgoot en afvoerpijpen, dakramen...

- Voorwerp: de dakbedekking van gebouwen 1 en 3

11.85.00 AFBRAAKTECHNIEKEN – SIERELEMENTEN

11.85.30 AFWERKINGEN VAN PLAFONDS – ALGEMEEN

11.85.301 Verlaagde plafonds

- Meetcode: M²
- Voorwerp: verlaagd plafond van de ruimtes onder dak (gebouwen 1 en 3)

De werken bevatten:

De demontage en de afvoer van de verlaagde plafonds en onderstructuren

11.85.302 Verlichtingen

- Meetcode: inbegrepen
- Voorwerp: verlaagd plafond van de ruimtes onder dak (gebouwen 1 en 3)

De werken bevatten de demontage en de afvoer van de verlichtingen in de verlaagde plafonds

11.86.00 AFBRAAKTECHNIEKEN – GEVAARLIJKE STOFFEN

11.86.14 PRODUCTEN OP BASIS VAN ASBEST

11.86.141 SCHOORSTEENBUIZEN

- Meetcode: FF
 - Voorwerp: alle buizen van de afgesloten schoorstenen (gebouwen 1 en 3)
- De werken voor het verwijderen en de afvoer van de onderdelen volgens de reglementeringen van kracht.

11.86.142 Bedekking met kunststoffen leien

- Meetcode: m2, inbegrepen in de onderlagen en structuur
- Voorwerp: bestaande bedekking op puntgevel

De werken voor de verwijdering en de afvoer van onderdelen volgens de reglementering van kracht.

HOOFDSTUK 17 – METSELWERK EN BOUWWERKEN

17.41.12 Herstellingen, opknapping van de bestaande gevelbekleding

- Meetcode: ff
- Voorwerp: herstellingen en plaatselijke opvoeging van de gevels (gebouwen 1 en 3)

17.41.15 Gedeeltelijke herstelling van de schoorsteenvoegen

- Meetcode: St.

- Voorwerp: herstellingen en plaatselijke opvoeging van de voetstukken van de gemetste schoorstenen
(gebouwen 1 en 3)

HOOFDSTUK 18 – AFWERKING VAN DE GEVELS

18.53.10 Gevelbekleding, geïsoleerde kunststofleien in vezelcement

- Meetcode: per m², met inbegrip van leien, latwerk, isolatie, aansluitingen en randafwerkingen
- Voorwerp: vervanging van de bekleding van de puntgevel

BESCHRIJVING

De werken bevatten:

- De levering en de aanleg van de leien en bijzondere leien, met inbegrip van het latwerk en toebehoren of bevestigingsonderdelen.
- De levering en de aanleg van een gepaste isolatie.
- De levering en de aanleg van: hoeken, nokken, kielborden, uitstekende zijbalken, onderbrekingen, verbindingen en aanslag met andere materialen (baksteen,...), op de verbinding tussen het verticaal dak of dakbedekking in leien, de aanleg van de bekleding met een uitstekend aluminiumprofiel... volgens de details.
- De tijdelijke bescherming van de delen van de gevel/het dak die niet bedekt zijn.
- De plaatsing van de gepaste beschermingsmaatregelen voor de werken en hun verwijdering na de werken.
- De plaatsing van de steigers en tijdelijke waterdichtheid nodig voor de plaatsing van de leien, evenals de verwijdering ervan na de werken.

MATERIAAL - ALGEMEEN

De leien voldoen aan de eisen van de STS 34 (1971) - Deel 1: bedekking van gebouwen - bedekkingen in dakpannen en leien (+ add. 1982 & 1984).

UITVOERING VAN DE WERKEN - ALGEMEEN

De werken worden uitgevoerd in overeenstemming met de voorschriften van de producent. De leien kleiner dan een halve lei mogen niet worden aangewend. Hiervoor moeten de aanpalende leien in de breedte worden ingekort over dezelfde lijn.

De bekleding van de gevels/daken wordt uitgevoerd volgens een gepaste wijze voor de leien, onder andere voor wat betreft de keuze van bevestigingsmiddelen. Hiervoor refereert men naar de voorschriften van de producent.

COORDINATIE

Rekening houdend met het risico op waterinfiltratie moet een waterdichte verbinding tegen de regen worden uitgevoerd ter hoogte van de onderbrekingen van de bedekking (ramen, dakuitsteek...). Hiervoor worden alle maatregelen getroffen voor de afvoer van het eventuele infiltratiewater naar buiten te verzekeren.

De aanneming zorgt voor een perfecte continuïteit en waterdichtheid tussen de verticale bedekkingen en de dakbedekking.

CONTROLE EN GOEDKEURING

in het geval dat de gebreken meer dan 1/3 van de totale oppervlakte betreffen, wordt de gevelbekleding of (...)

KUNSTSTOFLEIEN IN VEZELCEMENT

De leien evenals de bijzondere stukken gebruikt voldoen aan de voorwaarden van de normen NBN-EN 492 (1994) en addendum NBN EN 492/A1 (1999) – Leisten in vezelcement en toebehoren in vezelcement voor dakwerken – productspecificatie en proefmethodes (3de uitg.), klasse B. De leien en de bijzondere stukken dragen de kwaliteitslabel BENOR met certificaat.

De leien en toebehoren maken het voorwerp van een technische erkenning geleverd door de BUTGb.

- Samenstelling: Portlandcement, minerale belasting, wapeningvezels en bindvezels gemengd met water.

de mengeling bevat geen asbest.

- Vorm: rechthoekig.
- Formaat: 600x400 mm.
- Kleur: te bepalen met de architect voor de bestelling & aanwending

De rechthoekige leien zijn geproduceerd zonder boringen en zonder afgesneden hoeken.

Technische kenmerken:

- Nominale dikte van de lei: 4 mm.
- Nominale breukweerstand en kromming: 25 N/mm² (parallel aan de vezels).
16 N/mm² (loodrecht op de vezels).
- Nominale waterabsorptie: 15 %.
- Nominaal soortelijk gewicht: 1,85 kg/m³ (min 1,74 kg/dm³).

Op de werf worden palletten op een vlakke zone opgeslagen, in een bedekte en goed verluchte ruimte of onder een waterdichte en ademende zeil. Zij worden ontdaan van hun thermische beschermingskrimpfolie evenals van hun tussenstukken in golfkarton.

UITVOERING VAN DE WERKEN

De leien moeten worden geplaatst in overeenkomst met :

- de voorschriften van de NBN B 44-001:1983 en Addendum 1:1997 – □ bedekkingen in cementleien versterkt met minerale vezels □,
- de technische informatienota TIN 219 van het WTCB □ Leidendaken, ontwerp en uitvoering van de verbindingwerken □,
- de technische documentatie van de producent,
- de regels van de kunst van toepassing ter zake.

Afwerking overeen te komen met de architect.

- de onderkant van de gevelbekleding is voorzien van een aluminiumprofiel. De uitsnijding van de leien is zorgvuldig uitgevoerd.

CONTROLE EN GOEDKEURING

Het kwaliteitssysteem van toepassing op de productie van leien is in overeenstemming met de eisen van de norm ISO 9001: 2000 en gecertificeerd.

De leien en bijzondere stukken dragen de kwaliteitslabel BENOR met certificaat.

18.90 TOEBEHOREN EN DIVERSE ONDERDELEN VOOR AFWERKING VAN DE GEVELS

18.93.00 Muurbekledingen

18.93.50 Herstelling van de voegen van de muurbekledingen

- Meetcode: ff
- Voorwerp: muurbekledingen van de uitstekende puntgevels

BESCHRIJVING

De werken bevatten:

- het openmaken van de voegen van muurbekledingen
- de nieuwe opvoeging van de muurbekleding met een gepaste soepele voeg.

Product: voor te leggen ter goedkeuring van de architect

HOOFDSTUK 22 – GEBINT

22.00 GEBINT

HOUTEN GEBINT – DAKSCHRIJNWERK - ALGEMEEN.

Voorwerp: het geraamte van gebouw 1

Het gebruikte hout voldoet aan de voorschriften van de STS 31 "Gebintwerk", Volume II:- index 04.0

Algemene specificaties;

- index 04.1 Specificaties betreffende het gebinthout. Het gebinthout is eik (voor de voornaamste stukken van gebouw 4), en in grove den (nr. 107), RND (nr. 414) en, voor de stukken van grote afmetingen, in Douglas (nr.108) of Oregon (nr. 416), (nummers van de NBN 199). Die balken ontvangen voor hun aanwending een beschermingsbehandeling, schimmel- en

insectenwerend, in een industrieel station, volgens een procedé van de categorie "A", volgens de STS 31, volume II, index 04.31.

Voor het hout bestemd om een afwerkinglaag te ontvangen, wordt de beschermingsbehandeling, tegen schimmel en insecten, uitgevoerd door middel van een product verenigbaar met de voorziene afwerking.

Elke levering van hout behandeld in een industrieel station wordt geleverd met een behandelingcertificaat opgesteld onder de verantwoordelijkheid van het station. Dit certificaat wordt gevoegd bij het borderel van het hout.

In het geval dat het behandeld hout operaties van bewerking of uitsnijding op de werf ondergaan, moeten de blootgestelde oppervlaktes behandeld worden door insmering of onderdompeling, behoudens uitzonderingen uitdrukkelijk bepaald in de erkenning. Deze behandeling wordt uitgevoerd met het product aangeduid in de erkenning.

De aannemer legt, voor de uitvoering, de uitvoeringsplannen ter goedkeuring voor aan de LDW, en op aanvraag, de berekeningnota's.

Elke wijziging in de plannen wordt eveneens voorgelegd ter goedkeuring van de architect en van de bouwheer.

De berekening van de werkstukken voor het gebint wordt uitgevoerd in overeenstemming met de voorschriften van de STS 31, volume III, index 05.

De berekening valt ten laste van de aannemer.

De werkstukken voor het gebint zijn zodanig verankerd op de ruwbouw dat geen enkele verplaatsing kan gebeuren onder de invloed van de statische krachten of door de wind.

De werkstukken worden er steeds zodanig worden ingepland dat de verschillen te wijten aan de vochtigheid van het hout in geen enkele gevallen de oorzaak van storingen kunnen zijn; dit is meer bepaald van toepassing op de assemblages.

De meetcode van het hout wordt uitgevoerd volgens de overeenkomsten van de NBN 219.

De eenheidsprijs bevat:

- de levering, assemblage en aanleg van alle stukken van het gebint;
- de levering en aanleg van alle onderdelen van de assemblage.

Meetcode: inbegrepen in (22)214.

(22)211 NIEUWE HOUTEN STUKKEN TER VERSTEVIGING VAN HET GEBINT.

Voorwerp: het gebint van gebouwen 1 en 3

DEEL 2 - STRUCTUUR, GEBINT ET SKELETBOUW

Met inbegrip van de eventuele inlassingen en/of bevestigingsmiddelen: betonnen kraagsteen of haak.

Meetcode: L.M.

(22)214 HERSTELLING VAN HET GEBINT.

Voorwerp: vervanging van onderdelen voor de gebinten van gebouwen 1 en 3

1. Behandeling en controle van het gebint:

Na de verwijdering van de dakpannen, controleert de aannemer, in aanwezigheid van de LDW, de volledige stukken van het bestaande gebint. De slechte stukken worden vervangen volgens de beschrijving hierna en het volledige gebint behandeld met een beschermingsproduct, schimmel- en insectenwerend, zoals beschreven in art. (22)51.10. Certificaat te leveren.

2. Herstelling:

Dit werk bevat:

- het stutten van de panlatten en kepers indien nodig;
- de demontage van de oude gebintonderdelen te vervangen;
- de vervanging van die onderdelen door stukken van dezelfde afmetingen, dezelfde houtsoort en dezelfde kenmerken;
- het onder spanning zetten van het gebint;
- de demontage van het stutwerk en de verstevigingsonderdelen.

Meetcode: l.m., m2 , m3 .

Verificatie: uurforfait.

Herstelling en behandeling: prijs te rechtvaardigen, volgens het geval.

22. 40 VLOERENCONSTRUCTIE

22.44.11 Houten vlonder

- Meetcode: M²
- Voorwerp: plankenvloer voor bezoek van de kappen (gebouwen 1 en 3)

BESCHRIJVING

De werken bevatten:

- de levering en de aanleg van een gang van 80cm breedte minimum op de hele lengte van de kappen in geperforeerd staal en zijn eventuele onderstructuur.
- de accessoires ter bevestiging en verankering.

22. 50 DIVERSEN

22.51.10 Schimmel- en insectenwerende behandeling van het houten gebint

- Meetcode: ff
- Voorwerp: houten gebint (gebouw 1)

BESCHRIJVING

De werken bevatten:

- de toepassing op alle houten gedeeltes van het gebint van een gepast product voor behandeling tegen schimmel en insecten met erkenning BUTGb.

22.51.11 CORROSIEWERENDE BEHANDELING VAN HET METALEN GERAAMTE

- Meetcode: ff
- Voorwerp: metalen geraamte (gebouw 3)

BESCHRIJVING

De werken bevatten:

- de toepassing op alle metalen delen van het geraamte van een gepast product voor corrosiewerende bescherming met erkenning BUTGb.

HOOFDSTUK 31 – ONDERDAKLAAG

31.21.00 SOEPELE ONDERLAAG

31.21.101 Dakbedekking voor hellende daken, SOEPELE onderlaag

- Meetcode: M2, met inbegrip van ophogingen en alle lasten
- Voorwerp: dak (gebouw 1)

BESCHRIJVING

De werken bevatten de levering en de aanleg van de onderdaklaag, met inbegrip van de bevestigingen, de nodige waterdichtheidonderdelen en de eventuele tengellatten.

MATERIAAL

Het materiaal is waterdicht, duurzaam, rotwerend, onaangetast door insecten en knaagdieren, vorstvrij, vuurvast, en waterdamp doorlatend.

Het biedt een lage weerstand tegen de verspreiding van waterdamp.

UITVOERING VAN DE WERKEN - ALGEMEEN

De stroken worden overlans gelegd rechtstreeks op het geraamte en de keepers parallel met de voet van de helling en de dakgoot. De beschadigde panelen mogen niet worden aangevend.

De plaatsing van het onderdak begint ter hoogte van de kroonlijst en loopt op de hele hoogte van de helling tot aan de nok.

Het blad wordt genageld of geniet.

De overlapping van de stroken in de richting van de helling bedraagt minimum 12 cm.

De laterale overlappingsen worden uitgevoerd loodrecht op een keper of een stuk van het geraamte.

Het vlies bedekt (in de verticale projectie) het voordeel van de dakgoot op 60 cm minimum.

De oppervlakteafoer van het onderdak gebeurt rechtstreeks in de dakgoot.

Het blad wordt zonder spanning op de steunen overgetrokken met een lichte golf. Deze mag niet worden opgehoogd door de plaatsing van een isolatie tussen de stukken van het geraamte.

In het geval van geïsoleerde daken bedraagt de minimale tussenafstand tussen de isolatie en het blad van het onderdak minimum 2 cm.

Boven de onderbrekingen van de hellingen (schoorsteenbuizen, ramen...) wordt de afvoer omgeleid met behulp van gepaste goten.

Tijdens de uitvoering worden de gepaste maatregelen getroffen om de waterdichtheid van het materiaal te bewaren, evenals om het regenwater buiten de ruwbouw af te voeren.

De aannemer zorgt voor de bescherming van het onderdak tijdens de hele duur van de werken tot aan de volledige afwerking van de bedekking.

Een tengellat wordt genageld loodrecht op elke keper of balk.

Deze laatste wordt minstens bevestigd om de 50 cm met behulp van nagels van 40 mm minimum, in koper of verzinkt staal, met penetratie van 27 mm in de drager. Die stukken zijn behandeld volgens het procedé A1 van de STS 32.

COORDINATIE

Voor de uitvoering van de bedekking of de waterdichtheid van het dak, de aannemer controleert de overeenstemming met de plannen en de voorschriften van de dragers. Hij zorgt eveneens voor de mogelijkheid van een perfecte uitvoering.

In elk ander geval waarschuwt hij onmiddellijk de architect om het voor deze laatste mogelijk te maken om de nodige maatregelen te treffen.

CONTROLE EN GOEDKEURING

De aannemer communiceert aan de architect het attest van behandeling van de tengellaten.

Een exemplaar van de technische herkenning ATG waarvan het onderdak geniet wordt overhandigd aan de architect voor elke aanwending.

31.40 ISOLATIE VOOR DAKEN, KAPPEN EN ZOLDER

DEEL 3 - BEDEKKINGEN

31.41 SYSTEMEN VOOR DE ISOLATIE VAN DE DAKEN

31.41.12 Soepele isolatie

- Meetcode: M2
- Voorwerp: isolatie tussen de balken van de vloer van de zolder (gebouwen 1 en 3)

BESCHRIJVING

De warmte-isolatie van de vloer van de zolder wordt uitgevoerd door middel van minerale wol in rollen van 15 cm dikte.

MATERIAAL

Rotswol, waarvan de minerale vezels verkregen worden door fusie van vulkaanrots, daarna verbonden met gepolemiseerde harsen. Het product vertoont geen enkele krimp noch uitzetting, kan geen schimmel veroorzaken en vormt geen broeinest voor bacteriën. De minerale wol is volledig recycleerbaar.

De breedte van de isolatie in rollen bedraagt 1000 mm. De dikte is 150 mm

De verklaarde thermische geleidbaarheid ID van de isolatie bedraagt 0,040 W/m.K in overeenstemming met de

NBN-EN 12667.

De isolatie is waterafstotend, niet hygroscopisch en niet capillair. Het coefficient van weerstand tegen waterdampverspreiding (m) bedraagt ongeveer 1,3.

De isolatie met rotswol is de vuurvast. Het product is in overeenstemming met de Euro Brandklasse A1 in overeenstemming met de NBN-EN 13501-1.

De isolatie draagt de CE label. De overeenstemmende gegevens zijn vermeld op het etiket van elke verpakking. alle eventueel te leveren specificaties zijn in overeenstemming met de NBN-EN 13162, die van toepassing is op producten in minerale wol voor thermische toepassingen op het gebied van de bouw.

Aanwending:

De aanleg gebeurt in overeenstemming met de regels van kunst en volgens de richtlijnen van de producent.

31.50 WATERDAMPSCHEM

31.50.12 PE WATERDAMPSCHEM

- Meetcode: M2
- Voorwerp: waterdampscherm onder het bestaande verlaagde plafond (gebouwen 1 en 3)

BESCHRIJVING

Waterdampwerende folie in polyethyleen van 0,2mm dikte voor luchtdichtheid en waterdampbescherming aan de binnenkant, zodanig bevestigd om een waterdicht geheel te bekomen.

AANWENDING

De aanleg gebeurt in overeenstemming met de regels van de kunst en volgens de richtlijnen van de producent:

Met inbegrip van:

Een overlapping van min. 10cm tussen de stroken.

De overlappingen worden afgesloten met behulp van een zelfklevende rubberen band van hetzelfde merk als de producent van de PE-folie.

De luchtdichte aansluiting van de folie op de zijkanten van de bouw wordt uitgevoerd door middel van een specifiek waterdichtheidproduct van hetzelfde merk als de producent van de PE-folie.

De kabeldoorgangen of leidingen worden ook waterdicht gemaakt door toepassing van stroken van hetzelfde merk als de leverancier van de PE-folie.

HOOFDSTUK 32 – BEDEKKINGEN, DAKPANNEN, LEIEN

32.20 BEDEKKING MET DAKPANNEN

33.21.11 Bedekkingen met dakpannen, pannen in terracotta

- Meetcode: M2 (met inbegrip van accessoires en latten)
- Voorwerp: daken (gebouwen 1 en 3)

BESCHRIJVING

Deze post voorziet de levering en aanleg van de bedekking met pannen en hun latwerk.

Kleur en afmetingen na te leven: identiek aan de bestaande pannen

Nota: de aandacht van de inschrijver wordt gevestigd op het feit dat het dak van gebouw 3 een bestaande latwerk bevat met een hartafstand van 240mm

MATERIAAL

De pannen zijn in overeenstemming met de geometrische en fysieke voorschriften zoals vermeld in de normen voor terracotta producten NBN EN 1304 uitg. 2005 en worden getest volgens de genormaliseerde proefmethodes vermeld in dezelfde norm NBN EN 1304.

Deze Belgische productstandaard is de nationale overschrijvingen van de Europese productstandaard voor pannen in terracotta EN 1304. De producten dragen de label CE.

De terracotta dakpannen dragen de kwaliteitslabel Benor in overeenstemming met “het reglement van toepassing voor het gebruik en de controle van het merk Benor in de sector van terracotta dakpannen” gebaseerd op de Belgische productnorm NBN EN 1304.

Deze zijn van het type keramische pannen met zachte golf, gewone laterale verbinding en dubbele verbinding bovenaan, voor een afstand tussen de latten van ongeveer 246mm.

Dakpannen zijn van de eerste keuze en de kleur van de pan wordt bepaald door de architect en de bouwheer voor de bestelling.

Genormaliseerde kenmerken:

Nominale overlappinglengte (latwerk): ± 246 mm

NBN EN 1024

Nominale overlappingbreedte ± 194 mm

NBN EN 1024

Waterdichtheid: niveau 1 (≤ 0.5 cm³/cm².d)

NBN EN 539-1, proefmethode 1

Vorstweerstand: vorstvrij volgens NBN EN 539-2 methode A

De vorstweerstand van die dakpannen is gegarandeerd voor 30 jaar. Een waarborgcertificaat met de algemene voorwaarden van de 30 jaar-waarborg mag worden afgeleverd door de producent bij de levering van de dakpannen.

UITVOERING VAN DE WERKEN

De accessoires zijn van dezelfde afkomst als de dakpannen. De aanleg van de dakpannen evenals de accessoires wordt uitgevoerd volgens de normen NBN B42-001 en NBN B42-002. De dakpannen moeten worden bevestigd door middel van laterale onzichtbare panhaken in RVS of door middel van zichtbare panhaken (in RVS, koper of geplastificeerd gekleurd metaal). Deze bevestiging mag eventueel worden uitgevoerd in samenwerking met schroeven in RVS met neopreenring.

De zijpannen moeten steeds worden bevestigd door middel van laterale panhaken in RVS of voor de linkse zijpannen door middel van schroeven voorzien van een ring in EPDM.

De nokpannen en ribpannen moeten steeds worden bevestigd. Een aluminium haak werd ontwikkeld en voorgeschreven voor elk type nokpannen en ribpannen.

Bij de plaatsing van de nokpannen en ribpannen zonder cement, wordt een droge metalen ondernoklaag gebruikt – voorzien van een waarborg van 30 jaar.

TECHNISCHE ACCESSOIRES

Alle nodige toebehoren voor de goede uitwerking van de bedekking zijn inbegrepen.

32.29.00 RANDAFWERKINGEN

32.29.10 Nok

- Meetcode: l.m.

32.29.50 Zijranden en kopranden in platen van vezelcement

- Meetcode: lm (met inbegrip van accessoires en draagstructuur)
- Voorwerp: achterranden (gebouwen 1 en 3)

BESCHRIJVING

Platen in vezelcement met geventileerde en geïsoleerde houten draagstructuur, bevestigd op een bestaande constructie.

MATERIAAL

Platen in vezelcement

- dikte: 9 mm
- kleur: te bepalen door de architect tijdens een werfvergadering voorafgaand aan elke bestelling/aanwending

UITVOERING VAN DE WERKEN

De richtlijnen van toepassing van de producent moeten worden gevolgd.

De platen in vezelcement zijn bevestigd op houten geventileerde steunlatten. De draagstructuur moet kunnen weerstaan aan de windkrachten die het gebouw belasten, evenals aan het eigen gewicht van het gebouw.

De kwaliteit van het hout moet voldoen aan de daartoe voorziene beschrijvingen en voor dit gebied van toepassing binnen de normen van kracht. Het hout wordt bovendien beschermd tegen aanslag van schimmel en andere, in overeenstemming met de normen van kracht.

De bevestiging van de platen in vezelcement moet steeds worden verzekerd met bewaring van een geventileerde spouw. Men moet steeds de nodige openingen voorzien aan de onderkant, aan de bovenkant en bij de decoratie onderdelen, om een voldoende verluchting mogelijk te maken.

De verticale houten steunlatten zijn aan een kant geschaafd en uitgelijnd in hetzelfde vlak als bij de plaatsing om een voldoende gelijke oppervlakte te verkrijgen. Het hout moet bovendien voldoende stabiel zijn zodat de uitlijning bewaard kan worden. Een kleine uitzettingvoeg is voorzien tussen de latten van het dragende houtstructuur.

De dragende houten latten moet een voldoende breed zijn om een voldoende waterdichtheid te verzekeren evenals de correcte plaatsing van de bevestigingsmiddelen.

Zichtbare bevestiging met schroeven voor gevelplaten.

Men moet de afstanden voorgeschreven Door de producent naleven.

De bekledingplaat is bevestigd op de houten draaglatten door middel van een schroef in roestvrij staal (kwaliteit A2, AISI 304) voor gevelplaten met gekleurde kop.

HOOFDSTUK 34 – METALEN BEDEKKINGEN

34.33.100 Waterdichtheid van de schoorstenen

- Meetcode: St. (met inbegrip van bakken, nokken, slabben, stroken)
- Voorwerp: gemetste schoorstenen (gebouwen 1 en 3)

BESCHRIJVING VAN HET MATERIAAL - ALGEMEEN

Waterdichtheidswerk voor verbindingen van het dak met de schoorstenen door gebruik van lood en zink om de waterdichtheid te garanderen.

Elektrolytische koppels door contact tussen twee verschillende materialen zijn verboden.

UITVOERING VAN DE WERKEN - ALGEMEEN

Alle samenstellende onderdelen van het dak die een geheel vormen worden samen uitgevoerd. De nodige voorzorgen worden genomen om een verzorgd uiterlijk en een proper en duurzaam resultaat te verkrijgen.

34.33.200 Loden stroken

- Meetcode: l.m.
- Voorwerp: zijkanten en aanslagen (gebouwen 1 en 3)

BESCHRIJVING VAN HET MATERIAAL - ALGEMEEN

Waterdichtheidswerk voor verbindingen van het dak met de zijkanten in lood om de waterdichtheid te verzekeren.

UITVOERING VAN DE WERKEN - ALGEMEEN

Alle samenstellende onderdelen van het dak die een geheel vormen worden samen uitgevoerd. De nodige voorzorgen worden genomen om een verzorgd uiterlijk en een proper en duurzaam resultaat te verkrijgen.

HOOFDSTUK 35 – AFVOER VAN REGENWATER

35.00 GEMEENTELIJKE VOORSCHRIFTEN INZAKE REGENWATER

35.10 AFVOER VAN REGENWATER – BIJZONDERE TECHNIEKEN

35.30 HANGGOTEN

35. 31.11 Zinken hanggoten

- Meetcode: l.m., alle lasten inbegrepen
- Voorwerp: zichtbare afvoergoten (gebouwen 1 en 3)

BESCHRIJVING

- ronde doorsnee \varnothing 100mm in zink-koper-titaan, dikte 0,8mm samengevoegd zonder laswerk.

- bevestiging met thermisch verzinkt stalen kragen, om de meter.

- de goten worden in een rechte lijn opgesteld, met een minimale helling van 2 mm per meter, gemaakt door de dragers.

- deze laatste verzekeren de stabiliteit en de vrije uitzetting van de goten.

- de buitenflens van elk onderdeel is voldoende versterkt om, na aanleg, het gewicht van een ladder met een man zonder kromming te kunnen dragen.

- de eenheidsprijs van de goten bevat de levering en de aanleg van de gootonderdelen, de bevestiginghaken, evenals het laswerk en de bevestiging op de kepers of op de latten onderaan het dak en andere afvoeraccessoires.

- de goten worden gemeten op de grootste lengte van de buitenflens, overlappingsen niet inbegrepen. De werken worden uitgevoerd in overeenstemming met STS 33.

35.40 AFVOERPIJPEN VOOR REGENWATER

35.41.10 AFVOERPIJPEN, ALGEMEEN

BESCHRIJVING

Definitie:

Levering en plaatsing van alle nodige onderdelen voor de meest verticaal mogelijke afvoer van het regenwater door middel van buizen gericht naar het rioleringnetwerk.

De werken bevatten:

- de levering en de plaatsing van de buizen, de bevestigingshaken, de beugels, het laswerk, de bochten...
- de aansluiting van de onderdelen stroomafwaarts.
- het lassen of de bevestiging van de onderdelen.
- de levering van de afgeronde stukken.

MATERIAAL - ALGEMEEN

Het materiaal voldoet aan de voorschriften van STS 33 en van NBN 306.

Galvanische koppels door aanraking van twee verschillende materialen zijn verboden. Ter hoogte van de afvoer plaats men steeds het metaal met de meest positieve elektrochemische spanning stroomafwaarts in de richting van de afvoer.

Pro memorie:

Klassering van de te gebruiken metalen in dalende volgorde van positieve elektrochemische spanning:

- 1. aluminium - 2. mangaan - 3. zink
- 4. chroom - 5. ijzer - 6. nikkel
- 7. tin - 8. lood - 9. koper

Het metaal van elke afvoerleiding (dakgoot, eindstuk, afvoerpijp, monding en dolphijn) wordt een elektrochemische spanning hoger of gelijk aan die van het metaal gebruikt voor de bekleding en die van het metaal gebruikt voor het afvoeronderdeel stroomopwaarts.

In elk geval zijn rechtstreekse contacten, dus zonder enige isolatie, verboden tussen:

- zink en ijzer (staal);
- zink en koper (niet vertind);
- verzinkt staal en ijzer (staal);
- verzinkt staal en koper (niet vertind);
- aluminium en tin, koper, zink;
- zink en bitumineuze bekledingen.

Voor zink, verzinkt staal, koper en aluminium, zijn rechtstreekse contacten met eik en/of kastanjelaar, gips of vochtig mortel (niet verhard) niet toegelaten. De rechtstreekse contacten met geïmpregneerd houtsoorten zijn ook niet toegelaten.

UITVOERING VAN DE WERKEN - ALGEMEEN

De afvoerbuizen worden geplaatst volgens de voorschriften van de NBN 306 (1955);

De minimale doorsnede van de afvoerbuizen wordt bepaald naar aanleiding van het maximaal debiet af te voeren. De minima opgenomen hieronder zijn steeds van toepassing:

- 10 cm diameter voor de ronde doorsneden;
- 10 cm breed voor vierkante doorsneden.

De buizen worden samengevoegd met een voldoende insluiting zonder laswerk of door een samenvoeging met laswerk, waar men een uitzetvoeg om de 6 m voorziet.

De buizen worden buiten het gebouw geplaatst.

Zij moeten waterdicht blijven onder een druk gelijk aan een kolom water gelijk aan de hoogte van de buis.

De afvoerbuizen worden geplaatst op 2 cm van de afgewerkte oppervlakte van de muur.

De ronde buizen of vierkante buizen worden op de beugels vastgemaakt door middel van een gelaste neus.

De ronde doorsneden worden op de beugels vastgemaakt door middel van een gelaste neus.

Pro memorie

In de praktijk beschouwt men dat de buizen een doorsnede van 1 cm² per m² dak berekend in horizontale projectie.

COORDINATIE

Tijdens de periode tussen de plaatsing van de dakgootbekleding en de plaatsing van de afvoerbuizen, worden de nodige maatregelen getroffen om het overlopen van regenwater op de muren te vermijden.

CONTROLE EN GOEDKEURING

Alle onderdelen die beschadigd zijn geweest voor of tijdens hun aanwending worden geweigerd.

PREVENTIE EN BESCHERMING

Voor de uitvoering van deze post worden de volgende preventie en beschermingsmaatregelen in rekening genomen:

35.41.101 Zinken afvoerbuizen

- Meetcode: lm, met aanduiding van de binnendoorsnede
- Voorwerp: r.a.p. 100 regenwaterafvoerpijp buiten (gebouwen 1 en 3)

Dit werk bevat:

- de levering en aanleg van de zinken buizen nr. 14, met inbegrip van bevestigingshaken op het metselwerk, de kragen, de flenzen, de laspunten en de voor de aansluiting op de horizontale kokers x, met inbegrip van alle nodige lasten voor de goede uitvoering van dit werk;
- de vrije uitzetting van de afvoerbuizen is verzekerd.
- de kokers doorheen het metselwerk en de verbindingen met de dakdichting.
- de afstand tussen twee bevestigingen mag niet langer dan 1,00 meter zijn.

Met inbegrip van alle nodige lasten voor de goede uitvoering van dit werk.

35.41.103 Afvoerbuizen in PEhd

- Meetcode: lm, met aanduiding van de binnendoorsnede
- Voorwerp: r.a.p. 100 regenafvoerpijpen binnen (gebouwen 1 en 3)

Dit werk bevat:

- de levering en aanleg van polyethyleen buizen van hoge dichtheid (PEhd) conform met de norm NBN T 42-112 en met een certificaat ATG
- de levering en aanleg van bevestigingshaken op het metselwerk, kragen, flenzen, laspunten en bochten voor aansluiting op de horizontale koker, met inbegrip van alle nodige last voor de uitvoering van dit werk;
- de vrije uitzetting van de afvoerbuizen is verzekerd.
- de kokers doorheen het metselwerk en de verbindingen met de dakdichting.
- de afstand tussen twee bevestigingen mag niet langer dan 1,00 meter zijn.

Met inbegrip van alle nodige last voor de uitvoering van dit werk.

35.50 DOLFIJNEN EN EINDSTUKKEN

35.51.10 DOLFIJNEN, ALGEMEEN

35.51.101 REGENAFVOERMOND IN GIETIJZER

- Meetcode: St., met aanduiding van de binnen doorsnede
- Voorwerp: regenafvoermond 100 onderaan de regenafvoerpijpen (gebouwen 1 en 3)

De werken bevatten:

- de levering en aanleg van de dolfijnen, de bevestigingshaken, de kragen, de beugels, de laspunten, de bochten...
- de verlijming van de onderdelen.
- de levering van de gebogen stukken.
- de aansluiting van de dolfijn te begraven leidingen en de regenafvoerpijp .

MATERIAAL – ALGEMEEN

Het materiaal voldoet aan de voorschriften van de STS 33 (1969) en aan de NBN 306 (1955, 1ste uitgave).

Het materiaal voldoet aan het artikel Afvoer van regenwater, afvoerpijpen, algemeen.

De aannemer gebruikt dolfijnen in grijs gietijzer die aan de binnenkant tegen corrosie worden beschermd door een laag verf op basis van asfalthers.

UITVOERING VAN DE WERKEN – ALGEMEEN

De dolfijnen worden geplaatst volgens de voorschriften van de NBN 306 (1955, 1ste uitgave).

De dolfijnen moeten overeenkomen met de afvoerbuizen.

De dolfijnen moeten waterdicht zijn onder een druk gelijk aan een kolom water van dezelfde hoogte als de regenafvoer.

De afstand tussen twee bevestigingen mag niet groter dan 2 m zijn.

De dolfijnen worden geplaatst op 2 cm van de afgewerkte oppervlakte van de muur.

35.61.10 ZINKEN TRECHTER

- Meetcode: St., met aanduiding van de binnen doorsnede
- Voorwerp: trechter in Zn 100 (gebouwen 1 en 3)

De werken bevatten:

- de levering en de plaatsing van de trechters, de bevestigingshaken, de kragen, de beugels, de laspunten, de bochten...
- de eventuele verlijming van de onderdelen.
- de levering van de gebogen stukken.
- de aansluiting van de trechter op de dakgoot en op de afvoerpijp.

35.100 KROONLIJSTEN

35.101 Herstelling en behandeling van de bestaande dakgoten, met inbegrip van de sierlijsten.

- Meetcode: lm
- Voorwerp: herstelling van de bestaande dakgoten van gebouw 3

De bevat:

- de volledige herstelling en oorspronkelijk afwerking van de dakgoten zoals de bestaande (herstellingen of nieuwe delen indien nodig)

35.102 CONTROLE VAN DE BEWAARDE DAKGOTEN

- Meetcode: ff
- Voorwerp: controle van de toestand en van de waterdichtheid van de bewaarde dakgoten van gebouw 2

Dit werk bevat:

- de controle van de toestand van de bewaarde dakgoten, de afvoerbuizen en dakgoten, van de waterdichte aansluitingen met de bekleding evenals de aansluiting op de regenwaterafvoerpijpen

50.00 ELEKTRICITEIT – ALGEMEEN SPECIFICATIES

Algemene voorwaarden

Onderhavige aanneming is onderworpen aan de volgende algemene voorwaarden:

- 1) het algemeen reglement voor arbeidsbescherming (ARAB)
- 2) het algemeen reglement voor elektrische installaties (AREI), laatste uitgave.
- 3) het technisch reglement van de Unie van Elektriciteitspecialisten van België (UEEB), laatste uitgave.
- 4) type-lastenboek nr. 400 en al zijn bijlagen van het Ministerie van openbare werken, laatste uitgave.
- 5) de normen en code van goede praktijk uitgegeven door het Belgische normalisering instituut en het elektrotechnisch comité.
- 6) de voorschriften van de maatschappij voor elektriciteitsverdeling .
- 7) de voorschriften van Belgacom.
- 8) de aanbevelingen van de regionale dienst voor brandpreventie.
- 9) al het voorgesteld materiaal moet de kwaliteitlabel CEBEC of gelijkaardig dragen.
- 10) onderhavig bijzonder lastenboek en de beschrijving van de installatie erbij gevoegd.

In geval van tegenstellingen tussen het bijzonder lastenboek en een van de andere documenten hierboven vermeld, dan heeft het bijzonder lastenboek voorrang, behoudens wettelijke verplichtingen.

Beschrijving van de installaties

De levering, aanleg en aansluiting zijn inbegrepen in onderhavige aanneming voor alle posten hierna vermeld. Onderhavige aanneming bevat hoofdzakelijk:

- de contouren van de bestaande elektrische installatie
- een verdeeldbord.
- de bekabelingen en de vestigingspunten voor aanleg van verlichtingtoestellen.
- de verdeelkringen.

- de kleine toestellen zoals schakelaars, drukknopen, enz.
- de aarding in overeenkomst met het AREI.
- de oplevering van de installaties door een erkende instelling.
- alle herstellingswerken van metselwerk en afwerkingen naar aanleiding van onderhavige werken voor de elektrische installatie.
- de studie en het opstellen van plannen en schema's als voorstel van de inplanting van de borden, lichtpunten, kleine toestellen en aanduiding van de kringen.

OPMERKING:

1) Alle suggesties zijn toegelaten voor dit hoofdstuk voor zover deze min of meer voldoen aan een van de volgende criteria:

- beperkt energetisch verbruik voor een gelijkaardig lichtcomfort (te rechtvaardigen met een vergelijkende berekening)
- economie in de uitvoering voor zover dat het lichtcomfort en het energetisch verbruik gelijk of verbeterd zijn.

Grenzen van de aanneming

De haken en/of we vestigingspunten nodig voor de aanleg van de verlichtingtoestellen zijn voorzien en aangelegd door deze aanneming.

50.60 LICHTPUNTEN

50.60.00 VERLICHTINGTOESTELLEN

50.60.10 Binnenverlichting

Onderhavige aanneming bevat de levering, de plaatsing en de aansluiting van de toestellen hierna beschreven, in overeenstemming met de voorschriften van het type lastenboek 400, deel D.01

De berekening van de verlichtingniveaus wordt gecontroleerd door de aanneming om dit te laten overeenstemmen met de norm NBN L14-002.

Onderhavige aanneming bevat eveneens de plaatsing van haken of bevestigingspunten evenals de bekabeling voor de aanleg van de verlichtingtoestellen.

De beschrijving hierbij gevoegd vermeld het type toestel die de installatie voorziet; het aantal en de ligging moeten worden gecontroleerd in functie van de berekening waarvan sprake hierboven, elke wijziging moeten worden voorgesteld de goedkeuring van de architect.

De bekabeling wordt zorgvuldig uitgevoerd met geïsoleerde draden met PVC van minstens 1 mm² doorsnede, bestendig tegen een temperatuur van minimum 105°C, bevestigd op de toestellen of los lopend uit de wand met een reserve van +/- 50 cm en uitgerust op een uiteinde, aan de kant van het toestel, met een aansluitfiche in afwachting voor de gemakkelijke vervanging van het toestel indien nodig en tegen elk risico van kortsluiting of elektrocutie bij deze vervanging.

In het geval dat de leiding de verlichting doorgaat (e.a. uitgelijnde verlichting), moet men een klemstuk voorzien aan elke uiteinde met tussenbekabeling van 105°C oorspronkelijk uitgevoerd door de producent.

De ingangen van de kabels van de toestellen zijn voorzien van beschermingen (voor de aanleg van de toestellen) om de beschadiging van de kabels te vermijden.

Alle toestellen worden geleverd en gemonteerd met al hun elektrische uitrustingen zoals starters, ballast, condensator, hulzen, lamphouders... en de gepaste lampen.

50.60.12 Verlichtingtoestellen en wandverlichting

• Meetcode: stuk

• Voorwerp: verlichting ingebouwd in de nieuwe verlaagde plafonds, met inbegrip van bekabeling en aansluiting op de bestaande installatie

BESCHRIJVING

Levering en aanleg van ingebouwde verlichtingtoestellen met kleine afmetingen (=52 mm) en rooster voor zeer lage luminantie in mat aluminium. alle bevestigingsmiddelen, bekabeling in en aansluitingen inbegrepen.

Omkastings: uitgevoerd in een stuk in een staalplaat van 0,6 mm wit thermisch gelakt met zeer dunne rand.

Hoeken samengevoegd in verstek en gelast.

Optiek: divergerende spiegelende rooster in zuiver aluminium (AL 99,98%) geanodiseerd met zilverkleur.

Bevestiging van de rooster door middel van 4 interne veren. Voor de vervanging van de lampen blijft de optiek opgehangen aan twee schroefveren die tegelijkertijd als aarding dienen. De rand van 5mm van de rooster komt overeen met de rand van het toestel.

De kromming van elke reflector overlans bestaat uit twee aanvullende delen, een convergerend deel en een divergerend deel, en typische klokvorm geeft.

De lamellen overdwars zijn parabolvormig en afgesloten in het hoge deel om een groter rendement te verkrijgen.

Spreadinghoek van 60° tegenover de verticaal. Luminantie lager dan 1000 cd/m² in de hoogste hoeken boven 65° volgens de NBN EN 12464-1. Opvulplaat tussen de roosters in wit gelakt staal.

Elektrische uitrusting en bekabeling: elektrische aansluiting op vijfpolige klem. Het toestel is standaard uitgerust met elektronische conventionele ballasten en een thermisch bestendige bekabeling tot 105°C.

Specificaties en normen: markering CE ; certificatie ENEC ; bescherming klasse: klasse 1 ; IP20 ; geproduceerd in een fabriek met ISO 9001 certificatie.

UITVOERING VAN DE WERKEN

Volgens de voorschriften van de producent

CONTROLE EN GOEDKEURING

Technische fiches en inplantingplan van de toestellen te laten goedkeuren voor de aanwending.

HOOFDSTUK 59BIS – CONTROLE DOOR EEN ERKENDE INSTELLINGEN

59BIS.00 VERIFICATIE VAN DE ELEKTRISCHE INSTALLATIE DOOR EEN ERKENDE INSTELLING

- Meetcode: ff,
- Voorwerp: oplevering van de aangebrachte elektrische wijzigingen (verlichtingen...)

De aannemer moet na de werken de elektrische installatie door een erkende instelling laten controleren en goedkeuren.

HOOFDSTUK 76 – DAKRAMEN

76. 50 RAMEN VOOR HELLENDE DAKEN

76.51.00 DAKRAMEN, ALGEMEEN

76.51.11 DAKRAMEN IN BESTAANDE OPENINGEN

- Meetcode: St.,
- Voorwerp: vervanging van de bestaande dakramen door nieuwe dakramen (gebouwen 1 en 3)

BESCHRIJVING

Levering en aanleg van dakramen, met draai- of kipsysteem volgens het geval.

Met inbegrip van alle onderdelen voor bevestiging, bekledingkit, aansluitingen met het dak, aanpassing van het dak, waterdichtheid...

UITVOERING VAN DE WERKEN

Volgens de voorschriften van de producent

CONTROLE EN GOEDKEURING

Technische fiches te laten goedkeuren voor de aanwending

Details voor te leggen aan de architect ter goedkeuring voor de uitvoering.

HOOFDSTUK 83 – AFWERKING VAN DE PLAFONDS

83.00 GEZAMENLIJKE VOORSCHRIFTEN INZAKE AFWERKING VAN PLAFONDS

83.10 AFWERKING VAN PLAFONDS – BIJZONDERE TECHNIEKEN

83.20 OPGEHANGEN PLAFONDS

83.22.41 Opgehangen plafonds, paneelsystemen

- Meetcode: M2, aan lasten inbegrepen
- Voorwerp: nieuwe verlaagde plafonds in de klaslokalen onder de zolder

De werken bevatten:

- de levering, de aanleg op zich en de regeling van het opgehangen plafond van het type met platen.
- de levering en de voorbereiding van de materialen in systemen, en meer bepaald:
- de plafondonderdelen
- de verbindingstukken bestaande uit de bedrijfsstructuur en de ophangingonderdelen
- de plaatsing op zich en de afstelling van het opgehangen plafond
- de beschermingsmaatregelen bij de plaatsing
- de uitsparingen voor leidingen, verlichtingtoestellen, branddetectiesystemen (Sprinklers),
- de versteviging voor de ophanging van de verlichtingtoestellen.

Het plafond wordt geplaatst met een dubbele metalen geraamte.

De tussenafstand tussen de draagprofielen bedraagt maximum ... (volgens de richtlijnen van de producent)

De zijkanten van het plafond worden afgewerkt met een verborgen afwerkinglat. In de hoeken wordt de afwerkinglat steeds achteruit geplaatst. Het gebruik van zelfklevende stroken is niet toegelaten.

Verplaatsing van de verlichting vallen ten laste van de elektrische installateur.

BESCHRIJVING

Opgehangen plafond, samengesteld uit zelfdragende panelen geproduceerd op basis van minerale wol, vuurvast en aseptisch (geklasseerd als voldoende voor de richtlijn EU 97/69 note Q), met een soortelijk gewicht van ong. 80 kg/m³. De plafondpanelen zijn voorzien van een mineraal vlies bestendig tegen de stoten en een opgespoten stucstructuur die akoestisch open blijft (gewicht van de afwerkinglaag, ong.

450gr/m²). De andere zijde is voorzien van een natuurlijke mineraal vlies.

De panelen voor plafonds met rechte kanten (A) zijn neergelegd in een zichtbaar ophangstelsel van 24mm, bestaande uit draagprofielen overlans en overdwers in verzinkt staal bedekt met een primer, kleur naar keuze. Minimale ophanghoogte 150 mm. De rand afwerking wordt uitgevoerd met een L-profiel van dezelfde kleur.

MATERIAAL

Moduleerbare afmetingen

600 x 600 x 25 mm (A24)

Relatieve luchtvochtigheid en stabiliteit van het product (RH-DS-100)

De panelen voor plafonds zijn 100% dimensionaal stabiel, zelfs onder voorwaarden met luchtvochtigheid > 95%.

UITVOERING VAN DE WERKEN

volgens de voorschriften van de producent

83.23.00 DRAAGSTRUCTUUR

83.23.10 Metalen geraamtes

- Meetcode: inbegrepen in de post 83.22.41-42

83.24.00 OPHANGINGSYSTEMEN

- Meetcode: inbegrepen in de post 83.22.41-42

83.28.00 ACCESSOIRES

83.28.10 Bezoekluiken

- Meetcode: St. , alle lasten inbegrepen
- Voorwerp: bezoekluiken voor de zolder

BESCHRIJVING

Levering en aanleg van bezoekluiken, met inbegrip van accessoires en aanpassing van het verlaagde plafond en de raveelbalk van het geraamte.

Het bezoekluik bestaat uit een vast kader en een openslaand kader, gemakkelijk uitneembare, beide in verzinkt staal. Het bekende systeem van het luik bestaat uit een open- en afsluitsysteem met vering, scharnieren en een uitneembare ketting.

UITVOERING VAN DE WERKEN

Volgens de voorschriften van de producent.

83.28.20 Bandrasters met clips

- Meetcode: inbegrepen in de post 83.22.41-42

HOOFDSTUK 88 - SCHILDERWERKEN

88.00 ALGEMEEN E VOORSCHRIFTEN BETREFFENDE DE SCHILDERWERKEN ALGEMEEN

De schilderwerken worden uitgevoerd in overeenstemming met de bepalingen van het type lastenboek n°104, index 07.1 et 07.1.3

- Algemene bepalingen 07.1.5

- Algemene voorschriften 07.1.9

- Bijzondere voorschriften. Proeven 07.1.10 - Schilderwerken 07.1.11 - Meetcode

De schilderwerken worden uitgevoerd volgens de voorschriften "met prestaties". De aannemer is verantwoordelijk voor de verenigbaarheid van de producten die hij gebruikt.

De schilderwerken bevatten:

- de voorbereidingswerken van de onderlaag

- de levering en toepassing van de verf

- de demontage en remontage van de uitrustingen (radiatoren, platen, enz.)

- de beschermingsmaatregelen en hun verwijdering

- de reiniging en aanvoer van al het afval naar aanleiding van de werken

- de eventuele bijwerkingen

Op aanvraag van de bouwheer of volgens bijzondere specificaties, worden de kleuren per monster ter plaatse uitgevoerd.

De opeenvolgende lagen van eenzelfde verf zijn niet gelijk.

Zowel voor wat betreft de uitvoering van de voorbereidingswerken als voor de schilderwerken op zich, zullen de voorschriften van de producenten van de aangewende producten strikt worden toegepast voor wat betreft de toegelaten weersomstandigheden voor de uitvoering, de droogtijd, de aanwending...).

Anderzijds zorgt men voor de veiligheid en de hygiëne van het uitvoerend personeel door een voldoende ventilatie te voorzien en de strikte naleving van de voorschriften van het ARAB en van de CNAC (Comite

National d'action de la Securite et de l'Hygiene dans la Construction) evenals van degene van de beroepsverenigingen.

Dat aannemer moet producten of systemen toepassen die met elkaar verenigbaar zijn, aangepast aan de te behandelen oppervlakten en aan het gebruikte verfsysteem dat als basis dient voor de eisen en de graad van afwerking na te leven.

88.10 SCHILDERWERKEN - BIJZONDERE TECHNIEKEN

88.30 BUITEN SCHILDERWERKEN - OPKNAPPING

88.33.11 Afwerkingen buiten, verf op houten onderlaag

- Meetcode: LM, alle lasten inbegrepen

- Voorwerp: gerestaureerde en bewaarde dakgoten

Het betreft verfsystemen voor buiten en/of een beschermlaag op houten drager of houten panelen, met inbegrip van de herstelling van de onderlaag.

Vorbereiding van de houten dragers

Dit werk bevat:

- de verwijdering van alle vuildelen aanwezig op de drager door alle gepaste middelen (thermisch afbijten, afschuren, afkrabben, enz.) tot het volledig blootleggen van het hout.

- Afstompen van de scherpe randen met schuurpapier et opvulling van de barsten, gaten, enz. door middel van een harde mastiek.

Schilderwerken van buitenschrijnwerk in hout met gelakte afwerking

Het systeem bevat:

- de bescherming van het hout
- de verflaag ter afwerking

Bescherming

- afschuren, ontstoffen, harsuitslag verwijderen. De kleine ijzeren delen naast de houtwerken ontvangen een roestwerende primerlaag. Voor Afzelia, met water met veel bleekmiddel afwassen. Voor de andere tropische houtsoorten van het vette type, met white spirit afspoelen.
- opvulling van de eventuele verbindingen, scheuren, openingen met een herstelkit met twee componenten, op basis van polyurethaan hars.
- toepassing van een impregneringlaag, procedé C1 volgens STS 52 index 04.81, 175-200 gr/m².

In het geval van de Rood Noorse Den wordt het procedé C1 vervangen door het C3. Het product beschikt over de technische erkenning INL.

Afwerkinglaag

- toepassing van een impressielaag, op basis van alkyd hars. De delen in contact met het metaalwerk ontvangen twee lagen.
- de kleine gaten en voegen opvullen
- droog afschuren, ontstoffen
- met plamuur berapen, daar waar nodig
- toepassing van een tussenlaag in gelakt satijn glanzende verf, op basis van alkyd hars, in de definitieve kleur
- lichtjes afschuren
- een afwerklaag toepassen in gelakt satijn glanzende verf, op basis van alkyd hars.

Een droogtijd naleven tussen de lagen van minstens 24 uur. Glans: 20-30%, gemeten met de Glossmeter

Gardner 60°.

Bij de toepassing bedraagt de vochtigheid van het hout minder dan 17%.

Kleur naar keuze van de bouwheer en de architect.

<p>Goedgekeurd door de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest Brief van 03 maart 2009 Ref. : 002-2009/1280-pl</p>
--

Monsieur Jean-Claude VITOUX, Conseiller communal, entre en séance.

De Heer Jean-Claude VITOUX, Gemeenteraadslid, komt de zitting binnen.

22.01.2009/A/026

27EME OBJET

**ESPACE PUBLIC SUBSIDES OCTROYES AUX COMMUNES POUR
L'EXECUTION DE TRAVAUX DE SECURISATION DES LOGEMENTS SOCIAUX - ANNEE 2006 - APPROBATION DU
PROJET**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 mai 2006 octroyant un subside aux communes pour des projets de sécurisation des logements sociaux ;

Vu la circulaire ministérielle n° 2001/10 du 23 novembre 2001 relative à la procédure de subvention mise en œuvre pour l'application de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 juin 2001, octroyant un subside aux communes pour des projets de sécurisation des logements sociaux ;

Attendu qu'un subside de 21.070,95 € est accordé à la commune d'Auderghem pour l'année 2006 ;

Vu que cette somme servira à rénover les escaliers reliant l'avenue D. Boon au square Golinvaux, mitoyens d'un immeuble des HLS et y donnant accès ;

Vu qu'il ne s'agit pas d'une propriété communale, il y aura lieu, après approbation du projet par la Région, de conclure une convention particulière avec les Habitations et Logements sociaux d'Auderghem ;

DECIDE : à l'unanimité,

- de solliciter un accord de principe d'octroi de subside dans le cadre de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 mai 2006 octroyant un subside aux communes pour des projets de sécurisation des logements sociaux ;
- d'accepter la subvention de 21.070,95 € pour l'année 2006 ;
- de marquer son accord sur le projet de rénovation des escaliers reliant l'avenue D. Boon au square Golinvaux, mitoyens d'un immeuble des HLS et y donnant accès ;
- de marquer son accord sur la dépense ;
- de charger le Collège Echevinal de poursuivre l'exécution de ce dossier.

La présente délibération, en double, sera transmise à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale.

22.01.2009/A/026

27E VOORWERP

PUBLIEKE RUIMTE AAN DE GEMEENTES TOEGEKENDE SUBSIDIES VOOR DE UITVOERING VAN BEVEILIGINGSWERKEN – JAAR 2006 – GOEDKEURING VAN HET PROJECT

DE RAAD,

Gezien de nieuwe gemeentewet, en in het bijzonder artikel 117 ;

Gezien het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 mei 2006 houdende de toekenning van een toelage aan de gemeenten voor de projecten van beveiliging van sociale woningen;

Gezien de ministeriële omzendbrief n° 2001/10 van 23 november 2001 met betrekking tot de subsidieprocedure voor de toepassing van het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, houdende de toekenning van een toelage aan de gemeenten voor de projecten van beveiliging van sociale woningen;

Gezien een subsidie van € 21.070,95 toegekend werd aan de gemeente Oudergem voor het jaar 2006 ;

Gezien dit bedrag zal dienen voor de herstelling van de trappen tussen de D. Boonlaan et de Golinvauxsquare, de trappen grenzen aan en geven toegang tot een gebouw van de "Habitations et Logements sociaux d'Auderghem" ;

Gezien het geen gemeentelijke eigendom betreft zal het nodig zijn, na goedkeuring van het projekt door het gewest, een specifieke overeenkomst af te sluiten met de "Habitations et Logements sociaux d'Auderghem" ;

BESLIST: met éénparigheid,

- een principeakkoord in het kader van het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 mei 2006 houdende de toekenning van een toelage aan de gemeenten voor de projecten van beveiliging van sociale woningen aan te vragen ;
- de subsidie van € 21.070,95 voor het jaar 2006 te aanvaarden ;
- in te stemmen met de herstelling van de trappen tussen de D. Boonlaan et de Golinvauxsquare, de trappen grenzen aan en geven toegang tot een gebouw van de "Habitations et Logements sociaux d'Auderghem" ;
- in te stemmen met de uitgave ;
- het Schepencollege te belasten met de uitvoering van dit dossier.

Onderhavige beraadslaging, in dubbel, zal overgemaakt worden aan de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

22.01.2009/A/027

28EME OBJET
**ESPACE PUBLIC SUBSIDES OCTROYES AUX COMMUNES POUR
L'EXECUTION DE TRAVAUX DE SECURISATION DES LO-
GEMENTS SOCIAUX - ANNEE 2007 - APPROBATION DU
PROJET**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 décembre 2007 octroyant un subside aux communes pour des projets de sécurisation des logements sociaux ;

Vu la circulaire ministérielle n° 2001/10 du 23 novembre 2001 relative à la procédure de subvention mise en œuvre pour l'application de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 juin 2001, octroyant un subside aux communes pour des projets de sécurisation des logements sociaux ;

Attendu qu'un subside de 21.070,95 € est accordé à la commune d'Auderghem pour l'année 2007 ;

Vu que cette somme servira à aménager l'entrée de la salle des fêtes "Lambin" dans le quartier des HLS, pour faciliter l'accès des personnes à mobilité réduite ;

Vu qu'il ne s'agit pas d'une propriété communale, il y aura lieu, après approbation du projet par la Région, de conclure une convention particulière avec les Habitations et Logements sociaux d'Auderghem ;

DECIDE : à l'unanimité,

- de solliciter un accord de principe d'octroi de subside dans le cadre de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 décembre 2007 octroyant un subside aux communes pour des projets de sécurisation des logements sociaux ;
- d'accepter la subvention de 21.070,95 € pour l'année 2007 ;
- de marquer son accord sur le projet d'aménagement de l'entrée de la salle des fêtes "Lambin" dans le quartier des HLS ;
- de marquer son accord sur la dépense ;
- de charger le Collège Echevinal de poursuivre l'exécution de ce dossier.

La présente délibération, en double, sera transmise à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale.

22.01.2009/A/027

28E VOORWERP
**PUBLIEKE RUIMTE AAN DE GEMEENTES TOEGEKENDE SUBSIDIES
VOOR DE UITVOERING VAN BEVEILIGINGSWER-
KEN – JAAR 2007 – GOEDKEURING VAN HET PRO-
JECT**

DE RAAD,

Gezien de nieuwe gemeentewet, en in het bijzonder artikel 117;

Gezien het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 december 2007 houdende de toekenning van een toelage aan de gemeenten voor de projecten van beveiliging van sociale woningen;

Gezien de ministeriële omzendbrief n° 2001/10 van 23 november 2001 met betrekking tot de subsidieprocedure voor de toepassing van het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, houdende de toekenning van een toelage aan de gemeenten voor de projecten van beveiliging van sociale woningen;

Gezien een subsidie van € 21.070,95 toegekend werd aan de gemeente Oudergem voor het jaar 2007 ;

Gezien dit bedrag zal dienen voor de herinrichting van de ingang van de feestzaal "Lambin" in de wijk van de "HLS" ten einde de toegankelijkheid voor personen met een beperkte mobiliteit te verbeteren ;

Gezien het geen gemeentelijke eigendom betreft zal het nodig zijn, na goedkeuring van het projekt door het gewest, een specifieke overeenkomst af te sluiten met de "Habitations et Logements sociaux d'Auderghem" ;

BESLIST: met éénparigheid,

- een principeakkoord in het kader van het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 december 2007 houdende de toekenning van een toelage aan de gemeenten voor de projecten van beveiliging van sociale woningen aan te vragen;
- de subsidie van € 21.070,95 voor het jaar 2007 te aanvaarden ;
- in te stemmen met de herinrichting van de ingang van de feestzaal "Lambin" ten einde de toegankelijkheid voor personen met een beperkte mobiliteit te verbeteren ;
- in te stemmen met de uitgave ;
- het Schepencollege te belasten met de uitvoering van dit dossier.

Onderhavige beraadslaging, in dubbel, zal overgemaakt worden aan de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

22.01.2009/A/028

29EME OBJET

ESPACE PUBLIC SUBSIDES OCTROYES AUX COMMUNES POUR L'EXECUTION DE TRAVAUX DE SECURISATION DES LOGEMENTS SOCIAUX - ANNEE 2008 - APPROBATION DU PROJET

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 8 mai 2008 octroyant un subside aux communes pour des projets de sécurisation des logements sociaux ;

Vu la circulaire ministérielle n° 2001/10 du 23 novembre 2001 relative à la procédure de subvention mise en œuvre pour l'application de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 juin 2001, octroyant un subside aux communes pour des projets de sécurisation des logements sociaux ;

Attendu qu'un subside de 21.070,95 € est accordé à la commune d'Auderghem pour l'année 2008 ;

Vu que cette somme servira à rénover l'entrée de diverses habitations sociales dans le quartier des HLS de l'avenue R. Stevens ;

Vu qu'il ne s'agit pas d'une propriété communale, il y aura lieu, après approbation du projet par la Région, de conclure une convention particulière avec les Habitations et Logements sociaux d'Auderghem ;

DECIDE : à l'unanimité,

- De solliciter un accord de principe d'octroi de subside dans le cadre de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 8 mai 2008 octroyant un subside aux communes pour des projets de sécurisation des logements sociaux ;
- d'accepter la subvention de 21.070,95 € pour l'année 2008 ;
- de marquer son accord sur le projet de rénovation de l'entrée de diverses habitations sociales dans le quartier des HLS de l'avenue R. Stevens ;
- de marquer son accord sur la dépense ;
- de charger le Collège Echevinal de poursuivre l'exécution de ce dossier.

La présente délibération, en double, sera transmise à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale.

22.01.2009/A/028

29E VOORWERP

PUBLIEKE RUIMTE AAN DE GEMEENTES TOEGEKENDE SUBSIDIES VOOR DE UITVOERING VAN BEVEILIGINGSWERKEN – JAAR 2008 – GOEDKEURING VAN HET PROJECT

DE RAAD,

Gezien de nieuwe gemeentewet, en in het bijzonder artikel 117 ;

Gezien het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 8 mei 2008 houdende de toekenning van een toelage aan de gemeenten voor de projecten van beveiliging van sociale woningen ;

Gezien de ministeriële omzendbrief n° 2001/10 van 23 november 2001 met betrekking tot de subsidieprocedure voor de toepassing van het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, houdende de toekenning van een toelage aan de gemeenten voor de projecten van beveiliging van sociale woningen ;

Gezien een subsidie van € 21.070,95 toegekend werd aan de gemeente Oudergem voor het jaar 2008 ;

Gezien dit bedrag zal dienen voor de renovatie van de ingangen van verschillende gebouwen in de wijk van de van de "Habitations et Logements sociaux d'Auderghem" in de Rene Stevenslaan ;

Gezien het geen gemeentelijke eigendom betreft zal het nodig zijn, na goedkeuring van het project door het gewest, een specifieke overeenkomst af te sluiten met de "Habitations et Logements sociaux d'Auderghem" ;

BESLIST: met éénparigheid,

- een principeakkoord in het kader van het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 8 mei 2008 houdende de toekenning van een toelage aan de gemeenten voor de projecten van beveiliging van sociale woningen ;
- de subsidie van € 21.070,95 voor het jaar 2008 te aanvaarden ;
- in te stemmen met de de renovatie van de ingangen van verschillende gebouwen in de wijk van de "Habitations et Logements sociaux d'Auderghem" in de Rene Stevenslaan ;
- in te stemmen met de uitgave ;
- het Schepencollege te belasten met de uitvoering van dit dossier.

Onderhavige beraadslaging, in dubbel, zal overgemaakt worden aan de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

22.01.2009/A/029

30EME OBJET

SERVICES JURIDIQUE

APPEL D'OFFRES GENERAL ET ADOPTION DU CAHIER SPECIAL DES CHARGES RELATIF A L'INSTALLATION, L'EXPLOITATION ET L'ENTRETIEN DU MOBILIER URBAIN SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE.

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 117 et 232 et suivants;

Vu le dossier administratif à disposition du conseil ;

Considérant ce qui suit :

Le 8 octobre 2008, compte tenu des illégalités avérées qui caractérisent les concessions Decaux, une résiliation unilatérale à l'initiative de la commune moyennant un préavis de neuf mois a été notifiée à JCDecaux.

Il convient maintenant de procéder au choix d'un nouvel opérateur pour l'exploitation de dispositifs d'informations d'intérêt général.

Le mode de passation proposé est l'appel d'offres général. Le cahier spécial des charges qui est présenté s'inspire d'un modèle qui a été réalisé par la commune de Molenbeek.

DECIDE : à l'unanimité

De marquer son accord sur la passation par appel d'offres général et sur le cahier spécial des charges relatif à l'installation, l'exploitation et l'entretien du mobilier urbain sur le territoire de la commune.

La présente délibération sera transmise, en double exemplaire, à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale.

Approuvée par M. le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale.
Lettre du 16 mars 2009
Réf. :002-2009/1077-jfb

22.01.2009/A/029

JURIDISCHE DIENST

30E VOORWERP
**ALGEMENE OFFERTEAANVRAAG EN GOED-
KEURING VAN HET BESTEK BETREFFENDE
DE PLAATSING, DE UITBATING EN HET ON-
DERHOUD VAN STEDELIJKE MEUBILAIR OP
HET GEBIED VAN OUDERGEM.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, met inzonderheid artikelen 117, 232 en volgende;
Aangezien het bestuurlijke dossier ter beschikking van de Raad;

Overwegende wat volgt :

Op 8 oktober 2008, rekening houdende van de duidelijke onwettigheden van de concessieovereenkomsten met JCDecaux, heeft de gemeente de opzegging van de overeenkomsten met een opzegtermijn van negen maanden aan JCDecaux bekend gemaakt. Wij moeten nu de keuze van een nieuw bedrijf voor de uitbating van installaties met boodschappen van algemeen nut maken.

De voorgestelde gunningswijze is de algemene offerteaanvraag. Het bestek komt uit een model die door de gemeente Molenbeek werd opgesteld.

BESLIST : met eenparigheid der stemmen

Zijn akkoord te verlenen op de gunningswijze bij algemene offerteaanvraag en het bestek betreffende de plaatsing, de uitbating en het onderhoud van stedelijke meubilair op het gemeentelijke gebied.

Onderhavige beraadslaging, in twee exemplaren, zal overgemaakt worden aan de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Goedgekeurd door de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest
Brief van 16 maart 2009
Ref. : 002-2009/1077-jfb

22.01.2009/A/030

MOBILITE

31EME OBJET
**MISE EN ŒUVRE DES DISPOSITIONS DE L'ARRETE DE-
TERMINANT LES MESURES D'URGENCE EN VUE DE PRE-
VENIR LES PICS DE POLLUTION ATMOSPHERIQUE PAR LES
MICRO-PARTICULES ET LE DIOXYDE D'AZOTE – RECON-
NAISSANCE MUTUELLE DES DEROGATIONS ACCORDEES
PAR UNE COMMUNE.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 117 et 135;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 novembre 2008 déterminant les mesures d'urgence en vue de prévenir les pics de pollution atmosphérique par les micro-particules et les dioxydes d'azote, notamment les articles 5, 1° in fine et 6 ;

Considérant qu'il convient d'assurer la cohérence dans la délivrance des dérogations à l'interdiction de circuler délivrées par les bourgmestres des communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

ARRETE:

Article unique: Tout titulaire d'une autorisation de circuler délivrée par un bourgmestre d'une des communes bruxelloises conformément à l'article 5, 1° in fine de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 novembre 2008 déterminant les me-

sures d'urgence en vue de prévenir les pics de pollution atmosphérique par les micro-particules et les dioxydes d'azote peut circuler sur le territoire de la commune d'Auderghem.

Ainsi délibéré par le conseil communal d'Auderghem, en séance du 22 janvier 2009.

La présente délibération en double exemplaire sera transmises à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale.

Approuvée par M. le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale.

Lettre du 1^{er} avril 2009

Réf. :002-2009/1763-wc

22.01.2009/A/030

31E VOORWERP

MOBILITEIT AANWENDING VAN DE VOORSCHRIFTEN VAN HET ARREST DAT DE TE NEMEN NOODMAATREGELN BEPAALT BETREFFENDE HET VOORKOMEN VAN PIEKEN VAN ATMOSFERISCHE VERVUILING DOOR MICRODEELTJES EN STIKSTOFDIOXYDE – WEDERKERINGE ERKENNING VAN DE DOOR EEN GEMEENTE TOEGESTANE AFWIJKINGEN.

DE RAAD,

Gezien de nieuwe gemeentewet, met name de artikels 117 en 135;

Gezien het arrest van de Brussels Hoofdstedelijke Gewest van 28 november 2008 dat de te nemen noodmaatregelen bepaalt betreffende het voorkomen van pieken van atmosferische vervuiling door microdeeltjes en stikstofdioxyde, met name de artikels 5, 1^o in fine en 6;

Gezien het nodig is om een samenhang in de aflevering van de afwijkingen op het verbod te circuleren afgeleverd door de burgemeesters van de gemeenten van Brussels Hoofdstedelijk Gewest te waarborgen;

BESLIST:

Enig artikel: elke bezitter van een toestemming om te circuleren afgeleverd door een burgemeester van één van de brusselse gemeenten, conform aan de artikels 5, 1^o in fine van het arrest van de Brussels Hoofdstedelijke Gewest van 28 november 2008 dat de te nemen noodmaatregelen bepaalt betreffende het voorkomen van pieken van atmosferische vervuiling door microdeeltjes en stikstofdioxyde, mogen op het territorium van de gemeente Oudergem circuleren.

Aldusdanig gedelibereerd door de gemeenteraad, in zitting van 22 januari 2008.

Onderhavige beraadslaging, in tweevoud, zal overgemaakt worden aan de heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Goedgekeurd door de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

Brief van 1^{ste} april 2009

Ref. : 002-2009/1763-wc

22.01.09/A/032

32EME OBJET.

PREVENTION PLAN STRATEGIQUE DE SECURITE ET DE PREVENTION. APPROBATION DU REGLEMENT TOUCHANT L'ENCOURAGEMENT DES MENAGES A LA PROTECTION CONTRE LES CAMBRIOLAGES ET A LA SECURISATION DES HABITATIONS.

LE CONSEIL

Vu l'arrêté royal du 7 décembre 2006 relatif aux Plans Stratégiques de Sécurité et de Prévention ;

Vu le Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention 2007-2010 conclu entre le Ministère de l'Intérieur et la commune d'Auderghem ;

Vu l'arrêté royal du 9 avril 2007 déterminant les modalités d'octroi d'utilisation et de contrôle de l'allocation financières des villes et communes bénéficiaires d'un Plan Stratégique

de Sécurité et de Prévention, plus précisément, l'article 3 déterminant les conditions dans lesquelles les villes et communes peuvent octroyer des primes à la sécurisation des habitations contre le cambriolage ;

Vu que le règlement touchant l'encouragement des ménages à la protection contre les cambriolages et à la sécurisation des habitations a été approuvé par le Collège échevinal du 6 janvier 2009 ;

Vu que le dossier a été soumis à la Commission réunie du 19 janvier 2009 ;

Vu les articles 234 à 237 de la nouvelle loi communale

DECIDE : à l'unanimité

d'approuver le règlement touchant l'encouragement des ménages à la protection contre les cambriolages et à la sécurisation des habitants, annexé à la présente.

La présente délibération sera à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale ainsi qu'à Monsieur le Ministre de l'Intérieur.

Approuvée par M. le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale.

Lettre du 27 avril 2009

Réf. :002-2009/2497-il

22.01.2009/A/032

32E VOORWERP.

PREVENTIE STRATEGISCH VEILIGHEIDS- EN PREVENTIEPLAN. GOEDKEURING VAN HET REGLEMENT AANGAANDE DE AANMOEDIGING VAN DE GEZINNEN TOT DE BEVEILIGING VAN HUN WONING TEGEN INBRAAK.

DE RAAD,

Gezien het koninklijk besluit van 7 december 2006 betreffende het Strategisch Veiligheids- en Preventieplannen;

Gezien het Strategisch Veiligheids- en Preventieplan 2007-2010 tussen het Ministerie van Binnenlandse Zaken en de gemeente Oudergem;

Gezien het koninklijk besluit van 9 april 2007 tot bepaling van de toekenning, aanwending en controlevoorwaarden van de financiële toelage van de steden en gemeenten die begunstigde zijn van een Strategisch Veiligheids- en Preventieplan meer bepaald bijvoegsel 3 die de voorwaarden waarin de steden en gemeenten een toelage tot de beveiliging van woningen tegen inbraak mogen toekennen;

Gezien dat het reglement aangaande de aanmoediging van de gezinnen tot de beveiliging van hun woning tegen inbraak door het Schepencollege van 6 januari 2009 goedgekeurd werd;

Gezien dat het dossier aan de verenigde Commissie van 19 januari 2009 voorgelegd werd;

Gelet op artikelen 234 tot 237 van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST : met éénparigheid van stemmen

het bijgevoegde reglement aangaande de aanmoediging van de gezinnen tot de beveiliging van hun woning tegen inbraak goed te keuren.

Onderhavige beraadslaging zal aan de heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest alsook aan de heer Minister van Binnenlandse Zaken overgemaakt worden.

Règlement touchant l'encouragement des ménages à la protection contre les cambriolages et à la sécurisation des habitations.

Article 1.

Dans les limites des crédits disponibles au budget, le Collège des Bourgmestres et Echevins a la possibilité d'attribuer une prime à la sécurisation des habitations et à la protection contre les cambriolages pour les citoyens ayant réalisé des investissements entre le 1^{er} janvier et le 31 octobre 2009. Les demandes d'octroi de primes peuvent être introduites à partir de la date

d'entrée en vigueur et de publication du règlement. Cette prime est octroyée suivant l'ordre chronologique d'introduction des demandes jusqu'à épuisement des crédits prévus.

Article 2.

§1. Par le mot « prime » il faut entendre le montant remboursé par la commune d'un pourcentage des frais avancés par le citoyen pour l'achat et l'installation de moyens destinés à assurer la protection de son habitation contre le cambriolage. Le montant des primes et le maximum autorisé sont prévus à l'article 4.

§2. Par le mot « habitation », il faut entendre tous les appartements et maisons situés sur le territoire communal et utilisés à des fins privées, à l'exclusion de toute activité commerciale, industrielle, administrative ou professionnelle. La prime est exclusivement réservée aux particuliers aux conditions prévues à l'article 7.

Article 3.

§1. Les mesures prises doivent contribuer à la protection de l'habitation et diminuer les risques objectifs de cambriolage. Pour ce faire, tous les accès de l'habitation doivent être pris en considération afin d'évaluer les risques d'être cambriolés (portes, fenêtres, garages, soupis, jardins...).

§2. Seules les mesures de protection organisationnelles et mécaniques seront prises en compte pour l'octroi de la prime. En aucun cas, les mesures technologiques (systèmes d'alarme électroniques, vidéosurveillance...) ne pourront bénéficier d'une telle prime.

Article 4.

La prime s'élèvera à 40% de la somme réellement investie (frais d'achat et d'installation) avec un maximum plafonné à 300 euros par habitation.

Article 5.

La prime est octroyée :

- à l'occupant d'un bien situé sur le territoire de la commune. Le locataire ou le propriétaire du bien doit être domicilié à Auderghem.
- au ménage dont le revenu imposable ne dépasse pas 36 686 € ; 1 personne à charge : le revenu imposable ne doit pas dépasser 40 855 € ; 2 personnes à charge : le revenu imposable ne doit pas dépasser 45 024 € ; 3 personnes à charge : le revenu imposable ne doit pas dépasser 49 193 € ; 4 personnes à charge et plus : le revenu imposable ne doit pas dépasser 53 362 €.

La prime ne pourra être attribuée qu'une seule fois par an pour le même logement. Si deux demandes sont introduites pour un même bien, seule la première demande sera prise en considération. La prime sera uniquement attribuée à la personne ayant réalisé l'investissement.

Article 6.

§1. Le citoyen qui souhaite introduire une demande d'octroi de prime doit requérir l'avis d'un agent de la Zone de Police 5342 agréé par le SPF Intérieur. Cet avis doit obligatoirement être donné, via une visite du bien concerné, à toute personne le sollicitant, indépendamment de la demande de prime. L'avis se limite à des recommandations sur les mesures à prendre et qui entrent en ligne de compte pour l'octroi de la prime. Il est recommandé de solliciter cet avis avant de réaliser les travaux pour lesquels une prime sera demandée.

§2. Une visite de contrôle des travaux réalisée par un agent agréé de la zone de Police 5342 est obligatoire afin de constater l'effectivité des travaux, leur conformité, leur pertinence et leur efficacité à limiter ou diminuer les risques de cambriolage.

Article 7.

§1. La Maison de la Prévention centralise les demandes d'octroi de prime et réalise le contrôle administratif des dossiers. Un registre de demandes de primes sera tenu en fonction de la date de réception des demandes.

La procédure administrative d'octroi de prime se déroule en deux étapes :

1. demande ;
2. vérification.

La demande doit être adressée par lettre recommandée à Madame Séverine Dohet, Maison de la Prévention, avenue Henri Schoofs, 1 à 1160 Bruxelles. Elle doit contenir :

- le rapport de visite de l'agent agréé ;
- l'avertissement-extrait de rôle du demandeur.

Pour la vérification, le demandeur doit fournir :

- la facture originale d'achat et, le cas échéant, d'installation du matériel qui prouve(nt) la réalisation des travaux. La facture devra mentionner la date, le lieu de réalisation des travaux et le nom de la personne ayant réalisé les investissements.
- une preuve de paiement de la facture.
- l'attestation de l'agent agréé stipulant l'adéquation entre les conclusions de la visite de contrôle (*cf.* article 6, §2) et les travaux effectivement réalisés.

§2. La Maison de la Prévention rédige un avis positif ou négatif d'octroi sur base des pièces fournies par le demandeur. Le Collège des Bourgmestre et Echevins décidera de l'attribution de la prime. Toutes les pièces justificatives concernant les demandes et vérifications doivent être envoyées pour le 31 octobre 2009 (date de la poste faisant foi). Les dossiers incomplets ne seront pas pris en compte.

§3. La décision est portée à la connaissance du demandeur de la prime. Tout refus d'octroi de la prime devra être justifié.

Article 8:

Le contrôle de l'utilisation de la prime est gouverné par la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions.

Article 9.

Les investissements relatifs à la sécurisation des habitations ne seront pris en considération dans le cadre de la prime communale que s'ils ont pour objet la fourniture et, le cas échéant, le placement des éléments de façade retardateurs d'intrusion suivants :

- le vitrage retardateur d'intrusion (verre feuilleté, vitrage sécurité).
- les systèmes de sécurisation pour portes, fenêtres, volets, portes de garage, coupoles, fenêtres de toiture, soupiraux et barrières comme les serrures de sécurité, les verrous de sécurité, les entrebâilleurs.
- les portes sécurisées et blindées (habitation, garage).

Reglement inzake de aanmoediging van gezinnen om woningen te beveiligen en tegen inbraak te beschermen.

Artikel 1.

Binnen de grenzen van de beschikbare budgetten in de begroting, die door de Gemeenteraad en de toezichthoudende overheid werd goedgekeurd, heeft het College van Burgemeester en Schepenen de mogelijkheid om een premie toe te kennen voor de beveiliging van woningen en de bescherming tegen inbraak aan de burgers die dit aanvragen tussen 1 januari en 31 oktober 2009. De premieaanvragen kunnen ingediend worden vanaf de datum waar het reglement in werking treedt et gepubliceerd wordt. Deze premie zal toegekend worden op basis van de volgorde waarin de aanvragen werden ontvangen tot de voorziene budgetten uitgeput zijn.

Artikel 2.

§1. Onder "premie" wordt verstaan: het door de gemeente terugbetaalde bedrag dat een percentage is van de kosten die de burger reeds heeft gemaakt voor de aankoop en de installatie van middelen om zijn woning tegen inbraak te beschermen. Het bedrag van de premie en het toegelaten maximum zijn voorzien in artikel 4.

§2. Onder "woning" wordt verstaan: alle appartementen, woningen of onroerende goederen, gelegen op het gemeentelijk grondgebied en gebruikt voor privédoeleinden, niet voor commerciële, industriële en administratieve activiteiten of beroepsactiviteiten. De premie is enkel bestemd voor particulieren en mede-eigendommen die door hun syndicaat vertegenwoordigd worden. In dit geval, de premie zal betaald worden aan de voorwaarden die op artikel 7 zijn voorzien.

Artikel 3.

§1. De genomen maatregelen moeten bijdragen tot de bescherming van de volledige woning en het inbraakrisico verminderen. Alle ingangen tot de woning moeten in overweging genomen worden om het inbraakrisico te evalueren (deuren, ramen, keldergaten, tuinen, ...) en deze moeten op de gepaste wijze beschermd worden.

§2. Voor de toekenning van de premie wordt enkel rekening gehouden met organisatorische en mechanische maatregelen. Deze premie mag in geen enkel geval gebruikt worden voor technologische maatregelen (elektronische alarmsystemen, videobewaking, ...).

Artikel 4.

De premie bedraagt 40% van het reëel geïnvesteerde bedrag (aankoop- en installatiekosten) met een maximum van 300 euro per woning.

Artikel 5.

De premie wordt toegekend:

aan de bezetter van een goed, gelegen op het gemeentelijk grondgebied. De huurder of de eigenaar van het goed moet in Oudergem gehuisvest zijn.

aan het gezin waarvan het belastbaar inkomen het bedrag van 36.686,00 € niet overschrijdt; 1 persoon ten laste : het belastbaar inkomen mag het bedrag van 40.855,00 € niet overschrijden; 2 personen ten laste : het belastbaar inkomen mag het bedrag van 45.024,00 € niet overschrijden; 3 personen ten laste : het belastbaar inkomen mag het bedrag van 49.193,00 € niet overschrijden; vier personen ten laste en meer : het belastbaar inkomen mag het bedrag van 53.362,00 € niet overschrijden.

De premie mag slechts één keer per jaar toegekend worden voor dezelfde woning. Indien er twee aanvragen voor hetzelfde goed werden ingediend, zal enkel de eerste in overweging genomen worden.

De premie wordt uitsluitend aan de persoon die de investering gedaan heeft toegekend.

Artikel 6.

§1. De burger die een premieaanvraag wenst in te dienen, moet het advies vragen van agent van de Politiezone 5342 die door het Ministerie van Binnenlandse Zaken erkend werd. Dit advies moet via een bezoek aan het betrokken goed verstrekt worden aan elke persoon die dit aanvraagt, onafhankelijk van het feit of de premie al dan niet wordt aangevraagd. Het advies beperkt zich tot aanbevelingen over maatregelen waarmee rekening wordt gehouden bij de toekenning van de premie. Het is aangeraden dit advies te vragen vooraleer de werken uit te voeren waarvoor een premie aangevraagd zal worden.

§2. Een controlebezoek van de uitgevoerde werken door een erkende agent van de Politiezone 5342 is verplicht om de effectiviteit, de conformiteit, de deugdelijkheid en de doeltreffendheid van de werken om het inbraakrisico te verminderen vast te stellen.

Artikel 7.

§1. Het Preventiehuis centraliseert de premie aanvragen en zorgt voor het administratief beheer van de dossiers. Op basis van de ontvangstdatum van de aanvragen wordt een aanvraagregister bijgehouden.

De administratieve procedure verloopt in twee stappen :

de aanvraag;
het nazicht..

De aanvraag moet per aangetekend schrijven aan Mevrouw Séverine Dohet, Preventiehuis, Henri Schoofslaan, 1 te 1160 Brussel gericht worden en zal documenten bevatten :

- het bezoekverslag van de erkende agent;
- het bericht-uittreksel van de beurtrol van de aanvrager.

Voor et nazicht zal de aanvrager volgende stukken verstrekken :

de originele aankoopfactuur en , zo nodig, van de installatie van het materiaal. De factuur zal de datum, de plaats van uitvoering van de werken en de naam van de persoon die de investeringen gedaan heeft vermelden ;

het betalingsbewijs van de factuur ;

een getuigschrift van de erkende agent die de effectiviteit en de conformiteit van de werken heeft vastgesteld (cf. artikel 6, §2).

§2. Het Preventiehuis stelt naargelang de stukken die door de aanvrager ingediend werden een positief of een negatief oordeel op. Het College van Burgemeester en Schepenen zal over de toekenning van de premie beslissen. Al de bewijsstukken betreffende de aanvragen en de nazichten moeten uiterlijk op 31 oktober 2009 (datum van de post geldt als bewijs) opgestuurd worden. De onvolledige dossiers worden niet in acht genomen.

§3. De beslissing wordt ter kennisde aanvrager van de premie gebracht. Elke weigering tot toekenning van de premie moet gerechtvaardigd worden.

Artikel 8.

De controle over het gebruik van de premie maakt het voorwerp uit van de wet van 14 november 1983 betreffende de controle van de toewijzing en het gebruik van sommige toelagen.

Artikel 9.

In het kader van de gemeentelijke premie worden investeringen voor de beveiliging van woningen enkel in overweging genomen indien het gaat om de levering en de plaatsing van de volgende inbraakwerende gevelelementen:

- inbraakwerend glas (gelaagd glas, veiligheidsglas).
- beveiligingssystemen voor deuren, ramen, luiken, garagepoorten, koepels, dakramen, keldergaten en afsluitingen zoals veiligheidsslots, veiligheidsgrendels en kierstandhouders.
- veiligheidsdeuren en geblindeerde deuren (woning, garage).

<p>Goedgekeurd door de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest Brief van 27 april 2009 Ref. : 002-2009/2497-il</p>

22.01.2009/A/032

33EME OBJET

**ENVIRONNEMENT PLAN RÉGIONAL D’AFFECTATION DU SOL – PROJET DE
MODIFICATION PARTIELLE – AVIS DU CONSEIL COM-
MUNAL.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l’article 117 ;

Vu que la Région bruxelloise soumet à enquête publique son projet de modification partielle du PRAS dont seules sont concernées les cartes n^{os} 3 et 6 ;

Considérant que cette enquête s’est déroulée du 19 septembre au 17 novembre 2008 ;

Considérant que le projet vise à faciliter la circulation des trains en général autour de Bruxelles dans le cadre du réseau européen des trains à grande vitesse, et plus particulièrement, à rendre plus accessible l’aéroport de Bruxelles-National depuis les différentes régions du pays ainsi que depuis l’Allemagne et les Pays-Bas ;

Considérant que, durant l’enquête, le service Urbanisme n’a recueilli aucune demande d’information, pas plus que de réclamation ou d’observation ;

Considérant que conformément aux dispositions du Code Bruxellois de l’Aménagement du Territoire, le Conseil communal a été consulté dans les soixante jours de la fin de l’enquête ;

DÉCIDE À L’UNANIMITÉ :

d’approuver le projet de modification partielle du PRAS tel que présenté.

22.01.2009/A/032

33^E VOORWERP

**STEDENBOUW GEWESTELIJKE BESTEMMINGSPLAN – ONTWERP VAN
GEDEELTELIJKE HERZIENING - ADVIES VAN DE GE-
MEENTERAAD.**

DE RAAD,

Gezien de nieuwe Gemeentewet, voornamelijk artikel 117;

Gezien dat het Brussels gewest aan het openbaar onderzoek, de gedeeltelijke wijziging van het GewBP onderwerpt, waarvan alleen de kaarten 3 en 6 betreft worden ;

Overwegende dat dit onderzoek verlopen is van 19 september tot 17 november 2008;

Overwegende dat het ontwerp, in het algemeen, tot het vereenvoudigen van het de treinverkeer rond Brussel, strekt in het kader van het europees netwerk van hoge snelheidstreinen, en in het bijzonder om de bereikbaarheid van de luchthaven van Brussel-Nationaal vanuit de verschillende regio's van het land evenals vanuit Duitsland en Nederland, te vergemakkelijken.

Overwegende dat onze dienst, gedurende het onderzoek, geen enkele informatieaanvraag binnen gekregen heeft, noch bezwaren of aanmerkingen;

Overwegende dat overeenkomstig de beschikkingen van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening, de gemeenteraad geraadpleegd moet worden binnen de 60 dagen, na de beëindiging van het openbaar onderzoek ;

BESLIST MET EENPARIGHEID:

het ontwerp van gedeeltelijke herziening van GBP zoals voorgesteld goed te keuren.

22.01.2009/A/033

34^{ème} OBJET

ENVIRONNEMENT PRÉVENTION ET LUTTE CONTRE LE BRUIT EN MILIEU URBAIN EN RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE - PROJET DE PLAN RÉGIONAL 2008-2013 – AVIS À RENDRE

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 117 ;

Vu les articles 4, 5 et 6 de l'Ordonnance du 17 juillet 1997 relative à la lutte contre le bruit en milieu urbain (M.B. 23.10.1997) ;

Vu le projet de Plan régional 2008-2013 relatif à la prévention et lutte contre le bruit en milieu urbain en Région de Bruxelles-Capitale mis à l'enquête publique dans les communes de la Région de Bruxelles-Capitale du 15.10.2008 au 31.12.2008 ;

Souligne les avancées réalisées dans le domaine de la lutte contre le bruit en application du plan bruit 2000-2005 ;

Constate que ce plan 2000-2005 a permis la réalisation d'évaluations pertinentes et la prise en compte de la problématique du bruit dans le cadre d'une collaboration transversale entre les divers acteurs publics concernés ;

Approuve le fait que le nouveau plan bruit 2008-2013 s'inscrit dans la continuité du plan précédent ;

Décide par 22 voix pour et une abstention (Toussaint) :

de demander que le plan prenne en compte les remarques, suggestions et besoins suivants :

- regrette l'absence de budgétisation des prescriptions du plan ;
- demande que soit améliorée la rapidité des mesures de bruit et de leur analyse en cas de plainte de citoyens, appuyée par les communes ;
- remarquant que le plan mise énormément sur l'information, la formation, la coopération, la prévention, la médiation, ... demande que soient également mises en évidence et au besoin complétées, les sanctions en cas de non-respect des normes et prescriptions ;
- considérant qu'il est important de mettre en place un système de gestion des plaintes, demande que soient mieux organisés le suivi et le contrôle de l'application des mesures imposées pour supprimer les nuisances excédant les normes et prescriptions, et demande également que les éventuelles actions judiciaires soient au besoin entamées ;
- demande que les sanctions prévues soient effectivement appliquées, notamment en matière de lutte contre le bruit des avions ;

Signale que pour Auderghem les plaintes concernent principalement :

- le trafic routier (vitesses excessives, revêtements routiers), notamment l'arrivée de l'axe E411, y compris les « chocs » causés par la circulation sur les joints des ouvrages d'art et les sirènes utilisées parfois sans nécessité, en particulier la nuit ;
- les avions : survol de nuit ;
- les transports publics et notamment le long de l'axe du métro et de la ligne 26 de la SNCB y compris les sonneries, le cliquetis de la fermeture des portes ;
- les discothèques y compris les nuisances hors des établissements vu les accès sélectifs décidés par les exploitants et vu l'état d'ébriété de certains clients ;
- les night-shops du fait du va-et-vient nocturne ;
- les salles de fitness, de fêtes et de sport du fait de la musique et des bruits de ballons ;
- les terrasses des établissements Horeca ;
- les crèches, vu les va-et-vient, claquements de portes et sonneries ;
- les menuiseries vu les machines utilisées et la ventilation en été ;
- les installations HVAC du fait d'émissions sonores continues à des fréquences déterminées ;
- les bulles à verre ;
- les chantiers, en particulier en dehors des horaires autorisés ;

Demande que des fiches particulières (conseils, normes et prescriptions à respecter) soient développées pour ces diverses nuisances afin de pouvoir y faire référence lors de la délivrance de Permis d'Environnement et de Permis d'Urbanisme ainsi que lors de médiations ;

Demande l'implantation d'un sonomètre permanent à Auderghem afin de mesurer le bruit des avions ;

Demande le réaménagement de la chaussée de Wavre entre le viaduc Herrmann-Debroux et le centre ADEPS en intégrant les mesures suivantes : réduction de largeur et de vitesse, panneaux anti-bruit, et revêtement routier anti-bruit ;

Constatant une aggravation des nuisances sonores du fait que les aménagements en cours de réalisation entre les viaducs Herrmann-Debroux et Watermael se sont accompagnés de la suppression des panneaux antibruit et de leur remplacement par des merlons en terre, demande de compléter ces aménagements par la pose de nouveaux panneaux antibruit le long du trafic sur l'axe E411,

Demande que les murs antibruit du viaduc Herrmann-Debroux soient surhaussés et que ceux du viaduc de Watermael soient remplacés ;

Demande

- que les administrations communales soient informées le plus tôt possible avant la mise en œuvre de toute initiative sur le territoire communal relative à l'exécution du Plan Bruit ;
- que les formations envisagées par le projet de Plan soient systématiquement proposées aux fonctionnaires communaux ;
- que les agents communaux soient associés à la formation HVAC (prescription 28 « Informer sur les meilleures technologies disponibles pour les installations HVAC »), à la formation relative au bruit de chantier (prescription 30 « Réglementer le bruit des chantiers »), à la formation relative au guide pratique pour la construction et la rénovation durables des petits bâtiments (prescription 35 « Informer sur les techniques et matériaux dont les matériaux durables de protection acoustique »), et enfin, à celle relative à l'isolation acoustique du bâti (prescription 42 « Promouvoir le mécanisme de subside à l'isolation acoustique des logements ») ;
- que la prescription 27 « Prendre en compte le bruit dans l'octroi des Permis d'Environnement » soit étendue aux permis d'environnement de Classe 2 et aux déclarations de Classe 3.

22.01.2009/A/033

34E VOORWERP

LEEFMILIEU

**PREVENTIE EN BESTRIJDING VAN HET STADSLAWAAI
IN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST – GE-**

WESTELIJK ONTWERPPLAN 2008-2013 – UIT TE BRENGEN ADVIES

DE RAAD,

Gezien de nieuwe Gemeentewet, voornamelijk artikel 117,

Gezien de artikels 4, 5 en 6 van de Ordonnantie van 17 juli 1997 betreffende de bestrijding van het stadslawaai (B.S. 23.10.1997) ;

Gezien het gewestelijk ontwerpplan 2008-2013 betreffende de preventie en bestrijding van het stadslawaai in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, waarvoor het openbaar onderzoek in de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, liep van 15.10.2008 tot 31.12.2008 ;

Gezien de nieuwigheden verwezenlijkt in het kader van de bestrijding van het stadslawaai in uitvoering van het ontwerpplan ter bestrijding van het stadslawaai 2000-2005 ;

Stelt vast dat het plan 2000-2005 de verwezenlijking heeft toegelaten van pertinente evaluaties en het waarnemen van de geluidsproblematiek in het kader van een transversale collaboratie tussen de verschillende betrokken partijen ;

Bevestigt dat het nieuwe geluidsplan 2008-2013 kadert in de continuïteit van het vorige plan ;

Beslist met 22 stemmen voor en één onthouding (Toussaint) :

Te vragen dat het plan met de volgende opmerkingen, suggesties en noden met het volgende rekening houdt :

- betreurd de afwezigheid van een budgettering van de voorschriften van het plan ;
- vraagt dat de versnelling van de maatregelen inzake geluidsoverlast en van hun analyse in geval van klachten van de burgers, gesteund wordt door de gemeenten ;
- merkt op dat het plan enorm rekent op de informatie, de formatie, de cooperatie, de preventie, de mediatie,.... Vraagt opdat eveneens op het voorplan treden en eventueel worden uitgebreid, de sancties in geval van de niet naleving van de normen en de voorschriften ;
- overwegende dat het belangrijk is om een systeem op poot te zetten voor het beheer van de klachten vraagt dat de opvolging ervan beter wordt georganiseerd en de controle van de toepassing van de opgelegde maatregelen om de hinder die de normen en voorschriften overschrijdt uit te schakelen en vraagt eveneens dat eventuele juridische acties, indien nodig, worden uitgevoerd ;
- vraagt dat de voorziene sancties echt worden uitgevoerd, namelijk inzake geluidsoverlast van de vliegtuigen ;

Merkt op dat voor Oudergem de klachten voornamelijk betreffen:

- het verkeer (snelheidsovertreding, wegbedekking), namelijk de inkom van de E411 as, inbegrepen de « chocs » veroorzaakt door het verkeer op de voegen van de bedekking en de sirenes die, voornamelijk s' nachts, soms onnodig worden gebruikt ;
- de vliegtuigen : nachtvluchten;
- het openbaar vervoer en voornamelijk langsheen de metro-as en de lijn 26 van de NMBS, belgeluid inbegrepen en het geluid bij het sluiten van de deuren ;
- de discotheken, de hinder buiten inbegrepen, gezien de geselecteerde toegangen aangeduid door de uitbaters en gezien de staat van dronkenschap van bepaalde klanten ;
- de night-shops door het heen en weerverkeer ;
- de fitnesszalen, feest- en sportzalen door de muziek en balgeluiden ;
- de terrassen van de Horeca ;
- de kinderkribben, gezien het heen en weerverkeer, slaan van de autodeuren en belgeluid ;
- de schrijnwerkerijen gezien de gebruikte machines en de ventilatie in de zomer;
- de HVAC ventilatie door de voortdurende geluidsoverlast op bepaalde tijdstippen;
- de glascontainers ;
- de werven, in het bijzonder buiten de toegelaten uurroosters;

Vraagt dat bijzondere fiches(raadgevingen, normen en te respecteren voorschriften) worden ontwikkeld voor deze verschillende soorten geluidsoverlast ten einde er referentie te

kunnen opmaken tijdens de afgifte van de milieu en stedenbouwkundige vergunningen evenals tijdens mediaties ;

Vraagt de inplanting van een permanente sonometer te Oudergem ten einde de geluidsoverlast van de vliegtuigen te kunnen opmeten ;

Vraagt de wederaanleg van de Waversesteenweg tussen het Herrmann-Debrouxviaduct en het ADEPScentrum door het integreren van volgende maatregelen : inkrumping van de breedte en de snelheid, anti-geluidsmuren en fluisterasfalt ;

Bemerkt een toename van de geluidsoverlast door de aanlegwerken die thans in uitvoering zijn tussen de viaducs Herrmann-Debroux en Watermael die het wegnemen van anti geluidsmuren en hun vervanging, vraagt deze aanlegwerken aan te vullen door de plaatsing van nieuwe anti-geluidsmuren langsheen de E411as,

Vraagt dat de anti-geluidsmuren van het viaduc Herrmann-Debroux verhoogd worden en dat deze van het viaduc Watermael vervangen worden ;

Vraagt

- dat de gemeentebesturen zo vroeg mogelijk op de hoogte worden gebracht voor het in stand brengen van eender welk initiatief op het gemeentelijk grondgebied met betrekking tot de uitvoering van het geluidsplan ;
- dat de opleidingen voorzien door het ontwerpplan systematisch voorgesteld worden aan de gemeenteambtenaren ;
- dat de gemeenteambtenaren meewerken aan de formatie van de HVAC (voorschrift 28 « informatie over de beste beschikbare technologieën voor de HVAC »), aan de formatie betreffende de geluidshinder van de werven (voorschrift 30 «de geluidsoverlast van de werven reglementeren »), bij de opleiding betreffende de praktische opleiding voor bouwwerken en de duurzame renovatie van kleine gebouwen (voorschrift 35 « Informatie over de technieken en materialen waarvan de duurzame materialen inzake akoestische isolatie), en uiteindelijk deze betreffende de akoestische isolatie van de gebouwen (voorschrift 42 « het mechanisme van subsidies promoten voor de akoestische isolatie van gebouwen) ;
- dat het voorschrift 27 «rekening houden met het geluid tijdens de afgifte van de milieuvergunning» zou uitgebreid worden tot de klasse 2 en klasse 3 “.

22.01.2009/A/034

35EME OBJET

REGIE FONCIERE COMPTE DE LA REGIE FONCIERE - EXERCICE 2006 – APPROBATION PROVISOIRE.

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles capitale relatif à la gestion financière des régies communales du 6 novembre 2003 ;

Vu la circulaire du 4 février 2005 portant sur la gestion financière des régies foncières ;

DECIDE : à l'unanimité

d'approuver le compte de la Régie Foncière pour l'exercice 2006.

La présente délibération en cinq exemplaires ainsi que les annexes seront transmises à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale.

22.01.2009/A/034

35E VOORWERP

REGIE VOOR GRONDBELEID REKENING VAN DE REGIE VOOR GRONDBELEID VOOR HET DIENSTJAAR 2006 – VOORLOPIGE GOEDKEURING.

DE RAAD,

Gelet op het artikel van de Regering van Brussel-Hoofdstedelijk gewest van 6 november 2003 met betrekking tot het financieel beheer van de gemeentebedrijven ;

Gelet op de omzendbrief van 4 februari 2005 betreffende het financieel beheer van de gemeentebedrijven;

BESLIST : met éénparigheid

de rekening van de Regie voor Grondbeleid voor het dienstjaar 2006 goed te keuren.

Onderhavige beraadslaging, in vijfvoud, evenals de bijlagen zullen overgemaakt worden aan de heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

22.01.2009/A/035

36EME OBJET

REGIE FONCIERE CONVENTION D'OCCUPATION PRECAIRE D'UN LOGEMENT DE TRANSIT A SIGNER ENTRE L'ADMINISTRATION ET LES LOCATAIRES DE LA REGIE FONCIERE.

LE CONSEIL,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu que la Régie foncière est propriétaire de logements pouvant servir de logements de transit;

Vu qu'il y a lieu d'établir une convention pour ces occupations temporaires ;

DECIDE : à l'unanimité

- d'approuver le texte de la convention d'occupation précaire à signer entre la Régie foncière et les futurs locataires d'un logement de transit.

La présente délibération, sera transmise sous forme de bref exposé à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale.

Approuvée par M. le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale.

Lettre du 03 mars 2009

Ref. : 002-2009/1280-pl

22.01.2009/A/035

36E VOORWERP

REGIE VOOR GRONDBELEID PRECARIO HUUROVEREENKOMST VAN EEN TIJDELIJKE WONING TUSSEN DE GEMEENTE EN DE HUURDERS VAN DE REGIE VOOR GRONDBELEID.

DE RAAD,

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gezien de Regie voor Grondbeleid eigenaar is van woningen die voor tijdelijke woningen bestemd worden;

Gezien een overeenkomst moet worden opgesteld voor deze tijdelijke bezetting;

BESLIST : met éénparigheid

- de tekst van het precario huurovereenkomst getekend tussen de Regie voor Grondbeleid en de huurders van een tijdelijke woning goed te keuren.

Onderhavige beraadslaging zal onder vorm van een beknopte omschrijving overgemaakt worden aan de diensten van de Heer Minister van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest.

Goedgekeurd door de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

Brief van 03 maart 2009

Ref. : 002-2009/1280-pl

22.01.2009/A/036

37EME OBJET

JURIDIQUE PROTOCOLE D'ACCORD AVEC LA STIB RELATIF AUX ABRIBUS.

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 117;

vu le dossier administratif à disposition du conseil ;

Entendu l'exposé et les explications données à la commission réunie du 19 janvier 2009 ;

Considérant ce qui suit :

La STIB souhaite reprendre la gestion des concessions communales concernant les abribus. Elle a présenté un protocole d'accord à notre commune à cette fin.

Le projet de convention présenté par la STIB a été amendé pour sauvegarder la compétence fiscale de la commune et pour éviter que la commune ne s'immisce dans les contrats à passer par la STIB avec des tiers pour gérer les abribus.

DECIDE, à l'unanimité

De marquer son accord sur le protocole d'accord avec la STIB relatif aux abribus.

La présente délibération, sous forme de bref exposé, sera transmise à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale.

Approuvée par M. le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale.
Lettre du 03 mars 2009
Réf. :002-2009/1280-pl

22.01.2009/A/036

37E VOORWERP

JURIDISCHE DIENST

ONTWERPAKKOORD MET DE MIVB BETREFFENDE DE BUSHALTES.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, met inzonderheid artikel 117;

Aangezien het bestuurlijke dossier ter beschikking van de Raad;

Gehoord de uitvoerige uitleg en de antwoorden tijdens de algemene commissiezitting van 19 januari 2009;

Overwegende wat volgt :

De MIVB wenst zichzelf alle gemeentelijke concessieovereenkomsten betreffende de overdekte bushalte te beheren. Met die perspectief heeft ze ons een ontwerpakkkoord voorgesteld.

De ontwerpovereenkomst voorgesteld door de MIVB wordt gewijzigd om de fiscale bevoegdheid van de gemeente veilig te stellen en om een inmenging van de gemeente in de contracten van de MIVB met derden te vermijden.

BESLIST : met eenparigheid der stemmen

Zijn akkoord te verlenen op het ontwerpakkkoord met de MIVB betreffende de bushaltes.

Onderhavige beraadslaging, onder de vorm van een beknopte omschrijving, zal overgemaakt worden aan de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

Goedgekeurd door de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest
Brief van 03 maart 2009
Ref. : 002-2009/1280-pl

22.01.2009/A/037

38EME OBJET

SERVICE JURIDIQUE CONVENTION DE BAIL CONCERNANT UNE PARTIE DES BÂTIMENTS DE LA FERME DE ROUGE-CLOÎTRE.

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117;

Vu le dossier administratif à disposition du conseil ;

Le dossier a été soumis à la Commission réunie du 19 janvier 2009.

Considérant ce qui suit :

Le protocole de gestion du 22 mars 2003 relatif au site de Rouge-Cloître qui fut conclu entre la Région bruxelloise, Bruxelles Environnement et notre commune dispose que le Ministère de la Région bruxelloise (sa Régie foncière) s'engage à donner en location à notre commune, dans le cadre d'un bail rénovation conclu pour une durée de 27 ans, les bâtiments de la ferme.

Étant donné que la ferme n'est plus exploitée suite au décès de l'occupant, la commune est invitée à prendre en location certaines parties de la ferme de Rouge-Cloître : les écuries.

Le 12 décembre 2008, par lettre du Ministre-Président un accord fut donné par la Région pour scinder la convention avec la commune : le corps de ferme est retiré du contrat pour l'instant faute de connaître les désordres structurels qui l'affectent et seules les écuries sont données en location. La Région affirme que la commune devra assumer quelques 400.000 euros pour remettre en état le corps de logis de la ferme de Rouge-Cloître.

Afin de ne pas mettre en péril la poursuite des activités de l'asbl « Cheval et Forêt » qui utilise les écuries pour stocker du matériel, il est proposé que le conseil communal marque son accord sur le bail limité aux écuries mais en amendant le texte même de la convention tel que présenté par la Région pour que la commune, par ce bail de rénovation, ne soit pas contrainte, pour l'avenir, de prendre en charge la réparation des désordres structurels du corps de logis de la ferme.

DECIDE, à l'unanimité

De marquer son accord sur la convention de bail concernant une partie des bâtiments de la ferme de Rouge-Cloître.

La présente délibération sera transmise, sous forme de bref exposé, à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale.

**Approuvée par M. le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale.
Lettre du 03 mars 2009
Réf. :002-2009/1280-pl**

22.01.2009/A/037

38E VOORWERP.

JURIDISCHE DIENST

HUUROVEREENKOMST BETREFFENDE EEN GEDEELTE VAN DE BOERDERIJ VAN HET ROOD KLOOSTER.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, met inzonderheid artikel 117;

Aangezien het bestuurlijke dossier ter beschikking van de Raad;

Het dossier werd aan de verenigde commissie van 19 januari 2009 voorgelegd.

Overwegende wat volgt :

De beheerovereenkomst van 22 maart 2003 betreffende het Rood Klooster afgesloten tussen het Brusselse Gewest, Leefmilieu Brussel en onze gemeente voorziet dat het Ministerie van het Brussels Gewest (zijn Grondregie) zich verbindt om ons de boerderij en de stal in het kader van een renovatie overeenkomst te verhuren.

Aangezien dat de boerderij sinds het overlijden van zijn bezetter niet meer uitgebaat is, wordt de gemeente uitgenodigd om een gedeelte van de boerderij te huren : de stal.

Op 12 december 2008 heeft het Gewest per brief van de Minister Voorzitter haar akkoord gegeven om de huurovereenkomsten op te splitsen : de boerderij zelfs is van het contract uitgesloten ten gevolge van stabiliteitsproblemen en slechts de stal is verhuurd.

Het Gewest beweert dat onze gemeente de kosten van de stabiliteitswerken (400.000 € na schatting) moet dragen.

Om de activiteiten van de vzw Paard en Bos (die de stal gebruikt om zijn goederen op te slaan) niet te verhinderen wordt er aan Uw Raad de huurovereenkomst goed te keuren maar met wijzigingen om te vermijden dat de gemeente in de toekomst de last van de stabiliteitswerken aan de boerderij draagt.

BESLIST : met eenparigheid der stemmen

Zijn akkoord te verlenen op de huurovereenkomst betreffende een gedeelte van de boerderij van het Rood Klooster.

Onderhavige beraadslaging, in twee exemplaren, zal overgemaakt worden aan de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

39EME OBJET

APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL DES JEUDIS 4 ET 18 DECEMBRE 2008

La réunion s'étant écoulée sans observations, le procès-verbal de la séance publique des jeudis 4 et 18 décembre 2008 sont considérés comme adoptés.

39^E VOORWERP

GOEDKEURING VAN DE NOTULEN VAN DE OPENBARE VERGADERING VAN DE GEMEENTERAAD VAN DONDERDAG'S 4 EN 18 DECEMBER 2008.

Gezien de vergadering verlopen is zonder opmerkingen, wordt de notulen van de openbare vergadering van donderdag's 4 en 18 december zijn beschouwd als aangenomen.

QUESTION ORALE

Conformément aux dispositions prescrites par l'article 84 de la nouvelle loi communale, Monsieur Luc TOUSSAINT, Conseiller communal, pose la question suivante :

Depuis des mois, un chancre de 30m de long défigure l'avenue Tedesco, empiète sur la chaussée, gêne la circulation et sert de poubelle.

Les immeubles 22 et 24, faisant partie du même lotissement, sont occupés par une population modeste.

Le béton en façade est devenu friable et de nombreux morceaux tombaient sur le trottoir et la chaussée. Des barrières Nadar ont été installées, mais ne protègent nullement les occupants qui doivent entrer ou sortir du bâtiment.

Qui est responsable en cas d'accident ?

Des morceaux de béton se sont détachés et ont mis les armatures métalliques à nu.

Pourquoi a-t-on prévu une zone de sécurité aussi large sur la chaussée ?

Craint-on un effondrement du bâtiment ?

Combien de mois faut-il au propriétaire pour restaurer son bâtiment et permettre l'enlèvement des barrières Nadar de sécurité ?

Que fait la commune devant cette situation ?

Quels sont les moyens d'action vis-à-vis du propriétaire pour remédier à cette situation ?

Ne faudrait-il pas déclarer le bâtiment insalubre et le faire évacuer ?

Il est temps que la commune se préoccupe du problème.

Réponse faite par Monsieur Didier GOSUIN, Bourgmestre :

Il aborde, dans l'ordre les questions du conseiller.

• **Qui est responsable en cas d'accident ?**

Les barrières Nadar sont faites pour que les passants n'empruntent pas la section de voirie où des chutes de gravas ont été constatées. Le propriétaire est le premier responsable de l'état.

• **Pourquoi a-t-on prévu une zone de sécurité aussi large sur la chaussée ?**

Les chutes de gravas sont le fait d'une façade vétuste mais aussi de déprédations causées par des locataires. C'est la raison de la largeur de la zone de sécurité.

• **Craint-on un effondrement du bâtiment ?**

Non, on craint encore des chutes de gravas.

• **Combien de mois faut-il au propriétaire pour restaurer son bâtiment et permettre l'enlèvement de barrières Nadar de sécurité ?**

Nous l'ignorons. Nous constatons un défaut de diligence de sa part.

• **Que fait la commune devant cette situation ?**

La commune a engagé les procédures d'enquêtes dès le début 2008. En mars 2008, une demande de visite a été formulée et vue l'inertie et le refus de la société propriétaire, un arrêté du Bourgmestre a dû être pris pour ordonner la visite des deux immeubles et de l'ensemble des appartements.

Ensuite, deux arrêtés du Bourgmestre ont été pris, l'un en août 2008 pour ordonner des travaux de sécurisation et l'autre en septembre pour déclarer insalubre un appartement et ordonner la réalisation de travaux de mise en conformité. Les barrières Nadar ont été installées en août. Des procédures de sanctions administratives ont été entamées à son encontre en décembre.

- **Quels sont ses moyens d'action vis-à-vis du propriétaire pour remédier à cette situation ?**

La taxation pour insalubrité a été mise en œuvre (2.700 € sont dus pour l'exercice d'imposition 2008), trois arrêtés du Bourgmestre ont été pris et deux procédures de sanction administrative sont en cours.

- **Ne faudrait-il pas déclarer le bâtiment insalubre et le faire évacuer ?**

Seul un appartement a été déclaré insalubre. Pour le reste, il n'y a pas de danger d'instabilité de tout l'édifice.

**L'ORDRE DU JOUR ETANT EPUISE ET
PLUS PERSONNE NE DEMANDANT LA PAROLE;
LA SEANCE EST LEVEE A 20 HEURES 35.
AINSI FAIT ET DELIBERE EN SEANCE.
GEZIEN DE DAGORDE UITGEPUT IS EN
NIEMAND NOG HET WOORD VRAAGT,
WORDT DE ZITTING OPGEHEVEN TE 20 UUR 35.
ALZO BESLOTEN TIJDENS DE ZITTING.**

**Le Secrétaire communal f.f.,
De Gemeentsecretaris dd.,**

**Le Président,
De Voorzitter,**

Etienne SCHOONBROODT.

Didier GOSUIN.